



# JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

PARAÎSSANT LE JEUDI

Matahiti 137  
N° 2

TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI

Mahana 14  
no Tenuare 1988

## SOMMAIRE

### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

**ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION**

Pages

Avis de concours pour le recrutement de commissaires de police (femmes et hommes). (Paru au J.O.R.F. du 13 décembre 1987, page 14540)..... 53

**EXTRAITS**

Décret du 15 décembre 1987 portant nomination (magistrature). (Paru au J.O.R.F. du 16 décembre 1987, page 14633)..... 53

Arrêté interministériel du 27 novembre 1987 autorisant l'ouverture d'un concours de recrutement d'inspecteurs de l'enseignement technique au titre de l'année 1988 (femmes et hommes). (Paru au J.O.R.F. du 5 décembre 1987, page 14185)..... 54

Arrêté interministériel du 7 décembre 1987 autorisant en 1988 l'ouverture d'un concours externe pour le recrutement de techniciens géomètres du cadastre du corps d'Etat pour l'administration de la Polynésie française (femmes et hommes). (Paru au J.O.R.F. du 12 décembre 1987, page 14448)..... 54

Arrêté ministériel du 8 décembre 1987 portant répartition par spécialités des postes et organisation du concours de recrutement des inspecteurs de l'enseignement technique de la session de 1988. (Paru au J.O.R.F. du 16 décembre 1987, page 14627)..... 54

Arrêté interministériel du 16 décembre 1987 autorisant au titre de l'année 1988 l'ouverture de concours pour le recrutement de conseillers d'administration scolaire et universitaire (femmes et hommes). (Paru au J.O.R.F. du 19 décembre 1987, page 14820)..... 54

Arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> décembre 1987 portant interdiction de circulation, de distribution et de mise en vente d'une revue. (J.O.R.F. du 12 décembre 1987, page 14454)..... 55

Arrêté ministériel du 4 décembre 1987 portant interdiction de circulation, de distribution et de mise en vente d'une revue. (J.O.R.F. du 5 décembre 1987, page 14178)..... 55

**ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE**

Arrêté n° 1390-22 BCO du 30 novembre 1987 portant délégation de signature au directeur de la réglementation et du contrôle de la légalité..... 55

Arrêté n° 1467 FIP du 9 décembre 1987 portant décisions complémentaires au titre de l'exercice 1987..... 56

Arrêté n° 1509 BAC du 15 décembre 1987 fixant à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1987 le taux de base de l'indemnité représentative de logement à verser à certaines catégories d'instituteurs..... 56

|  |    |
|--|----|
| Arrêté n° 1517 BCO du 17 décembre 1987 portant modification de l'arrêté n° 1338 BCO du 17 novembre 1987 portant affectation des produits versés par l'Institut d'émission d'outre-mer au titre de l'exercice 1985. ....    | 57 |
| Arrêté n° 1518 BCO du 17 décembre 1987 portant affectation des produits versés par l'Institut d'émission d'outre-mer au titre de l'exercice 1986. ....   | 57 |
| <b>EXTRAITS</b>  |    |
| Arrêté n° 1494 PELE4 du 14 décembre 1987 fixant la date des élections à la commission administrative paritaire du corps du personnel des services médicaux de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française. .... | 57 |
| Arrêté n° 1498 CAB/DPC du 14 décembre 1987 fixant les résultats de l'examen du brevet national de secourisme du 5 décembre 1987 au lycée technique du Taaone à Pirae. ....   | 58 |
| Arrêté n° 1499 CAB/DPC du 14 décembre 1987 fixant les résultats de l'examen du brevet national de secourisme du 28 novembre 1987 à l'Ecole territoriale d'infirmiers/ères à Mamao (Papeete). ....                          | 58 |
| Décision n° 1504 PELE1 du 15 décembre 1987 constatant la fixation de la résidence habituelle en Polynésie française de M. Ferdinand Louis, adjoint d'enseignement au lycée technique du Taaone. ....                       | 58 |
| Arrêté n° 1508 BCO du 15 décembre 1987 portant acceptation d'un agent spécial de compagnie d'assurances. ....  | 58 |
| Arrêté n° 1511 CAB/MIL du 16 décembre 1987 relatif à la composition du tribunal des pensions pour la période du 1er janvier au 31 décembre 1988. ....  | 58 |
| Arrêté n° 1539 AC/DIR/ADM du 18 décembre 1987 relatif à la nomination du chef du service de l'infrastructure aéronautique. ....  | 58 |
| Arrêté n° 1545 CAB/DPC du 21 décembre 1987 fixant les résultats de l'examen du brevet national de secourisme du 12 décembre 1987 à Nuku-Hiva (archipel des Marquises). ....  | 58 |
| Arrêté n° 1572 J du 24 décembre 1987 accordant un congé de deux semaines à Me Jean Solari, notaire et portant nomination de M. Jacques Dupoux en qualité d'intérimaire. ....   | 58 |

## ACTES DES INSTITUTIONS DU TERRITOIRE

### ARRETES DU GOUVERNEMENT OU DES MINISTRES

#### PRESIDENCE

|   |    |
|---|----|
| Arrêté n° 813 PR du 29 décembre 1987 portant nomination d'un clerc d'huissier assermenté. (Mlle Tania Anne-Marie Rei Lehartel). ....  | 59 |
| Arrêté n° 815 PR du 30 décembre 1987 rapportant certains arrêtés portant attribution de subventions. ....   | 59 |
| Arrêtés n°s 816 à 818, 820, 822 à 824 PR du 31 décembre 1987 portant nominations au cabinet du Président du gouvernement du territoire de la Polynésie française. (MM. Jean-Christophe Shigetomi, Albert Daussin-Charpantier, Patrick Schlouch, Jean-Marie Bouvier, Alfred Mara, Bernard Fiolet, Jean-Marc Lestienne). .... | 60 |
| Arrêté n° 3 PR du 6 janvier 1988 portant ouverture de crédits provisoires au titre du budget territorial ordinaire de l'exercice 1988. ....   | 62 |
| Arrêté n° 5 PR du 6 janvier 1988 portant délégation de signature au chef du service des finances et de la comptabilité. ...   | 89 |

#### EXTRAITS

|  |    |
|--|----|
| Arrêté n° 14 CM du 5 janvier 1988 portant transfert de crédits de sous-chapitre à sous-chapitre au budget du territoire, exercice 1987. .... | 89 |
|--|----|

**MINISTÈRE DU TRAVAIL, DU TOURISME, DES TRANSPORTS ET DES SPORTS**

|  |    |
|--|----|
| Arrêté n° 1 CM du 4 janvier 1988 accordant à la société Taporo Te Ao Tea une subvention. ....  | 89 |
| Arrêté n° 2 CM du 4 janvier 1988 portant nomination des membres du conseil d'administration de l'Office de promotion et d'animation touristiques de Tahiti et ses îles. ....             | 90 |
| Arrêté n° 3 CM du 4 janvier 1988 portant nomination de M. Bigorgne Richard auprès du ministre du travail, du tourisme, des transports et des sports. ....                                | 90 |
| Convention n° 88-2 du 5 janvier 1988 relative à la création d'une antenne de la Caisse de prévoyance sociale domiciliée au sein de la délégation de la Polynésie française à Paris. .... | 91 |

**EXTRAITS**

|   |    |
|---|----|
| Arrêté n° 1321 CM du 30 décembre 1987 portant fixation du salaire interprofessionnel garanti (SMIG et SMAG) au 1er janvier 1988. .... | 92 |
|---|----|

**MINISTÈRE DE LA MER, DE L'ÉQUIPEMENT, DE L'ÉNERGIE ET DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS**

|   |     |
|---|-----|
| Arrêté n° 1309 CM du 28 décembre 1987 approuvant et rendant exécutoires les délibérations n°s 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26 et 27-87 du 6 novembre 1987 du conseil d'administration du port autonome de Papeete. ....  | 92  |
| Arrêté n° 5245 MME du 29 décembre 1987 portant délégation de signature aux agents du service de l'équipement des pièces relatives aux marchés publics. ....   | 108 |
| Arrêté n° 4 CM du 4 janvier 1988 portant interdiction des signaux phoniques dans le port de Papeete à l'exclusion des signaux prévus par le règlement international pour prévenir les abordages en mer. ....  | 110 |
| Arrêté n° 5 CM du 4 janvier 1988 portant modification de l'arrêté n° 1151 CM du 28 novembre 1985 relatif à l'organisation, au fonctionnement et aux règles financières, budgétaires et comptables de l'établissement public dénommé "Office des postes et télécommunications". .... | 110 |
| Arrêté n° 6 CM du 4 janvier 1988 modifiant l'arrêté n° 1138 CM du 21 novembre 1985 relatif au fonctionnement et aux règles financières, budgétaires et comptables de l'établissement public dénommé "port autonome de Papeete". ...   | 111 |

**MINISTÈRE DU PLAN ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, DES AFFAIRES FINANCIÈRES ET DES RÉFORMES ADMINISTRATIVES**

|  |     |
|--|-----|
| Arrêtés n°s 5250 à 5253 MPA du 30 décembre 1987 portant délégations de signature du ministre du plan et de l'aménagement du territoire, des affaires financières et des réformes administratives : - à M. Yves Abguillem ; au chef du service des domaines et de l'enregistrement ; à M. Pierre Drevon, chef du service des douanes ; à M. Yves Guido, chef du service de l'informatique. .... | 111 |
|--|-----|

**MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES, DE LA CONSOMMATION, DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE**

|   |     |
|---|-----|
| Arrêté n° 1315 CM du 30 décembre 1987 fixant les prix de l'énergie électrique distribuée par la S.A. "Electricité de Tahiti" dans l'île de Tahiti. ....   | 114 |
| Arrêté n° 1316 CM du 30 décembre 1987 fixant la valeur CAF barème représentative de la valeur en douane de certains produits pétroliers dans le territoire. ....  | 115 |
| Arrêté n° 1317 CM du 30 décembre 1987 fixant le prix maximal de gros de certains hydrocarbures dans le territoire. ....   | 115 |
| Arrêté n° 1318 CM du 30 décembre 1987 fixant la marge maximale de détail applicable à certains hydrocarbures dans le territoire. ....   | 116 |
| Arrêté n° 1319 CM du 30 décembre 1987 fixant le prix maximal de vente au détail de certains hydrocarbures dans le territoire. ....  | 117 |
| Arrêté n° 1320 CM du 30 décembre 1987 portant modification de la taxe de consommation et fixant le montant de la taxe pour l'emploi applicables à certains produits pétroliers dans le territoire. .... | 117 |

**EXTRAITS**

|   |     |
|---|-----|
| Arrêté n° 1322 CM du 30 décembre 1987 constatant l'indice des prix de détail à la consommation familiale du mois de novembre 1987.....                                      | 118 |
| Arrêté n° 7 CM du 5 janvier 1988 relatif à la nomination du chef du service des affaires économiques, du commerce extérieur et du plan, par intérim. (M. Nick Toomaru)..... | 118 |

**MINISTÈRE DES AFFAIRES FONCIÈRES ET ADMINISTRATIVES**

|   |     |
|---|-----|
| Arrêté n° 5255 MFA du 30 décembre 1987 portant délégation de signature aux administrateurs des circonscriptions territoriales, en matière de travaux immobiliers.....             | 118 |
| Arrêté n° 6 MFA du 6 janvier 1988 portant délégation de signature du ministre des affaires foncières et administratives à M. Louis Laborde, conseiller technique.....             | 119 |
| Arrêté n° 15 CM du 6 janvier 1988 portant nomination de M. Michel Stanislas Villar en qualité de directeur de cabinet du ministère des affaires foncières et administratives..... | 119 |

**ACTES MUNICIPAUX****COMMUNE DE PIRAE**

|   |     |
|---|-----|
| Délibération municipale n° 69-87 du 10 décembre 1987 portant modification de la redevance sur l'enlèvement des ordures ménagères..... | 119 |
|---|-----|

**AVIS OFFICIELS**

|  |     |
|--|-----|
| Service des douanes.— Cours des changes (période du 14 au 27 janvier 1988 inclus).....   | 120 |
| Service de l'inspection du travail et des lois sociales.— Avis et convention collective du travail du personnel des banques et des sociétés financières de la Polynésie française..... | 120 |
| Service de l'aménagement du territoire.— 1°) Etat récapitulatif des autorisations de travaux immobiliers des îles du Vent et des Tuamotu-Gambier (mois de décembre 1987).....          | 135 |
| 2°) Avis d'enquête publique n° 87-1168 MFA/AU du 31 décembre 1987 relative au projet de plan général d'aménagement de la commune de Mahina.....  | 140 |
| Enquêtes de commodo et incommodo :   |     |
| - M. Eric Lucas (commune de Hitiaa O Te Ra).....   | 140 |
| - M. Jean Hugues Tricard, mandataire de la société Tahiti Pétroles (commune de Pirae).....   | 140 |
| - M. Jean Hugues Tricard, mandataire de la société Shell Service (commune de Arue).....  | 140 |
| - M. Hatua Tematahotoa (commune de Rimatara).....  | 141 |
| - M. Maurice Kilian, mandataire de Kilian Frères S.A.R.L. (commune de Moorea-Maiao).....   | 141 |
| - M. Michel Strebel, gérant de la société Polpodrev (commune de Bora Bora).....  | 141 |

**PARTIE NON OFFICIELLE**

|                                      |     |
|--------------------------------------|-----|
| Annonces judiciaires et légales..... | 142 |
| Annonces diverses.....               | 143 |

# PARTIE OFFICIELLE

## ACTES DU POUVOIR CENTRAL

### ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

#### AVIS de concours pour le recrutement de commissaires de police (femmes et hommes).

En application de l'article 4, alinéas A et B, du décret n° 77-988 du 30 août 1977 modifié relatif au statut particulier du corps des commissaires de police de la police nationale, un recrutement de quarante-neuf commissaires de police aura lieu à partir du 2 mars 1988, par deux concours distincts :

##### A. - Premier concours

Nombre de postes à pourvoir : trente et un.

Les candidats des deux sexes doivent être âgés de trente ans au plus au 1er janvier 1988, et être titulaires de la licence ou d'un diplôme ou titre équivalent ou en dernière année d'études qui en précède l'obtention. Dans cette dernière hypothèse, les candidats devront justifier de la possession du diplôme postulé avant l'entrée à l'Ecole nationale supérieure de police qui suit immédiatement le concours. Par ailleurs, aux termes de l'article 1er du décret n° 81-317 du 7 avril 1981, les mères de famille d'au moins trois enfants qu'elles élèvent ou ont élevés effectivement peuvent accéder au concours sans condition de diplômes.

##### B. - Second concours

Nombre de postes à pourvoir : dix-huit.

Ouvert aux fonctionnaires des deux sexes des services effectifs de la police nationale et aux secrétaires administratifs de police ayant accompli quatre années de services effectifs en cette qualité et âgés de trente-cinq ans au plus au 1er janvier 1988.

En application du décret n° 77-988 du 30 août 1977 (art. 4), huit postes pour le premier concours et trois pour le second concours pourront être attribués aux candidats du sexe féminin remplissant les conditions ci-dessus.

Les limites d'âge supérieures sont reculées d'une année par enfant à charge ainsi que du temps passé au titre du service national actif, sans pouvoir excéder trente-cinq ans pour les candidats au premier concours et quarante ans pour les candidats du second, au 1er janvier 1988, sauf dérogations prévues par la loi n° 76-617 du 9 juillet 1976, le décret n° 77-788 du 12 juillet 1977 et par la loi n° 79-569 du 7 juillet 1979.

Les candidats ayant souscrit un engagement ou un rengagement postérieurement au 11 juillet 1965 pour accomplir leurs obligations militaires ou un service de défense d'une durée supé-

rieure à celle du service national actif bénéficieront, à concurrence de dix années, d'un recul d'un temps égal à celui effectivement passé sous les drapeaux, de la limite d'âge supérieure pour l'accès aux concours.

Les épreuves d'admissibilité (épreuves écrites) auront lieu les 2 et 3 mars 1988 dans les centres ouverts en métropole et dans les départements et territoires d'outre-mer. Les épreuves d'admission se dérouleront à Paris à partir du 14 juin 1988.

Les candidats devront adresser leur dossier le plus rapidement possible, et en tout cas avant le 31 décembre 1987, ainsi que toutes demandes de renseignements à la préfecture (secrétariat général pour l'administration de la police) de Bordeaux, Dijon, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Paris, Rennes Toulouse, Tours ou Versailles, ou à celle d'un département ou territoire d'outre-mer.

Tous renseignements peuvent également être obtenus auprès de la délégation régionale au recrutement et à la formation de Bordeaux, Dijon, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Paris, Ile-de-France, Rennes, Toulouse, Tours (les adresses seront communiquées par les commissariats de police).

#### DECRET du 15 décembre 1987 portant nomination (magistrature). (Extrait).

Par décret du Président de la République en date du 15 décembre 1987, vu la liste par ordre de mérite des auditeurs de justice reconnus aptes à l'exercice des fonctions judiciaires publiée au *Journal officiel* du 15 octobre 1987, vu l'avis du Conseil supérieur de la magistrature en ce qui concerne les magistrats et les auditeurs de justice nommés à des postes du siège :

Sont nommés :

*Cour d'appel de Papeete*

*Tribunal de première instance de Papeete*

Juge : M. Serge Durand, auditeur de justice, en remplacement de M. Breton, nommé premier substitut du procureur de la République.

\*Substitut du procureur de la République : M. Dominique Boisselet, juge au tribunal de grande instance de Briey, en remplacement de M. Reynaud, nommé premier substitut du procureur de la République près le tribunal de grande instance de Chartres.

.....  
*Nota.* - Les nominations précédées d'un astérisque subordonnent la prise de fonctions des auditeurs de justice de la promotion 1986.

---

**ARRETE INTERMINISTERIEL du 27 novembre 1987 autorisant l'ouverture d'un concours de recrutement d'inspecteurs de l'enseignement technique au titre de l'année 1988 (femmes et hommes).**

Par arrêté du ministre de l'éducation nationale et du ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et du Plan, en date du 27 novembre 1987, un concours est ouvert au titre de l'année 1988 pour le recrutement d'inspecteurs de l'enseignement technique (femmes et hommes).

Le nombre de places offertes est fixé à vingt-cinq.

La date des épreuves, la composition du jury et la liste des candidats admis à concourir font l'objet d'un arrêté du ministre de l'éducation nationale.

La clôture du registre des inscriptions aura lieu le 5 janvier 1988 à dix-sept heures.

*Nota.* - Tous renseignements peuvent être obtenus auprès des rectorats (service des examens et concours).

Ce concours est ouvert aux fonctionnaires titulaires appartenant à un corps de l'enseignement public.

---

**ARRETE INTERMINISTERIEL du 7 décembre 1987 autorisant en 1988 l'ouverture d'un concours externe pour le recrutement de techniciens géomètres du cadastre du corps d'Etat pour l'administration de la Polynésie française (femmes et hommes).**

Par arrêté du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, du ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et du Plan, et du ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, chargé du budget, en date du 7 décembre 1987, est autorisée en 1988 l'ouverture d'un concours externe pour le recrutement de deux techniciens géomètres du cadastre du corps d'Etat pour l'administration de la Polynésie française (femmes et hommes).

L'avis indiquant la date des épreuves écrites, la date limite de dépôt des candidatures et le nombre d'emplois offerts sera inséré au *Journal officiel* de la République française.

**ARRETE MINISTERIEL du 8 décembre 1987 portant répartition par spécialités des postes et organisation du concours de recrutement des inspecteurs de l'enseignement technique de la session de 1988.**

Par arrêté du ministre de l'éducation nationale en date du 8 décembre 1987, le concours de recrutement des inspecteurs de l'enseignement technique pour la session de 1988 est prévu les 16 et 17 mars 1988 dans les spécialités suivantes :

Enseignement commercial : 3 postes ;  
 Enseignements scientifiques : 3 postes ;  
 Enseignement des sciences biologiques et des sciences sociales appliquées : 2 postes ;

Enseignements techniques industriels :  
 - option Bâtiment mécanique : 10 postes ;  
 - option Habillement : 5 postes ;

Enseignements artistiques : 2 postes.

L'ouverture du registre des inscriptions à ce concours est fixée du lundi 16 novembre 1987 au mardi 5 janvier 1988.

Seules seront acceptées les candidatures présentées sur les formulaires établis par l'administration.

Elles devront être :

- soit déposées au service des concours de chaque académie au plus tard le mardi 5 janvier 1988 à 17 heures ;  
 - soit confiées aux services postaux en temps utile pour que l'enveloppe d'expédition soit oblitérée du mardi 5 janvier 1988 à minuit au plus tard, le cachet de la poste faisant foi.

Les épreuves écrites se dérouleront au chef-lieu de chaque académie ainsi que dans certains centres éventuellement ouverts outre-mer et à l'étranger les 16 et 17 mars 1988.

---

**ARRETE INTERMINISTERIEL du 16 décembre 1987 autorisant au titre de l'année 1988 l'ouverture de concours pour le recrutement de conseillers d'administration scolaire et universitaire (femmes et hommes).**

Par arrêté du ministre de l'éducation nationale et du ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique et du Plan, en date du 16 décembre 1987, est autorisée au titre de l'année 1988 l'ouverture de deux concours pour le recrutement de conseillers d'administration scolaire et universitaire (femmes et hommes).

Le nombre total de places offertes aux concours est fixé à cinquante-neuf.

Ces places sont réparties de la manière suivante :

Premier concours prévu à l'article 46 du décret n° 83-1033 du 3 décembre 1983 portant statut de ces agents : neuf postes ;

Deuxième concours prévu à l'article 46 du même décret :

- branche Administration générale : neuf postes ;
- branche Administration financière : quarante et un postes.

Les horaires des épreuves, la composition des jurys ainsi que la liste des candidats admis à concourir feront l'objet d'arrêtés ultérieurs du ministre de l'éducation nationale.

La date de clôture des inscriptions est fixée au 21 janvier 1988.

*Nota.* - Pour tous renseignements, les candidats doivent s'adresser au service des examens et concours du rectorat de l'académie de leur choix.

**ARRETE MINISTERIEL** du 1er décembre 1987 portant interdiction de circulation, de distribution et de mise en vente d'une revue.

Par arrêté du ministre de l'intérieur en date du 1er décembre 1987,

Considérant que la revue intitulée *Front commun* (organe central d'information et d'analyse du mouvement patriotique du Congo-Brazzaville) est de provenance étrangère dès lors que l'un de ses « responsables politiques » est de nationalité étrangère et que sa documentation est d'inspiration étrangère ;

Considérant que la circulation, la distribution ou la mise en vente en France de cette revue est de nature à porter atteinte aux intérêts diplomatiques de la France ;

Considérant qu'en raison des nécessités de la conduite des relations internationales il n'y a pas lieu de faire application des dispositions de l'article 8 du décret n° 83-1025 du 28 novembre 1983,

La circulation, la distribution et la mise en vente de la revue *Front commun* (organe central d'information et d'analyse du mouvement patriotique du Congo-Brazzaville) sont interdites sur l'ensemble du territoire.

**ARRETE MINISTERIEL** du 4 décembre 1987 portant interdiction de circulation, de distribution et de mise en vente d'une revue.

Par arrêté du ministre de l'intérieur en date du 4 décembre 1987,

Considérant que la revue intitulée *Novembre* constitue une reprise des revues *El Badil*, interdite par arrêté du 22 décembre 1986, *L'Alternative démocratique*, interdite par arrêté du 20 mars 1987, et *Le Changement*, interdite par arrêté du 13 juillet 1987 ;

Considérant que la circulation, la distribution ou la mise en vente de la revue *Novembre* sont, dans le contexte actuel, de nature à porter atteinte aux intérêts diplomatiques de la France ;

Considérant qu'en raison de l'urgence et des nécessités de l'ordre public il n'y a pas lieu de faire application des dispositions prévues à l'article 8 du décret n° 83-1025 du 28 novembre 1983,

Sont interdites sur l'ensemble du territoire la circulation, la distribution et la mise en vente de la revue intitulée *Novembre*.

## ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

**ARRETE** n° 1390-22 BCO du 30 novembre 1987 portant délégation de signature au directeur de la réglementation et du contrôle de la légalité.

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 70-544 du 19 juin 1970 portant délégation de pouvoirs et autorisant les délégués du gouvernement, dans certains territoires d'outre-mer à déléguer leur signature ;

Vu le décret du 17 novembre 1987 portant nomination de M. Jean Montpezat, haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 250 SG du 18 février 1985 portant organisation des services du haut-commissariat de la République en Polynésie française ;

Vu la décision n° 251 P.E.L.E du 18 février 1985 portant affectation des personnels dans les services du haut-commissariat ;

Vu la décision n° 967 P.E.L.E3 du 31 juillet 1986 portant affectation de M. Alain Gueydan, attaché de préfecture de 2e classe ;

Vu la décision n° 817 P.E.L.E3 du 4 août 1987 portant affectation de M. Bernard Remond, attaché de préfecture de 2e classe, 6e échelon ;

Vu l'arrêté n° 850 BCO du 14 août 1987 portant délégation de signature au directeur de la réglementation et du contrôle de la légalité ;

Sur proposition du secrétaire général de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er. — Délégation de signature est donnée à Mme Marie-José Hubert, directeur de la réglementation et du contrôle de la légalité, pour signer au nom du haut-commissaire, dans la limite de ses attributions, les actes suivants :

- les cartes nationales d'identité ;
- les passeports délivrés aux ressortissants français résidant dans le territoire de la Polynésie française ;
- les bordereaux de transmission et correspondances courantes relatives à l'instruction des dossiers, à l'exclusion des correspondances abordant des problèmes de principe adressées aux élus ou aux administrations centrales ;
- les autorisations de transferts des restes mortels ;
- les autorisations de retour dans le territoire ;
- les autorisations de stations radioélectriques ;
- l'engagement et la liquidation des dépenses imputées sur le budget de l'Etat.

Art. 2. — En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Marie-José Hubert, la délégation définie à l'article 1er sera exercée concurremment par M. Bernard Remond, chef du bureau du contrôle de la légalité et par M. Alain Gueydan, chef du bureau de la réglementation et des élections, pour ce qui concerne les affaires relevant de leurs attributions respectives et par M. Bernard Remond pour les affaires relevant de la compétence du directeur.

Art. 3.— Le secrétaire général de la Polynésie française est chargé de l'application du présent arrêté qui abroge l'arrêté n° 850 BCO du 14 août 1987 et qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Papeete, le 30 novembre 1987.

Jean MONTPEZAT.

# **ARRÊTÉ n° 1467 FIP du 9 décembre 1987 portant décisions complémentaires au titre de l'exercice 1987.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
président du comité de gestion du F.I.P.,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française, modifiée par la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 ;

Vu le décret n° 72-668 du 13 juillet 1972 relatif au comité de gestion du F.I.P. modifié par le décret n° 79-127 du 13 février 1979 ;

Vu le décret n° 75-438 du 28 mai 1975 fixant à compter de l'année 1975 la quote-part des ressources du budget du territoire de la Polynésie française destinée à alimenter le F.I.P. ;

Vu les décisions prises par le comité de gestion du F.I.P. en sa séance du 7 décembre 1987,

Arrête :

\* Article 1er.— Le comité de gestion du F.I.P. autorise la commune de Taputapuatea à passer auprès de la Caisse des dépôts et consignations un emprunt amortissable en 5 années d'un montant maximum plafonné à 45 millions de francs Pacifique pour la construction d'un C.J.A. de Faaroa.

Les annuités (intérêt + capital) de cet emprunt seront remboursées par le F.I.P. à la commune au vu du tableau d'amortissement établi par l'organisme prêteur.

Art. 2.— L'opération relative à la construction du logement de gardien du groupe scolaire de Vaitahe à Uturoa d'un montant de 3.360.000 F. CFP figurant à l'annexe IV à l'arrêté n° 305 FIP du 21 février 1985 est supprimée.

Art. 3.— La somme de 3.360.000 F. CFP figurant à l'article précédent est affectée au financement partiel de la réparation d'un bâtiment à l'école primaire d'Anau, commune de Bora Bora.

Le financement complémentaire (3.640.000 F. CFP) s'imputera sur l'enveloppe des constructions scolaires de 1988.

Art. 4.— L'avance-relai de 20 millions de francs Pacifique accordée par arrêté n° 477 FIP du 18 juillet 1985 à la commune de Mahina en vue d'effectuer des réparations à l'école de Mahina IV devra être remboursée au F.I.P. avant le 31 décembre 1988.

Ce présent article annule l'article 6 de l'arrêté n° 1645 FIP du 24 décembre 1986 se rapportant à ce même objet.

Art. 5.— Il est pris acte des désignations effectuées par les représentants au F.I.P. des communes pour siéger au comité territorial des constructions scolaires :

- M. Franklin Brotherson,
- M. Tinomana Ebb,
- M. Jean Juventin,
- M. Guy Rauzy,
- M. Tutaha Salmon,
- M. Jean Temauri.

Art. 6.— Il est pris acte des désignations effectuées par les représentants élus du F.I.P. pour siéger au comité technique territorial des transports scolaires :

- M. Tinomana Ebb,
- M. Albert Taruoura.

Art. 7.— Il est pris acte des désignations effectuées par les membres du F.I.P. pour siéger à la commission territoriale de la carte scolaire du 1er degré :

- M. Henri Marere (suppléant M. Tinomana Ebb) ;
- M. Taratua Terirere (suppléant M. Jean Temauri).

Art. 8.— M. Jean Juventin est désigné par le comité de gestion du F.I.P. pour siéger à la commission attributive de l'Office territorial de l'habitat social.

Art. 9.— M. Tutaha Salmon est désigné par les représentants, au F.I.P., des communes, pour siéger au conseil d'établissement du conservatoire artistique territorial.

Art. 10.— Le secrétaire général de la Polynésie française, le trésorier-payeur général, le chef de la mission d'aide financière et de coopération régionale, le chef du bureau des affaires communales, les chefs de subdivision administrative, les receveurs municipaux sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Papeete, le 9 décembre 1987.

Jean MONTPEZAT.

# **ARRÊTÉ n° 1509 BAC du 15 décembre 1987 fixant à compter du 1er janvier 1987 le taux de base de l'indemnité représentative de logement à verser à certaines catégories d'instituteurs.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur,

Vu la loi du 30 octobre 1886 modifiée relative à l'organisation de l'enseignement primaire ;

Vu la loi du 19 juillet 1889 sur les dépenses ordinaires de l'instruction primaire publique et les traitements du personnel de ce service ;

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation de communes dans le territoire de la Polynésie française, modifiée et complétée par la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 ;

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 82-622 du 19 juillet 1982 fixant les dispositions statutaires applicables au corps des instituteurs de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 83-367 du 2 mai 1983 relatif à l'indemnité de logement due aux instituteurs ;



Vu le procès-verbal de la réunion du conseil de l'enseignement primaire du 26 avril 1984 aux termes duquel le principe d'une réévaluation annuelle de l'indemnité de logement des instituteurs a été adopté ;

Vu la correspondance n° 3209 BAC du 2 octobre 1987 invitant les chefs de subdivision administrative à faire délibérer les conseils municipaux de leur subdivision sur la revalorisation de ladite indemnité,

Arrête :

Article 1er.— Pour compter du 1er janvier 1987, le taux de base de l'indemnité représentative de logement à verser aux instituteurs, telle que définie par le décret n° 83-367 du 2 mai 1983, est fixé pour l'ensemble des communes de la Polynésie française à 15 040 F.CFP par mois.

Art. 2.— Le secrétaire général de la Polynésie française, les chefs de subdivision administrative, le chef du service de l'éducation, les maires, les receveurs municipaux sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Papeete, le 15 décembre 1987.

Jean MONTPEZAT.

**ARRETE n° 1517 BCO du 17 décembre 1987 portant modification de l'arrêté n° 1338 BCO du 17 novembre 1987 portant affectation des produits versés par l'Institut d'émission d'outre-mer au titre de l'exercice 1985.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 85-403 du 3 avril 1985 approuvant les statuts de l'Institut d'émission d'outre-mer, notamment l'article 14 des statuts ;

Vu l'arrêté du 8 août 1986 portant répartition des produits de l'émission entre les territoires français du Pacifique et la collectivité territoriale de Mayotte ;

Vu l'arrêté n° 1338 BCO du 17 novembre 1987 portant affectation des produits versés par l'Institut d'émission d'outre-mer au titre de l'exercice 1985 ;

Sur proposition du secrétaire général de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— L'arrêté n° 1338 BCO du 17 novembre 1987 est modifié comme suit :

« Article 1er.— La part de la Polynésie française sur les produits de l'émission versés par l'Institut d'émission d'outre-mer au titre de l'exercice 1985, fixée à 58,47 % du montant de ces produits et représentant la somme de 18.093.905,93 francs français, est répartie comme suit :

- Société de crédit et de développement de l'Océanie (Socrédo) : 5.993.905,93 F.F.
- Institut d'émission d'outre-mer : 6.100.000,00 F.F.
- Résorption de l'habitat insalubre : 6.000.000,00 F.F. »

Art. 2.— La part réservée à la résorption de l'habitat insalubre est versée sur un compte d'attente du Trésor.

Art. 3.— Le secrétaire général de la Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté qui abroge l'article 1er de l'arrêté n° 1338 BCO du 17 novembre 1987 et qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Papeete, le 17 décembre 1987.

Jean MONTPEZAT.

**ARRETE n° 1518 BCO du 17 décembre 1987 portant affectation des produits versés par l'Institut d'émission d'outre-mer au titre de l'exercice 1986.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française,  
chevalier de la Légion d'honneur,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 85-403 du 3 avril 1985 approuvant les statuts de l'Institut d'émission d'outre-mer, notamment l'article 14 des statuts ;

Vu l'arrêté du 17 septembre 1987 portant répartition des produits de l'émission entre les territoires français du Pacifique et la collectivité territoriale de Mayotte ;

Vu l'arrêté n° 1339 BCO du 17 novembre 1987 portant affectation des produits versés par l'Institut d'émission d'outre-mer au titre de l'exercice 1986 ;

Sur proposition du secrétaire général de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— L'arrêté n° 1339 BCO du 17 novembre 1987 est modifié comme suit :

« Article 1er.— La part de la Polynésie française sur les produits de l'émission versés par l'Institut d'émission d'outre-mer au titre de l'exercice 1986, fixée à 55,86 % du montant de ces produits et représentant la somme de 21.030.550,77 francs français, est répartie comme suit :

- Société de crédit et de développement de l'Océanie (Socrédo) : 7.030.550,77 F.F.
- Résorption de l'habitat insalubre : 14.000.000,00 F.F. »

Art. 2.— La part réservée à la résorption de l'habitat insalubre est versée sur un compte d'attente du Trésor.

Art. 3.— Le secrétaire général de la Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté qui abroge l'article 1er de l'arrêté n° 1339 BCO du 17 novembre 1987 et qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Papeete, le 17 décembre 1987.

Jean MONTPEZAT.

Par arrêté n° 1494 PEL.E4 du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 14 décembre 1987.— La date des élections à la commission administrative paritaire du corps du personnel des services médicaux du C.E.A.P.F. est fixée au 12 février 1988 (clôture du scrutin : 12 heures).

Les listes de candidats établies pour chaque grade de corps comprennent :

- pour les surveillants/tes-chefs = 1 représentant titulaire et 1 représentant suppléant ;
- pour les surveillants/tes = 2 représentants titulaires et 2 représentants suppléants ;
- pour les infirmiers/ères, sages-femmes, infirmiers spécialisés et puéricultrices = 2 représentants titulaires et 2 représentants suppléants.

Les représentants du personnel devront être en service à Tahiti. Les listes devront être déposées au plus tard le 12 janvier 1988, terme de rigueur, à la direction de la santé publique.

Elles porteront chacune le nom d'un fonctionnaire résidant à Papeete, appelé à représenter la liste dans toutes les opérations électorales et seront en outre accompagnées d'une déclaration de candidature signée par chaque candidat.

Il ne sera accepté aucun dépôt ni modification de listes après le 12 janvier 1988 à 15 heures 30.

Par arrêté n° 1498 CAB/DPC du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 14 décembre 1987.- Sont admis à l'examen du brevet national de secourisme du 5 décembre 1987 les candidats dont les noms suivants :

Mlle Bonet Marie-Louise Ahuura, MM. Bordes Yannick, Bourgeois David, Mlle Brander Cécile, MM. Chuong André, Cifre Samuel Michel, De Greff Rémy, Mlle Halligan Catherine, M. Laharrague Eric Vetea, MM. Marcellac Mocana, Mercier Marcellino, Moss James, Mou Bruno, Paparai Garry, Rezelman Florent, Tahiri David, Mme Tahutini Marie, M. Tanquerel Eric, Mlle Teihoarii Marie-France Florence, MM. Teinaore Aloïs Xavier, Teremate Vetea, Teuru Christian, Vasseur Ludovic, Vong Chai-Hing.

Par arrêté n° 1499 CAB/DPC du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 14 décembre 1987.- Sont admis à l'examen du brevet national de secourisme du 28 novembre 1987, les candidats dont les noms suivent :

MM. Brodien Hundrew, Hopoff Joseph, Ho Edmond, Mlle Iogna Christine Marie-Claude, MM. Teamo Rémy, Matchau Raitea Rodolphe, Matehau Gunther, Tumataaroa Christophe, Maui Teiva, Meuel Hugues, Nena Frédéric, Pihaaue Michel, Samuela Alain, Taiarui Marc, Timo Teuira Tu, Tahuhuterani Michel, Ahupu Tiapati, Ichner Serge Frédéric, Huukena Frédéric, Roopinia Didier.

Par décision n° 1504 PELE1 du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 15 décembre 1987.- Est constatée la fixation de la résidence habituelle en Polynésie française de M. Ferdinand Louis, adjoint d'enseignement au lycée technique du Taane, originaire du territoire.

Par arrêté n° 1508 BCO du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 15 décembre 1987.- Est acceptée la désignation de M. Arthur Chung - B.P. 283, Papeete - Tahiti - en qualité d'agent spécial de la compagnie Cardif-Société vie, 5 avenue Kléber 75798 Paris Cédex 16, pour ses opérations d'assurances en Polynésie française.

Par arrêté n° 1511 CAB/MIL du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 16 décembre 1987.- Les personnels désignés ci-dessous font partie du tribunal des pensions pour la période du 1er janvier au 31 décembre 1988 :

- M. Achille Broquet, juge au tribunal de première instance de Papeete, président ;

- M. Alain Rolland, juge au tribunal de première instance de Papeete, président suppléant ;

- M. Charles Huck, docteur en médecine, membre ;

- M. Jean François Robert, docteur en médecine, membre suppléant ;

- M. Georges Buisson, pensionné, membre ;

- M. André Dupont, pensionné, membre suppléant.

Le commissaire, chef de la section administration générale de la direction du Commissariat de la marine de Polynésie française, remplira les fonctions de commissaire du gouvernement du tribunal et de la cour des pensions de la Polynésie française.

Le greffier du tribunal de première instance de Papeete remplira les fonctions de greffier du tribunal des pensions et de la cour des pensions de la Polynésie française.

Par arrêté n° 1539 AC/DIR/ADM du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 18 décembre 1987.- M. Pierre Lauruol, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'Etat, 5e échelon, est nommé chef du service de l'infrastructure aéronautique à compter du 19 décembre 1987, en remplacement de M. Patrick De La Tullaye.

Par arrêté n° 1545 CAB/DPC du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 21 décembre 1987.- Sont admis à l'examen du brevet national de secourisme du 12 décembre 1987 à Nuku Hiva (archipel des Marquises), les candidats dont les noms suivent :

MM. Ah Scha Paul, Bonno Francis, Chin Ah You Ata, Fournier Sylvain, Kohumoctini Etienne, Mlle Paia Antonina Tahiarai, MM. Tahaamoana Albert, Tahaamoana Charles, Tahaamoana Etienne, Teore Albert Richard, Tuhoe Gilbert.

Par arrêté n° 1572 J du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 24 décembre 1987.- A compter du 26 décembre 1987, un congé de deux semaines est accordé à Maître Jean Solari, notaire à Papeete.

A compter de la même date et pendant l'absence de Maître Jean Solari, M. Jacques Dupoux est nommé notaire intérimaire. Il cessera ses fonctions pour lesquelles il a déjà prêté serment, deux jours après le retour du notaire titulaire.

# ACTES DES INSTITUTIONS DU TERRITOIRE

## ARRETES DU GOUVERNEMENT OU DES MINISTRES

### PRESIDENCE

**ARRETE n° 813 PR du 29 décembre 1987 portant nomination d'un clerc d'huissier assermenté.**

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'article 6 de la délibération n° 67-55 du 22 mai 1967 portant institution de clercs d'huissier assermentés ;

Vu la demande de Mc Michel Morgant, huissier ;

Sur la proposition du procureur général près la cour d'appel de Papeete, chef du service judiciaire, prise après avis du premier président,

Arrêté :

Article 1er.- Mlle Tania Anne-Marie Rei Lehartel, née le 11 septembre 1965 à Papeete, est nommée clerc assermenté à l'étude de Mc Michel Morgant.

Art. 2.- Avant d'entrer en fonctions, Mlle Lehartel prêterait serment devant la cour d'appel de Papeete.

Art. 3.- Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 décembre 1987.

Alexandre LEONTIEFF.

**ARRETE n° 815 PR du 30 décembre 1987 rapportant certains arrêtés portant attribution de subventions.**

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 789 PR du 11 décembre 1987 relatif à la composition du gouvernement du territoire ;

Vu la délibération n° 86-84 du 28 novembre 1986 approuvant le budget du territoire pour l'exercice 1987 ;

Vu l'arrêté n° 157 SGG du 15 février 1983 déterminant les modalités d'attribution et de contrôle des subventions accordées sur les fonds du territoire ;

Attendu que des arrêtés allouant des subventions à des associations ont prévu l'imputation de la dépense correspondante sur les lignes budgétaires non individualisées.

Attendu que dans ces conditions le conseil des ministres aurait dû être consulté sur l'attribution de ces subventions.

Arrête :

Article 1er.- Sont rapportés les arrêtés suivants accordant le versement de diverses subventions.

a) *Imputables à la ligne budgétaire "subvention pour le développement de la pratique sportive"*

- arrêté n° 675 PR du 2 décembre 1987 accordant le versement d'une subvention à la ligne polynésienne de volley-ball ;

- arrêté n° 698 PR du 4 décembre 1987 accordant le versement d'une subvention au profit du Hobie cat club de Polynésie ;

- arrêté n° 730 PR du 9 décembre 1987 accordant le versement d'une subvention au profit de l'A.S. Fei Pi ;

- arrêté n° 740 PR du 9 décembre 1987 accordant le versement d'une subvention au Comité territorial des sports.

b) *Imputables à la ligne budgétaire "subventions pour stages sportifs et d'animateurs"*

- arrêté n° 700 PR du 4 décembre 1987 accordant le versement d'une subvention au profit de la Ligue de natation ;

- arrêté n° 701 PR du 4 décembre 1987 accordant le versement d'une subvention au profit de la Ligue polynésienne de voile ;

- arrêté n° 728 PR du 9 décembre 1987 accordant le versement d'une subvention au profit de l'association sportive Tamariki Te Aho ;

- arrêté n° 734 PR du 9 décembre 1987 accordant le versement d'une subvention à l'école de voile d'Arue ;

- arrêté n° 738 PR du 9 décembre 1987 accordant le versement d'une subvention au profit de l'association sportive jeunesse Mataiea (section voile).

c) *Imputable à la ligne budgétaire "primes et aides au développement économique"*

— arrêté n° 709 PR du 8 décembre 1987 accordant une subvention à M. et Mme Eric Terorotua au titre de l'aide au développement économique.

d) *Imputables à la ligne budgétaire "subventions aux associations de sports scolaires"*

— arrêté n° 725 PR du 9 décembre 1987 accordant le versement d'une subvention au profit de l'U.S.E.P. ;

— arrêté n° 731 PR du 9 décembre 1987 accordant le versement d'une subvention complémentaire au profit de l'A.S.S.E.P. ;

— arrêté n° 732 PR du 9 décembre 1987 accordant le versement d'une subvention au profit de l'A.S.S.P.

c) *Imputables à la ligne budgétaire "subventions aux associations diverses"*

— arrêté n° 638 PR du 3 décembre 1987 accordant le versement d'une subvention supplémentaire au profit de la Société de protection des animaux ;

— arrêté n° 690 PR du 3 décembre 1987 accordant le versement d'une subvention au profit de l'association Aritaimai - Musée du coquillage de Papanā ;

— arrêté n° 696 PR du 4 décembre 1987 accordant le versement d'un troisième et dernier acompte à valoir sur sa subvention 1987 à la crèche Tama Here de Pirae ;

— arrêté n° 697 PR du 4 décembre 1987 accordant le versement d'une subvention au profit de l'association sportive de la flottille administrative "Meherio" ;

— arrêté n° 719 PR du 9 décembre 1987 accordant le versement d'une subvention au profit de l'association familiale catholique d'Arue ;

— arrêté n° 721 PR du 9 décembre 1987 accordant le versement d'une subvention à l'U.C.J.G. d'Arue ;

— arrêté n° 722 PR du 9 décembre 1987 accordant le versement d'une subvention au profit du Groupement de solidarité des jeunes d'Arue ;

— arrêté n° 724 PR du 9 décembre 1987 accordant le versement d'une subvention à l'association Atu Atu Te Natura ;

— arrêté n° 726 PR du 9 décembre 1987 accordant une subvention à l'association sportive Tamarii Naititi ;

— arrêté n° 727 PR du 9 décembre 1987 accordant le versement d'une subvention à la maison des jeunes de Pirae ;

— arrêté n° 733 PR du 9 décembre 1987 accordant le versement d'une subvention à l'Office territorial d'action culturelle (O.T.A.C.) ;

— arrêté n° 735 PR du 9 décembre 1987 accordant la prise en charge par le territoire des frais de transport d'adolescents du Comité protestant des centres de vacances (C.P.C.V.) ;

— arrêté n° 737 PR du 9 décembre 1987 accordant le versement d'une subvention au profit de l'association "Te Iriatai" ;

— arrêté n° 786 PR du 9 décembre 1987 accordant le versement d'une subvention au profit de l'Eglise évangélique de Polynésie française et alliance U.C.J.G. de Vaitape (Bora Bora) ;

— arrêté n° 787 PR du 9 décembre 1987 accordant le versement d'une subvention au profit du Conseil de la coordination des œuvres sociales des Eglises chrétiennes (C.C.O.S.E.C.).

Art. 2.— Le chef du service des finances et de la comptabilité est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 décembre 1987.

Alexandre LEONTIEFF.

**ARRETE n° 816 PR du 31 décembre 1987 portant nomination au cabinet du Président du gouvernement du territoire de la Polynésie française.**

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'élection du Président du gouvernement par l'assemblée territoriale le 9 décembre 1987 ;

Vu la délibération n° 85-1000 AT du 10 janvier 1985 portant création de services dénommés cabinets auprès du Président et des membres du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 131 CM du 19 février 1985 relatif au régime général des personnels des services dénommés «cabinets» ministériels y compris le régime des rémunérations et le régime indemnitaire ;

Vu les nécessités du service,

Arrête :

Article 1er.— Est nommé au cabinet du Président du gouvernement de la Polynésie française, pour compter du 1er janvier 1988, en qualité de :

— Conseiller technique, chargé des questions de transport,  
M. Jean-Christophe Shigetomi.

Art. 2.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 31 décembre 1987.

Alexandre LEONTIEFF.

**ARRETE n° 817 PR du 31 décembre 1987 portant nomination au cabinet du Président du gouvernement du territoire de la Polynésie française.**

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'élection du Président du gouvernement par l'assemblée territoriale le 9 décembre 1987 ;

Vu la délibération n° 85-1000 AT du 10 janvier 1985 portant création de services dénommés cabinets auprès du Président et des membres du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 131 CM du 19 février 1985 relatif au régime général des personnels des services dénommés «cabinets» ministériels y compris le régime des rémunérations et le régime indemnitaire ;

Vu les nécessités du service,

Arrête :

Article 1er. — Est nommé au cabinet du Président du gouvernement de la Polynésie française, pour compter du 9 décembre 1987, en qualité de :

— Conseiller auprès du Président,  
M. Albert Daussin-Charpantier.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 31 décembre 1987.

Alexandre LEONTIEFF.

**ARRETE n° 818 PR du 31 décembre 1987 portant nomination au cabinet du Président du gouvernement du territoire de la Polynésie française.**

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'élection du Président du gouvernement par l'assemblée territoriale le 9 décembre 1987 ;

Vu la délibération n° 85-1000 AT du 10 janvier 1985 portant création de services dénommés cabinets auprès du Président et des membres du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 131 CM du 19 février 1985 relatif au régime général des personnels des services dénommés «cabinets» ministériels y compris le régime des rémunérations et le régime indemnitaire ;

Vu les nécessités du service,

Arrête :

Article 1er. — Est nommé au cabinet du Président du gouvernement de la Polynésie française, pour compter du 9 décembre 1987, en qualité de :

— Chargé de mission,  
M. Patrick Schlouch.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 31 décembre 1987.

Alexandre LEONTIEFF.

**ARRETE n° 820 PR du 31 décembre 1987 portant nomination au cabinet du Président du gouvernement du territoire de la Polynésie française.**

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'élection du Président du gouvernement par l'assemblée territoriale le 9 décembre 1987 ;

Vu la délibération n° 85-1000 AT du 10 janvier 1985 portant création de services dénommés cabinets auprès du Président et des membres du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 131 CM du 19 février 1985 relatif au régime général des personnels des services dénommés «cabinets» ministériels y compris le régime des rémunérations et le régime indemnitaire ;

Vu les nécessités du service,

Arrête :

Article 1er. — Est nommé au cabinet du Président du gouvernement de la Polynésie française, pour compter du 9 décembre 1987, en qualité de :

— Conseiller technique, chargé des affaires sociales,  
M. Jean-Marie Bouvier.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 31 décembre 1987.

Alexandre LEONTIEFF.

**ARRETE n° 822 PR du 31 décembre 1987 portant nomination au cabinet du Président du gouvernement du territoire de la Polynésie française.**

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'élection du Président du gouvernement par l'assemblée territoriale le 9 décembre 1987 ;

Vu la délibération n° 85-1000 AT du 10 janvier 1985 portant création de services dénommés cabinets auprès du Président et des membres du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 131 CM du 19 février 1985 relatif au régime général des personnels des services dénommés «cabinets» ministériels y compris le régime des rémunérations et le régime indemnitaire ;

Vu les nécessités du service,

Arrête :

Article 1er. — Est nommé au cabinet du Président du gouvernement de la Polynésie française, pour compter du 9 décembre 1987, en qualité de :

— Chef de cabinet,  
M. Alfred MARA.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 31 décembre 1987.

Alexandre LEONTIEFF.

**ARRETE n° 823 PR du 31 décembre 1987 portant nomination au cabinet du Président du gouvernement du territoire de la Polynésie française.**

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'élection du Président du gouvernement par l'assemblée territoriale le 9 décembre 1987 ;

Vu la délibération n° 85-1000 AT du 10 janvier 1985 portant création de services dénommés cabinets auprès du Président et des membres du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 131 CM du 19 février 1985 relatif au régime général des personnels des services dénommés «cabinets» ministériels y compris le régime des rémunérations et le régime indemnitaire ;

Vu les nécessités du service,

Arrête :

Article 1er.— Est nommé au cabinet du Président du gouvernement de la Polynésie française, pour compter du 9 décembre 1987, en qualité de :

— Directeur adjoint de cabinet,  
M. Bernard Fiolet.

Art. 2.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 31 décembre 1987.

Alexandre LEONTIEFF.

**ARRETE n° 824 PR du 31 décembre 1987 portant nomination au cabinet du Président du gouvernement du territoire de la Polynésie française.**

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'élection du Président du gouvernement par l'assemblée territoriale le 9 décembre 1987 ;

Vu la délibération n° 85-1000 AT du 10 janvier 1985 portant création de services dénommés cabinets auprès du Président et des membres du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 131 CM du 19 février 1985 relatif au régime général des personnels des services dénommés «cabinets» ministériels y compris le régime des rémunérations et le régime indemnitaire ;

Vu les nécessités du service,

Arrête :

Article 1er.— Est nommé au cabinet du Président du gouvernement de la Polynésie française, pour compter du 9 décembre 1987, en qualité de :

— Conseiller auprès du Président, chargé des affaires économiques et financières,  
M. Jean-Marc Lestienne.

Art. 2.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 31 décembre 1987.

Alexandre LEONTIEFF.

**ARRETE n° 3 PR du 6 janvier 1988 portant ouverture de crédits provisoires au titre du budget territorial ordinaire de l'exercice 1988.**

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française, et notamment son article 76 ;

Vu la délibération n° 86-84 AT du 28 novembre 1986 approuvant le budget du territoire pour l'exercice 1987 ;

Vu la délibération n° 87-16 AT du 9 mars 1987 portant modification du budget du territoire pour l'exercice 1987 ;

Vu la délibération n° 87-24 AT du 14 avril 1987 portant modification du budget du territoire pour l'exercice 1987 ;

Vu la délibération n° 87-99 AT du 14 septembre 1987 portant modification du budget du territoire pour l'exercice 1987,

Arrête :

Article 1er.— Des crédits provisoires au titre du mois de janvier 1988 (exercice 1988) sont ouverts au budget de fonctionnement du territoire selon le tableau joint en annexe.

Art. 2.— Il sera fait face à cette ouverture de crédits provisoires par voies et moyens ordinaires des services.

A cet effet, est autorisée la perception de tous impôts, droits, taxes et revenus publics conformément aux règlements en vigueur.

Art. 3.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 6 janvier 1988.

Alexandre LEONTIEFF.

| CHAPITRE | S/CHAPITRE | ARTICLE | LIBELLES  | CREDITS OUVERTS |
|----------|------------|---------|---|-----------------|
| 930      |            |         | SERVICE FINANCIER                                     | 181 199 000     |
|          | 93000      |         | DETTES RESULTANT D'EMPRUNTS                           | 174 500 000     |
|          |            | 671     | Intérêts  | 174 500 000     |
|          | 93001      |         | DETTES RESULTANT D'AUTRES ENGAGEMENTS                 | 3 000           |
|          |            | 671     | Intérêts  | 3 000           |
|          | 93002      |         | DETTE RECUPERABLE                                     | 3 212 000       |
|          |            | 671     | Intérêts  | 3 212 000       |
|          | 93004      |         | PENSIONS ALLOCATIONS VIAGERES                         | 3 484 000       |
|          |            | 652     | Allocations viagères et pensions                      | 3 484 000       |
| 931      |            |         | PERSONNEL PERMANENT                                   | 1 125 729 000   |
|          | 93100      |         | FORMATION PROFESSIONNELLE                             | 25 129 000      |
|          |            | 611     | Rémunérations brutes du personnel temporaire          | 5 977 000       |
|          |            | 618     | Charges sociales part patronale                       | 1 000 000       |
|          |            | 643     | Frais de séjour et de stage                           | 244 000         |
|          |            | 655-07  | Bourses form. profession. - Santé (école infirmières) | 9 166 000       |
|          |            | 655-08  | Bourses form. profession. Métropole - Santé           | 3 600 000       |
|          |            | 655-09  | Bourses form. profession. Métropole - Aff. Sociales   | 2 075 000       |
|          |            | 655-10  | Bourses form. profession. Métropole - Education       | 2 712 000       |
|          |            | 655-11  | Bourses form. profession. Métropole - Divers sces     | 105 000         |
|          |            | 661     | Frais de transport                                    | 250 000         |
|          | 93101      |         | REMUNERATIONS ET CHARGES                              | 1 066 156 000   |
|          |            | 610     | Rémunération brute du personnel permanent             | 891 877 000     |
|          |            | 611     | Rémunération brute du personnel temporaire            | 27 602 000      |
|          |            | 615     | Rémunérations diverses                                | 250 000         |
|          |            | 618     | Charges sociales, part patronale                      | 146 427 000     |
|          | 93102      |         | CONGES  | 20 417 000      |
|          |            | 661     | Frais de transport                                    | 20 417 000      |
|          | 93103      |         | SOINS   | 9 735 000       |
|          |            | 644-01  | Part. frais hospital. fonct. - sces territoriaux      | 9 545 000       |
|          |            | 644-03  | Part. frais évasans intérieurs                        | 87 000          |
|          |            | 644-04  | Part. frais évasans extérieurs                        | 103 000         |
|          | 93104      |         | REMBOURSEMENT LOYERS                                  | 4 292 000       |
|          |            | 630     | Loyers et charges locatives                           | 4 292 000       |

| CHAPITRE | S/CHAPITRE | ARTICLE | LIBELLES   | CREDITS OUVERTS   |
|----------|------------|---------|--|-------------------|
| 932      |            |         | <b>ENSEMBLES IMMOBILIERS ET MOBILIERS</b>        | <b>43 831 000</b> |
|          | 93200      |         | <b>POUVOIRS PUBLICS</b>                          | <b>2 333 000</b>  |
|          |            | 609     | Autres denrées et fournitures consommées         | 310 000           |
|          |            | 611     | Rémunération brute du personnel temporaire       | 646 000           |
|          |            | 631     | Entretien et réparation à l'entreprise           | 741 000           |
|          |            | 633     | Acquisition petit matériel outillage et mobilier | 74 000            |
|          |            | 634     | Electricité, eau et gaz                          | 471 000           |
|          |            | 639     | Autres travaux et services extérieurs            | 91 000            |
|          | 93201      |         | <b>ECONOMIE FINANCES</b>                         | <b>6 000 000</b>  |
|          |            | 600     | Produits pharmaceutiques et d'hygiène            | 17 000            |
|          |            | 605     | Produits d'entretien ménager                     | 125 000           |
|          |            | 609     | Autres denrées et fournitures consommées         | 405 000           |
|          |            | 611     | Rémunération brute du personnel temporaire       | 233 000           |
|          |            | 631     | Entretien et réparation à l'entreprise           | 250 000           |
|          |            | 633     | Acquisition petit matériel outillage et mobilier | 43 000            |
|          |            | 634     | Electricité, eau et gaz                          | 2 086 000         |
|          |            | 639     | Autres travaux et services extérieurs            | 417 000           |
|          |            | 661     | Frais de transport                               | 22 000            |
|          |            | 664     | Frais de postes et télécommunications            | 2 402 000         |
|          | 93202      |         | <b>EDUCATION</b>                                 | <b>659 000</b>    |
|          |            | 609     | Autres denrées et fournitures consommées         | 292 000           |
|          |            | 611     | Rémunération brute du personnel temporaire       | 21 000            |
|          |            | 631     | Entretien et réparation à l'entreprise           | 191 000           |
|          |            | 633     | Acquisition petit matériel outillage et mobilier | 150 000           |
|          |            | 661     | Frais de transport                               | 5 000             |
|          | 93203      |         | <b>SANTE</b>                                     | <b>5 021 000</b>  |
|          |            | 609     | Autres denrées et fournitures consommées         | 1 050 000         |
|          |            | 611     | Rémunération brute du personnel temporaire       | 83 000            |
|          |            | 631     | Entretien et réparation à l'entreprise           | 3 513 000         |
|          |            | 633     | Acquisition petit matériel outillage et mobilier | 83 000            |
|          |            | 634     | Electricité, eau et gaz                          | 292 000           |
|          | 93205      |         | <b>AFFAIRES SOCIALES</b>                         | <b>475 000</b>    |
|          |            | 609     | Autres denrées et fournitures consommées         | 333 000           |
|          |            | 630     | Loyers et charges locatives                      | 142 000           |
|          | 93207      |         | <b>TOURISME ET MER</b>                           | <b>167 000</b>    |
|          |            | 631     | Entretien et réparation à l'entreprise           | 167 000           |
|          | 93208      |         | <b>AGRICULTURE ET ARTISANAT</b>                  | <b>423 000</b>    |
|          |            | 609     | Autres denrées et fournitures consommées         | 274 000           |
|          |            | 631     | Entretien et réparation à l'entreprise           | 53 000            |
|          |            | 633     | Acquisition petit matériel outillage et mobilier | 96 000            |
|          | 93209      |         | <b>EQUIPEMENT..</b>                              | <b>26 122 000</b> |
|          |            | 600     | Produits pharmaceutiques et d'hygiène            | 18 000            |
|          |            | 602     | Habillement                                      | 50 000            |
|          |            | 603     | Carburants et produits de garage                 | 1 058 000         |
|          |            | 604     | Combustibles                                     | 39 000            |
|          |            | 605     | Produits d'entretien ménager                     | 14 000            |
|          |            | 606     | Fournitures de voirie                            | 1 020 000         |
|          |            | 608     | Fournitures de bureau                            | 25 000            |
|          |            | 609     | Autres denrées et fournitures de bureau          | 2 267 000         |
|          |            | 611     | Rémunération brute du personnel temporaire       | 3 271 000         |
|          |            | 615     | Rémunérations diverses                           | 248 000           |
|          |            | 618     | Charges sociales, part patronale                 | 696 000           |
|          |            | 620     | Impôts et taxes                                  | 17 000            |
|          |            | 630     | Loyers et charges locatives                      | 7 153 000         |
|          |            | 631     | Entretien et réparation à l'entreprise           | 7 012 000         |



| CHAPITRE | S/CHAPITRE | ARTICLE | LIBELLES  | CREDITS OUVERTS |
|----------|------------|---------|---|-----------------|
|          |            | 633     | Acquisition petit matériel outillage et mobilier    | 850 000         |
|          |            | 634     | Electricité, eau et gaz                             | 1 388 000       |
|          |            | 637     | Travaux pour le compte de tiers                     | 250 000         |
|          |            | 639     | Autres travaux et services extérieurs               | 134 000         |
|          |            | 661     | Frais de transport                                  | 565 000         |
|          |            | 662     | Impressions, reliures et autres prestations de sces | 8 000           |
|          |            | 668     | Dépenses imprévues                                  | 34 000          |
|          |            | 669     | Autres frais de gestion générale et de transport    | 5 000           |
|          | 93210      |         | DEVELOPPEMENT ARCHIPELS ET TRANSPORTS               | 2 631 000       |
|          |            | 603     | Carburants et produits de garage                    | 92 000          |
|          |            | 609     | Autres denrées et fournitures de bureau             | 777 000         |
|          |            | 611     | Rémunération brute du personnel temporaire          | 336 000         |
|          |            | 618     | Charges sociales, part patronale                    | 77 000          |
|          |            | 631     | Entretien et réparation à l'entreprise              | 164 000         |
|          |            | 633     | Acquisition petit matériel outillage et mobilier    | 169 000         |
|          |            | 639     | Autres travaux et services extérieurs               | 586 000         |
|          |            | 661     | Frais de transport                                  | 330 000         |
|          |            | 699     | Autres charges exceptionnelles                      | 100 000         |
| 934      |            |         | POUVOIRS PUBLICS                                    | 66 000 000      |
|          | 93401      |         | PRESIDENCE ET GOUVERNEMENT                          | 26 220 000      |
|          |            | 602     | Habilleme   | 100 000         |
|          |            | 603     | Carburants et produits de garage                    | 167 000         |
|          |            | 605     | Produits d'entretien ménager                        | 83 000          |
|          |            | 608     | Fournitures de bureau                               | 167 000         |
|          |            | 609     | Autres denrées et fournitures de bureau             | 271 000         |
|          |            | 615     | Rémunérations diverses                              | 333 000         |
|          |            | 630     | Loyers et charges locatives                         | 167 000         |
|          |            | 631     | Entretien et réparation à l'entreprise              | 208 000         |
|          |            | 633     | Acquisition petit matériel outillage et mobilier    | 167 000         |
|          |            | 638     | Primes d'assurance                                  | 125 000         |
|          |            | 639     | Autres travaux et services extérieurs               | 2 583 000       |
|          |            | 660     | Fêtes et cérémonies                                 | 1 792 000       |
|          |            | 661     | Frais de transport                                  | 2 395 000       |
|          |            | 662     | Impressions, reliures et autres prestations de sces | 42 000          |
|          |            | 663     | Documentation générale                              | 150 000         |
|          |            | 664     | Frais de postes et télécommunications               | 792 000         |
|          |            | 665     | Frais d'actes et de contentieux                     | 183 000         |
|          |            | 666     | Indemnités des élus et membres du gouvernement      | 10 583 000      |
|          |            | 667     | Frais de mission des élus et membres du gvt.        | 854 000         |
|          |            | 669     | Autre frais de gestion générale et de transport     | 5 058 000       |
|          | 93402      |         | ASSEMBLEE TERRITORIALE                              | 34 962 000      |
|          |            | 600     | Produits pharmaceutiques et d'hygiène               | 33 000          |
|          |            | 602     | Habilleme   | 42 000          |
|          |            | 603     | Carburants et produits de garage                    | 446 000         |
|          |            | 605     | Produits d'entretien ménager                        | 42 000          |
|          |            | 608     | Fournitures de bureau                               | 708 000         |
|          |            | 609     | Autres denrées et fournitures consommées            | 1 192 000       |
|          |            | 620     | Impôts et taxes                                     | 8 000           |
|          |            | 630     | Loyers et charges locatives                         | 83 000          |
|          |            | 631     | Entretien et réparation à l'entreprise              | 1 606 000       |
|          |            | 633     | Acquisition petit matériel outillage et mobilier    | 83 000          |
|          |            | 634     | Electricité, eau et gaz                             | 958 000         |
|          |            | 638     | Primes d'assurance                                  | 183 000         |
|          |            | 639     | Autres travaux et services extérieurs               | 833 000         |
|          |            | 643     | Frais de séjour et de stage                         | 25 000          |
|          |            | 660     | Fêtes et cérémonies                                 | 1 000 000       |
|          |            | 661     | Frais de transport                                  | 2 208 000       |
|          |            | 662     | Impression, reliures et autres prestations de sces  | 83 000          |
|          |            | 663     | Documentation générale                              | 83 000          |
|          |            | 664     | Frais de postes et télécommunications               | 2 250 000       |
|          |            | 665     | Frais d'actes et de contentieux                     | 21 000          |
|          |            | 666     | Indemnités des élus et membres du gouvernement      | 22 641 000      |
|          |            | 667     | Frais de mission des élus et membres du gvt.        | 417 000         |
|          |            | 669     | Autres frais de gestion générale et de transport    | 17 000          |

| CHAPITRE | S/CHAPITRE | ARTICLE | LIBELLES   | CREDITS OUVERTS |
|----------|------------|---------|--|-----------------|
|          | 93403      |         | COMITE ECONOMIQUE ET SOCIAL                        | 4 818 000       |
|          |            | 603     | Carburants et produits de garage                   | 17 000          |
|          |            | 605     | Produits d'entretien ménager                       | 2 000           |
|          |            | 608     | Fournitures de bureau                              | 83 000          |
|          |            | 609     | Autres denrées et fournitures consommées           | 108 000         |
|          |            | 620     | Impôts et taxes                                    | 2 000           |
|          |            | 630     | Loyers et charges locatives                        | 527 000         |
|          |            | 631     | Entretien et réparation à l'entreprise             | 86 000          |
|          |            | 633     | Acquisition petit matériel outillage et mobilier   | 25 000          |
|          |            | 634     | Electricité, eau et gaz                            | 21 000          |
|          |            | 638     | Primes d'assurance                                 | 3 000           |
|          |            | 639     | Autres travaux et services extérieurs              | 25 000          |
|          |            | 650-04  | Allocations pour les membres du C.E.S.             | 3 500 000       |
|          |            | 660     | Fêtes et cérémonies                                | 67 000          |
|          | 93403      | 661     | Frais de transport                                 | 204 000         |
|          |            | 662     | Impressions, reliures et autres prestations de scs | 42 000          |
|          |            | 663     | Documentation générale                             | 6 000           |
|          |            | 664     | Frais de postes et télécommunications              | 100 000         |

| CHAPITRE | S/CHAPITRE | ARTICLE | LIBELLES   | CREDITS OUVERTS |
|----------|------------|---------|--|-----------------|
| 935      |            |         | ADMINISTRATION GENERALE                          | 42 249 000      |
|          | 93501      |         | SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT              | 3 401 000       |
|          |            | 603     | Carburants et produits de garage                 | 28 000          |
|          |            | 605     | Produits d'entretien ménager                     | 58 000          |
|          |            | 608     | Fournitures de bureau                            | 167 000         |
|          |            | 609     | Autres denrées et fournitures consommées         | 67 000          |
|          |            | 615     | Rémunérations diverses                           | 67 000          |
|          |            | 631     | Entretien et réparation à l'entreprise           | 118 000         |
|          |            | 633     | Acquisition petit matériel outillage et mobilier | 42 000          |
|          |            | 634     | Electricité, eau et gaz                          | 917 000         |
|          |            | 638     | Primes d'assurance                               | 8 000           |
|          |            | 639     | Autres travaux et services extérieurs            | 375 000         |
|          |            | 661     | Frais de transport                               | 250 000         |
|          |            | 663     | Documentation générale                           | 26 000          |
|          |            | 664     | Frais de postes et télécommunications            | 1 258 000       |
|          |            | 669     | Autres frais de gestion et de transport générale | 20 000          |
|          | 93502      |         | I.G.A.T.   | 317 000         |
|          |            | 603     | Carburants et produits de garage                 | 12 000          |
|          |            | 605     | Produits d'entretien ménager                     | 17 000          |
|          |            | 608     | Fournitures de bureau                            | 42 000          |
|          |            | 609     | Autres denrées et fournitures consommées         | 8 000           |
|          |            | 615     | Rémunérations diverses                           | 21 000          |
|          |            | 631     | Entretien et réparation à l'entreprise           | 30 000          |
|          |            | 633     | Acquisition petit matériel outillage et mobilier | 8 000           |
|          |            | 638     | Primes d'assurance                               | 9 000           |
|          |            | 639     | Autres travaux et services extérieurs            | 49 000          |
|          |            | 661     | Frais de transport                               | 42 000          |
|          |            | 663     | Documentation générale                           | 17 000          |
|          |            | 664     | Frais de postes et télécommunications            | 62 000          |

| CHAPITRE | S/CHAPITRE | ARTICLE | LIBELLES   | CREDITS OUVERTS |
|----------|------------|---------|--|-----------------|
|          | 93503      |         | ADMINISTRATION DES ARCHIPELS                     | 3 583 000       |
|          |            | 603     | Carburants et produits de garage                 | 138 000         |
|          |            | 604     | Combustibles                                     | 108 000         |
|          |            | 605     | Produits d'entretien ménager                     | 21 000          |
|          |            | 608     | Fournitures de bureau                            | 125 000         |
|          |            | 609     | Autres denrées et fournitures consommées         | 167 000         |
|          |            | 630     | Loyers et charges locatives                      | 167 000         |
|          |            | 631     | Entretien et réparation à l'entreprise           | 208 000         |
|          |            | 633     | Acquisition petit matériel outillage et mobilier | 62 000          |
|          |            | 634     | Electricité, eau et gaz                          | 125 000         |
|          |            | 638     | Primes d'assurance                               | 83 000          |
|          |            | 639     | Autres travaux et services extérieurs            | 354 000         |
|          |            | 643     | Frais de séjour et de stage                      | 250 000         |
|          |            | 660     | Fêtes et cérémonies                              | 125 000         |
|          |            | 661     | Frais de transport                               | 1 000 000       |
|          |            | 663     | Documentation générale                           | 25 000          |
|          |            | 664     | Frais de postes et télécommunications            | 542 000         |
|          |            | 669     | Autres frais de gestion générale et de transport | 83 000          |
|          | 93504      |         | ACTIONS ECONOMIQUES ET SOCIALES                  | 34 948 000      |
|          |            | 651-02  | Secours exceptionnels                            | 5 416 000       |
|          |            | 657-31  | Subventions aux organismes internationaux        | 365 000         |
|          |            | 657-37  | Subventions aux associations diverses            | 25 000 000      |
|          |            | 668     | Dépenses imprévues                               | 4 167 000       |

| CHAPITRE | S/CHAPITRE | ARTICLE | LIBELLES                               | CREDITS OUVERTS |
|----------|------------|---------|--|-----------------|
| 937      |            |         | RESEAUX TERRITORIAUX                   | 298 000         |
|          | 93709      |         | AUTRES RESEAUX                         | 298 000         |
|          |            | 615     | Rémunérations diverses                 | 143 000         |
|          |            | 631     | Entretien et réparation à l'entreprise | 75 000          |
|          |            | 640-8   | Frais de contrôle                      | 80 000          |

| CHAPITRE | S/CHAPITRE | ARTICLE | LIBELLES  | CREDITS OUVERTS    |
|----------|------------|---------|---|--------------------|
| 940      |            |         | FINANCES ET INTERIEURES                             | 104 535 000        |
|          | 94000      | 609     | CABINET<br>Autres denrées et fournitures consommées | 333 000<br>333 000 |
|          | 94001      |         | FINANCES  | 2 000 000          |
|          |            | 603     | Carburants et produits de garage                    | 20 000             |
|          |            | 605     | Produits d'entretien ménager                        | 21 000             |
|          |            | 608     | Fournitures de bureau                               | 417 000            |
|          |            | 630     | Loyers et charges locatives                         | 41 000             |
|          |            | 631     | Entretien et réparation à l'entreprise              | 386 000            |
|          |            | 633     | Acquisition petit matériel outillage et mobilier    | 425 000            |
|          |            | 634     | Electricité, eau et gaz                             | 4 000              |
|          |            | 638     | Primes d'assurance                                  | 10 000             |
|          |            | 639     | Autres travaux et services extérieurs               | 250 000            |
|          |            | 661     | Frais de transport                                  | 172 000            |
|          |            | 662     | Impressions, reliures et autres prestations de scs  | 50 000             |
|          |            | 663     | Documentation générale                              | 33 000             |
|          |            | 664     | Frais de postes et télécommunications               | 171 000            |
|          | 94002      |         | CONTRIBUTIONS                                       | 583 000            |
|          |            | 600     | Produits pharmaceutiques et d'hygiène               | 2 000              |
|          |            | 603     | Carburants et produits de garage                    | 10 000             |
|          |            | 608     | Fournitures de bureau                               | 76 000             |
|          |            | 609     | Autres denrées et fournitures consommées            | 23 000             |
|          |            | 615     | Rémunérations diverses                              | 23 000             |
|          |            | 630     | Loyers et charges locatives                         | 2 000              |
|          |            | 631     | Entretien et réparation à l'entreprise              | 142 000            |
|          |            | 633     | Acquisition petit matériel outillage et mobilier    | 23 000             |
|          |            | 638     | Primes d'assurances                                 | 2 000              |
|          |            | 639     | Autres travaux et services extérieurs               | 89 000             |
|          |            | 661     | Frais de transport                                  | 56 000             |
|          |            | 662     | Impressions, reliures et autres prestations de scs  | 80 000             |
|          |            | 663     | Documentation générale                              | 19 000             |
|          |            | 664     | Frais de postes et télécommunications               | 30 000             |
|          |            | 674     | Frais recouv. assiette et confection des rôles      | 6 000              |
|          | 94003      |         | DOMAINES ET ENREGISTREMENT                          | 1 200 000          |
|          |            | 603     | Carburants et produits de garage                    | 25 000             |
|          |            | 608     | Fournitures de bureau                               | 209 000            |
|          |            | 615     | Rémunérations diverses                              | 190 000            |
|          |            | 620     | Impôts et taxes                                     | 3 000              |
|          |            | 631     | Entretien et réparation à l'entreprise              | 78 000             |
|          |            | 633     | Acquisition petit matériel outillage et mobilier    | 31 000             |
|          |            | 634     | Electricité, eau et gaz                             | 158 000            |
|          |            | 638     | Primes d'assurance                                  | 6 000              |
|          |            | 639     | Autres travaux et services extérieurs               | 272 000            |
|          |            | 661     | Frais de transport                                  | 18 000             |
|          |            | 662     | Impressions, reliures et autres prestations de scs  | 69 000             |
|          |            | 663     | Documentation générale                              | 3 000              |
|          |            | 664     | Frais de postes et télécommunications               | 130 000            |
|          |            | 676     | Frais de poursuites                                 | 8 000              |

| CHAPITRE | S/CHAPITRE | ARTICLE | LIBELLES   | CREDITS OUVERTS |
|----------|------------|---------|--|-----------------|
|          | 94004      |         | INFORMATIQUE   | 2 333 000       |
|          |            | 603     | Carburants et produits de garage                       | 8 000           |
|          |            | 608     | Fournitures de bureau                                  | 449 000         |
|          |            | 609     | Autres denrées et fournitures consommées               | 42 000          |
|          |            | 620     | Impôts et taxes  | 3 000           |
|          |            | 631     | Entretien et réparation à l'entreprise                 | 1 367 000       |
|          |            | 633     | Acquisition petit matériel outillage et mobilier       | 25 000          |
|          |            | 634     | Electricité, eau et gaz                                | 8 000           |
|          |            | 638     | Primes d'assurance                                     | 5 000           |
|          |            | 639     | Autres travaux et services extérieurs                  | 175 000         |
|          |            | 661     | Frais de transport                                     | 83 000          |
|          |            | 662     | Impressions, reliures et autres prestations de scs     | 5 000           |
|          |            | 663     | Documentation générale                                 | 21 000          |
|          |            | 664     | Frais de postes et télécommunications                  | 142 000         |
|          | 94005      |         | ECONOMIE   | 4 679 000       |
|          |            | 603     | Carburants et produits de garage                       | 126 000         |
|          |            | 605     | Produits d'entretien ménager                           | 23 000          |
|          |            | 608     | Fournitures de bureau                                  | 172 000         |
|          |            | 609     | Autres denrées et fournitures consommées               | 10 000          |
|          |            | 615     | Rémunérations diverses                                 | 42 000          |
|          |            | 620     | Impôts et taxes  | 100 000         |
|          |            | 630     | Loyers et charges locatives                            | 894 000         |
|          |            | 631     | Entretien et réparation à l'entreprise                 | 108 000         |
|          |            | 633     | Acquisition petit matériel outillage et mobilier       | 7 000           |
|          |            | 634     | Electricité, eau et gaz                                | 391 000         |
|          |            | 638     | Primes d'assurance                                     | 25 000          |
|          |            | 639     | Autres travaux et services extérieurs                  | 453 000         |
|          |            | 657-20  | Subvention à l'Institut territorial de la consommation | 1 496 000       |
|          |            | 661     | Frais de transport                                     | 207 000         |
|          |            | 662     | Impressions, reliures et autres prestations de scs     | 233 000         |
|          |            | 663     | Documentation générale                                 | 72 000          |
|          |            | 664     | Frais de postes et télécommunications                  | 320 000         |
|          | 94006      |         | ARCHIVES   | 350 000         |
|          |            | 608     | Fournitures de bureau                                  | 37 000          |
|          |            | 631     | Entretien et réparation à l'entreprise                 | 15 000          |
|          |            | 633     | Acquisition petit matériel outillage et mobilier       | 6 000           |
|          |            | 661     | Frais de transport                                     | 8 000           |
|          |            | 662     | Impressions, reliures et autres prestations de scs     | 239 000         |
|          |            | 663     | Documentation générale                                 | 44 000          |
|          |            | 664     | Frais de postes et télécommunications                  | 1 000           |
|          | 94009      |         | CONTROLE FINANCIER                                     | 140 000         |
|          |            | 608     | Fournitures de bureau                                  | 28 000          |
|          |            | 639     | Autres travaux et services extérieurs                  | 56 000          |
|          |            | 669     | Autres frais de gestion générale et de transport       | 56 000          |
|          | 94010      |         | AUTRES INTERVENTIONS                                   | 92 917 000      |
|          |            | 645-01  | Frais de désenclavement des archipels                  | 21 667 000      |
|          |            | 651-03  | Primes et aides au développement économique            | 58 333 000      |
|          |            | 657-21  | Subvention à l'Institut territorial de la statistique  | 11 250 000      |
|          |            | 657-38  | Subvention pour autres interventions économiques       | 1 667 000       |

| CHAPITRE | S/CHAPITRE | ARTICLE | LIBELLES  | CREDITS OUVERTS |
|----------|------------|---------|---|-----------------|
| 943      |            |         | EDUCATION ET CULTURE                                | 168 806 000     |
|          | 94300      |         | CABINET   | 667 000         |
|          |            | 602     | Habilleme   | 4 000           |
|          |            | 603     | Carburants et produits de garage                    | 38 000          |
|          |            | 605     | Produits d'entretien ménager                        | 2 000           |
|          |            | 608     | Fournitures de bureau                               | 63 000          |
|          |            | 609     | Autres denrées et fournitures consommées            | 6 000           |
|          |            | 615     | Rémunérations diverses                              | 50 000          |
|          |            | 631     | Entretien et réparation à l'entreprise              | 33 000          |
|          |            | 633     | Acquisition petit matériel outillage et mobilier    | 17 000          |
|          |            | 638     | Primes d'assurance                                  | 8 000           |
|          |            | 639     | Autres travaux et services extérieurs               | 21 000          |
|          |            | 660     | Fêtes et cérémonies                                 | 31 000          |
|          |            | 661     | Frais de transport                                  | 144 000         |
|          |            | 662     | Impressions, reliures et autres prestations de sces | 4 000           |
|          |            | 663     | Documentation générale                              | 13 000          |
|          |            | 664     | Frais de postes et télécommunications               | 233 000         |
|          | 94301      |         | SCES CENTRAUX S.E.T.                                | 2 836 000       |
|          |            | 600     | Produits pharmaceutiques et d'hygiène               | 2 000           |
|          |            | 603     | Carburants et produits de garage                    | 92 000          |
|          |            | 605     | Produits d'entretien ménager                        | 21 000          |
|          |            | 608     | Fournitures de bureau                               | 545 000         |
|          |            | 609     | Autres denrées et fournitures consommées            | 8 000           |
|          |            | 615     | Rémunérations diverses                              | 83 000          |
|          |            | 631     | Entretien et réparation à l'entreprise              | 160 000         |
|          |            | 633     | Acquisition petit matériel outillage et mobilier    | 42 000          |
|          |            | 634     | Electricité, eau et gaz                             | 526 000         |
|          |            | 638     | Primes d'assurance                                  | 24 000          |
|          |            | 639     | Autres travaux et services extérieurs               | 257 000         |
|          |            | 661     | Frais de transport                                  | 263 000         |
|          |            | 662     | Impressions, reliures et autres prestations de sces | 50 000          |
|          |            | 663     | Documentation générale                              | 40 000          |
|          |            | 664     | Frais de postes et télécommunications               | 708 000         |
|          |            | 669     | Autres frais de gestion générale et de transport    | 15 000          |
|          | 94302      |         | ENSEIGNEMENT PRIMAIRE                               | 28 383 000      |
|          |            | 601     | Alimentation  | 2 833 000       |
|          |            | 603     | Carburants et produits de garage                    | 9 000           |
|          |            | 605     | Produits d'entretien ménager                        | 17 000          |
|          |            | 608     | Fournitures de bureau                               | 201 000         |
|          |            | 609     | Autres denrées et fournitures consommées            | 8 000           |
|          |            | 615     | Rémunérations diverses                              | 750 000         |
|          |            | 630     | Loyers et charges locatives                         | 108 000         |
|          |            | 631     | Entretien et réparation à l'entreprise              | 33 000          |
|          |            | 633     | Acquisition petit matériel outillage et mobilier    | 50 000          |
|          |            | 634     | Electricité, eau et gaz                             | 67 000          |
|          |            | 639     | Autres travaux et services extérieurs               | 8 000           |
|          |            | 644-03  | Part. frais évasans intérieurs                      | 183 000         |
|          |            | 645-04  | Transports scolaires                                | 15 500 000      |
|          |            | 655-02  | Bourses locales de l'enseignement catholique        | 156 000         |
|          |            | 655-05  | Bourses locales de l'enseignement public            | 273 000         |
|          |            | 657-01  | Subvention à l'école normale mixte                  | 2 393 000       |
|          |            | 657-03  | Subvention au C.T.R.D.P.                            | 1 383 000       |
|          |            | 657-04  | Subvention au Centre des langues océaniques         | 1 826 000       |
|          |            | 661     | Frais de transport                                  | 2 585 000       |

| CHAPITRE | S/CHAPITRE | ARTICLE | LIBELLES  | CREDITS OUVERTS |
|----------|------------|---------|---|-----------------|
|          | 94303      |         | ENSEIGNEMENT SECONDAIRE                                 | 65 158 000      |
|          |            | 600     | Produits pharmaceutiques et d'hygiène                   | 2 000           |
|          |            | 602     | Habillage   | 3 000           |
|          |            | 603     | Carburants et produits de garage                        | 23 000          |
|          |            | 605     | Produits d'entretien ménager                            | 15 000          |
|          |            | 608     | Fournitures de bureau                                   | 394 000         |
|          |            | 609     | Autres denrées et fournitures consommées                | 15 000          |
|          |            | 615     | Rémunérations diverses                                  | 2 220 000       |
|          |            | 619     | Autres frais de personnel                               | 724 000         |
|          |            | 631     | Entretien et réparation à l'entreprise                  | 38 000          |
|          |            | 633     | Acquisition petit matériel outillage et mobilier        | 61 000          |
|          |            | 634     | Electricité, eau et gaz                                 | 38 000          |
|          |            | 638     | Primes d'assurance                                      | 674 000         |
|          |            | 639     | Autres travaux et services extérieurs                   | 152 000         |
|          |            | 645-04  | Transports scolaires                                    | 19 898 000      |
|          |            | 650-01  | Allocation pour livres scolaires                        | 42 000          |
|          |            | 655-05  | Bourses locales de l'enseignement public                | 27 250 000      |
|          |            | 657-70  | Subvention aux collèges                                 | 11 250 000      |
|          |            | 660     | Fêtes et cérémonies                                     | 6 000           |
|          |            | 661     | Frais de transport                                      | 2 096 000       |
|          |            | 662     | Impressions, reliures et autres prestations de sces     | 61 000          |
|          |            | 663     | Documentation générale                                  | 166 000         |
|          |            | 669     | Autres frais de gestion générale et de transport        | 30 000          |
|          | 94304      |         | PROMOTION UNIVERSITAIRE                                 | 14 054 000      |
|          |            | 603     | Carburants et produits de garage                        | 3 000           |
|          |            | 605     | Produits d'entretien ménager                            | 8 000           |
|          |            | 608     | Fournitures de bureau                                   | 25 000          |
|          |            | 609     | Autres denrées et fournitures consommées                | 2 000           |
|          |            | 615     | Rémunérations diverses                                  | 121 000         |
|          |            | 631     | Entretien et réparation à l'entreprise                  | 17 000          |
|          |            | 633     | Acquisition petit matériel outillage et mobilier        | 8 000           |
|          |            | 634     | Electricité, eau et gaz                                 | 58 000          |
|          |            | 638     | Primes d'assurance                                      | 3 000           |
|          |            | 639     | Autres travaux et services extérieurs                   | 418 000         |
|          |            | 655-01  | Bourses d'études supérieures en Métropole               | 11 250 000      |
|          |            | 655-14  | Bourses d'études supérieures sur le Territoire          | 1 833 000       |
|          |            | 661     | Frais de transport                                      | 176 000         |
|          |            | 662     | Impressions, reliures et autres prestations de sces     | 4 000           |
|          |            | 663     | Documentation générale                                  | 76 000          |
|          |            | 664     | Frais de postes et télécommunications                   | 50 000          |
|          |            | 669     | Autres frais de gestion générale et de transport        | 2 000           |
|          | 94305      |         | ENSEIGNEMENT PRIVE                                      | 20 005 000      |
|          |            | 642-01  | Part. rémunér. directeurs écoles primaires cathol.      | 5 996 000       |
|          |            | 642-02  | Part. aux frais des internats catholiques               | 880 000         |
|          |            | 642-03  | Part. frais formation profess. maîtres enseig. cathol.  | 1 666 000       |
|          |            | 642-06  | Part. rémunér. directeurs écoles primaires protest.     | 1 010 000       |
|          |            | 642-07  | Part. aux frais des internats protestants               | 587 000         |
|          |            | 642-08  | Part. frais formation profess. maîtres enseig. protest. | 867 000         |
|          |            | 642-11  | Part. aux frais des autres enseignements privés         | 34 000          |
|          |            | 655-02  | Bourses locales de l'enseignement catholique            | 5 633 000       |
|          |            | 655-03  | Bourses locales de l'enseignement protestant            | 1 912 000       |
|          |            | 655-04  | Bourses locales de l'enseignement sanito                | 1 214 000       |
|          |            | 655-15  | Bourses locales de l'enseignement Adventiste            | 206 000         |

| CHAPITRE | S/CHAPITRE | ARTICLE | LIBELLES   | CREDITS OUVERTS |
|----------|------------|---------|--|-----------------|
|          | 94306      |         | ENSEIGNEMENT TECHNIQUE                               | 1 083 000       |
|          |            | 603     | Carburants et produits de garage                     | 15 000          |
|          |            | 605     | Produits d'entretien ménager                         | 10 000          |
|          |            | 608     | Fournitures de bureau                                | 85 000          |
|          |            | 609     | Autres denrées et fournitures consommées             | 13 000          |
|          |            | 615     | Rémunérations diverses                               | 42 000          |
|          |            | 618     | Charges sociales, part patronale                     | 733 000         |
|          |            | 631     | Entretien et réparation à l'entreprise               | 53 000          |
|          |            | 638     | Primes d'assurance                                   | 6 000           |
|          |            | 639     | Autres travaux et services extérieurs                | 8 000           |
|          |            | 661     | Frais de transport                                   | 56 000          |
|          |            | 662     | Impressions, reliures et autres prestations de sces  | 13 000          |
|          |            | 663     | Documentation générale                               | 42 000          |
|          |            | 669     | Autres frais de gestion générale et de transport     | 7 000           |
|          | 94308      |         | CULTURE  | 3 171 000       |
|          |            | 603     | Carburants et produits de garage                     | 5 000           |
|          |            | 605     | Produits d'entretien ménager                         | 6 000           |
|          |            | 608     | Fournitures de bureau                                | 44 000          |
|          |            | 609     | Autres denrées et fournitures consommées             | 6 000           |
|          |            | 615     | Rémunérations diverses                               | 8 000           |
|          |            | 630     | Loyers et charges locatives                          | 13 000          |
|          |            | 631     | Entretien et réparation à l'entreprise               | 17 000          |
|          |            | 633     | Acquisition petit matériel outillage et mobilier     | 4 000           |
|          |            | 638     | Primes d'assurance                                   | 13 000          |
|          |            | 639     | Autres travaux et services extérieurs                | 8 000           |
|          |            | 657-42  | Subv. action pour la sauvegarde du patrimoine        | 2 916 000       |
|          |            | 661     | Frais de transport                                   | 20 000          |
|          |            | 662     | Impressions, reliures et autres prestations de sces  | 21 000          |
|          |            | 663     | Documentation générale                               | 17 000          |
|          |            | 664     | Frais de postes et télécommunications                | 67 000          |
|          |            | 669     | Autres frais de gestion générale et de transport     | 6 000           |
|          | 94309      |         | CONSERVATOIRE ARTISTIQUE                             | 750 000         |
|          |            | 609     | Autres denrées et fournitures consommées             | 750 000         |
|          | 94310      |         | AUTRES INTERVENTIONS                                 | 32 699 000      |
|          |            | 657-06  | Subvention au C.P.H.S. T.E ANAVAHARAU                | 9 578 000       |
|          |            | 657-08  | Subvention à l'O.T.A.C.                              | 22 288 000      |
|          |            | 657-44  | Subvention à l'association des amis du MUSEE GAUGUIN | 833 000         |



| CHAPITRE | S/CHAPITRE | ARTICLE | LIBELLES  | CREDITS OUVERTS |
|----------|------------|---------|---|-----------------|
| 950      |            |         | SANTE ET ENVIRONNEMENT                              | 195 138 000     |
|          | 95000      |         | CABINET   | 333 000         |
|          |            | 602     | Habilleme   | 2 000           |
|          |            | 603     | Carburants et produits de garage                    | 34 000          |
|          |            | 608     | Fournitures de bureau                               | 31 000          |
|          |            | 609     | Autres denrées et fournitures consommées            | 4 000           |
|          |            | 615     | Rémunérations diverses                              | 25 000          |
|          |            | 631     | Entretien et réparation à l'entreprise              | 21 000          |
|          |            | 633     | Acquisition petit matériel outillage et mobilier    | 4 000           |
|          |            | 638     | Fournitures de bureau                               | 8 000           |
|          |            | 639     | Autres travaux et services extérieurs               | 4 000           |
|          |            | 660     | Fêtes et cérémonies                                 | 17 000          |
|          |            | 661     | Frais de transport                                  | 83 000          |
|          |            | 663     | Documentation générale                              | 13 000          |
|          |            | 664     | Frais de postes et télécommunications               | 83 000          |
|          |            | 668     | Dépenses imprévues                                  | 4 000           |
|          | 95001      |         | SERVICES CENTRAUX SANTE                             | 179 816 000     |
|          |            | 600     | Produits pharmaceutiques et d'hygiène               | 12 308 000      |
|          |            | 601     | Alimentation  | 192 000         |
|          |            | 602     | Habilleme   | 328 000         |
|          |            | 603     | Carburants et produits de garage                    | 211 000         |
|          |            | 604     | Combustibles  | 4 000           |
|          |            | 605     | Produits d'entretien ménager                        | 113 000         |
|          |            | 608     | Fournitures de bureau                               | 242 000         |
|          |            | 609     | Autres denrées et fournitures de bureau             | 29 000          |
|          |            | 615     | Rémunérations diverses                              | 1 831 000       |
|          |            | 620     | Impôts et taxes                                     | 2 500 000       |
|          |            | 631     | Entretien et réparation à l'entreprise              | 532 000         |
|          |            | 633     | Acquisition petit matériel outillage et mobilier    | 5 096 000       |
|          |            | 634     | Electricité, eau et gaz                             | 865 000         |
|          |            | 638     | Primes d'assurance                                  | 192 000         |
|          |            | 639     | Autres travaux et services extérieurs               | 11 490 000      |
|          |            | 644-02  | Part. prix de journée d'hospitalisation C.H.T. Mamo | 79 167 000      |
|          |            | 644-03  | Part. frais évasans intérieurs                      | 18 333 000      |
|          |            | 644-04  | Part. frais évasans extérieurs                      | 12 500 000      |
|          |            | 657-10  | Subv. à l'Inst. de Rech. Médicales L. Malardé       | 25 000 000      |
|          |            | 660     | Fêtes et cérémonies                                 | 42 000          |
|          |            | 661     | Frais de transport                                  | 4 715 000       |
|          |            | 662     | Impressions, reliures et autres prestations de scs  | 1 228 000       |
|          |            | 663     | Documentation générale                              | 117 000         |
|          |            | 664     | Frais de postes et télécommunications               | 2 729 000       |
|          |            | 669     | Autres frais de gestion générale et de transport    | 52 000          |
|          | 95002      |         | MEDECINE PREVENTIVE                                 | 2 555 000       |
|          |            | 602     | Habilleme   | 45 000          |
|          |            | 603     | Carburants et produits de garage                    | 263 000         |
|          |            | 604     | Combustibles  | 4 000           |
|          |            | 605     | Produits d'entretien ménager                        | 79 000          |
|          |            | 608     | Fournitures de bureau                               | 50 000          |
|          |            | 609     | Autres denrées et fournitures consommées            | 21 000          |
|          |            | 615     | Rémunérations diverses                              | 33 000          |
|          |            | 631     | Entretien et réparation à l'entreprise              | 420 000         |
|          |            | 633     | Acquisition petit matériel outillage et mobilier    | 277 000         |
|          |            | 634     | Electricité, eau et gaz                             | 685 000         |
|          |            | 639     | Autres travaux et services extérieurs               | 41 000          |
|          |            | 642     | Part. aux frais des services et oeuvres privés      | 125 000         |
|          |            | 65890   | Indemnités pour contrôle des aéronefs               | 416 000         |
|          |            | 661     | Frais de transport                                  | 22 000          |
|          |            | 662     | Impressions, reliures et autres prestations de scs  | 56 000          |
|          |            | 663     | Documentation générale                              | 18 000          |

| CHAPITRE | S/CHAPITRE | ARTICLE | LIBELLES  | CREDITS OUVERTS |
|----------|------------|---------|---|-----------------|
|          | 95003      |         | ETS DE SOINS  | 3 383 000       |
|          |            | 601     | Alimentation  | 1 929 000       |
|          |            | 602     | Habillement   | 32 000          |
|          |            | 603     | Carburants et produits de garage                    | 57 000          |
|          |            | 604     | Combustibles  | 142 000         |
|          |            | 605     | Produits d'entretien ménager                        | 83 000          |
|          |            | 608     | Fournitures de bureau                               | 58 000          |
|          |            | 609     | Autres denrées et fournitures consommées            | 55 000          |
|          |            | 631     | Entretien et réparation à l'entreprise              | 117 000         |
|          |            | 632     | Travaux d'exploitation à l'entreprise               | 50 000          |
|          |            | 633     | Acquisition petit matériel outillage et mobilier    | 175 000         |
|          |            | 634     | Electricité, eau et gaz                             | 583 000         |
|          |            | 639     | Autres travaux et services extérieurs               | 48 000          |
|          |            | 662     | Impressions, reliures et autres prestations de sces | 29 000          |
|          |            | 663     | Documentation générale                              | 4 000           |
|          |            | 669     | Autres frais de gestion générale et de transport    | 21 000          |
|          | 95004      |         | CM TAHITI   | 3 333 000       |
|          |            | 601     | Alimentation  | 2 055 000       |
|          |            | 602     | Habillement   | 13 000          |
|          |            | 603     | Carburants et produits de garage                    | 197 000         |
|          |            | 604     | Combustibles  | 71 000          |
|          |            | 605     | Produits d'entretien ménager                        | 75 000          |
|          |            | 608     | Fournitures de bureau                               | 33 000          |
|          |            | 609     | Autres denrées et fournitures consommées            | 13 000          |
|          |            | 631     | Entretien et réparation à l'entreprise              | 165 000         |
|          |            | 632     | Travaux d'exploitation à l'entreprise               | 83 000          |
|          |            | 633     | Acquisition petit matériel outillage et mobilier    | 175 000         |
|          |            | 634     | Electricité, eau et gaz                             | 380 000         |
|          |            | 639     | Autres travaux et services extérieurs               | 46 000          |
|          |            | 662     | Impressions, reliures et autres prestations de sces | 25 000          |
|          |            | 663     | Documentation générale                              | 2 000           |
|          | 95005      |         | CM MOOREA   | 917 000         |
|          |            | 601     | Alimentation  | 565 000         |
|          |            | 602     | Habillement   | 3 000           |
|          |            | 603     | Carburants et produits de garage                    | 38 000          |
|          |            | 604     | Combustibles  | 21 000          |
|          |            | 605     | Produits d'entretien ménager                        | 43 000          |
|          |            | 608     | Fournitures de bureau                               | 25 000          |
|          |            | 609     | Autres travaux et denrées consommées                | 4 000           |
|          |            | 631     | Entretien et réparation à l'entreprise              | 67 000          |
|          |            | 633     | Acquisition petit matériel outillage et mobilier    | 28 000          |
|          |            | 634     | Electricité, eau et gaz                             | 117 000         |
|          |            | 662     | Impressions, reliures et autres prestations de sces | 5 000           |
|          |            | 663     | Documentation générale                              | 1 000           |
|          | 95006      |         | CM ISLV   | 2 682 000       |
|          |            | 601     | Alimentation  | 1 649 000       |
|          |            | 602     | Habillement   | 4 000           |
|          |            | 603     | Carburants et produits de garage                    | 167 000         |
|          |            | 604     | Combustibles  | 67 000          |
|          |            | 605     | Produits d'entretien ménager                        | 48 000          |
|          |            | 608     | Fournitures de bureau                               | 29 000          |
|          |            | 609     | Autres denrées et fournitures consommées            | 13 000          |
|          |            | 631     | Entretien réparation à l'entreprise                 | 115 000         |
|          |            | 633     | Acquisition petit matériel outillage et mobilier    | 114 000         |
|          |            | 634     | Electricité, eau et gaz                             | 456 000         |
|          |            | 639     | Autres travaux et services extérieurs               | 8 000           |
|          |            | 662     | Impressions, reliures et autres prestations de sces | 10 000          |
|          |            | 663     | Documentation générale                              | 2 000           |

| CHAPITRE | S/CHAPITRE | ARTICLE | LIBELLES  | CREDITS OUVERTS |
|----------|------------|---------|---|-----------------|
|          | 95007      |         | CM MARQUISES  | 834 000         |
|          |            | 601     | Alimentation  | 384 000         |
|          |            | 602     | Habillement   | 4 000           |
|          |            | 603     | Carburants et produits de garage                    | 58 000          |
|          |            | 604     | Combustibles  | 42 000          |
|          |            | 605     | Produits d'entretien ménager                        | 29 000          |
|          |            | 608     | Fournitures de bureau                               | 17 000          |
|          |            | 631     | Entretien et réparation à l'entreprise              | 94 000          |
|          |            | 633     | Acquisition petit matériel outillage et mobilier    | 25 000          |
|          |            | 634     | Electricité, eau et gaz                             | 173 000         |
|          |            | 662     | Impressions, reliures et autres prestations de sces | 8 000           |
|          | 95008      |         | CM AUSTRALES  | 458 000         |
|          |            | 601     | Alimentation  | 136 000         |
|          |            | 602     | Habillement   | 1 000           |
|          |            | 603     | Carburants et produits de garage                    | 35 000          |
|          |            | 604     | Combustibles  | 13 000          |
|          |            | 605     | Produits d'entretien ménager                        | 9 000           |
|          |            | 608     | Fournitures de bureau                               | 20 000          |
|          |            | 609     | Autres denrées et fournitures consommées            | 16 000          |
|          |            | 631     | Entretien et réparation à l'entreprise              | 117 000         |
|          |            | 633     | Acquisition petit matériel outillage et mobilier    | 42 000          |
|          |            | 634     | Electricité, eau et gaz                             | 69 000          |
|          | 95009      |         | CM TUAMOTU GAMBIE                                   | 583 000         |
|          |            | 601     | Alimentation  | 125 000         |
|          |            | 602     | Habillement   | 4 000           |
|          |            | 603     | Carburants et produits de garage                    | 84 000          |
|          |            | 604     | Combustibles  | 75 000          |
|          |            | 605     | Produits d'entretien ménager                        | 28 000          |
|          |            | 608     | Fournitures de bureau                               | 21 000          |
|          |            | 609     | Autres denrées et fournitures consommées            | 4 000           |
|          |            | 631     | Entretien et réparation à l'entreprise              | 79 000          |
|          |            | 633     | Acquisition petit matériel outillage et mobilier    | 90 000          |
|          |            | 634     | Electricité, eau et gaz                             | 50 000          |
|          |            | 662     | Impressions, reliures et autres prestations de sces | 17 000          |
|          |            | 663     | Documentation générale                              | 6 000           |
|          | 95010      |         | ENVIRONNEMENT                                       | 244 000         |
|          |            | 602     | Habillement   | 1 000           |
|          |            | 603     | Carburants et produits de garage                    | 8 000           |
|          |            | 605     | Produits d'entretien ménager                        | 2 000           |
|          |            | 608     | Fournitures de bureau                               | 17 000          |
|          |            | 609     | Autres denrées et fournitures consommées            | 68 000          |
|          |            | 631     | Entretien et réparation à l'entreprise              | 8 000           |
|          |            | 633     | Acquisition petit matériel outillage et mobilier    | 13 000          |
|          |            | 634     | Electricité, eau et gaz                             | 25 000          |
|          |            | 638     | Primes d'assurance                                  | 8 000           |
|          |            | 642     | Part. aux frais des services et oeuvres privés      | 7 000           |
|          |            | 661     | Frais de transport                                  | 58 000          |
|          |            | 662     | Impressions, reliures et autres prestations de sces | 8 000           |
|          |            | 663     | Documentation générale                              | 4 000           |
|          |            | 664     | Frais de postes et télécommunications               | 17 000          |

| CHAPITRE | S/CHAPITRE | ARTICLE | LIBELLES  | CREDITS OUVERTS |
|----------|------------|---------|---|-----------------|
| 951      |            |         | JEUNESSE, SPORTS ET AFFAIRES INTERIEURES            | 50 520 000      |
|          | 95100      |         | CABINET   | 333 000         |
|          |            | 603     | Carburants et produits de garage                    | 33 000          |
|          |            | 608     | Fournitures de bureau                               | 58 000          |
|          |            | 609     | Autres denrées et fournitures consommées            | 35 000          |
|          |            | 631     | Entretien et réparation à l'entreprise              | 37 000          |
|          |            | 633     | Acquisition petit matériel outillage et mobilier    | 25 000          |
|          |            | 638     | Primes d'assurances                                 | 7 000           |
|          |            | 660     | Fêtes et cérémonies                                 | 7 000           |
|          |            | 661     | Frais de transport                                  | 17 000          |
|          |            | 662     | Impressions, reliures et autres prestations de sces | 23 000          |
|          |            | 663     | Documentation générale                              | 7 000           |
|          |            | 664     | Frais de postes et télécommunications               | 33 000          |
|          |            | 669     | Autres frais de gestion générale et de transport    | 51 000          |
|          | 95101      |         | JEUNESSE ET EDUCATION POPULAIRE                     | 20 526 000      |
|          |            | 600     | Produits pharmaceutiques et produits d'hygiène      | 1 000           |
|          |            | 603     | Carburants et produits de garage                    | 16 000          |
|          |            | 605     | Produits d'entretien ménager                        | 5 000           |
|          |            | 608     | Fournitures de bureau                               | 45 000          |
|          |            | 609     | Autres denrées et fournitures consommées            | 2 000           |
|          |            | 615     | Rémunérations diverses                              | 16 000          |
|          |            | 630     | Loyers et charges locatives                         | 169 000         |
|          |            | 631     | Entretien et réparation à l'entreprise              | 38 000          |
|          |            | 634     | Electricité, eau et gaz                             | 63 000          |
|          |            | 638     | Primes d'assurances                                 | 13 000          |
|          |            | 643     | Frais de séjour et de stage                         | 27 000          |
|          |            | 657-05  | Subvention à l'I.C.A.                               | 12 500 000      |
|          |            | 657-34  | Subvention au Comité Territorial de la Jeunesse     | 7 083 000       |
|          |            | 657-45  | Subvention à l'Ass. Jeunesse et Education Populaire | 417 000         |
|          |            | 661     | Frais de transport                                  | 66 000          |
|          |            | 662     | Impressions, reliures et autres prestations de sces | 9 000           |
|          |            | 663     | Documentation générale                              | 9 000           |
|          |            | 664     | Frais de postes et télécommunications               | 47 000          |
|          | 95102      |         | SPORTS  | 23 196 000      |
|          |            | 600     | Produits pharmaceutiques et d'hygiène               | 4 000           |
|          |            | 601     | Alimentation  | 35 000          |
|          |            | 603     | Carburants et produits de garage                    | 52 000          |
|          |            | 605     | Produits d'entretien ménager                        | 13 000          |
|          |            | 608     | Fournitures de bureau                               | 30 000          |
|          |            | 609     | Autres denrées et produits de garage                | 21 000          |
|          |            | 620     | Impôts et taxes                                     | 2 000           |
|          |            | 630     | Loyers et charges locatives                         | 210 000         |
|          |            | 631     | Entretien et réparation à l'entreprise              | 167 000         |
|          |            | 633     | Acquisition petit matériel outillage et mobilier    | 36 000          |
|          |            | 634     | Electricité, eau et gaz                             | 78 000          |
|          |            | 638     | Primes d'assurance                                  | 13 000          |
|          |            | 639     | Autres denrées et fournitures consommées            | 4 000           |
|          |            | 643     | Frais de séjour et de stage                         | 29 000          |
|          |            | 645     | Autres prestations de sces au bénéfice de tiers     | 4 000           |
|          |            | 655     | Bourses et prix                                     | 27 000          |
|          |            | 657-13  | Subv. à l'Office Municipal Gestion de la Piscine    | 1 250 000       |
|          |            | 657-32  | Subv. au Comité Territorial des Sports              | 8 750 000       |
|          |            | 657-33  | Subv. à la ligue de VAA                             | 3 167 000       |
|          |            | 657-39  | Subv. pour stages sportifs et d'animateurs          | 208 000         |
|          |            | 657-51  | Subv. pour développement pratique sportive          | 7 500 000       |
|          |            | 657-52  | Subv. aux associations de sport scolaire            | 1 250 000       |
|          |            | 661     | Frais de transport                                  | 221 000         |
|          |            | 662     | Impressions, reliures et autres prestations de sces | 5 000           |
|          |            | 663     | Documentation générale                              | 2 000           |
|          |            | 664     | Frais de postes et télécommunications               | 118 000         |

| CHAPITRE | S/CHAPITRE   | ARTICLE | LIBELLES  | CREDITS OUVERTS  |
|----------|--------------|---------|---|------------------|
|          | <b>95103</b> |         | <b>AFFAIRES ADMINISTRATIVES</b>                     | <b>690 000</b>   |
|          |              | 603     | Carburants et produits de garage                    | 3 000            |
|          |              | 608     | Fournitures de bureau                               | 166 000          |
|          |              | 609     | Autres denrées et fournitures consommées            | 247 000          |
|          |              | 631     | Entretien et réparation à l'entreprise              | 25 000           |
|          |              | 633     | Acquisition petit matériel outillage et mobilier    | 29 000           |
|          |              | 638     | Primes d'assurance                                  | 2 000            |
|          |              | 639     | Autres travaux et services extérieurs               | 175 000          |
|          |              | 661     | Frais de transport                                  | 5 000            |
|          |              | 662     | Impressions, reliures et autres prestations de sces | 17 000           |
|          |              | 663     | Documentation générale                              | 17 000           |
|          |              | 664     | Frais de transport                                  | 4 000            |
|          | <b>95104</b> |         | <b>D.P.F à PARIS</b>                                | <b>2 818 000</b> |
|          |              | 601     | Alimentation  | 6 000            |
|          |              | 603     | Carburants et produits de garage                    | 92 000           |
|          |              | 605     | Produits d'entretien ménager                        | 5 000            |
|          |              | 608     | Fournitures de bureau                               | 35 000           |
|          |              | 609     | Autres denrées et fournitures consommées            | 7 000            |
|          |              | 620     | Impôts et taxes                                     | 83 000           |
|          |              | 630     | Loyers et charges locatives                         | 1 050 000        |
|          |              | 631     | Entretien et réparation à l'entreprise              | 229 000          |
|          |              | 634     | Electricité, eau et gaz                             | 101 000          |
|          |              | 638     | Primes d'assurances                                 | 130 000          |
|          |              | 639     | Autres travaux et services extérieurs               | 417 000          |
|          |              | 643     | Frais de séjour et de stage                         | 25 000           |
|          |              | 660     | Fêtes et cérémonies                                 | 54 000           |
|          |              | 661     | Frais de transport                                  | 116 000          |
|          |              | 662     | Impressions, reliures et autres prestations de sces | 30 000           |
|          |              | 663     | Documentation générale                              | 25 000           |
|          |              | 664     | Frais de postes et télécommunications               | 413 000          |
|          | <b>95105</b> |         | <b>TRADUCTION INTERPRETARIAT</b>                    | <b>600 000</b>   |
|          |              | 600     | Produits pharmaceutiques et d'hygiène               | 1 000            |
|          |              | 603     | Carburants et produits de garage                    | 17 000           |
|          |              | 605     | Produits d'entretien ménager                        | 5 000            |
|          |              | 608     | Fournitures de bureau                               | 42 000           |
|          |              | 609     | Autres denrées et fournitures consommées            | 8 000            |
|          |              | 620     | Impôts et taxes                                     | 2 000            |
|          |              | 630     | Loyers et charges locatives                         | 193 000          |
|          |              | 631     | Entretien et réparation à l'entreprise              | 13 000           |
|          |              | 633     | Acquisition petit matériel outillage et mobilier    | 33 000           |
|          |              | 634     | Electricité, eau et gaz                             | 67 000           |
|          |              | 638     | Primes d'assurance                                  | 8 000            |
|          |              | 639     | Autres travaux et services extérieurs               | 65 000           |
|          |              | 643     | Frais de séjour et de stage                         | 25 000           |
|          |              | 661     | Frais de transport                                  | 17 000           |
|          |              | 662     | Impressions, reliures et autres prestations de sces | 42 000           |
|          |              | 663     | Documentation générale                              | 29 000           |
|          |              | 664     | Frais de postes et télécommunications               | 33 000           |
|          | <b>95106</b> |         | <b>IMPRIMERIE OFFICIELLE</b>                        | <b>2 357 000</b> |
|          |              | 600     | Produits pharmaceutiques et d'hygiène               | 35 000           |
|          |              | 601     | Alimentation  | 100 000          |
|          |              | 602     | Habillement   | 6 000            |
|          |              | 603     | Carburants et produits de garage                    | 17 000           |
|          |              | 605     | Produits d'entretien ménager                        | 22 000           |
|          |              | 608     | Fournitures de bureau                               | 56 000           |
|          |              | 609     | Autres denrées et fournitures consommées            | 1 276 000        |
|          |              | 631     | Entretien et réparation à l'entreprise              | 98 000           |
|          |              | 633     | Acquisition petit matériel outillage et mobilier    | 21 000           |
|          |              | 634     | Electricité, eau et gaz                             | 332 000          |
|          |              | 638     | Primes d'assurance                                  | 3 000            |
|          |              | 639     | Autres travaux et services extérieurs               | 278 000          |
|          |              | 643     | Frais de séjour et de stage                         | 42 000           |
|          |              | 664     | Frais de postes et télécommunications               | 71 000           |

| CHAPITRE | S/CHAPITRE | ARTICLE | LIBELLES  | CREDITS OUVERTS |
|----------|------------|---------|---|-----------------|
| 952      |            |         | AFF. SOCIALES, SOLIDARITE ET FAMILLE                | 44 836 000      |
|          | 95200      |         | CABINET   | 375 000         |
|          |            | 602     | Habilleme   | 8 000           |
|          |            | 603     | Carburants et produits de garage                    | 42 000          |
|          |            | 605     | Produits d'entretien ménager                        | 4 000           |
|          |            | 608     | Fournitures de bureau                               | 50 000          |
|          |            | 609     | Autres denrées et fournitures consommées            | 75 000          |
|          |            | 631     | Entretien et réparation à l'entreprise              | 38 000          |
|          |            | 633     | Acquisition petit matériel outillage et mobilier    | 33 000          |
|          |            | 638     | Primes d'assurance                                  | 4 000           |
|          |            | 661     | Frais de transport                                  | 67 000          |
|          |            | 662     | Impressions, reliures et autres prestations de scs  | 12 000          |
|          |            | 664     | Frais de postes et télécommunications               | 42 000          |
|          | 95201      |         | AFFAIRES SOCIALES ET FAMILLE                        | 37 095 000      |
|          |            | 603     | Carburants et produits de garage                    | 126 000         |
|          |            | 605     | Produits d'entretien ménager                        | 20 000          |
|          |            | 608     | Fournitures de bureau                               | 183 000         |
|          |            | 609     | Autres denrées et fournitures consommées            | 250 000         |
|          |            | 630     | Loyers et charges locatives                         | 882 000         |
|          |            | 631     | Entretien et réparation à l'entreprise              | 129 000         |
|          |            | 633     | Acquisition petit matériel outillage et mobilier    | 66 000          |
|          |            | 634     | Electricité, eau et gaz                             | 488 000         |
|          |            | 638     | Primes d'assurance                                  | 38 000          |
|          |            | 639     | Autres travaux et services extérieurs               | 25 000          |
|          |            | 641-01  | Frais d'assistance judiciaire & remb. frais d'actes | 833 000         |
|          |            | 642-05  | Part. aux frais du Centre du Bon Pasteur            | 3 679 000       |
|          |            | 642-10  | Part. aux frais du Foyer de Moria                   | 5 108 000       |
|          |            | 643     | Frais de séjour et de stage                         | 9 000           |
|          |            | 645-02  | Frais de gardiennage des enfants                    | 2 500 000       |
|          |            | 645-05  | Frais du foyer d'hébergement                        | 1 250 000       |
|          |            | 645-06  | Opérations nouvelles Prévention                     | 342 000         |
|          |            | 651-01  | Secours et allocations                              | 1 220 000       |
|          |            | 657-14  | Subvention à l'O.T.A.S.S.                           | 10 500 000      |
|          |            | 657-15  | Subvention à l'Office des Anciens Combattants       | 417 000         |
|          |            | 657-43  | Subvention à l'I.F.T.S.                             | 8 356 000       |
|          |            | 661     | Frais de transport                                  | 360 000         |
|          |            | 662     | Impressions, reliures et autres prestations de scs  | 15 000          |
|          |            | 663     | Documentation générale                              | 10 000          |
|          |            | 664     | Frais de postes et télécommunications               | 260 000         |
|          |            | 669     | Autres frais de gestion générale et de transport    | 29 000          |
|          | 95202      |         | AFFAIRES DES TERRES                                 | 500 000         |
|          |            | 603     | Carburants et produits de garage                    | 10 000          |
|          |            | 605     | Produits d'entretien ménager                        | 8 000           |
|          |            | 608     | Fournitures de bureau                               | 35 000          |
|          |            | 609     | Autres denrées et fournitures consommées            | 5 000           |
|          |            | 631     | Entretien et réparation à l'entreprise              | 14 000          |
|          |            | 633     | Acquisition petit matériel outillage et mobilier    | 12 000          |
|          |            | 634     | Electricité, eau et gaz                             | 157 000         |
|          |            | 638     | Primes d'assurance                                  | 8 000           |
|          |            | 639     | Autres travaux et services extérieurs               | 9 000           |
|          |            | 661     | Frais de transport                                  | 84 000          |
|          |            | 662     | Impressions, reliures et autres prestations de scs  | 47 000          |
|          |            | 663     | Documentation générale                              | 4 000           |
|          |            | 664     | Frais de postes et télécommunications               | 107 000         |

| CHAPITRE | S/CHAPITRE | ARTICLE | LIBELLES   | CREDITS OUVERTS |
|----------|------------|---------|--|-----------------|
|          | 95203      |         | ETABLISSEMENTS PENITENTIERES                       | 6 533 000       |
|          |            | 600     | Produits pharmaceutiques et d'hygiène              | 83 000          |
|          |            | 601     | Alimentation                                       | 2 697 000       |
|          |            | 602     | Habillage  | 83 000          |
|          |            | 603     | Carburants et produits de garage                   | 48 000          |
|          |            | 605     | Produits d'entretien ménager                       | 67 000          |
|          |            | 608     | Fournitures de bureau                              | 50 000          |
|          |            | 609     | Autres denrées et fournitures consommées           | 542 000         |
|          |            | 615     | Rémunérations diverses                             | 1 070 000       |
|          |            | 618     | Charges sociales, part patronale                   | 9 000           |
|          |            | 631     | Entretien et réparation à l'entreprise             | 83 000          |
|          |            | 633     | Acquisition petit matériel outillage et mobilier   | 42 000          |
|          |            | 634     | Electricité, eau et gaz                            | 1 000 000       |
|          |            | 638     | Primes d'assurance                                 | 13 000          |
|          |            | 639     | Autres travaux et services extérieurs              | 583 000         |
|          |            | 644     | Honoraires médicaux et frais pharmaceutiques       | 17 000          |
|          |            | 661     | Frais de transport                                 | 25 000          |
|          |            | 663     | Documentation générale                             | 4 000           |
|          |            | 664     | Frais de postes et télécommunications              | 117 000         |
|          | 95204      |         | ETAT CIVIL ET FICHIER GENEALOGIQUE                 | 333 000         |
|          |            | 600     | Produits pharmaceutiques et d'hygiène              | 3 000           |
|          |            | 603     | Carburants et produits de garage                   | 5 000           |
|          |            | 605     | Produits d'entretien ménager                       | 12 000          |
|          |            | 608     | Fournitures de bureau                              | 29 000          |
|          |            | 609     | Autres denrées et fournitures consommées           | 11 000          |
|          |            | 620     | Impôts et taxes                                    | 4 000           |
|          |            | 631     | Entretien et réparation à l'entreprise             | 23 000          |
|          |            | 633     | Acquisition petit matériel outillage et mobilier   | 13 000          |
|          |            | 634     | Electricité, eau et gaz                            | 60 000          |
|          |            | 638     | Primes d'assurance                                 | 2 000           |
|          |            | 639     | Autres travaux et services extérieurs              | 21 000          |
|          |            | 662     | Impressions, reliures et autres prestations de scs | 75 000          |
|          |            | 663     | Documentation générale                             | 25 000          |
|          |            | 664     | Frais de postes et télécommunications              | 50 000          |

| CHAPITRE | S/CHAPITRE | ARTICLE | LIBELLES  | CREDITS OUVERTS |
|----------|------------|---------|---|-----------------|
| 953      |            |         | EMPLOI, LOGEMENT ET FONCTION PUBLIQUE                 | 19 905 000      |
|          | 95300      |         | CABINET   | 333 000         |
|          |            | 603     | Carburants et produits de garage                      | 21 000          |
|          |            | 605     | Produits d'entretien ménager                          | 2 000           |
|          |            | 608     | Fournitures de bureau                                 | 42 000          |
|          |            | 609     | Autres denrées et fournitures consommées              | 33 000          |
|          |            | 631     | Entretien et réparation à l'entreprise                | 21 000          |
|          |            | 633     | Acquisition petit matériel outillage et mobilier      | 25 000          |
|          |            | 638     | Primes d'assurance                                    | 7 000           |
|          |            | 660     | Fêtes et cérémonies                                   | 25 000          |
|          |            | 661     | Frais de transport                                    | 75 000          |
|          |            | 662     | Impressions, reliures et autres prestations de sces   | 32 000          |
|          |            | 663     | Documentation générale                                | 17 000          |
|          |            | 664     | Frais de postes et télécommunications                 | 33 000          |
|          | 95301      |         | TRAVAIL   | 4 106 000       |
|          |            | 603     | Carburants et produits de garage                      | 33 000          |
|          |            | 605     | Produits d'entretien ménager                          | 18 000          |
|          |            | 608     | Fournitures de bureau                                 | 67 000          |
|          |            | 609     | Autres denrées et fournitures consommées              | 78 000          |
|          |            | 630     | Loyers et charges locatives                           | 479 000         |
|          |            | 631     | Entretien et réparation à l'entreprise                | 117 000         |
|          |            | 634     | Electricité, eau et gaz                               | 127 000         |
|          |            | 638     | Primes d'assurance                                    | 23 000          |
|          |            | 643     | Frais de séjour et de stage                           | 46 000          |
|          |            | 645-03  | Indemnités prévues par l'art 48                       | 67 000          |
|          |            | 657-36  | Subvention aux syndicats des salariés                 | 2 879 000       |
|          |            | 661     | Frais de transport                                    | 58 000          |
|          |            | 662     | Impressions, reliures et autres prestations de sces   |                 |
|          |            | 663     | Documentation générale                                | 12 000          |
|          |            | 664     | Frais de postes et télécommunications                 | 102 000         |
|          | 95302      |         | FORMATION PROFESSIONNELLE DES ADULTES                 | 14 592 000      |
|          |            | 600     | Produits pharmaceutiques et d'hygiène                 | 4 000           |
|          |            | 601     | Alimentation  | 1 852 000       |
|          |            | 603     | Carburants et produits de garage                      | 35 000          |
|          |            | 605     | Produits d'entretien ménager                          | 13 000          |
|          |            | 607     | Fournitures scolaires                                 | 26 000          |
|          |            | 608     | Fournitures de bureau                                 | 13 000          |
|          |            | 609     | Autres denrées et fournitures consommées              | 579 000         |
|          |            | 631     | Entretien et réparation à l'entreprise                | 152 000         |
|          |            | 633     | Acquisition petit matériel outillage et mobilier      | 83 000          |
|          |            | 634     | Electricité, eau et gaz                               | 176 000         |
|          |            | 638     | Primes d'assurance                                    | 9 000           |
|          |            | 639     | Autres travaux et services extérieurs                 | 8 000           |
|          |            | 642-04  | Participation aux frais du cours ménager ATUONA       | 263 000         |
|          |            | 642-09  | Participation frais enseigt preprof. Protestant UTUOA | 263 000         |
|          |            | 642-12  | Participation centre formation prof. SANITO           | 1 575 000       |
|          |            | 643     | Frais de séjour et de stage                           | 125 000         |
|          |            | 657-11  | Subvention Agence Territoriale pour L'Emploi.....     | 7 000 000       |
|          |            | 657-18  | Subvention à l'E.F.A.M.                               | 2 333 000       |
|          |            | 661     | Frais de transport                                    | 50 000          |
|          |            | 662     | Impressions, reliures et autres prestations de sces   | 4 000           |
|          |            | 663     | Documentation générale                                | 11 000          |
|          |            | 664     | Frais de postes et télécommunications                 | 18 000          |
|          | 95303      |         | PERSONNEL   | 874 000         |
|          |            | 600     | Produits pharmaceutiques et d'hygiène                 | 0               |
|          |            | 603     | Carburants et produits de garage                      | 10 000          |
|          |            | 608     | Fournitures de bureau                                 | 141 000         |
|          |            | 631     | Entretien et réparation à l'entreprise                | 25 000          |
|          |            | 633     | Acquisition petit matériel outillage et mobilier      | 9 000           |
|          |            | 638     | Primes d'assurance                                    | 6 000           |
|          |            | 639     | Autres travaux et services extérieurs                 | 490 000         |
|          |            | 661     | Frais de transport                                    | 44 000          |
|          |            | 662     | Impressions, reliures et autres prestations de sces   | 125 000         |
|          |            | 663     | Documentation générale                                | 9 000           |
|          |            | 664     | Frais de postes et télécommunications                 | 15 000          |



| CHAPITRE | S/CHAPITRE | ARTICLE | LIBELLES  | CREDITS OUVERTS |
|----------|------------|---------|---|-----------------|
| 960      |            |         | TOURISME ET MER                                     | 66 522 000      |
|          | 96000      |         | CABINET   | 417 000         |
|          |            | 602     | Habilleme   | 5 000           |
|          |            | 603     | Carburants et produits de garage                    | 42 000          |
|          |            | 605     | Produits d'entretien ménager                        | 4 000           |
|          |            | 608     | Fournitures de bureau                               | 28 000          |
|          |            | 609     | Autres denrées et fournitures consommées            | 83 000          |
|          |            | 631     | Entretien et réparation à l'entreprise              | 63 000          |
|          |            | 633     | Acquisition petit matériel outillage et mobilier    | 10 000          |
|          |            | 660     | Fêtes et cérémonies                                 | 33 000          |
|          |            | 661     | Frais de transport                                  | 42 000          |
|          |            | 662     | Impressions, reliures et autres prestations de sces | 74 000          |
|          |            | 663     | Documentation générale                              | 8 000           |
|          |            | 664     | Frais de postes et télécommunications               | 25 000          |
|          | 96001      |         | MER ET AQUACULTURE                                  | 29 233 000      |
|          |            | 602     | Habilleme   | 49 000          |
|          |            | 603     | Carburants et produits de garage                    | 123 000         |
|          |            | 604     | Combustibles  | 5 000           |
|          |            | 605     | Produits d'entretien ménager                        | 4 000           |
|          |            | 608     | Fournitures de bureau                               | 100 000         |
|          |            | 609     | Autres denrées et fournitures consommées            | 285 000         |
|          |            | 615     | Rémunérations diverses                              | 107 000         |
|          |            | 630     | Loyers et charges locatives                         | 109 000         |
|          |            | 631     | Entretien et réparation à l'entreprise              | 263 000         |
|          |            | 633     | Acquisition petit matériel outillage et mobilier    | 75 000          |
|          |            | 634     | Electricité, eau et gaz                             | 117 000         |
|          |            | 638     | Primes d'assurance                                  | 26 000          |
|          |            | 639     | Autres travaux et services extérieurs               | 22 000          |
|          |            | 657-17  | Subvention à l'EVAAM                                | 27 500 000      |
|          |            | 661     | Frais de transport                                  | 220 000         |
|          |            | 662     | Impressions, reliures et autres prestations de sces | 21 000          |
|          |            | 663     | Documentation générale                              | 26 000          |
|          |            | 664     | Frais de postes et télécommunications               | 181 000         |
|          | 96002      |         | TOURISME  | 36 872 000      |
|          |            | 600     | Produits pharmaceutiques et d'hygiène               | 9 000           |
|          |            | 602     | Habilleme   | 4 000           |
|          |            | 603     | Carburants et produits de garage                    | 17 000          |
|          |            | 605     | Produits d'entretien ménager                        | 9 000           |
|          |            | 608     | Fournitures de bureau                               | 61 000          |
|          |            | 609     | Autres denrées et fournitures consommées            | 9 000           |
|          |            | 630     | Loyers et charges locatives                         | 542 000         |
|          |            | 631     | Entretien et réparation à l'entreprise              | 124 000         |
|          |            | 633     | Acquisition petit matériel outillage et mobilier    | 33 000          |
|          |            | 634     | Electricité, eau et gaz                             | 157 000         |
|          |            | 638     | Primes d'assurance                                  | 9 000           |
|          |            | 639     | Autres travaux et services extérieurs               | 98 000          |
|          |            | 643     | Frais de séjour et de stage                         | 42 000          |
|          |            | 657-19  | Subvention à l'OPATTI                               | 35 000 000      |
|          |            | 661     | Frais de transport                                  | 183 000         |
|          |            | 662     | Impressions, reliures et autres prestations de sces | 254 000         |
|          |            | 663     | Documentation générale                              | 63 000          |
|          |            | 664     | Frais de postes et télécommunications               | 175 000         |
|          |            | 668     | Dépenses imprévues                                  | 13 000          |
|          |            | 669     | Autres frais de gestion générale et de transport    | 70 000          |

| CHAPITRE | S/CHAPITRE | ARTICLE | LIBELLES  | CREDITS OUVERTS |
|----------|------------|---------|---|-----------------|
| 961      |            |         | AGRICULTURE ET ARTISANAT TRADITIONNEL               | 46 453 000      |
|          | 96100      |         | CABINET   | 417 000         |
|          |            | 600     | Produits pharmaceutiques et d'hygiène               | 2 000           |
|          |            | 602     | Habillement   | 6 000           |
|          |            | 603     | Carburants et produits de garage                    | 36 000          |
|          |            | 605     | Produits d'entretien ménager                        | 2 000           |
|          |            | 608     | Fournitures de bureau                               | 58 000          |
|          |            | 609     | Autres denrées et fournitures consommées            | 116 000         |
|          |            | 631     | Entretien et réparation à l'entreprise              | 17 000          |
|          |            | 633     | Acquisition petit matériel outillage et mobilier    | 17 000          |
|          |            | 639     | Autres travaux et services extérieurs               | 4 000           |
|          |            | 661     | Frais de transport                                  | 83 000          |
|          |            | 662     | Impressions, reliures et autres prestations de sces | 17 000          |
|          |            | 663     | Documentation générale                              | 17 000          |
|          |            | 664     | Frais de postes et télécommunications               | 42 000          |
|          | 96101      |         | SERVICES CENTRAUX S.E.R                             | 10 550 000      |
|          |            | 600     | Produits pharmaceutiques et d'hygiène               | 9 000           |
|          |            | 602     | Habillement   | 17 000          |
|          |            | 603     | Carburants et produits de garage                    | 963 000         |
|          |            | 605     | Produits d'entretien ménager                        | 26 000          |
|          |            | 608     | Fournitures de bureau                               | 162 000         |
|          |            | 609     | Autres denrées et fournitures consommées            | 1 273 000       |
|          |            | 615     | Rémunérations diverses                              | 735 000         |
|          |            | 630     | Loyers et charges locatives                         | 44 000          |
|          |            | 631     | Entretien et réparation à l'entreprise              | 326 000         |
|          |            | 633     | Acquisition petit matériel outillage et mobilier    | 36 000          |
|          |            | 634     | Electricité, eau et gaz                             | 700 000         |
|          |            | 638     | Primes d'assurance                                  | 727 000         |
|          |            | 639     | Autres travaux et services extérieurs               | 89 000          |
|          |            | 642-13  | Participation frais Maisons Familiales et rurales   | 3 792 000       |
|          |            | 650-02  | Allocations pour stagiaire LEPA OPUNOHU             | 500 000         |
|          |            | 661     | Frais de transport                                  | 608 000         |
|          |            | 662     | Impressions, reliures et autres prestations de sces | 42 000          |
|          |            | 663     | Documentation générale                              | 55 000          |
|          |            | 664     | Frais de postes et télécommunications               | 446 000         |
|          | 96102      |         | DEVELOPPEMENT DE L AGRICULTURE                      | 17 917 000      |
|          |            | 600     | Produits pharmaceutiques et d'hygiène               | 3 000           |
|          |            | 602     | Habillement   | 18 000          |
|          |            | 603     | Carburants et produits de garage                    | 693 000         |
|          |            | 605     | Produits d'entretien ménager                        | 18 000          |
|          |            | 608     | Fournitures de bureau                               | 70 000          |
|          |            | 609     | Autres denrées et fournitures consommées            | 945 000         |
|          |            | 631     | Entretien et réparation à l'entreprise              | 421 000         |
|          |            | 633     | Acquisition petit matériel outillage et mobilier    | 245 000         |
|          |            | 639     | Autres travaux et services extérieurs               | 250 000         |
|          |            | 657-23  | Subvention Chambre d'Agriculture et d'Elevage       | 15 000 000      |
|          |            | 661     | Frais de transport                                  | 254 000         |
|          | 96103      |         | DEVELOPPEMENT DE L'ELEVAGE                          | 1 917 000       |
|          |            | 600     | Produits pharmaceutiques et d'hygiène               | 350 000         |
|          |            | 602     | Habillement   | 13 000          |
|          |            | 603     | Carburants et produits de garage                    | 13 000          |
|          |            | 605     | Produits d'entretien ménager                        | 7 000           |
|          |            | 608     | Fournitures de bureau                               | 27 000          |
|          |            | 609     | Autres denrées et fournitures consommées            | 1 012 000       |
|          |            | 631     | Entretien et réparation à l'entreprise              | 149 000         |
|          |            | 633     | Acquisition petit matériel outillage et mobilier    | 70 000          |
|          |            | 639     | Autres travaux et services extérieurs               | 276 000         |

| CHAPITRE | S/CHAPITRE | ARTICLE | LIBELLES   | CREDITS OUVERTS |
|----------|------------|---------|--|-----------------|
|          | 96104      |         | EAUX ET FORETS                                     | 42 000          |
|          |            | 608     | Fournitures de bureau                              | 13 000          |
|          |            | 609     | Autres denrées et fournitures consommées           | 11 000          |
|          |            | 633     | Acquisition petit matériel outillage et mobilier   | 18 000          |
|          | 96105      |         | AMENAGEMENT EQUIPEMENT RURAL                       | 42 000          |
|          |            | 608     | Fournitures de bureau                              | 10 000          |
|          |            | 631     | Entretien et réparation à l'entreprise             | 18 000          |
|          |            | 633     | Acquisition petit matériel outillage et mobilier   | 14 000          |
|          | 96106      |         | RECH. AGRO. CONDITIONNEMENT POLICE PHYTO.          | 758 000         |
|          |            | 600     | Produits pharmaceutiques et d'hygiène              | 9 000           |
|          |            | 602     | Habillage  | 53 000          |
|          |            | 605     | Produits d'entretien ménager                       | 13 000          |
|          |            | 608     | Fournitures de bureau                              | 70 000          |
|          |            | 609     | Autres denrées et fournitures consommées           | 414 000         |
|          |            | 620     | Impôts et taxes                                    | 4 000           |
|          |            | 631     | Entretien et réparation à l'entreprise             | 87 000          |
|          |            | 633     | Acquisition petit matériel outillage et mobilier   | 82 000          |
|          |            | 662     | Impressions, reliures et autres prestations de scs | 17 000          |
|          |            | 663     | Documentation générale                             | 9 000           |
|          | 96107      |         | AGRO-ALIMENTAIRE                                   | 290 000         |
|          |            | 600     | Produits pharmaceutiques et d'hygiène              | 8 000           |
|          |            | 602     | Habillage  | 17 000          |
|          |            | 603     | Carburants et produits de garage                   | 25 000          |
|          |            | 605     | Produits d'entretien ménager                       | 8 000           |
|          |            | 608     | Fournitures de bureau                              | 8 000           |
|          |            | 609     | Autres denrées et fournitures consommées           | 192 000         |
|          |            | 634     | Electricité, eau et gaz                            | 16 000          |
|          |            | 663     | Documentation générale                             | 16 000          |
|          | 96108      |         | ENSEIGNEMENT AGRICOLE                              | 166 000         |
|          |            | 655-06  | Bourses locales à l'enseignement agricole          | 166 000         |
|          | 96109      |         | ARTISANAT  | 6 021 000       |
|          |            | 600     | Produits pharmaceutiques et d'hygiène              | 1 000           |
|          |            | 603     | Carburants et produits de garage                   | 6 000           |
|          |            | 605     | Produits d'entretien ménager                       | 6 000           |
|          |            | 608     | Fournitures de bureau                              | 42 000          |
|          |            | 615     | Rémunérations diverses                             | 29 000          |
|          |            | 620     | Impôts et taxes                                    | 12 000          |
|          |            | 631     | Entretien et réparation à l'entreprise             | 52 000          |
|          |            | 634     | Electricité, eau et gaz                            | 25 000          |
|          |            | 638     | Primes d'assurance                                 | 21 000          |
|          |            | 657-09  | Subvention au centre des métiers d'art             | 5 640 000       |
|          |            | 661     | Frais de transport                                 | 130 000         |
|          |            | 662     | Impressions, reliures et autres prestations de scs | 8 000           |
|          |            | 663     | Documentation générale                             | 2 000           |
|          |            | 664     | Frais de postes et télécommunications              | 33 000          |
|          |            | 668     | Dépenses imprévues                                 | 8 000           |
|          |            | 669     | Autres frais de gestion générale et de transport   | 6 000           |
|          | 96110      |         | AUTRES INTERVENTIONS                               | 8 333 000       |
|          |            | 657-35  | Subvention à l'association Harrisson Smith         | 833 000         |
|          |            | 657-48  | Subvention à la SDAP                               | 7 500 000       |

| CHAPITRE | S/CHAPITRE | ARTICLE | LIBELLES  | CREDITS OUVERTS |
|----------|------------|---------|---|-----------------|
| 962      |            |         | EQUIPEMENT AMENAGEMENT ENERGIE ET PORTS             | 39 049 000      |
|          | 96200      |         | CABINET   | 417 000         |
|          |            | 600     | Produits pharmaceutiques et d'hygiène               | 4 000           |
|          |            | 602     | Habillement   | 2 000           |
|          |            | 605     | Produits d'entretien ménager                        | 1 000           |
|          |            | 608     | Fournitures de bureau                               | 83 000          |
|          |            | 609     | Autres denrées et fournitures consommées            | 68 000          |
|          |            | 631     | Entretien et réparation à l'entreprise              | 17 000          |
|          |            | 633     | Acquisition petit matériel outillage et mobilier    | 83 000          |
|          |            | 660     | Fêtes et cérémonies                                 | 17 000          |
|          |            | 661     | Frais de transport                                  | 83 000          |
|          |            | 663     | Documentation générale                              | 17 000          |
|          |            | 664     | Frais de postes et télécommunications               | 42 000          |
|          | 96201      |         | SERVICE ORDINAIRE                                   | 10 317 000      |
|          |            | 600     | Produits pharmaceutiques et d'hygiène               | 4 000           |
|          |            | 602     | Habillement   | 7 000           |
|          |            | 603     | Carburants et produits de garage                    | 549 000         |
|          |            | 605     | Produits d'entretien ménager                        | 3 000           |
|          |            | 608     | Fournitures de bureau                               | 813 000         |
|          |            | 609     | Autres denrées et fournitures consommées            | 54 000          |
|          |            | 615     | Rémunérations diverses                              | 700 000         |
|          |            | 630     | Loyers et charges locatives                         | 4 000           |
|          |            | 631     | Entretien et réparation à l'entreprise              | 947 000         |
|          |            | 633     | Acquisition petit matériel outillage et mobilier    | 118 000         |
|          |            | 634     | Electricité, eau et gaz                             | 851 000         |
|          |            | 637     | Travaux pour le compte de tiers                     | 718 000         |
|          |            | 638     | Primes d'assurance                                  | 269 000         |
|          |            | 639     | Autres travaux et services extérieurs               | 1 811 000       |
|          |            | 661     | Frais de transport                                  | 1 488 000       |
|          |            | 662     | Impressions, reliures et autres prestations de sces | 77 000          |
|          |            | 663     | Documentation générale                              | 67 000          |
|          |            | 664     | Frais de postes et télécommunications               | 1 837 000       |
|          | 96202      |         | FLOTTILLE ADMINISTRATIVE                            | 15 833 000      |
|          |            | 602     | Habillement   | 583 000         |
|          |            | 603     | Carburants et produits de garage                    | 6 845 000       |
|          |            | 605     | Produits d'entretien ménager                        | 140 000         |
|          |            | 609     | Autres denrées et fournitures consommées            | 958 000         |
|          |            | 630     | Loyers et charges locatives                         | 1 837 000       |
|          |            | 631     | Entretien et réparation à l'entreprise              | 2 127 000       |
|          |            | 633     | Acquisition petit matériel outillage et mobilier    | 2 500 000       |
|          |            | 634     | Electricité, eau et gaz                             | 50 000          |
|          |            | 638     | Primes d'assurance                                  | 218 000         |
|          |            | 639     | Autres travaux et services extérieurs               | 120 000         |
|          |            | 644     | Honoraires médicaux et frais pharmaceutiques        | 271 000         |
|          |            | 663     | Documentation générale                              | 92 000          |
|          |            | 664     | Frais de postes et télécommunications               | 92 000          |

| CHAPITRE | S/CHAPITRE | ARTICLE | LIBELLES  | CREDITS OUVERTS |
|----------|------------|---------|---|-----------------|
|          | 96203      |         | PARC A MATERIEL                                     |                 |
|          |            |         |   | 7 083 000       |
|          |            | 600     | Produits pharmaceutiques et d'hygiène               | 7 000           |
|          |            | 602     | Habillement   | 50 000          |
|          |            | 603     | Carburants et produits de garage                    | 1 787 000       |
|          |            | 605     | Produits d'entretien ménager                        | 26 000          |
|          |            | 608     | Fournitures de bureau                               | 88 000          |
|          |            | 609     | Autres denrées et fournitures consommées            | 1 167 000       |
|          |            | 615     | Rémunérations diverses                              | 158 000         |
|          |            | 631     | Entretien et réparation à l'entreprise              | 3 011 000       |
|          |            | 633     | Acquisition petit matériel outillage et mobilier    | 33 000          |
|          |            | 634     | Electricité, eau et gaz                             | 274 000         |
|          |            | 638     | Primes d'assurance                                  | 229 000         |
|          |            | 661     | Frais de transport                                  | 231 000         |
|          |            | 662     | Impressions, reliures et autres prestations de sces | 3 000           |
|          |            | 663     | Documentation générale                              | 8 000           |
|          |            | 664     | Frais de postes et télécommunications               | 7 000           |
|          |            | 669     | Autres frais de gestion générale et de transport    | 4 000           |
|          | 96204      |         | AMENAGEMENT   |                 |
|          |            |         |   | 1 427 000       |
|          |            | 600     | Produits pharmaceutiques et d'hygiène               | 6 000           |
|          |            | 602     | Habillement   | 7 000           |
|          |            | 603     | Carburants et produits de garage                    | 83 000          |
|          |            | 605     | Produits d'entretien ménager                        | 8 000           |
|          |            | 608     | Fournitures de bureau                               | 142 000         |
|          |            | 609     | Autres denrées et fournitures consommées            | 125 000         |
|          |            | 615     | Rémunérations diverses                              | 157 000         |
|          |            | 620     | Impôts et taxes                                     | 1 000           |
|          |            | 630     | Loyers et charges locatives                         | 104 000         |
|          |            | 631     | Entretien et réparation à l'entreprise              | 137 000         |
|          |            | 633     | Acquisition petit matériel outillage et mobilier    | 21 000          |
|          |            | 634     | Electricité, eau et gaz                             | 26 000          |
|          |            | 638     | Primes d'assurance                                  | 21 000          |
|          |            | 639     | Autres travaux et services extérieurs               | 17 000          |
|          |            | 643     | Frais de séjour et de stage                         | 32 000          |
|          |            | 661     | Frais de transport                                  | 352 000         |
|          |            | 662     | Impressions, reliures et autres prestations de sces | 50 000          |
|          |            | 663     | Documentation générale                              | 23 000          |
|          |            | 664     | Frais de postes et télécommunications               | 79 000          |
|          |            | 665     | Frais d'actes et de contentieux                     | 2 000           |
|          |            | 669     | Autres frais de gestion générale et de transport    | 34 000          |
|          | 96205      |         | CADASTRE  |                 |
|          |            |         |   | 1 427 000       |
|          |            | 600     | Produits pharmaceutiques et d'hygiène               | 3 000           |
|          |            | 603     | Carburants et produits de garage                    | 58 000          |
|          |            | 605     | Produits d'entretien ménager                        | 4 000           |
|          |            | 608     | Fournitures de bureau                               | 112 000         |
|          |            | 609     | Autres denrées et fournitures consommées            | 13 000          |
|          |            | 615     | Rémunérations diverses                              | 717 000         |
|          |            | 631     | Entretien et réparation à l'entreprise              | 142 000         |
|          |            | 633     | Acquisition petit matériel outillage et mobilier    | 17 000          |
|          |            | 634     | Electricité, eau et gaz                             | 125 000         |
|          |            | 638     | Primes d'assurance                                  | 17 000          |
|          |            | 639     | Autres travaux et services extérieurs               | 10 000          |
|          |            | 661     | Frais de transport                                  | 141 000         |
|          |            | 662     | Impressions, reliures et autres prestations de sces | 22 000          |
|          |            | 664     | Frais de postes et télécommunications               | 46 000          |

| CHAPITRE | S/CHAPITRE | ARTICLE | LIBELLES  | CREDITS OUVERTS |
|----------|------------|---------|---|-----------------|
|          | 96206      |         | ENERGIE ET MINES                                    |                 |
|          |            | 603     | Carburants et produits de garage                    | 128 000         |
|          |            | 608     | Fournitures de bureau                               | 15 000          |
|          |            | 609     | Autres denrées et fournitures consommées            | 16 000          |
|          |            | 638     | Primes d'assurance                                  | 23 000          |
|          |            | 639     | Autres travaux et services extérieurs               | 4 000           |
|          |            | 661     | Frais de transport                                  | 4 000           |
|          |            | 662     | Impressions, reliures et autres prestations de sces | 26 000          |
|          |            | 663     | Documentation générale                              | 4 000           |
|          |            | 664     | Frais de postes et télécommunications               | 6 000           |
|          |            | 669     | Autres frais de gestion générale et de transport    | 25 000          |
|          |            |         |   | 5 000           |
|          | 96207      |         | PORTS   |                 |
|          |            | 603     | Carburants et produits de garage                    | 750 000         |
|          |            | 608     | Fournitures de bureau                               | 158 000         |
|          |            | 609     | Autres denrées et fournitures consommées            | 42 000          |
|          |            | 631     | Entretien et réparation à l'entreprise              | 58 000          |
|          |            | 633     | Acquisition petit matériel outillage et mobilier    | 42 000          |
|          |            | 634     | Electricité, eau et gaz                             | 25 000          |
|          |            | 638     | Primes d'assurance                                  | 217 000         |
|          |            | 639     | Autres travaux et services extérieurs               | 18 000          |
|          |            | 661     | Frais de transport                                  | 23 000          |
|          |            | 663     | Documentation générale                              | 67 000          |
|          |            | 664     | Frais de postes et télécommunications               | 8 000           |
|          |            |         |   | 92 000          |
|          | 96208      |         | ECOLE DES TP  |                 |
|          |            | 605     | Produits d'entretien ménager                        | 1 667 000       |
|          |            | 607     | Fournitures scolaires                               | 1 000           |
|          |            | 608     | Fournitures de bureau                               | 75 000          |
|          |            | 609     | Autres denrées et fournitures consommées            | 4 000           |
|          |            | 615     | Rémunérations diverses                              | 8 000           |
|          |            | 631     | Entretien et réparation à l'entreprise              | 293 000         |
|          |            | 639     | Autres travaux et services extérieurs               | 14 000          |
|          |            | 643     | Frais de séjour et de stage                         | 298 000         |
|          |            | 655-16  | Bourses et prix                                     | 32 000          |
|          |            | 660     | Fêtes et cérémonies                                 | 899 000         |
|          |            | 661     | Frais de transport                                  | 4 000           |
|          |            |         |   | 39 000          |

| CHAPITRE | S/CHAPITRE | ARTICLE | LIBELLES   | CREDITS OUVERTS |
|----------|------------|---------|--|-----------------|
| 965      |            |         | DEVPT ARCHIPELS TRANSPORTS ET P&T                  | 21 637 000      |
|          | 96500      |         | CABINET  | 417 000         |
|          |            | 602     | Habilleme  | 5 000           |
|          |            | 603     | Carburants et produits de garage                   | 46 000          |
|          |            | 605     | Produits d'entretien ménager                       | 5 000           |
|          |            | 608     | Fournitures de bureau                              | 58 000          |
|          |            | 609     | Autres denrées et fournitures consommées           | 29 000          |
|          |            | 615     | Rémunérations diverses                             | 29 000          |
|          |            | 631     | Entretien et réparation à l'entreprise             | 29 000          |
|          |            | 633     | Acquisition petit matériel outillage et mobilier   | 29 000          |
|          |            | 638     | Primes d'assurance                                 | 13 000          |
|          |            | 639     | Autres travaux et services extérieurs              | 13 000          |
|          |            | 660     | Fêtes et cérémonies                                | 8 000           |
|          |            | 661     | Frais de transport                                 | 67 000          |
|          |            | 662     | Impressions, reliures et autres prestations de scs | 21 000          |
|          |            | 663     | Documentation générale                             | 21 000          |
|          |            | 664     | Frais de postes et télécommunications              | 44 000          |
|          | 96501      |         | ECONOMIE DES TRANSPORTS                            | 15 259 000      |
|          |            | 600     | Produits pharmaceutiques et d'hygiène              | 8 000           |
|          |            | 602     | Habilleme  | 17 000          |
|          |            | 603     | Carburants et produits de garage                   | 893 000         |
|          |            | 604     | Combustibles                                       | 199 000         |
|          |            | 605     | Produits d'entretien ménager                       | 29 000          |
|          |            | 608     | Fournitures de bureau                              | 92 000          |
|          |            | 609     | Autres denrées et fournitures consommées           | 373 000         |
|          |            | 615     | Rémunérations diverses                             | 208 000         |
|          |            | 630     | Loyers et charges locatives                        | 63 000          |
|          |            | 631     | Entretien et réparation à l'entreprise             | 3 107 000       |
|          |            | 633     | Acquisition petit matériel outillage et mobilier   | 91 000          |
|          |            | 634     | Electricité, eau et gaz                            | 116 000         |
|          |            | 638     | Primes d'assurance                                 | 121 000         |
|          |            | 639     | Autres travaux et services extérieurs              | 245 000         |
|          |            | 642-14  | Participation aux frais d'AIR TAHITI               | 5 833 000       |
|          |            | 657-38  | Subvention pour autres interventions économiques   | 3 167 000       |
|          |            | 661     | Frais de transport                                 | 533 000         |
|          |            | 662     | Impressions, reliures et autres prestations de scs | 17 000          |
|          |            | 663     | Documentation générale                             | 46 000          |
|          |            | 664     | Frais de postes et télécommunications              | 101 000         |
|          | 96502      |         | TRANSPORTS TERRESTRES ET AERIENS                   | 2 306 000       |
|          |            | 603     | Carburants et produits de garage                   | 33 000          |
|          |            | 605     | Produits d'entretien ménager                       | 4 000           |
|          |            | 608     | Fournitures de bureau                              | 75 000          |
|          |            | 609     | Autres denrées et fournitures consommées           | 29 000          |
|          |            | 615     | Rémunérations diverses                             | 17 000          |
|          |            | 630     | Loyers et charges locatives                        | 5 000           |
|          |            | 631     | Entretien et réparation à l'entreprise             | 71 000          |
|          |            | 633     | Acquisition petit matériel outillage et mobilier   | 33 000          |
|          |            | 634     | Electricité, eau et gaz                            | 125 000         |
|          |            | 638     | Primes d'assurance                                 | 30 000          |
|          |            | 639     | Autres travaux et services extérieurs              | 453 000         |
|          |            | 661     | Frais de transport                                 | 413 000         |
|          |            | 662     | Impressions, reliures et autres prestations de scs | 75 000          |
|          |            | 663     | Documentation générale                             | 29 000          |
|          |            | 664     | Frais de postes et télécommunications              | 80 000          |
|          |            | 669     | Autres frais de gestion générale et de transport   | 834 000         |
|          | 96503      |         | POSTES ET TELECOMMUNICATIONS                       | 529 000         |
|          |            | 657-25  | Subvention à l'OPT                                 | 529 000         |

| CHAPITRE | S/CHAPITRE | ARTICLE | LIBELLES  | CREDITS OUVERTS |
|----------|------------|---------|---|-----------------|
|          | 96504      |         | NAVIGATIONS AFFAIRES MARITIMES                      | 2 460 000       |
|          |            | 603     | Carburants et produits de garage                    | 3 000           |
|          |            | 605     | Produits d'entretien ménager                        | 4 000           |
|          |            | 608     | Fournitures de bureau                               | 29 000          |
|          |            | 615     | Rémunérations diverses                              | 8 000           |
|          |            | 631     | Entretien et réparation à l'entreprise              | 4 000           |
|          |            | 634     | Electricité, eau et gaz                             | 60 000          |
|          |            | 639     | Autres travaux et services extérieurs               | 70 000          |
|          |            | 655-12  | Bourses pour stagiaires de l'EFAM                   | 2 187 000       |
|          |            | 661     | Frais de transport                                  | 44 000          |
|          |            | 663     | Documentation générale                              | 2 000           |
|          |            | 664     | Frais de postes et télécommunications               | 49 000          |
|          | 96505      |         | TRANSPORTS MARITIMES INTERINSULAIRES                | 333 000         |
|          |            | 603     | Carburants et produits de garage                    | 25 000          |
|          |            | 605     | Produits d'entretien ménager                        | 5 000           |
|          |            | 608     | Fournitures de bureau                               | 50 000          |
|          |            | 609     | Autres denrées et fournitures consommées            | 12 000          |
|          |            | 615     | Rémunérations diverses                              | 17 000          |
|          |            | 630     | Loyers et charges locatives                         | 42 000          |
|          |            | 631     | Entretien et réparation à l'entreprise              | 17 000          |
|          |            | 633     | Acquisition petit matériel outillage et mobilier    | 33 000          |
|          |            | 634     | Electricité, eau et gaz                             | 33 000          |
|          |            | 638     | Primes d'assurance                                  | 12 000          |
|          |            | 639     | Autres travaux et services extérieurs               | 8 000           |
|          |            | 661     | Frais de transport                                  | 25 000          |
|          |            | 662     | Impressions, reliures et autres prestations de sces | 17 000          |
|          |            | 663     | Documentation générale                              | 8 000           |
|          |            | 664     | Frais de postes et télécommunications               | 29 000          |
|          | 96506      |         | DEVELOPPEMENT DES ARCHIPELS                         | 333 000         |
|          |            | 609     | Autres denrées et fournitures consommées            | 333 000         |
| 970      | 970        |         | CHARGES NON AFFECTEES                               | 829 358 000     |
|          |            | 644     | Honoraires médicaux et frais pharmaceutiques        | 1 667 000       |
|          |            | 6583    | Versements au FIP                                   | 805 667 000     |
|          |            | 668     | Dépenses imprévues                                  | 12 745 000      |
|          |            | 669     | Autres frais de gestion générale et de transport    | 3 750 000       |
|          |            | 676     | Frais de poursuites                                 | 2 185 000       |
|          |            | 699     | Autres charges exceptionnelles                      | 3 344 000       |
| 971      |            |         | SERVICE FISCAL DIRECT                               | 34 167 000      |
|          | 97108      |         | IMPOTS DIRECTS AFFECTES                             | 34 167 000      |
|          |            | 657-26  | Subvention à l'ATR                                  | 34 167 000      |
| 972      |            |         | SERVICE FISCAL INDIRECT                             | 809 970 000     |
|          | 97200      |         | DROITS A L'IMPORTATION                              | 5 000 000       |
|          |            | 690     | Remboursement de trop-perçus                        | 5 000 000       |
|          | 97208      |         | TAXES INDIRECTES AFFECTEES                          | 804 970 000     |
|          |            | 657-26  | Subvention à l'ATR                                  | 88 417 000      |
|          |            | 6581    | Versement au FIS                                    | 716 553 000     |
|          |            |         | TOTAL GENERAL.....                                  | 3 890 202 000   |



**ARRETE n° 5 PR du 6 janvier 1988 portant délégation de signature au chef du service des finances et de la comptabilité.**

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 789 PR du 11 décembre 1987 relatif à la composition du gouvernement du territoire de la Polynésie française ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er.— Le chef du service des finances et de la comptabilité exerce, sous l'autorité du Président du gouvernement, les missions que celui-ci lui confie.

Art. 2.— Il reçoit délégation de signature pour la gestion des affaires suivantes :

- Réforme du matériel et mobilier et reversement aux domaines ;
- Désignation des vérificateurs de caisse ;
- Création et fonctionnement des régies de recettes et des caisses d'avances ;
- Envoi de fonds ;
- Délivrance des titres de pension territoriale ;
- Liquidation des droits des personnels en situation de cessation définitive de fonctions ;
- Après approbation par les autorités compétentes, signature des conventions de prêt ou d'aval passées au nom du territoire de la Polynésie française ;
- Examen en premier ressort de toutes les affaires relatives à son domaine de compétence.

Art. 3.— Sous réserve des pouvoirs délégués au ministre des affaires foncières et administratives, le chef du service des finances et de la comptabilité reçoit délégation de signature pour la gestion du personnel placé sous son autorité à l'exception des matières mentionnées ci-après :

- Recrutements ;
- Licenciements ;
- Mutations inter-ministérielles ;
- Suspension de fonction excédant un an ;
- Mises en position de détachement, de disponibilité ou de mise à disposition ;
- Etablissement d'ordre de service ou d'avenant pour une période supérieure à 3 mois ;
- Notation annuelle définitive des agents placés sous son autorité.

Art. 4.— Le chef du service des finances et de la comptabilité reçoit délégation pour se faire communiquer tous documents budgétaires, financiers et comptables nécessaires à toutes enquêtes et tous contrôles sur l'utilisation des fonds publics par les services et établissements publics territoriaux.

Art. 5.— Dans la limite de ses attributions, M. Jean-Pierre Buisson est autorisé à procéder aux opérations d'engagement et de liquidation des dépenses imputées sur les crédits du budget territorial qui lui ont été notifiés.

Art. 6.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Pierre Buisson, les délégations et pouvoirs définis aux articles 2 à 5 ci-dessus, sont exercés par M. Charles Wang Chou, adjoint au chef du service.

Art. 7.— Le chef du service des finances et de la comptabilité est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 6 janvier 1988.

Alexandre LEONTIEFF.

Par arrêté n° 14 CM du 5 janvier 1988.— Les dépenses ordinaires du budget du territoire pour l'exercice 1987 sont modifiées comme suit :

| S/Chap. | Art.   | Libellé   | en —      | en +      |
|---------|--------|---|-----------|-----------|
| 965 01  | 631    | Entretien et réparation à l'entreprise                        | 6.000.000 |           |
| 965 04  | 655-12 | Bourses pour stagiaires de formation professionnelle maritime |           | 6.000.000 |

# MINISTÈRE DU TRAVAIL, DU TOURISME, DES TRANSPORTS ET DES SPORTS

**ARRETE n° 1 CM du 4 janvier 1988 accordant à la société Taporo Te Ao Tea une subvention.**

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Une subvention de 7.000.000 de francs Pacifique (7.000.000 FCP) est accordée à la société Taporo Te Ao Tea, armateur du navire Taporo I, pour la desserte des îles excentrées des îles Sous-le-Vent (Maupiti, Mopelia, Scilly, Bellinghausen, Tupai).

Art. 2.— La dépense est imputée au budget de fonctionnement, chapitre 965, sous chapitre 965-01, article 657-38, subventions pour "autres interventions économiques", exercice 1987, et sera versée au compte Socrédo n° 48149 U.

Art. 3.— Cette subvention est destinée à permettre à la société Taporo Te Ao Tea de poursuivre la desserte des îles excentrées des îles Sous-le-Vent.

Art. 4.- Le ministre du travail, du tourisme, des transports et des sports est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 4 janvier 1988.

Alexandre LEONTIEFF.

Par le Président du gouvernement du territoire :

*Le ministre du travail, du tourisme,  
des transports et des sports,  
Napoléon SPITZ.*

**ARRETE n° 2 CM du 4 janvier 1988 portant nomination des membres du conseil d'administration de l'Office de promotion et d'animation touristiques de Tahiti et ses îles.**

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.- Sont nommés membres du conseil d'administration de l'Office de promotion et d'animation touristiques de Tahiti et ses îles au titre des intérêts généraux :

a) *En qualité de ministres désignés par le conseil des ministres :*

- le vice-président, ministre de l'artisanat traditionnel et du patrimoine culturel
- le ministre du développement des archipels
- le ministre de l'éducation et de la formation professionnelle
- le ministre de l'environnement.

b) *En qualité de maires des communes à vocation touristique :*

- le maire de la commune de Moorea-Maiao
- le maire de la commune de Bora Bora.

Art. 2.- Sont nommés membres du conseil d'administration de l'Office de promotion et d'animation touristiques de Tahiti et ses îles, au titre des intérêts professionnels, sur proposition du ministre chargé du tourisme :

a) *En qualité de représentants de l'hôtellerie :*

- le directeur de la S.A. Tahiti Beachcomber
- le directeur de l'hôtel Tahara'a
- le directeur du groupe A.C.C.O.R. en Polynésie française
- le directeur de la Société polynésienne de villages de vacances
- le président du Syndicat des hôtels de Moorea et des îles
- deux représentants de l'Union polynésienne de l'hôtellerie
- le président du G.I.E. "Le relais des îles".

b) *En qualité de représentants des transporteurs aériens internationaux :*

- le représentant de la compagnie U.T.A. en Polynésie française

- le représentant de la compagnie Air France en Polynésie française
- le représentant de la compagnie Qantas en Polynésie française
- le représentant de la compagnie Air New Zealand en Polynésie française
- le représentant de la compagnie Continental Airlines en Polynésie française.

c) *En qualité de représentant des transporteurs aériens domestiques :*

- le directeur général d'Air Tahiti

d) *En qualité de représentants des agences de voyages :*

- le président du Syndicat des agences de voyages
- le représentant de l'agence Tahiti Nui
- le représentant de l'agence Tahiti Tours

e) *En qualité de représentant des navires de croisières basés en Polynésie française*

- le directeur pour la Polynésie de la société "Exploration Cruise Line".

Art. 3.- Les maires des communes touristiques et représentants des intérêts professionnels sont nommés pour une durée de deux ans (1988-1989).

Art. 4.- Le ministre du travail, du tourisme, des transports et des sports est chargé de l'exécution du présent arrêté qui abroge l'arrêté n° 183 CM du 19 février 1987 et sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 4 janvier 1988.

Alexandre LEONTIEFF.

Par le Président du gouvernement du territoire :

*Le ministre du travail, du tourisme,  
des transports et des sports,  
Napoléon SPITZ.*

**ARRETE n° 3 CM du 4 janvier 1988 portant nomination de M. Bigorne Richard auprès du ministre du travail, du tourisme, des transports et des sports.**

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du travail, du tourisme, des transports et des sports ;

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 789 PR du 11 décembre 1987 relatif à la composition du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 792 PR du 16 décembre 1987 relatif aux attributions du ministre du travail, du tourisme, des transports et des sports ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 29 décembre 1987,

Arrête :

Article 1er.— M. Bigorgne Richard est nommé conseiller technique du ministre du travail, du tourisme, des transports et des sports pour compter du 11 décembre 1987.

Art. 2.— Le ministre du travail, du tourisme, des transports et des sports est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 4 janvier 1988.  
Alexandre LEONTIEFF.

Par le Président du gouvernement du territoire :

*Le ministre du travail, du tourisme,  
des transports et des sports,  
Napoléon SPITZ.*

---

CONVENTION n° 88-0002 du 5 janvier 1988 relative à la création d'une antenne de la Caisse de prévoyance sociale domiciliée au sein de la délégation de la Polynésie française à Paris.

Entre :

Le territoire de la Polynésie française représenté par le Président du gouvernement du territoire, d'une part,

Et :

La Caisse de prévoyance sociale représentée par son directeur, d'autre part,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 74-87 du 1er juillet 1987 du conseil d'administration de la Caisse de prévoyance sociale, rendue exécutoire par le conseil des ministres dans sa séance du 26 août 1987 ;

Vu l'arrêté n° 994 CM du 16 septembre 1987 habilitant le Président du gouvernement du territoire de la Polynésie française à signer une convention relative à la création d'une antenne de la Caisse de prévoyance sociale domiciliée au sein de la délégation de la Polynésie française à Paris. (1)

#### IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1er.— Le territoire de la Polynésie française et la Caisse de prévoyance sociale constatent la nécessité de renforcer les structures d'accueil et de gestion des évacués sanitaires et autres prestataires sociaux en métropole.

Pour ce faire et afin de compléter les moyens déjà mis en place par le territoire, la Caisse de prévoyance sociale entend créer une antenne de ses services qui sera domiciliée à la délégation de la Polynésie française à Paris.

Art. 2.— Les personnels détachés de Polynésie ou recrutés en métropole sur le budget de la Caisse de prévoyance sociale participent sans exclusive et conjointement avec les personnels déjà recrutés par le territoire à cette mission générale d'assistance aux évacués sanitaires et à tout autre prestataire social, quelque soit le régime de protection des bénéficiaires.

Art. 3.— Le chef de la délégation de la Polynésie française à Paris assure, pour les affaires courantes, la coordination entre le personnel du territoire et celui de la Caisse de prévoyance sociale.

Art. 4.— L'antenne de la Caisse de prévoyance sociale à Paris se compose d'une assistante sociale diplômée choisie par la Caisse de prévoyance sociale et, en tant que de besoin, d'une ou plusieurs personnes visiteuses de malades ; ces dernières seront recrutées dans la mesure du possible à Paris par la Caisse de prévoyance sociale en accord avec la délégation de la Polynésie française à Paris.

Art. 5.— Le territoire met à disposition de la Caisse de prévoyance sociale les locaux nécessaires à son activité au sein de la délégation de la Polynésie française à Paris, il pourvoit également à l'aménagement de ces locaux et assure la gestion des moyens informatiques et télématiques indispensables.

L'antenne de la Caisse de prévoyance sociale bénéficie par ailleurs de l'usage du parc automobile strictement réservé au bureau social.

Enfin, les personnels du territoire participent aux activités de l'antenne de la Caisse de prévoyance sociale, en particulier pour l'accueil des évacués sanitaires dans les aéroports de la région parisienne, ainsi que pour les permanences hors heures de bureau.

Art. 6.— La Caisse de prévoyance sociale s'engage, en contrepartie des moyens matériels et humains évoqués à l'article 5, dont elle a l'usage, à verser annuellement au territoire une somme forfaitaire de deux millions sept cent mille francs CFP (2.700.000 F. CFP).

Par ailleurs, la Caisse de prévoyance sociale rembourse au franc coûtant les salaires et charges relatives aux personnes visiteuses de malades rétribuées sur le budget du territoire par le Centre de sous-ordonnement de la délégation.

Art. 7.— Les comptables assignataires chargés du règlement de la présente convention sont :

- Le payeur du territoire ;
- et l'agent comptable de la Caisse de prévoyance sociale.

Art. 8.— La présente convention est conclue pour une durée d'un an à compter du 15 septembre 1987.

Elle est ensuite renouvelée par tacite reconduction par période de douze mois, sauf dénonciation de l'une des parties avec un préavis de trois mois avant l'expiration de chaque période annuelle.

Fait à Papeete, le 5 janvier 1988.

Alexandre LEONTIEFF.

Par le Président du gouvernement du territoire :

*Le ministre du travail, du tourisme,  
des transports et des sports,  
Napoléon SPITZ.*

*Le directeur de la Caisse de prévoyance sociale,  
Denis VERNAUDON.*

---

(1) Cet arrêté a été publié au J.O.P.F. n° 39 du 24 septembre 1987, page 1488.

Par arrêté n° 1321 CM du 30 décembre 1987. — Le salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG et SMAG) est fixé à 456,06 FCP de l'heure à compter du 1er janvier 1988.

**MINISTÈRE DE LA MER, DE L'ÉQUIPEMENT,  
DE L'ÉNERGIE  
ET DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS**

**ARRETE n° 1309 CM du 28 décembre 1987** approuvant et rendant exécutoires les délibérations n°s 14-87, 15-87, 16-87, 17-87, 18-87, 19-87, 20-87, 21-87, 22-87, 23-87, 24-87, 25-87, 26-87 et 27-87 du 6 novembre 1987 du conseil d'administration du port autonome de Papeete.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la mer, de l'équipement, de l'énergie et des postes et télécommunications ;

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 789 PR du 11 décembre 1987 relatif à la composition du gouvernement du territoire ;

Vu la délibération n° 62-2 du 5 janvier 1962 portant création et organisation du port autonome de Papeete, rendue exécutoire par arrêté n° 108 AA/IAA du 13 janvier 1962 ;

Vu l'arrêté n° 1138 CM du 21 novembre 1985 relatif au fonctionnement et aux règles financières, budgétaires et comptables de l'établissement public dénommé «port autonome de Papeete» modifié par l'arrêté n° 505 CM du 6 mai 1986 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 16 décembre 1987,

Arrête :

Article 1er. — Sont rendues exécutoires :

- la délibération n° 14-87 du 6 novembre 1987 portant modification des tarifs de pilotage dans le port de Papeete ;
- la délibération n° 15-87 du 6 novembre 1987 portant modification des tarifs de remorquage dans le port de Papeete ;
- la délibération n° 16-87 du 6 novembre 1987 portant modification des tarifs de location des remorqueurs ;
- la délibération n° 17-87 du 6 novembre 1987 portant modification des tarifs des veilles de sécurité dans le port de Papeete ;
- la délibération n° 18-87 portant réglementation et modification des tarifs de lamanage dans le port de Papeete ;
- la délibération n° 19-87 du 6 novembre 1987 portant modification des droits d'amarrage et de stationnement dans le port de Papeete ;
- la délibération n° 20-87 du 6 novembre 1987 portant modification des droits de quai perçus sur les marchandises dans le port de Papeete ;
- la délibération n° 21-87 du 6 novembre 1987 fixant les délais de franchise et le montant des taxes de stationnement et de magasinage des marchandises en zone douanière ;
- la délibération n° 22-87 du 6 novembre 1987 portant modification des tarifs de la cale de halage ;

— la délibération n° 23-87 du 6 novembre 1987 fixant à nouveau les tarifs de fourniture d'énergie et de certaines prestations rendues par le port autonome dans la zone portuaire ;

— la délibération n° 24-87 du 6 novembre 1987 portant augmentation des tarifs de location du matériel du port autonome de Papeete et de régie du personnel ;

— la délibération n° 25-87 du 6 novembre 1987 modifiant certains tarifs d'occupation temporaire de la circonscription portuaire ;

— la délibération n° 26-87 du 6 novembre 1987 modifiant les tarifs d'amodiation des surfaces couvertes en zone douanière de Motu Uta ;

— la délibération n° 27-87 modifiant la taxation du commerce de détail dans la circonscription portuaire.

Art. 2. — Le ministre de la mer, de l'équipement, de l'énergie et des postes et télécommunications est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 28 décembre 1987.

Alexandre LEONTIEFF.

Par le Président du gouvernement du territoire :

*Le ministre de la mer, de l'équipement,  
de l'énergie et des postes et télécommunications,*

Boris LEONTIEFF.

**DELIBERATION n° 14-87 du 6 novembre 1987** portant modification des tarifs de pilotage dans le port de Papeete.

Le conseil d'administration du port autonome de Papeete,

Sur le rapport du directeur du port autonome de Papeete ;

Vu la délibération n° 62-2 du 5 janvier 1962 portant création et organisation du port autonome de Papeete rendue exécutoire par arrêté n° 108 AA/IAA du 13 janvier 1962 ;

Vu l'arrêté n° 1138 CM du 21 novembre 1985 relatif au fonctionnement et aux règles financières, budgétaires et comptables de l'établissement public dénommé «port autonome de Papeete» modifié par l'arrêté n° 505 CM du 6 mai 1986 ;

Vu la délibération n° 81-17 du 5 février 1981 portant règlement général de police des ports maritimes et des rades en Polynésie française, rendue exécutoire par arrêté n° 3826 AA du 2 mars 1981 ;

Vu la délibération n° 65-75 du 23 septembre 1965 de l'assemblée territoriale fixant le régime du pilotage dans les eaux maritimes de la Polynésie française et portant organisation du service de pilotage, rendue exécutoire par arrêté n° 2908 MM du 6 octobre 1965 ;

Vu la délibération n° 18-86 du 30 octobre 1986 du conseil d'administration du port autonome portant modification des tarifs de pilotage dans le port de Papeete, rendue exécutoire par arrêté n° 1617 CM du 30 décembre 1986 ;

En ayant délibéré dans sa séance du 6 novembre 1987,

Adopte :

Article 1er. — Sauf accords particuliers concernant des navires à passagers basés à Papeete, les tarifs de pilotage applicables à l'entrée et à la sortie du port de Papeete, dans les îles et rades où le pilotage est obligatoire, sont fixés ainsi qu'il suit, à compter du 1er janvier 1988.

**ENTREES :**

- **Tarif I** : de 06 h 00 à 18 h 00, correspond au tarif jour ;
- **Tarif II** : de 05 h 00 à 06 h 00, correspond au tarif nuit (+ 50 %) ;  
de 18 h 00 à 23 h 00, correspond au tarif nuit (+ 50 %) ;
- **Tarif III** : de 23 h 00 à 05 h 00, correspond au tarif nuit supplémentaire (+ 75 %).

L'heure de référence prise pour la détermination du type de tarif à considérer étant l'heure effective de travail du pilote du port.

De plus, pour toutes les opérations débutant dans une tranche de tarifs donnée et se terminant dans un autre, le tarif appliqué sera le plus élevé.

**A — Navires de longueur inférieure à 80 mètres :**

Ces navires acquittent une taxe basée sur la longueur hors tout.

| Longueur du navire | Tarif I<br>(jour) | Tarif II<br>(nuit) | Tarif III<br>(nuit + Ts) |
|--------------------|-------------------|--------------------|--------------------------|
| Moins de 15 m      | 2.100             | 9.700              | 12.100                   |
| Entre 15 et 25 m   | 3.600             | 10.000             | 12.500                   |
| Entre 25 et 35 m   | 4.900             | 10.500             | 13.100                   |
| Entre 35 et 50 m   | 6.600             | 12.000             | 15.000                   |
| Entre 50 et 70 m   | 12.700            | 14.900             | 18.700                   |
| Entre 70 et 80 m   | 15.700            | 19.800             | 24.900                   |

**B — Navires de longueur supérieure à 80 mètres :**

Ces navires acquittent une taxe basée sur le volume géométrique calculé sur les dimensions principales de la coque du navire :

volume (en m3) = longueur X largeur X tirant d'eau maximum (en mètres).

Les dimensions à prendre en compte sont les suivantes :

- longueur : longueur hors tout (L) ;
- largeur : largeur hors membre (l) ;
- tirant d'eau maximum été tropical, tirant d'eau du navire lorsqu'il est à ses marques de franc bord été tropical ;

et tels que ces renseignements figurent sur les documents de classification.

Pour les navires à faible tirant d'eau, si le tirant d'eau maximum est inférieur à la valeur numérique  $1/6 \sqrt{L \times l}$ , cette dernière valeur sera prise en compte pour le décompte des droits de pilotage.

Les tarifs sont les suivants, selon les catégories du navire, avec un minimum de 16.800 FCP pour les tarifs I de jour, de 25.100 FCP pour les tarifs II de nuit et de 29.300 FCP pour les tarifs III de nuits supplémentaires.

| Désignation  | Tarif I<br>au m3 | Tarif II<br>au m3 | Tarif III<br>au m3 |
|--|------------------|-------------------|--------------------|
| — cargos, porte-conteneurs, R.O.R.O et navires de charges en général                   | 1,95 FCP         | 2,90 FCP          | 3,40 FCP           |
| — Navires à passagers et car-ferries   | 2,80 FCP         | 4,15 FCP          | 4,80 FCP           |
| — Navires citernes, pétroliers et butaniers  | 2,70 FCP         | 4,10 FCP          | 4,80 FCP           |
| — Navires militaires, de recherches, école et autres navires non désignés par ailleurs | 2,60 FCP         | 3,80 FCP          | 4,50 FCP           |

Art. 2.— Les dispositions particulières suivantes sont adoptées dans l'application de ces tarifs.

**2.1 — Majoration**

Une majoration de 100 % des tarifs précédents sera appliquée aux opérations de pilotage effectuées dans le chenal de Fa'a — Punaauia.

Une majoration de 50 % des tarifs précédents sera appliquée :

- aux navires civils lorsque les mouvements auront lieu les dimanches, jours fériés et chômés légaux ;
- aux opérations de pilotage effectuées dans le chenal de Taunua.

Une majoration de 75 % des tarifs précédents sera appliquée à toutes les opérations de pilotage dont la durée dépasse deux heures.

**2.2 — Réduction**

Une réduction de 50 % sur les tarifs précédents sera appliquée :

- aux navires qui effectuent un mouvement sur rade (changement de quai, mouillage à quai ou vice-versa) ;
- aux navires de pêche étrangers basés à Tahiti sous réserve que les mouvements aient lieu aux heures et jours ouvrables et qu'ils n'aient pas touché de ports étrangers depuis leur dernière escale à Papeete.

Une réduction de 30 % sur les tarifs précédents sera appliquée aux navires qui entrent ou sortent du port pour une évacuation sanitaire ou par mesure phytosanitaire exigée par la réglementation en vigueur sur le territoire.

**2.3 — Exemption**

Les navires d'une longueur inférieure à 80 m, immatriculés dans le territoire (armement privé ou armement administratif), sont exemptés du pilotage.

**2.4 — Navires militaires français**

Les navires militaires français :

- sont exonérés du pilotage pour les mouvements sur rade, sauf en cas d'utilisation effective du pilote ;
- sont exonérés du pilotage pour les navires d'une longueur inférieure à 60 m, sauf en cas d'utilisation effective du pilote ;

— bénéficient d'une réduction de 20 % sur les liquidations de pilotage dans les autres cas ;

— sont exonérés du pilotage dans les îles de la Polynésie française où le pilotage est rendu obligatoire.

**Art. 3.— Taxes d'attente des pilotes, déplacements des pilotes, annulation d'opérations :**

Les heures d'attente des pilotes sont fixées à :

| Désignation                                  | Tarif I<br>(par heure) | Tarif II<br>(par heure) | Tarif III<br>(par heure) |
|--|------------------------|-------------------------|--------------------------|
| — Navires de longueur inférieure à 80 mètres | 6.300                  | 9.400                   | 11.000                   |
| — Navires de longueur supérieure à 80 mètres | 10.500                 | 15.800                  | 18.400                   |

**Art. 4.— Pilotage en dehors de Papeete**

Les tarifs en vigueur à Papeete seront appliqués à toutes les opérations de pilotage effectuées dans les îles de la Polynésie française où le pilotage est obligatoire. Dans les autres îles, en cas d'utilisation du pilote, les frais de transport et d'hébergement du pilote sont à la charge du navire piloté. Le directeur du port autonome peut fixer, par convention particulière, des conditions spéciales de tarification pour les navires à passagers basés à Papeete et effectuant régulièrement des croisières inter-îles.

**Art. 5.—** Les taxes de pilotage sont payables pour les navires civils et les navires de guerre étrangers par le capitaine du navire ou son consignataire agréé par le port autonome de Papeete et, pour les navires militaires français, par le service du commissariat de la marine. Leur paiement sera exigé avant le départ du navire, au cas où ce dernier n'aurait pas de consignataire.

**Art. 6.—** Le directeur du port autonome, le capitaine du port et l'agent comptable du port autonome sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application de la présente délibération qui prendra effet à compter du 1er janvier 1988.

Papeete, le 6 novembre 1987.

*Le président  
du conseil d'administration,  
Gaston TONG SANG.*

**DELIBERATION n° 15-87 du 6 novembre 1987 portant modification des tarifs de remorquage dans le port de Papeete.**

Le conseil d'administration du port autonome de Papeete,

Sur le rapport du directeur du port autonome de Papeete ;

Vu la délibération n° 62-2 du 5 janvier 1962 portant création et organisation du port autonome de Papeete rendue exécutoire par arrêté n° 108 AA/IAA du 13 janvier 1962 ;

Vu l'arrêté n° 1138 CM du 21 novembre 1985 relatif au fonctionnement et aux règles financières, budgétaires et comptables de l'établissement public dénommé "port autonome de Papeete", modifié par l'arrêté n° 505 CM du 6 mai 1986 ;

Vu la délibération n° 17-81 du 5 février 1981 portant règlement général de police des ports maritimes et des rades en Poly-

nésie française, rendue exécutoire par arrêté n° 3826 AA du 2 mars 1981 ;

Vu la délibération n° 7-69 du 23 décembre 1969 portant réglementation du remorquage dans le port de Papeete, rendue exécutoire par arrêté n° 271 FT du 5 février 1970 ;

Vu la délibération n° 19-86 du 30 octobre 1986 modifiant les tarifs de remorquage dans le port de Papeete, rendue exécutoire par arrêté n° 1617 CM du 30 décembre 1985 ;

En ayant délibéré dans sa séance du 6 novembre 1987,

Adopte :

Article 1er.— Les tarifs de remorquage dans le port de Papeete sont fixés ainsi qu'il suit à compter du 1er janvier 1988 :

1.1 - Le remorquage est obligatoire pour tous les navires d'un volume supérieur à 3.000 m<sup>3</sup>.

1.2 - Les tarifs de remorquage dans le port de Papeete sont basés sur le volume géométrique calculé sur les dimensions principales de la coque du navire ;

volume (en m<sup>3</sup>) = longueur x largeur x tirant d'eau (exprimés en mètres).

Les dimensions à prendre en compte sont les suivantes :

- Longueur : longueur hors tout de la coque (L)
- Largeur : largeur hors membre de la coque (l)
- Tirant d'eau : tirant maximum lorsque le navire est à ses marques de franc bord "tropical".

et tels que ces renseignements figurent sur les documents de classification.

Pour les navires à faible tirant d'eau, si le tirant d'eau maximum est inférieur à la valeur numérique  $1/6 \sqrt{L \times l}$ , cette dernière valeur sera prise en compte pour le décompte des droits de remorquage.

1.3 - Les tarifs de remorquage sont les suivants pour l'entrée et la sortie des navires, et les mouvements sur rade :

1.4 - Sous réserve de l'utilisation effective des remorqueurs du port de Papeete, les différents tarifs de remorquage sont fixés comme suit :

- Tarif I : de 06 h à 18 h 00 correspond au tarif jour
- Tarif II : de 05 h 00 à 06 h 00 correspond au tarif nuit (+ 50 %)  
de 18 h 00 à 23 h 00 correspond au tarif nuit (+ 50 %)
- Tarif III : de 23 h 00 à 05 h 00 correspond au tarif de nuit supplémentaire (+ 75 %)

L'heure de référence prise pour la détermination du type de tarif à considérer étant l'heure effective de travail des remorqueurs du port.

De plus, pour toutes opérations débutant dans une tranche de tarif donnée et se terminant dans une autre, le tarif appliqué sera le plus élevé.

| Volume du navire en m <sup>3</sup> | Caractère       | Remorqueurs    | Tarif I | Tarif II | Tarif III |
|------------------------------------|-----------------|----------------|---------|----------|-----------|
| de 0 à 3.000                       | non obligatoire | 200 CV         | 21.700  | 27.600   | 32.300    |
| de 3.001 à 4.000                   | obligatoire     | 400 CV         | 21.900  | 32.800   | 38.400    |
| de 4.001 à 5.000                   | "               | "              | 25.000  | 38.200   | 40.600    |
| de 5.001 à 6.000                   | "               | "              | 29.100  | 43.600   | 50.900    |
| de 6.001 à 7.000                   | "               | "              | 30.700  | 46.100   | 53.700    |
| de 7.001 à 8.000                   | "               | "              | 32.800  | 49.200   | 57.400    |
| de 8.001 à 9.000                   | "               | "              | 34.400  | 51.600   | 60.200    |
| de 9.001 à 10.000                  | "               | "              | 36.300  | 54.400   | 63.500    |
| de 10.001 à 12.000                 | "               | "              | 39.700  | 59.500   | 69.400    |
| de 12.001 à 14.000                 | "               | 1.200 CV       | 42.700  | 64.000   | 74.700    |
| de 14.001 à 16.000                 | "               | "              | 46.500  | 69.700   | 81.400    |
| de 16.001 à 18.000                 | "               | "              | 50.200  | 75.300   | 87.900    |
| de 18.001 à 20.000                 | "               | "              | 53.600  | 80.400   | 93.800    |
| de 20.001 à 23.000                 | "               | "              | 57.400  | 86.100   | 100.400   |
| de 23.001 à 26.000                 | "               | "              | 60.800  | 91.200   | 106.400   |
| de 26.001 à 29.000                 | "               | "              | 64.400  | 96.600   | 112.700   |
| de 29.001 à 32.000                 | "               | "              | 68.200  | 102.300  | 119.300   |
| de 32.001 à 35.000                 | "               | "              | 71.800  | 107.700  | 125.600   |
| de 35.001 à 40.000                 | "               | 1.200 + 400 CV | 77.500  | 116.200  | 135.600   |
| de 40.001 à 45.000                 | "               | "              | 82.700  | 124.000  | 144.700   |
| de 45.001 à 50.000                 | "               | "              | 90.000  | 135.000  | 157.500   |
| de 50.001 à 60.000                 | "               | "              | 99.500  | 149.200  | 174.100   |
| de 60.001 à 70.000                 | "               | "              | 118.500 | 177.700  | 207.300   |
| de 70.001 à 80.000                 | "               | "              | 128.000 | 192.000  | 224.000   |
| de 80.001 à 90.000                 | "               | "              | 147.000 | 220.500  | 257.200   |
| de 90.001 à 100.000                | "               | "              | 166.000 | 249.000  | 290.500   |

### 1.5. - Majoration

#### 1.5.1 - Tarifs dimanche, jours fériés et chômés légaux

Une majoration de 50 % sera appliquée aux tarifs précédant les dimanches, les jours fériés et chômés légaux.

#### 1.5.2 - Mouvements excédant une durée de 1 heure

Les tarifs précédents sont applicables pour des mouvements n'excédant pas une heure. Ils subissent une majoration de 75 % pour les mouvements dont la durée excède une heure.

### 1.6. - Réduction

#### 1.6.1 - Mouvements rendus nécessaires par la réglementation phytosanitaire ou par une évacuation sanitaire

Une réduction de 30 % sur les tarifs précédents sera appliquée aux navires qui entrent ou qui sortent du port pour une évacuation sanitaire ou par mesure phytosanitaire exigée par la réglementation en vigueur sur le territoire.

### 1.7. - Annulation de mouvement

Dans le cas où une annulation de mouvement de navire ne serait pas notifiée à la capitainerie deux heures au moins avant l'heure prévue, il sera exigé la moitié de la redevance qui aurait été due si le mouvement avait eu lieu.

Art. 2.- En cas d'attente, d'immobilisation ou de déplacement des remorqueurs, pour une cause quelconque imputable au navire remorqué, il est fait application des tarifs horaires suivants :

| Désignation             | Tarif I    | Tarif II   | Tarif III  |
|-------------------------|------------|------------|------------|
| Remorqueurs de 200 CV   | 12.600 FCP | 18.900 FCP | 22.100 FCP |
| Remorqueurs de 400 CV   | 15.300 FCP | 22.900 FCP | 26.700 FCP |
| Remorqueurs de 1.200 CV | 31.400 FCP | 47.100 FCP | 54.900 FCP |

Ces tarifs horaires qui sont fractionnables en demi-heure au-delà d'attente excédant une heure sont majorés de 50 % les dimanches, les jours fériés et chômés légaux.

Art. 3.- Le directeur du port autonome et l'agent comptable sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application de la présente délibération qui prendra effet à compter du 1er janvier 1988.

Fait à Papeete, le 6 novembre 1987.

Le président du conseil d'administration,

Gaston TONG SANG.

**DELIBERATION n° 16-87 du 6 novembre 1987 portant modification des tarifs de location des remorqueurs.**

Le conseil d'administration du port autonome de Papeete,

Sur le rapport du directeur du port autonome de Papeete ;

Vu la délibération n° 62-2 du 5 janvier 1962 portant création et organisation du port autonome de Papeete, rendue exécutoire par arrêté n° 108 AA/IAA du 13 janvier 1962 ;

Vu l'arrêté n° 1138 CM du 21 novembre 1985 relatif au fonctionnement et aux règles financières, budgétaires et comptables de l'établissement public dénommé "port autonome de Papeete", modifié par l'arrêté n° 505 CM du 6 mai 1986 ;

Vu la délibération n° 8-69 du 23 décembre 1969 fixant les modalités et les tarifs de location des remorqueurs du port de Papeete pour opération particulière ayant fait l'objet de la lettre de non opposition du gouvernement de la Polynésie française n° 2211 FT en date du 26 janvier 1970 ;

Vu la délibération n° 20-86 du 30 octobre 1986 modifiant les tarifs de location des remorqueurs, rendue exécutoire par arrêté n° 1617 CM du 30 décembre 1986 ;

En ayant délibéré dans sa séance du 6 novembre 1987,

Adopte :

Article 1er. - Les tarifs de location des remorqueurs du port de Papeete sont fixés ainsi qu'il suit à compter du 1er janvier 1988 :

#### 1.1 - Tarif horaire pour les 3 premières heures

| Désignation           | Tarif I    | Tarif II   | Tarif III   |
|-----------------------|------------|------------|-------------|
| Embarcation hors-bord | 5.000 FCP  | 7.500 FCP  | 8.700 FCP   |
| Remorqueurs 200 CV    | 17.600 FCP | 26.500 FCP | 30.800 FCP  |
| Remorqueurs 400 CV    | 28.100 FCP | 42.100 FCP | 49.200 FCP  |
| Remorqueurs 1.200 CV  | 63.400 FCP | 95.100 FCP | 110.900 FCP |

#### 1.2 - Tarif horaire pour les heures suivantes

| Désignation           | Tarif I    | Tarif II   | Tarif III  |
|-----------------------|------------|------------|------------|
| Embarcation hors-bord | 3.000 FCP  | 4.500 FCP  | 5.200 FCP  |
| Remorqueurs 200 CV    | 10.600 FCP | 15.900 FCP | 18.500 FCP |
| Remorqueurs 400 CV    | 17.700 FCP | 26.500 FCP | 31.000 FCP |
| Remorqueurs 1.200 CV  | 37.100 FCP | 55.600 FCP | 64.900 FCP |

#### 1.3 - Tarifs journaliers

Embarcation hors-bord : 25.000 FCP  
 Remorqueurs 200 CV : 79.500 FCP  
 Remorqueurs 400 CV : 132.400 FCP  
 Remorqueurs 1.200 CV : 529.900 FCP

Les tarifs précédents peuvent être fractionnés en demie-journée au-delà de la première journée.

#### 1.4. - Majorations

1.4.1. - Les tarifs horaires précédents sont majorés de 50 % les dimanches et les jours fériés ou chômés légaux.

1.4.2. - Les tarifs journaliers précédents sont majorés de 50 % les dimanches et les jours fériés et chômés légaux.

#### 1.5. - Réductions

1.5.1. - Les tarifs suivants subissent un abattement de 30 % lorsque l'utilisation des remorqueurs est exigée pour des raisons d'ordre sanitaire ou phytosanitaire.

Les tarifs suivants subissent un abattement de 50 % lorsque l'utilisation des remorqueurs est exigée pour des raisons d'ordre d'assistance à l'appareillage des caboteurs locaux.

#### Art. 2. - Horaires de tarification

Les différents tarifs de location des remorqueurs sont fixés comme suit :

Tarif I : de 06 h 00 à 18 h 00 correspond au tarif jour  
 Tarif II : de 05 h 00 à 06 h 00 correspond au tarif nuit (+ 50 %)  
 de 18 h 00 à 23 h 00 correspond au tarif nuit (+ 50 %)  
 Tarif III : de 23 h 00 à 05 h 00 correspond au tarif nuit supplémentaire (+ 75 %).

L'heure de référence pour la détermination du type de tarif à considérer étant l'heure effective de travail de remorqueurs. De plus, pour toutes opérations débutant dans une tranche de tarif donné et se terminant dans une autre, le tarif appliqué sera le plus élevé.

Art. 3. - Le directeur du port autonome de Papeete et l'agent comptable sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application de la présente délibération qui prendra effet à compter du 1er janvier 1988.

Fait à Papeete, le 6 novembre 1987.

Le président du conseil d'administration,  
 Gaston TONG SANG.

**DELIBERATION n° 17-87 du 6 novembre 1987 modifiant à nouveau les tarifs des veilles de sécurité dans le port de Papeete.**

Le conseil d'administration du port autonome de Papeete,

Sur le rapport du directeur du port autonome de Papeete,

Vu la délibération n° 62-2 du 5 janvier 1962 portant création et organisation du port autonome de Papeete rendue exécutoire par arrêté n° 108 AA/IAA du 13 janvier 1962 ;

Vu l'arrêté n° 1138 CM du 21 novembre 1985 relatif au fonctionnement et aux règles financières, budgétaires et comptables de l'établissement public dénommé "port autonome de Papeete", modifié par l'arrêté n° 505 CM du 6 mai 1986 ;

Vu la délibération n° 13-72 du conseil d'administration du port autonome, portant sur la sécurité des navires transportant et manipulant des marchandises dangereuses dans le port de Papeete et rendue exécutoire par arrêté n° 4078 SGA du 19 décembre 1972 ;



Vu la délibération n° 21-86 du 30 octobre 1986 modifiant les tarifs des veilles de sécurité dans le port de Papeete et rendue exécutoire par arrêté n° 1617 CM du 30 décembre 1986 ;

En ayant délibéré dans sa séance du 6 novembre 1987,

Adopte :

Article 1er.— Les tarifs des veilles de sécurité dans le port de Papeete sont fixés ainsi qu'il suit à compter du 1er janvier 1988.

Les veilles de sécurité sont facturées aux armateurs ou à défaut aux consignataires des navires, au tarif suivant :

6.100 FCP de l'heure.

Ce tarif comprend le maintien en l'état d'alerte ou d'appareillage immédiat d'une vedette et du remorqueur du port autonome.

Ce tarif est applicable pour les heures de veille exécutées en dehors des heures ouvrables (07 h 00 à 11 h 00 et de 13 h 00 à 17 h 00 du lundi au samedi inclus) les dimanches et les jours fériés.

Art. 2.— Le directeur du port autonome et le capitaine de port sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application de la présente délibération qui prendra effet à compter du 1er janvier 1988.

Fait à Papeete, le 6 novembre 1987.

Le président du conseil d'administration,  
Gaston TONG SANG.

**DELIBERATION n° 18-87 du 6 novembre 1987 portant réglementation et modification des tarifs de lamanage dans le port de Papeete.**

Le conseil d'administration du port autonome de Papeete,

Sur le rapport de présentation du directeur du port autonome de Papeete,

Vu la délibération n° 62-2 du 5 janvier 1962 portant création et organisation du port autonome de Papeete rendue exécutoire par arrêté n° 108 AA/IAA du 13 janvier 1962 ;

Vu l'arrêté n° 1138 CM du 21 novembre 1985 relatif au fonctionnement et aux règles financières, budgétaires et comptables de l'établissement public dénommé "port autonome de Papeete", modifié par l'arrêté n° 505 CM du 6 mai 1986 ;

Vu la délibération n° 17-81 du 5 février 1981 portant règlement général de police des ports maritimes et des rades en Polynésie française, rendue exécutoire par arrêté n° 3826 AA du 2 mars 1981 ;

Vu la délibération n° 22-86 du 30 octobre 1986 modifiant les tarifs de lamanage dans le port de Papeete, rendue exécutoire par arrêté n° 1617 CM du 30 décembre 1986 ;

En ayant délibéré dans sa séance du 6 novembre 1987,

Adopte :

Article 1er.— Le service du lamanage consiste à prendre les amarres à bord des navires qui accostent pour les porter à terre et les capeler sur les points d'amarrage prévus à cet effet ou à larguer les amarres des navires qui appareillent.

Art. 2.— Dans le port de Papeete, le service de lamanage est effectué par le personnel du port autonome ou par un personnel agréé à cet effet.

Art. 3.— Les tarifs de lamanage sont fixés ainsi qu'il suit selon la longueur du navire.

| Longueur hors tout du navire     | Nombre de lamaneurs à titre (indicatif) | Tarif I    | Tarif II   | Tarif III  |
|----------------------------------|---|------------|------------|------------|
| de 0 à 40 m                      | 1                                       | 1.600 FCP  | 2.400 FCP  | 2.800 FCP  |
| de 41 à 60 m                     | 2                                       | 2.900 FCP  | 4.300 FCP  | 5.100 FCP  |
| de 61 à 80 m                     | 4                                       | 6.500 FCP  | 8.700 FCP  | 11.300 FCP |
| de 81 à 120 m                    | 6                                       | 9.400 FCP  | 14.100 FCP | 16.400 FCP |
| de 121 à 200 m                   | 8                                       | 11.900 FCP | 17.800 FCP | 20.800 FCP |
| 200 m et au-dessus               | 8                                       | 14.600 FCP | 21.900 FCP | 25.500 FCP |
| Paquebots à partir de 150. ....  | 9                                       | 14.700 FCP | 22.000 FCP | 25.700 FCP |
| Pétroliers à partir de 150. .... | 10                                      | 16.000 FCP | 24.000 FCP | 28.000 FCP |

Les modalités suivantes sont prévues dans l'application de ces tarifs.

3.1 - Sous réserve de l'utilisation effective des lamaneurs du port de Papeete, les différents tarifs de lamanage sont fixés comme suit :

Tarif I : de 06 h 00 à 18 h 00 correspond au tarif de jour

Tarif II : de 05 h 00 à 06 h 00 correspond au tarif de nuit

de 18 h 00 à 23 h 00 correspond au tarif de nuit

Tarif III : de 23 h 00 à 05 h 00 correspond au tarif de nuit supplémentaire.

L'heure de référence prise pour la détermination du type de tarif à considérer étant l'heure effective de travail des lamaneurs du port. De plus, pour toutes opérations débutant dans une tranche de tarif donné et se terminant dans une autre, le tarif appliqué sera le plus élevé.

3.2 - Majorations

3.2.1 - Une majoration de 50 % sera appliquée au tarif I (tarif de jour) pour toutes les opérations se passant les dimanches, les jours fériés ou déclarés chômés par l'administration.

3.2.2 - Les tarifs ci-dessus sont valables pour une prestation n'excédant pas une heure.

Pour toutes les opérations excédant une heure, une majoration de 75 % sera appliquée aux tarifs précédents.

3.3 - Les heures d'attente sont facturées à 50 % du tarif indiqué, l'heure de référence étant l'heure prévue pour l'arrivée, le départ ou le mouvement du navire.

3.4 - Les déhalages sans changement de poste sont facturés à 50 % du tarif indiqué. Les déhalages avec changement de poste sont facturés à plein tarif.

Art. 4. - Le directeur du port autonome, le capitaine de port et l'agent comptable du port autonome sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application de la présente délibération qui prendra effet à compter du 1er janvier 1988.

Fait à Papeete, le 6 novembre 1987.

*Le président du conseil d'administration,*  
Gaston TONG SANG.

**DELIBERATION n° 19-87 du 6 novembre 1987 modifiant les droits d'amarrage et de stationnement dans le port de Papeete.**

Le conseil d'administration du port autonome de Papeete,

Sur le rapport du directeur du port autonome de Papeete,

Vu la délibération n° 62-2 du 5 janvier 1962 portant création et organisation du port autonome de Papeete rendue exécutoire par arrêté n° 108 AA/IAA du 13 janvier 1962 ;

Vu l'arrêté n° 1138 CM du 21 novembre 1985 relatif au fonctionnement et aux règles financières, budgétaires et comptables de l'établissement public dénommé "port autonome de Papeete", modifié par l'arrêté n° 505 CM du 6 mai 1986 ;

Vu la délibération n° 81-17 du 5 février 1981 portant règlement général de police des ports maritimes et des rades en Polynésie française rendue exécutoire par arrêté n° 3826 AA du 2 mars 1981 ;

Vu la délibération n° 23-86 du 30 octobre 1986 modifiant les droits d'amarrage et de stationnement dans le port de Papeete rendue exécutoire par l'arrêté n° 1617 CM du 30 décembre 1986 ;

En ayant délibéré dans sa séance du 6 novembre 1987,

Adopte :

Article 1er. - *Base de calcul.*

Les droits d'amarrage et de stationnement dans le port de Papeete sont calculés selon la longueur hors tout du navire (longueur de coque).

Art. 2. - *Tarifs.*

Les tarifs des droits d'amarrage et de stationnement font l'objet du tableau ci-après :

| Longueur hors tout | Tarif journalier |
|--------------------|------------------|
|                    | non inclus       |
| de 0 à 8 m         | " 300            |
| de 8 à 10 m        | " 500            |
| de 10 à 12 m       | " 700            |
| de 12 à 15 m       | " 1.200          |
| de 15 à 20 m       | " 1.700          |
| de 20 à 25 m       | " 2.500          |
| de 25 à 30 m       | " 3.400          |
| de 30 à 35 m       | " 4.300          |
| de 35 à 40 m       | " 5.100          |
| de 40 à 45 m       | " 6.300          |
| de 45 à 50 m       | " 7.200          |
| de 50 à 55 m       | " 8.500          |
| de 55 à 60 m       | " 9.400          |
| de 60 à 65 m       | " 10.800         |
| de 65 à 70 m       | " 12.300         |
| de 70 à 75 m       | " 13.600         |
| de 75 à 80 m       | " 15.300         |
| de 80 à 85 m       | " 17.000         |
| de 85 à 90 m       | " 18.100         |
| de 90 à 95 m       | " 20.300         |
| de 95 à 100 m      | " 23.100         |
| de 100 à 110 m     | " 26.900         |
| de 110 à 120 m     | " 28.800         |
| de 120 à 130 m     | " 31.600         |
| de 130 à 140 m     | " 35.900         |
| de 140 à 150 m     | " 39.300         |
| de 150 à 160 m     | " 43.300         |
| de 160 à 170 m     | " 48.500         |
| de 170 à 180 m     | " 53.200         |
| de 180 à 190 m     | " 58.600         |
| de 190 à 200 m     | " 65.500         |
| de 200 à 210 m     | " 73.900         |
| de 210 à 220 m     | " 83.700         |
| de 220 à 230 m     | " 95.000         |
| de 230 à 240 m     | " 111.600        |
| de 240 à 250 m     | " 130.800        |
| de 250 à 275 m     | " 148.900        |
| de 275 à 300 m     | " 165.400        |
| de 300 et plus     | " 181.900        |

Art. 3. - *Modalités d'application des droits d'amarrage.*

3.1 - Les droits d'amarrage sont facturés au propriétaire du navire ou à son capitaine ou, après accord du port autonome, à son consignataire.

3.2 - Les droits d'amarrage sont décomptés en journées et demi-journées à partir de l'heure d'arrivée du navire jusqu'à l'heure de son appareillage.

La première journée est indivisible, toute demi-journée entamée est entièrement due.

Art. 4. - *Abattements.*

Les abattements ci-après sont consentis sur les tarifs précédents dans les cas suivants :

4.1 - Les navires amarrés perpendiculairement au quai bénéficient d'un abattement de 25 % ; cet abattement reste limité à 10 % pour les navires multicoques (catamarans et trimarans) ;

4.2 - Les navires amarrés à couple d'un autre navire bénéficient d'un autre abattement de 10 % ;

4.3 - Les navires français immatriculés en Polynésie française bénéficient d'un abattement de 50 % ;

4.4 - Les navires français non immatriculés en Polynésie française bénéficient d'un abattement de 20 % ;

4.5 - Les navires de pêche étrangers basés à Tahiti bénéficient d'un abattement de 50 % sous réserve qu'ils n'aient pas touché un port étranger depuis leur dernière escale dans un port de Polynésie française ;

4.6 - Les navires mouillés dans la rade de Papeete ou embossés en dehors des installations d'accostage ou d'amarrage bénéficient d'un abattement de 50 % ;

4.7 - Les navires en réparation ou en escale technique et n'effectuant pas d'opérations commerciales bénéficient d'un abattement de 50 % au-delà de la quatrième journée à quai à Papeete.

En aucun cas ces abattements sont cumulables.

Lorsque plusieurs abattements sont applicables, il n'est utilisé que l'abattement le plus avantageux pour l'intéressé.

4.8 - Les abattements prévus aux articles 4.1, 4.3 et 4.4 sont supprimés pour les navires de plaisance qui restent amarrés à quai pendant une période ininterrompue supérieure à 30 jours.

#### Art. 5.- Exonération.

Sont exonérés de droits d'amarrage et de stationnement :

5.1 - Les navires de pêche professionnelle, type bonitier, immatriculés dans le territoire ;

5.2 - Les navires administratifs du territoire ;

5.3 - Les navires-écoles et les navires de combat.

#### Art. 6.- Majorations.

6.1 - Les droits d'amarrage à l'utilisation des installations pétrolières et butanières sont majorés de 100 % pour les navires transporteurs d'hydrocarbures liquides ou de gaz liquéfiés ;

6.2 - Une majoration de 10 % est appliquée pour les navires de plaisance qui restent amarrés à quai pendant une période ininterrompue de 60 jours à quai. Cette majoration est portée à 20 % à l'expiration d'une période à quai de 90 jours ininterrompue.

Art. 7.- Le directeur du port autonome et l'agent comptable sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application de la présente délibération qui prendra effet à compter du 1er janvier 1988.

Fait à Papeete, le 6 novembre 1987.

Le président du conseil d'administration,  
Gaston TONG SANG.

### DELIBERATION n° 20-87 du 6 novembre 1987 modifiant les droits de quai perçus sur les marchandises dans le port de Papeete.

Le conseil d'administration du port autonome de Papeete,

Sur le rapport du directeur du port autonome de Papeete,

Vu la délibération n° 62-2 du 5 janvier 1962 portant création et organisation du port autonome de Papeete, rendue exécutoire par arrêté n° 108 AA/IAA du 13 janvier 1962 ;

Vu l'arrêté n° 1138 CM du 21 novembre 1985 relatif au fonctionnement et aux règles financières, budgétaires et comptables de l'établissement public dénommé "port autonome de Papeete", modifié par l'arrêté n° 505 CM du 6 mai 1986 ;

Vu la délibération n° 4-79 du 23 mai 1979 modifiant et complétant les dispositions concernant les droits de quai sur les marchandises rendue exécutoire par arrêté n° 1528 AE du 29 juin 1979 ;

Vu la délibération n° 24-86 du 30 octobre 1986 modifiant et complétant les dispositions concernant les droits de quai sur les marchandises, rendue exécutoire par arrêté n° 1617 CM du 30 décembre 1986 ;

Vu la délibération n° 7-87 du 18 mai 1987 portant modification des droits de quai et des tarifs portuaires en faveur de certaines marchandises en transbordement, rendue exécutoire par arrêté n° 899 CM du 17 août 1987 ;

En ayant délibéré dans sa séance du 6 novembre 1987,

Adopte :

Article 1er.- Les produits exemptés du paiement des droits de quai sont classés dans les marchandises de catégorie C. La liste de ces marchandises est donnée en annexe à la présente délibération.

Art. 2.- Les droits de quai sur les marchandises perçus dans le port de Papeete sont fixés ainsi qu'il suit :

- Marchandises de catégorie A : quatre vingt cinq francs CP (85 FCP) de la tonne métrique ou de la fraction de tonne ;
- Marchandises de catégorie B : cent dix francs CP (110 FCP) de la tonne métrique ou de la fraction de tonne ;
- Marchandises de catégorie C : néant.

#### Art. 3.- Transbordement.

3.1 - Les marchandises en transbordement ou en transit acquittent un droit de quai de deux cents francs CP (200 FCP) la tonne métrique ou fraction de tonne.

Lorsqu'elles sont conditionnées en conteneur, ces marchandises acquittent un droit de quai spécifique fixé ainsi qu'il suit par conteneur :

- |  |           |
|--|-----------|
| - Conteneur ISO 9 m <sup>3</sup>         | 1.110 FCP |
| - Conteneur ISO 30 m <sup>3</sup> ou 20' | 2.230 FCP |
| - Conteneur ISO 68 m <sup>3</sup> ou 40' | 5.580 FCP |

3.2. - Lorsque ces marchandises sont constituées de poissons congelés transbordés directement de navire à navire, sans mise à terre, les droits de quai sont portés à *six cents francs* (600 FCP) de la tonne métrique, ou fraction de tonne. Ces droits sont facturés au consignataire de la marchandise.

3.3. - Lorsque ces marchandises sont constituées d'appâts congelés transbordés directement de navire à navire, sans mise à terre, les droits de quai sont portés à *six cents francs* (600 FCP) de la tonne métrique, ou fraction de tonne. Ces droits sont facturés au consignataire de la marchandise.

3.4. - Lorsque ces marchandises sont débarquées dans le port de Papeete pour être transbordées sur un navire à destination des îles du Pacifique Sud (Îles Cook, Samoa, Tonga, Fidji,

Salomon, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Nouvelle-Zélande, Australie, Nouvelle-Calédonie, Vanuatu) les droits de quai sont réduits de 50 %. Sauf convention contraire, ils sont facturés au consignataire de la marchandise (déclarant du transbordement) ou, à défaut, au consignataire du navire d'embarquement.

Art. 4.- Le directeur du port autonome et l'agent comptable sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application de la présente délibération qui prendra effet à compter du 1er janvier 1988.

Fait à Papeete, le 6 novembre 1987.  
Le président du conseil d'administration,  
Gaston TONG SANG.

### ANNEXE

à la délibération n° 20-87 du 6 novembre 1987.

Liste des marchandises classées en catégorie C et exonérées des droits de quai.

| N° de nomenclature douanière | Dénomination des produits   |
|------------------------------|---|
| 04.02.10                     | Laits conservés, concentrés à l'état solide, spéciaux dits "pour nourrissons", en boîte d'un contenu net de 500 g ou moins : sans sucre ;             |
| 04.02.12                     | Laits conservés, concentrés à l'état solide, spéciaux dits "pour nourrissons", en boîte d'un contenu net de 500 g ou moins : sucrés ;                 |
| 04.02.14                     | Autres laits conservés, concentrés à l'état solide : sans sucre ;   |
| 04.02.16                     | Autres laits conservés, concentrés à l'état solide : sucrés ;   |
| 04.02.25                     | Laits conservés, concentrés à l'état liquide ou pâteux en boîtes métalliques hermétiquement fermées d'un contenu net de 500 g ou moins : sans sucre ; |
| 04.02.27                     | Laits conservés, concentrés à l'état liquide ou pâteux en boîtes métalliques hermétiquement fermées d'un contenu net de 500 g ou moins : sucrés ;     |
| 04.02.35                     | Laits conservés, concentrés à l'état liquide ou pâteux autres qu'en boîtes métalliques : sans sucre ;   |
| 04.02.39                     | Laits conservés, concentrés à l'état liquide ou pâteux autres qu'en boîtes métalliques : sucrés ;   |
| 04.03.05                     | Beurre en boîtes métalliques hermétiquement fermées d'un contenu net de 500 g et moins ;  |
| 04.03.10                     | Beurre en boîtes métalliques hermétiquement fermées d'un contenu net de plus de 500 g ;   |
|                              | Café soluble, en grains, moulu, etc...  |
| 04.04.10                     | Fromages fondus obtenus à partir du cheddar, en boîtes ou en tranches préemballées ;  |
| 07.05.10                     | Lentilles écossées ;  |
| 07.05.15                     | Haricots écossés ;  |
| 10.06.05 à 10.06.20          | Riz à l'exclusion du riz paddy ou décortiqué et du riz en brisures ;  |
| 11.01.02                     | Farine de froment ou de méteil présentée en emballage de 1 kg ou moins ;  |
| 11.01.03                     | Farine de froment ou de méteil présentée autrement ;  |
| 15.07.25                     | Huiles d'arachides épurées ou raffinées ;   |

| N° de nomenclature douanière | Dénomination des produits  |
|------------------------------|--|
| 15.07.32                     | Huiles de soja ;   |
| 16.02.22                     | Viandes de l'espèce bovine du genre "Corned beef" en boîtes métalliques hermétiquement fermées ;                                     |
| 16.02.25                     | Pâtés à base d'abats de l'espèce bovine conditionnés en boîtes métalliques ;   |
| 16.04.13                     | Maqueraux en récipients hermétiquement fermés (boîtes, verres, etc...) ;   |
| 16.04.18                     | Sardines à la tomate, en récipients hermétiquement fermés (boîtes, verres, etc...) ;   |
| 16.04.20                     | Sardines autres, en récipients hermétiquement fermés (boîtes, verres, etc...) ;  |
| 17.01.05                     | Sucres de betterave et de cannes, blancs, cristallisés, granulés, conditionnés pour la vente au détail ;                             |
| 17.01.06                     | Sucres de betterave et de cannes, blancs, cristallisés, granulés, non conditionnés pour la vente au détail (en vrac, sacs, etc...) ; |
| 18.06.02                     | Chocolat en poudre ou en granulés présenté en emballage de 1 kg ou moins ;   |
| 18.06.02                     | Chocolat en poudre ou en granulés présenté en emballage de 1 kg ou moins ;   |
| 19.02.11                     | Farines lactées sans cacao ;   |
| 19.02.30                     | Autres préparations contenant du cacao présentées en emballages de 2 kg ou moins et destinées à la confection de petits déjeuners ;  |
| 19.03.00                     | Pâtes alimentaires ;   |
| 19.07.05                     | Biscuits de mer ;  |
| 19.08.21                     | Biscuits secs ;  |
| 20.02.02                     | Préparations de haricots blancs conservés en boîtes métalliques hermétiquement fermées ;   |
| 21.04.05                     | Sauces de tomates conservées en boîtes métalliques hermétiquement fermées ;  |
| 21.07.09                     | Laits dits maternisés ou humanisés et laits diététiques pour nourrissons ;   |
|                              | Café soluble.  |

La liste de ces produits est complétée comme suit :

- 1) Bagages accompagnant les voyageurs à l'exclusion des véhicules motocyclettes, aéronefs et navires de plaisance ;
- 2) Hydrocarbures en transbordement destinés à l'avitaillement des navires et des aéronefs ;
- 3) Envois destinés à la Croix Rouge française ;
- 4) Objets destinés à l'usage personnel des membres du corps diplomatique ou de personnes étrangères chargées de mission en Polynésie française ;

5) Objets destinés à la décoration des tombes des personnes étrangères à la Polynésie française, inhumées dans ce territoire.

Liste des produits de catégorie A :

- 1) Ciment ;
- 2) Bois en planches, poteaux, bois brut à l'exception des contre-plaqués et des bois reconstitués ;
- 3) Gazoil, fuel oil, jet A1.

**DELIBERATION n° 21-87 du 6 novembre 1987 fixant à nouveau les délais de franchise et le montant des taxes de stationnement et de magasinage des marchandises en zone douanière.**

Le conseil d'administration du port autonome de Papeete,

Sur le rapport du directeur du port autonome de Papeete,

Vu la délibération n° 62-2 du 5 janvier 1962 portant création et organisation du port autonome de Papeete, rendue exécutoire par arrêté n° 108 AA/IAA du 13 janvier 1962 ;

Vu l'arrêté n° 1138 CM du 21 novembre 1985 relatif au fonctionnement et aux règles financières, budgétaires et comptables de l'établissement public dénommé "port autonome de Papeete", modifié par l'arrêté n° 505 CM du 6 mai 1986 ;

Vu la délibération n° 17-81 du 5 février 1981 portant réglementation des ports maritimes et rades de Polynésie française rendue exécutoire par arrêté n° 3826 AA du 2 mars 1981 ;

Vu la délibération n° 25-86 du 30 octobre 1986 modifiant les tarifs des taxes de stationnement et de magasinage des marchandises en zone douanière, rendue exécutoire par arrêté n° 1617 CM du 30 décembre 1986 ;

En ayant délibéré dans sa séance du 6 novembre 1987,

Adopte :

**Article 1er. — Délais de franchise des marchandises en zone douanière.**

Les marchandises déposées en zone douanière de Motu-Uta après leur débarquement ou en vue de leur embarquement bénéficient d'un délai de franchise fixé ainsi qu'il suit :

**1.1 - Marchandises à l'embarquement**

Délai de cinq jours ouvrables avant l'arrivée du navire de chargement ; les marchandises à l'embarquement doivent faire l'objet d'un permis d'entrée en zone douanière délivré par le port autonome.

En cas de colis particulièrement volumineux ou d'encombrement de la zone douanière, le port autonome est en droit de ramener ce délai à 3 jours ouvrables.

**1.2 - Marchandises au débarquement**

Les taxes au débarquement sont décomptées à partir du lendemain du jour de la fin du déchargement du navire.

- a) - marchandises diverses : délai de 10 jours ouvrables ;
- b) - sacherie (autre que le ciment), bateaux : délai de 7 jours ouvrables ;
- c) - bois, bois fardelés, contre-plaqués, bois reconstitués, poteaux de bois, véhicules toutes catégories : délai de 5 jours ouvrables ;
- d) - ciment en sac de 50 kg ou plus, goudron et bitume en fûts de 200 litres, huiles minérales en fûts de 200 litres : délai de 2 jours ouvrables.

(sont décomptés comme jours ouvrables, les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi, à l'exclusion du samedi).

**Art. 2. — Taxes de magasinage.**

Les marchandises déposées en zone douanière, à l'exception des marchandises en transbordement qui bénéficient d'un régime spécial, dont le temps de stationnement dépasse les délais de franchise fixés à l'article 1, sont passibles de taxes de magasinage dont le tarif est fixé comme suit :

| Période            | Taxe journalière |
|--------------------|------------------|
| du 1er au 10e jour | 7 FCP            |
| du 11e au 20e jour | 12 FCP           |
| du 21e au 30e jour | 20 FCP           |
| du 31e au 40e jour | 30 FCP           |
| du 41e au 50e jour | 45 FCP           |
| après le 50e jour  | 60 FCP           |

2.1 - Le décompte est effectué par tranche de 100 kg (quintal) et par jour calendaire à compter du lendemain du dernier jour de la franchise.

2.2 - Dans le décompte des taxes, il est entendu :

- a) - que le poids est arrondi au quintal supérieur ;
- b) - que tout jour entamé est dû.

2.3 - Les taxes de magasinage sont facturées au propriétaire de la marchandise ou à défaut à son destinataire ou au déclarant en douane (transitaire) au vu de l'écouage établi par les agents du service de la douane.

2.4 - Les marchandises placées en dépôt de douane acquittent, le cas échéant, les taxes de magasinage calculées selon le barème précédent.

2.5 - Tous matériels roulants (voitures, poids lourds, engins de manutention) acquittent les taxes de magasinage calculées selon le barème précédent et majorées de 200 %.

2.6 - Les marchandises en transbordement acquittent les taxes ci-dessous à l'expiration d'un délai de franchise de 30 jours calendaires décompté depuis le lendemain de la date de fin de déchargement du navire.

| Période  | Tarif  |
|--|--------|
| (par tonne de 1.000 kg et par jour calendaire à compter de la fin de la franchise) |        |
| du 1er au 20e jour   | 14 FCP |
| du 21e au 30e jour   | 28 FCP |
| après le 30e jour  | 68 FCP |

Dans le décompte des droits et taxes ci-dessus, il est précisé :

- a) - que le poids de la marchandise est arrondi à la tonne la plus proche ;
- b) - que la date de réembarquement sera, sauf indication contraire, la date de fin de chargement du navire ;
- c) - que tout jour entamé est entièrement dû ;

d) - que le transporteur de la marchandise au réembarquement est responsable du paiement des droits et taxes dues par ces marchandises.

**Art. 3.- Taxes d'encombrement pour les conteneurs vides et emballages divers.**

3.1 - Les conteneurs vides, les cadres, les berceaux de navire et tout autre matériel ayant servi au transport ou à l'emballage des marchandises et déposés en zone douanière dans l'attente de leur réembarquement, bénéficient d'un délai de franchise de 50 jours calendaires à compter de la date du dépotage du conteneur ou du retour du conteneur vide en zone douanière.

A l'expiration de la franchise ci-dessus, il sera perçu une taxe journalière d'encombrement fixée ainsi qu'il suit :

- conteneurs 9 m<sup>3</sup> : 115 FCP
- conteneurs ISO 20' : 345 FCP
- autres conteneurs, cadres : 25 FCP par mètre carré et par jour.

3.2 - Dans le décompte des taxes ci-dessus, tout jour entamé est entièrement dû, toute fraction de mètre carré est décomptée comme un mètre carré entier.

3.3 - Cette taxe est facturée au propriétaire, transitaire ou destinataire du matériel ou à défaut à son consignataire.

Art. 4.- Le directeur du port autonome est chargé de l'application de la présente délibération qui prendra effet à compter du 1er janvier 1988.

Fait à Papeete, le 6 novembre 1987.

Le président du conseil d'administration,  
Gaston TONG SANG.

**DELIBERATION n° 22-87 du 6 novembre 1987 portant modification des tarifs de la cale de halage.**

Le conseil d'administration du port autonome de Papeete,

Sur le rapport du directeur du port autonome de Papeete,

Vu la délibération n° 62-2 du 5 janvier 1962 portant création et organisation du port autonome de Papeete rendue exécutoire par arrêté n° 108 AA/IAA du 13 janvier 1962 ;

Vu l'arrêté n° 1138 CM du 21 novembre 1985 relatif au fonctionnement et aux règles financières, budgétaires et comptables de l'établissement public dénommé "port autonome de Papeete", modifié par l'arrêté n° 505 CM du 6 mai 1986 ;

Vu la délibération n° 2-64 du 21 février 1964 du conseil d'administration du port autonome réglementant les conditions d'utilisation de la cale de halage ;

Vu la délibération n° 14-82 du 9 novembre 1982 modifiant les tarifs de la cale de halage rendue exécutoire par arrêté n° 1304 AE du 31 décembre 1982 ;

Vu la délibération n° 26-86 du 30 octobre 1986 portant modification des tarifs de la cale de halage rendue exécutoire par arrêté n° 1617 CM du 30 décembre 1986 ;

En ayant délibéré dans sa séance du 6 novembre 1987,

Adopte :

Article 1er.- Les dispositions de la délibération n° 26-86 du 30 octobre 1986 sont remplacées par les nouveaux tarifs de location de la cale de halage.

Art. 2.- Les tarifs de halage, de remise à l'eau et d'occupation de la cale seront calculés sur le volume géométrique des navires :

Longueur x largeur x tirant d'eau

Longueur : longueur hors tout de la coque (L)

Largeur : largeur hors membre (l)

Tirant d'eau : tirant d'eau maximum été tropical. Si le tirant d'eau maximum est inférieur à la valeur numérique  $\frac{1}{6} \sqrt{L \times l}$ , cette dernière valeur sera prise en compte pour le décompte des droits de remorquage.

Les nouveaux tarifs faisant l'objet du tableau ci-après seront appliqués à compter du 1er janvier 1988.

| Volume des navires en m <sup>3</sup> | Halage à sec et remise à l'eau | Tarif journalier à compter du 1er jour inclus |
|--------------------------------------|--------------------------------|---|
| de 0 à 100                           | 20.900                         | 3.300   |
| de 101 à 200                         | 27.300                         | 6.200   |
| de 201 à 300                         | 33.700                         | 9.000   |
| de 301 à 400                         | 40.000                         | 11.900  |
| de 401 à 500                         | 46.400                         | 14.700  |
| de 501 à 600                         | 52.800                         | 18.600  |
| de 601 à 700                         | 59.200                         | 20.500  |
| de 701 à 800                         | 65.600                         | 23.300  |
| de 801 à 900                         | 71.900                         | 26.200  |
| de 901 à 1.000                       | 78.300                         | 29.000  |
| de 1.001 à 1.100                     | 84.700                         | 31.900  |
| de 1.101 à 1.200                     | 91.100                         | 34.800  |
| de 1.201 à 1.300                     | 97.500                         | 35.400  |
| de 1.301 à 1.400                     | 103.900                        | 38.300  |
| de 1.401 à 1.500                     | 110.200                        | 41.100  |
| de 1.501 à 1.600                     | 116.600                        | 44.000  |
| de 1.601 à 1.700                     | 123.000                        | 46.900  |
| de 1.701 à 1.800                     | 129.400                        | 48.600  |
| de 1.801 à 1.900                     | 135.700                        | 51.500  |
| de 1.901 à 2.000                     | 142.100                        | 53.200  |
| de 2.001 à 2.100                     | 148.500                        | 56.100  |
| de 2.101 à 2.200                     | 154.900                        | 59.000  |
| de 2.201 à 2.300                     | 160.600                        | 62.900  |
| de 2.301 à 2.400                     | 167.600                        | 65.800  |
| de 2.401 à 2.500                     | 174.000                        | 68.600  |

Art. 3.- Dans le décompte du montant des locations, il est précisé que :

3.1 - Les fractions de mètre cube sont arrondies au volume le plus proche.

3.2 - La durée du séjour est décomptée en jours pleins du jour de la montée au jour de la descente inclus.

### 3.3 - Sont inclus dans les présents tarifs :

- la fourniture des tins,
- la fourniture des échafaudages.

### 3.4 - Ne sont pas inclus dans les présents tarifs :

- le calage du navire qui doit être effectué par une entreprise privée agréée ;
- les fournitures d'énergie (électricité, air comprimé) ainsi que les fournitures d'eau.

Art. 4.- Les tarifs des surfaces occupées par les petits navires et yachts carénant sur les terre-pleins de la cale de halage est le suivant : (longueur x largeur + 10 %)

38 FCP le mètre carré par jour.

(tins compris dans la limite de 8 tins par bateau, avec un minimum de facturation de 1.000 FCP par jour).

Art. 5.- Sauf accord préalable de la direction du port autonome, les majorations suivantes sont appliquées aux tarifs de base des articles 2 et 4 :

5.1 - Une majoration de 50 % est appliquée au tarif de base au-delà de la 45<sup>e</sup> journée.

5.2 - Une majoration de 100 % est appliquée au tarif de base au-delà de la 90<sup>e</sup> journée.

Art. 6.- Services divers dans l'enceinte de la cale de halage ; les tarifs suivants sont appliqués :

- électricité, le kW/h : 40 FCP ;
- eau, le m<sup>3</sup> : 34 FCP ;
- ramassage des déchets et ordures et évacuation, le mètre cube ou la tonne : 5.510 FCP.

Art. 7.- Le directeur du port autonome et l'agent comptable sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application de la présente délibération qui prendra effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1988.

Fait à Papeete, le 6 novembre 1987.

*Le président du conseil d'administration,*  
Gaston TONG SANG.

**DELIBERATION n° 23-87 du 6 novembre 1987 fixant à nouveau les tarifs de fourniture d'énergie et de certaines prestations rendues par le port autonome dans la zone portuaire.**

Le conseil d'administration du port autonome de Papeete,

Sur le rapport du directeur du port autonome de Papeete,

Vu la délibération n° 62-2 du 5 janvier 1962 portant création et organisation du port autonome de Papeete rendue exécutoire par arrêté n° 108 AA/IAA du 13 janvier 1962 ;

Vu l'arrêté n° 1138 CM du 21 novembre 1985 relatif au fonctionnement et aux règles financières, budgétaires et compa-

bles de l'établissement public dénommé "port autonome de Papeete", modifié par l'arrêté n° 505 CM du 6 mai 1986 ;

Vu la délibération n° 27-86 du 30 octobre 1986 fixant à nouveau les tarifs de fourniture d'énergie et de certaines prestations rendues par le port autonome dans la zone portuaire rendue exécutoire par arrêté n° 1617 CM du 30 décembre 1986 ;

En ayant délibéré dans sa séance du 6 novembre 1987,

Adopte :

Article 1er.- L'énergie électrique revendue aux usagers du port autonome à partir des installations électriques appartenant au port autonome est facturée ainsi qu'il suit (au kWh ou forfaitairement) :

1.1 - Calc de halage : le kWh = 40 FCP.

1.2 - Quai des yachts (par navire) :

- branchement jusqu'à 10 ampères en 110 volts : forfait 240 FCP/jour  
ou 5 ampères en 220 volts : forfait 240 FCP/jour

- branchement de 10 à 20 ampères en 110 volts : forfait 390 FCP/jour  
5 à 10 ampères en 220 volts : forfait 390 FCP/jour.

1.3 - Autres installations :

- six cent soixante francs CP (660 FCP) par jour + 40 FCP du kWh consommé.

1.4 - Prises à conteneurs de la zone douanière :

Le forfait horaire s'établit ainsi par conteneur quelque soit le conteneur.

- les premières 48 heures : 420 FCP Tarif I

- au-delà de la 48<sup>e</sup> heure : 700 FCP Tarif II

- le nombre d'heures pris en compte sera celui décompté entre l'heure du branchement et l'heure du retrait ;

- l'électricité sera facturée au destinataire de la marchandise ou à défaut de spécifications contraires fournies par le consignataire du navire, au consignataire lui-même.

1.5 - Les conteneurs frigorifiques, en attente d'embarquement ou en transbordement bénéficient du tarif I pendant la durée de leur séjour diminué de 50 %. Les frais de branchement sont facturés au consignataire de la marchandise ou, à défaut, au consignataire du navire de chargement.

Art. 2.- L'eau consommée par les navires en réparation à la cale de halage sera facturée aux usagers au tarif de 34 FCP le m<sup>3</sup>.

Art. 3.- Le ramassage des ordures par les soins du port autonome sera facturé ainsi qu'il suit aux usagers :

- le m<sup>3</sup> ou la tonne : 5.510 FCP.



Ce tarif sera majoré de 50 % en dehors des heures et jours ouvrables.

**Art. 4.- Téléphone.**

Les tarifs de location des lignes téléphoniques bord à quai du port autonome sont fixés ainsi qu'il suit :

- location avec matériel (pose et dépose comprises)

par jour (cargos, pétroliers, butaniers) : 3.300 FCP

par jour (paquebots) : 6.070 FCP

(Ces lignes sont mises en service restreint à la circonscription de Papeete).

**Art. 5.-** Le directeur du port autonome et l'agent comptable sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application de la présente délibération qui prendra effet à compter du 1er janvier 1988.

Fait à Papeete, le 6 novembre 1987.

*Le président du conseil d'administration  
du port autonome,  
Gaston TONG SANG.*

**DELIBERATION n° 24-87 du 6 novembre 1987 portant augmentation des tarifs de location du matériel du port autonome de Papeete et de régie du personnel.**

Le conseil d'administration du port autonome de Papeete,

Sur le rapport du directeur du port autonome de Papeete,

Vu la délibération n° 62-2 du 5 janvier 1962 portant création et organisation du port autonome de Papeete, rendue exécutoire par arrêté n° 108 AA/IAA du 13 janvier 1962 ;

Vu l'arrêté n° 1138 CM du 21 novembre 1985 relatif au fonctionnement et aux règles financières, budgétaires et comptables de l'établissement public dénommé "port autonome de Papeete", modifié par l'arrêté n° 505 CM du 6 mai 1986 ;

Vu la délibération n° 22-84 du 5 décembre 1984 portant création des tarifs de location de matériel du port autonome de Papeete et de régie du personnel, rendue exécutoire par arrêté n° 346 CM du 28 décembre 1984 ;

Vu la délibération n° 28-86 du 30 octobre 1986 portant augmentation des tarifs de location de matériel du port autonome de Papeete et de régie du personnel, rendue exécutoire par arrêté n° 1617 CM du 30 décembre 1986 ;

En ayant délibéré dans sa séance du 6 novembre 1987,

Adopte :

Article 1er.- Les tarifs de location de matériel du port autonome de Papeete, à compter du 1er janvier 1988, font l'objet du tableau ci-après :

| Matériel                      | Type              | A l'heure            |                      | A la journée         |                      | Immobilisation<br>par jour |
|-------------------------------|-------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------------|
|                               |                   | avec<br>exploitation | sans<br>exploitation | avec<br>exploitation | sans<br>exploitation |                            |
| I - Camion                    |                   |                      |                      |                      |                      |                            |
| Camion-benne de 5 T           | Renault Saviem    | 4.100                | 1.700                | 33.100               | 14.700               | 2.840                      |
| Camion plateau 2,5 T          | Renault Saviem    | 3.200                | 1.300                | 28.100               | 10.900               | 1.470                      |
| Camion poubelle 5 T           | Renault Saviem    | 4.100                | 1.700                | 33.100               | 14.700               | 2.840                      |
| Fourgonnetuc de 2,5 T         | Citroën F         | 3.000                | 1.000                | 24.500               | 7.300                | 1.330                      |
| Fourgonnette de 1 T           | WV pick up        | 2.400                | 700                  | 19.500               | 4.800                | 1.090                      |
| II - Grue élévateur           |                   |                      |                      |                      |                      |                            |
| Gruc atelier 2 T              | Hyster            | 4.100                | 1.800                | 33.100               | 15.900               | 2.300                      |
| Elévateur à fourche           | Porthos CP 250    | 3.200                | 1.500                | 28.100               | 12.200               | 1.470                      |
| Casc - Hanomag                | Casc - Hanomag    | 6.900                | 4.500                | 57.300               | 36.900               | 4.850                      |
| III - Matériel tracté         |                   |                      |                      |                      |                      |                            |
| Citerne 2 m <sup>3</sup>      |                   | -                    | 850                  | -                    | 6.700                | 1.460                      |
| Compresseur 60 CV             | Peugeot CLM R.    | -                    | 1.090                | -                    | 8.500                | 1.570                      |
| Echelle télescopique          | 4 939             | -                    | 850                  | -                    | 6.200                | 720                        |
| Groupe électrogène            | Moternic 25 kW    | -                    | 970                  | -                    | 7.300                | 1.460                      |
| Poste de soudure 400 à 200 AH | Mecaro            | -                    | 850                  | -                    | 6.200                | 720                        |
| Poste de soudure 200 AH       | Stafer            | -                    | 480                  | -                    | 4.200                | 480                        |
| Moto pompe incendie 32 CV     |                   | -                    | 850                  | -                    | 6.700                | 1.330                      |
| Bétonnière 180L               | Braud et Fauchaux | -                    | 850                  | -                    | 6.200                | 720                        |
| Bétonnière 240 L              | Braud et Fauchaux | -                    | 850                  | -                    | 6.700                | 1.330                      |

Art. 2.- Les travaux effectués en régie par le port autonome pour le compte d'un tiers sont facturés aux tarifs suivants :

| Catégorie                     | Tarif horaire |
|-------------------------------|---------------|
| - Chef de section. ....       | 5.070 FCP     |
| - Conducteur de travaux. .... | 3.860 FCP     |
| - Chef d'équipe. ....         | 3.080 FCP     |
| - Ouvrier qualifié. ....      | 2.320 FCP     |
| - Manœuvre. ....              | 1.880 FCP     |

Art. 3.- Ces tarifs subissent une réduction de 50 % lorsque les locations de matériel ou les prestations de services sont effectuées après accord de la direction, au bénéfice du personnel du port.

Art. 4.- Le directeur du port autonome et l'agent comptable sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application de la présente délibération qui prendra effet à compter du 1er janvier 1988.

Fait à Papeete, le 6 novembre 1987.

Le président du conseil d'administration,  
Gaston TONG SANG.

**DELIBERATION n° 25-87 du 6 novembre 1987 modifiant certains tarifs d'occupation temporaire de la circonscription portuaire.**

Le conseil d'administration du port autonome de Papeete,

Sur le rapport du directeur du port autonome,

Vu la délibération n° 62-2 du 5 janvier 1962 portant création et organisation du port autonome de Papeete rendue exécutoire par arrêté n° 108 AA/IAA du 13 janvier 1962 ;

Vu l'arrêté n° 1138 CM du 21 novembre 1985 relatif au fonctionnement et aux règles financières, budgétaires et comptables de l'établissement public dénommé "port autonome de Papeete", modifié par l'arrêté n° 505 CM du 6 mai 1986 ;

Vu la délibération n° 81-17 du 5 février 1981 portant règlement général de police des ports maritimes et des rades en Polynésie française rendue exécutoire par arrêté n° 3826 AA du 2 mars 1981 ;

Vu la délibération n° 29-86 du 30 octobre 1986 modifiant certains tarifs d'occupation temporaire de la circonscription portuaire rendue exécutoire par arrêté n° 1617 CM du 30 décembre 1986 ;

En ayant délibéré dans sa séance du 6 novembre 1987,

Adopte :

Article 1er.- Le tarif d'occupation temporaire de terrains et terre-pleins de la circonscription portuaire non situés dans la zone douanière est fixé ainsi qu'il suit par mètre carré :

**1.1. - Facturation à la journée :**

- La journée : 20 FCP

**1.2. - Facturation au mois après accord du port autonome :**

|                               |           |
|-------------------------------|-----------|
| - 1er mois                    | : 100 FCP |
| - 2e et 3e mois               | : 200 FCP |
| - 4e et 5e mois               | : 300 FCP |
| - après le 5e mois            | : 400 FCP |
| (tout mois commencé étant dû) |           |

Art. 2.- Les tarifs d'occupation temporaire du sol et du sous-sol de la circonscription portuaire sont fixés ainsi qu'il suit :

a) par une canalisation d'eau ou un branchement d'égout à l'exception des réseaux publics :

- par mètre carré linéaire et par an : 65 FCP

b) par une canalisation de gaz, d'huile ou d'hydrocarbure :

- par mètre linéaire et par an : 140 FCP.

Art. 3.- Le tarif d'occupation temporaire du plan d'eau de la circonscription portuaire est fixé à 750 FCP par m<sup>2</sup> par an.

Art. 4.- Le directeur du port autonome et l'agent comptable sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application de la présente délibération qui prendra effet à compter du 1er janvier 1988.

Fait à Papeete, le 6 novembre 1987.

Le président du conseil d'administration,  
Gaston TONG SANG.

**DELIBERATION n° 26-87 du 6 novembre 1987 modifiant les tarifs d'amodiation des surfaces couvertes en zone douanière de Motu-Uta.**

Le conseil d'administration du port autonome de Papeete,

Sur le rapport du directeur du port autonome,

Vu la délibération n° 62-2 du 5 janvier 1962 portant création et organisation du port autonome de Papeete rendue exécutoire par arrêté n° 108 AA/IAA du 13 janvier 1962 ;

Vu l'arrêté n° 1138 CM du 21 novembre 1985 relatif au fonctionnement et aux règles financières, budgétaires et comptables de l'établissement public dénommé "port autonome de Papeete", modifié par l'arrêté n° 505 CM du 6 mai 1986 ;

Vu la délibération n° 1-68 réglementant les conditions d'exploitation des hangars et terre-pleins portuaires ;

Vu la délibération n° 30-86 du 30 octobre 1986 modifiant et complétant les tarifs d'amodiation des surfaces couvertes en zone douanière de Motu-Uta, rendue exécutoire par arrêté n° 1617 CM du 30 décembre 1986 ;

En ayant délibéré dans sa séance du 6 novembre 1987,

Adopte :

Article 1er.- Le tarif d'amodiation des hangars et surfaces couvertes de la zone douanière de Motu-Uta est fixé ainsi qu'il suit par mètre carré et par an.

a) surfaces couvertes bord à quai (hangar I, II, II bis et III) : huit cent quatre vingt dix francs CP (890 FCP)

b) surfaces couvertes autres : cinq cent quatre vingt dix francs FCP (590 FCP).

Art. 2.- Le directeur du port autonome et l'agent comptable sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application de la présente délibération qui prendra effet à compter du 1er janvier 1988.

Fait à Papeete, le 6 novembre 1987.

Le président du conseil d'administration,  
Gaston TONG SANG.

**DELIBERATION n° 27-87 du 6 novembre 1987 modifiant la taxation du commerce de détail dans la circonscription portuaire.**

Le conseil d'administration du port autonome de Papeete,

Sur le rapport du directeur du port autonome,

Vu la délibération n° 62-2 du 5 janvier 1962 portant création et organisation du port autonome de Papeete rendue exécutoire par arrêté n° 108 AA/IAA du 13 janvier 1962 ;

Vu l'arrêté n° 1138 CM du 21 novembre 1985 relatif au fonctionnement et aux règles financières, budgétaires et comptables de l'établissement public dénommé "port autonome de Papeete", modifié par l'arrêté n° 505 CM du 6 mai 1986 ;

Vu la délibération n° 81-17 du 5 février 1981 portant règlement général de police des ports maritimes et des rades en Polynésie française, rendue exécutoire par arrêté n° 3826 AA du 2 mars 1981 ;

Vu la délibération n° 31-86 du 30 octobre 1986 modifiant la réglementation et la taxation du commerce de détail dans la circonscription portuaire, rendue exécutoire par arrêté n° 1617 CM du 30 décembre 1986 ;

En ayant délibéré dans sa séance du 6 novembre 1987,

Adopte :

Article 1er.- Toute activité de commerce de détail dans la circonscription portuaire est subordonnée à autorisation, délivrée par le directeur du port autonome. Les autorisations doivent préciser :

- l'identité et l'adresse du demandeur (nom, prénoms, date et lieu de naissance, nationalité) ;
- la nature exacte du commerce projeté ;
- les caractéristiques du matériel employé ;

et être appuyées d'un titre de patente de l'année en cours, accompagné du récépissé relatif au paiement correspondant.

Art. 2.- Les autorisations sont toujours accordées à titre précaire et révocable ; elles peuvent être retirées à tout moment sans avoir à justifier des mesures prises.

Art. 3.- Les autorisations ne peuvent être délivrées que pour les activités limitativement énumérées ci-dessous :

1) commerce statique de produits vivriers en des emplacements assignés à cet effet, en nombre limité, par le directeur du port ;

2) colportage pédestre d'objets d'arts, donnant au colporteur l'autorisation de débiller sa marchandise pour l'offrir. Le colportage en bicyclette ou tricycle sans moteur est assimilé au colportage pédestre ;

3) colportage en véhicule à moteur de produits vivriers ou d'objets d'arts.

En aucun cas, il ne peut être vendu de boisson alcoolisée quelle que soit la teneur de celle-ci en alcool pur.

Art. 4.- L'exercice des activités ci-dessus donne lieu à la perception des taxes suivantes au profit du budget du port autonome.

1) commerce statique de produits vivriers : redevance mensuelle de 2.000 FCP

2) colportage pédestre d'objets d'arts : redevance mensuelle de 2.000 FCP

3) colportage automobile de produits vivriers ou d'objets d'art, redevance mensuelle de :

a) 10.000 FCP par véhicule jusqu'à 10 m<sup>2</sup> de surface au sol,

b) 12.000 FCP pour les véhicules d'une surface supérieure à la surface précédente.

En aucun cas, la surface au sol d'un véhicule servant au colportage de produits vivriers ne peut dépasser 12 m<sup>2</sup> (longueur x largeur).

Les accessoires autorisés, dans le cas de colportage automobile (à savoir tabourets, barbecue, glacières), ne peuvent dépasser une surface supplémentaire au sol de 4 m<sup>2</sup>.

Les redevances ci-dessus sont payables trimestriellement et d'avance à la régie des recettes et dépenses du port autonome à Motu-Uta.

Tout retard constaté dans le paiement des redevances peut entraîner l'annulation sans préavis de l'autorisation.

Art. 5.- Le directeur du port autonome de Papeete et l'agent comptable sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application de la présente délibération qui prendra effet à compter du 1er janvier 1988.

Fait à Papeete, le 6 novembre 1987.

Le président du conseil d'administration,  
Gaston TONG SANG.

**ARRETE n° 5245 MME du 29 décembre 1987 portant délégation de signature aux agents du service de l'équipement des pièces relatives aux marchés publics.**

Le ministre de la mer, de l'équipement, de l'énergie et des postes et télécommunications,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 789 PR du 11 décembre 1987 relatif à la composition du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 793 PR du 16 décembre 1987 relatif aux attributions du ministre de la mer, de l'équipement, de l'énergie et des postes et télécommunications ;

Vu l'arrêté n° 858 AA du 27 mars 1984 rendant exécutoire la délibération n° 84-20 du 1er mars 1984, portant approbation du code des marchés publics passés au nom du territoire de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu l'arrêté n° 835 CG du 3 mai 1984 portant établissement du CCAG concernant les marchés publics ;

Vu l'arrêté n° 484 MEA du 3 mars 1987 portant délégation de signature aux agents du service de l'équipement,

Arrête :

**Article 1er.**— Il est donné délégation de signature au chef du service de l'équipement, aux chefs des différents arrondissements, groupements, parc à matériel et subdivisions à l'effet de signer au nom du ministre de la mer, de l'équipement, de l'énergie et des postes et télécommunications, les actes concernant le suivi du marché et limitativement énumérés dans les articles suivants.

**Art. 2.**— Le chef de service de l'équipement est habilité à signer les actes ci-après détaillés :

#### *Articles du code des marchés publics*

**Art. 4.**— Notification du marché ;

**Art. 25.**— Avis aux soumissionnaires non retenus du rejet de leur offre ;

**Art. 55.**— Délivrance de la mainlevée du cautionnement ;

**Art. 57.**— Libération de la caution fournie en garantie du remboursement des avances ;

**Art. 58.**— Demande d'assurance contre les dommages, de cautionnement ou de caution personnelle et solidaire en cas de prêts de matériels au titulaire ;

— Application des pénalités en cas de retard dans la restitution des matériels prêtés ;

**Art. 60.**— Annulation et transfert de propriété des approvisionnements en cas de non réception des travaux ;

**Art. 74.**— Contrôle des avances pour approvisionnement ;

**Art. 91.**— Acceptation des opérations qui donnent lieu à des paiements pour solde ;

**Art. 117.**— Signature des rapports de présentation.

#### *Articles du cahier des clauses administratives générales*

**Art. 1.2.2-3.**— Acceptation ou récusation du nouveau représentant du titulaire du marché en cas de remplacement de celui-ci ;

**Art. 1. 2. 4-4.**— Ordres de service concernant notamment la notification :

- du marché ;
- de l'ordre de commencer les travaux ;
- de l'avenant de l'augmentation ou diminution de la masse des travaux ;
- de la décision de poursuivre ;
- du bordereau des prix complémentaires ;
- des prix nouveaux ;
- du décompte général ;
- de l'arrêté de la mise en demeure, en régie.

**Art. 1. 5-5.**— Délivrance d'une mainlevée de cautionnement ou de caution ;

**Art. 2. 2. 3.**— Proposition de réquisitionner le matériel du titulaire ;

**Art. 2. 3. 1-3.**— Demande d'une décomposition de prix forfaitaires ;

**Art. 2. 3. 3.**— Approbation du décompte général ;

**Art. 2. 3. 4-4.**— Notification au titulaire de l'état d'acompte en cas de modification de celui-ci ;

**Art. 2. 3. 5-5.**— Mise en demeure adressée pour qu'il apporte la preuve de son refus d'accepter les pièces justificatives servant de base au paiement direct ;

**Art. 2. 3. 7-3.**— Fixation d'une base provisoire de la somme des états d'acompte en cas de désaccord sur leur montant ;

**Art. 2. 6-4.**— Ordre de service de notification de poursuivre les travaux ;

**Art. 4. 1-4.**— Autorisation de modification de la documentation technique ;

**Art. 4-19.**— Mesures d'éviction à l'encontre du personnel ;

**Art. 4. 2-1.**— Autorisation pour une modification des documents nécessaires à l'exécution des prestations ;

**Art. 4. 4-2.**— Autorisation de modification de la provenance des matériaux ;

**Art. 4. 6.**— Acceptation des différences de matériaux étrangers par rapport aux stipulations du marché ;

**Art. 4. 7-1.**— Acceptation des modes opératoires proposés par le titulaire ;

**Art. 4. 7-6.**— Prescription de vérification dans le but de s'assurer de la qualité des matériaux ;

**Art. 4. 14-1.**— Prescription ou acceptation des modifications de caractère technique ;

Art. 4. 21.- Prescription des essais pour les ouvrages ;

Art. 5. 1-3 )

Art. 5. 1-5 ( Prononciation de la réception ;

Art. 5. 1-5 )

Art. 5. 1-6.- Réception avec réserve :

- fixation du délai ;

- ordre de réalisation des prestations aux frais et risques du titulaire en cas de non-exécution de celles-ci ;

Art. 5. 1-7.- Renonciation d'ordonner la réfection des ouvrages lorsqu'ils sont non conformes aux spécifications du marché ;

Art. 5. 2. 2.- Fixation des conditions de réceptions particulières lors d'une prise de possession des ouvrages avant leur achèvement ;

Art. 5.4.1-4.- Prescription des prestations complémentaires ayant pour objet de remédier aux défauts d'exécution ;

Art. 5.4.2.- Prolongation du délai de garantie si le titulaire n'a pas procédé à l'exécution des prestations ;

Art. 6. 1-4.- Décompte général en cas de résiliation ;

Art. 6. 4-3.- Substitution de matières premières quand elles sont non conformes à la livraison prévue au marché ;

Art. 7.2. 1-2.- Notification au titulaire d'une proposition de règlement des litiges.

Art. 3.- Les chefs d'arrondissements, de groupements, du parc à matériel reçoivent délégation de signature notamment pour les actes énumérés dans les articles ci-dessous :

#### *Articles du code des marchés publics*

Art. 91.- Acceptation des opérations qui donnent lieu à des paiements pour solde.

#### *Articles du cahier des clauses administratives générales*

Art. 1.2. 4-4.- Tous les ordres de service à caractère technique autres que ceux dont la délégation de signature a été attribuée au chef du service de l'équipement (CF article 2 : Art. 1. 2. 4-4 du CCAG) ;

Art. 2. 3. 2-4.- Décompte final ;

Art. 2. 3. 4.- Acompte mensuel ;

Art. 2. 4-4.- Fixation de la date des constatations ;  
- Fixation et rédaction du constat ;

Art. 4.7.- Vérification de la qualité des matériaux ;

Art. 4. 14-1.- Prescription ou acceptation des modifications de caractères techniques pendant l'exécution du marché ;

Art. 4. 15. 6-2.- Mesures nécessaires après mise en demeure restée sans effet ;

Art. 4. 16. 2.- Autorisation pour déplacer les objets trouvés sur les chantiers ;

Art. 4.21.- Prescription d'essais ou contrôles des ouvrages ;

Art. 4. 22-1.- Prescription par ordre de service des mesures de nature à permettre de déceler les vices de construction ;

Art. 5. 1-2.- Procès-verbal des opérations préalables ;

Art. 5. 4. 1-2.- Conformité des ouvrages .

Art. 4.- En outre, il est donné délégation de signature aux chefs de subdivision en particulier pour les articles cités ci-dessous :

#### *Articles du cahier des clauses administratives générales*

Art. 2. 3. 1.- Projet de décompte ;

Art. 2. 3. 1-2.- Remboursement des dépenses ;

Art. 2. 3. 5-5.- Information au sous-traitant de la date de réception ;

- Indication des sommes dont le paiement a été accepté par le titulaire ;

Art. 2. 4-4.- Fixation de la date des constatations ;

- Fixation et rédaction du constat ;

Art. 3. 2-2.- Constatation du retard (pénalités) ;

Art. 4. 15. 5.- Demande adressée au titulaire au sujet de la circulation publique ;

Art. 4. 15. 6-2.- Mesures nécessaires après mise en demeure restée sans effet ;

Art. 4. 16-2.- Autorisation pour déplacer les objets trouvés sur les chantiers ;

Art. 4. 19.- Mesures d'éviction à l'encontre du personnel ;

Art. 5. 1.- Opérations préalables à la réception des ouvrages ;

- Procès-verbal des opérations préalables à la réception.

Art. 5.- Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté n° 484 MEA du 3 mars 1987 portant délégation de signature aux agents du service de l'équipement des pièces relatives aux marchés publics.

Art. 6.- Le chef du service de l'équipement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 29 décembre 1987.

*Le ministre de la mer,  
de l'équipement, de l'énergie  
et des postes et télécommunications,  
Boris LEONTIEFF.*

**ARRETE n° 4 CM du 4 janvier 1988 portant interdiction des signaux phoniques dans le port de Papeete à l'exclusion des signaux prévus par le règlement international pour prévenir les abordages en mer.**

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la mer, de l'équipement, de l'énergie, et des postes et télécommunications ;

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 789 PR du 11 décembre 1987 relatif à la composition du gouvernement du territoire ;

Vu la délibération n° 62-2 du 5 janvier 1962 portant création et organisation du port autonome de Papeete rendue exécutoire par l'arrêté n° 108 AA/IAA du 13 janvier 1962 ;

Vu le règlement international pour prévenir les abordages en mer ;

Vu la délibération n° 81-17 du 5 février 1981 portant règlement général de la police des ports maritimes et des rades de Polynésie française rendue exécutoire par arrêté n° 3826 AA du 2 mars 1981 ;

Vu les plaintes des usagers du port, des hôteliers et des habitants de la commune de Papeete ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 29 décembre 1987,

Arrête :

Article 1er.— Tous les signaux phoniques à bord des navires sont interdits dans le port de Papeete entre 20 heures et 7 heures à l'exception des signaux phoniques de manœuvre prévus par le règlement international pour prévenir les abordages en mer.

Art. 2.— Un coup de sifflet de sirène ou de tout autre moyen phonique d'une durée n'excédant pas une minute sera toléré le 31 décembre à minuit.

Art. 3.— Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont passibles des peines prévues par les contraventions de 4e classe.

Art. 4.— Le ministre de la mer, de l'équipement, de l'énergie et des postes et télécommunications, le ministre du travail, du tourisme, des transports et des sports sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 4 janvier 1988.  
Alexandre LEONTIEFF.

Par le Président du gouvernement du territoire :

*Le ministre de la mer,  
de l'équipement, de l'énergie  
et des postes et télécommunications,*  
Boris LEONTIEFF.

*Le ministre du travail, du tourisme,  
des transports et des sports,  
Napoléon SPITZ.*

**ARRETE n° 5 CM du 4 janvier 1988 portant modification de l'arrêté n° 1151 CM du 28 novembre 1985 relatif à l'organisation, au fonctionnement et aux règles financières, budgétaires et comptables de l'établissement public dénommé "Office des postes et télécommunications".**

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— L'article 2 de l'arrêté n° 1151 CM du 28 novembre 1985 est modifié ainsi qu'il suit :

*Représentants du territoire :*

— Le ministre chargé des postes et télécommunications, Président ;

— Le ministre chargé du plan et de l'aménagement du territoire, membre ;

— Le ministre chargé des affaires économiques, membre ;

— Le ministre chargé du développement des archipels, membre ;

— Deux conseillers désignés par l'assemblée territoriale, membres.

Art. 2.— L'article 5 de l'arrêté n° 1151 CM du 28 novembre 1985, modifié par l'arrêté n° 910 CM du 19 août 1987, est complété *in fine* par la disposition suivante :

"Il nomme, sur proposition du directeur général, les fonctionnaires occupant les postes de directeur général adjoint, de directeur de la poste et des services financiers, de directeur des télécommunications et de directeur commercial".

Art. 3.— L'article 7 de l'arrêté n° 1151 CM du 28 novembre 1985, modifié par les arrêtés n° 9 CM du 6 janvier 1987 et n° 910 CM du 19 août 1987, est modifié conformément aux dispositions suivantes :

— à l'alinéa 2, *in fine*, la phrase "Le directeur général adjoint est nommé par arrêté du Président du gouvernement" est supprimée ;

— l'alinéa 4 est abrogé.

Art. 4.— Le présent arrêté sera applicable à compter de sa parution au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 5.— Le ministre de la mer, de l'équipement, de l'énergie et des postes et télécommunications est chargé de l'exécution du

présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 4 janvier 1988.  
Alexandre LEONTIEFF.

Par le Président du gouvernement du territoire :

*Le ministre de la mer,  
de l'équipement, de l'énergie  
et des postes et télécommunications,*  
Boris LEONTIEFF.

**ARRETE n° 6 CM du 4 janvier 1988 modifiant l'arrêté n° 1138 CM du 21 novembre 1985 relatif au fonctionnement et aux règles financières, budgétaires et comptables de l'établissement public dénommé "Port autonome de Papeete".**

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er. — Les articles 3, 4, 5, 6 et 28 de l'arrêté n° 1138 CM du 21 novembre 1985 sont rédigés à nouveau comme suit :

— *Article 3 (nouveau)* — L'établissement est administré par un conseil d'administration composé de quatorze membres, à savoir :

*1) — Administrateurs au titre des intérêts généraux*

- le ministre chargé des ports,
- le ministre chargé de l'économie,
- le ministre chargé des transports,
- le président de l'assemblée territoriale,
- le président de la commission permanente,
- le président de la commission des affaires financières et du plan,
- un membre du conseil municipal de Papeete,
- une personnalité désignée en raison de sa compétence en conseil des ministres.

*2) — Administrateurs au titre des intérêts professionnels*

- deux membres de la Chambre de commerce et d'industrie,
- un professionnel au titre des consignataires de navires,
- un professionnel au titre des acconiers,
- un professionnel au titre des armateurs locaux,
- une personnalité désignée en raison de sa compétence en conseil des ministres.

Le mandat des administrateurs expire de plein droit lorsqu'ils perdent la qualité ayant amené leur désignation.

*Assistent au conseil d'administration à titre consultatif :*

— *les chefs de services :*

- des douanes,
- de la navigation et des affaires maritimes,
- des ports et de l'équipement.

— *Article 4 (nouveau)* — Au cas où l'une des entités appelées à siéger au conseil d'administration (conseil municipal de Papeete, Chambre de commerce et d'industrie) s'abstient de fixer sa représentation, il est pourvu à celle-ci par décision du conseil des ministres à l'expiration d'un délai d'un mois après sa consultation.

Le mandat des administrateurs représentant ces entités est fixé à deux ans.

— *Article 5 (nouveau)* — Les administrateurs au titre des intérêts professionnels (consignataires de navires, acconiers, armateurs locaux), sont nommés pour deux ans en conseil des ministres au vu d'une liste de professionnels qualifiés établie pour chacun des sièges à pourvoir, par le ministre chargé des ports.

— *Article 6 (nouveau)* — Le président du conseil d'administration est de droit le ministre chargé des ports.

— *Article 28 (nouveau)* — Le président du conseil d'administration peut nommer, sur proposition du directeur, des directeurs adjoints.

Le directeur peut leur déléguer sa signature.

Art. 2. — Les dispositions de l'arrêté n° 505 CM du 6 mai 1986, modifiant l'arrêté n° 1138 CM du 21 novembre 1985, sont abrogées.

Art. 3. — Le ministre de la mer, de l'équipement, de l'énergie et des postes et télécommunications est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 4 janvier 1988.

Alexandre LEONTIEFF.

Par le Président du gouvernement du territoire :

*Le ministre de la mer,  
de l'équipement, de l'énergie  
et des postes et télécommunications,*  
Boris LEONTIEFF.

**MINISTÈRE DU PLAN  
ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE,  
DES AFFAIRES FINANCIÈRES  
ET DES RÉFORMES ADMINISTRATIVES**

**ARRETE n° 5250 MPA du 30 décembre 1987 portant délégation de signature du ministre du plan et de l'aménagement du territoire, des affaires financières et des réformes administratives à M. Yves Abguillem.**

Le ministre du plan et de l'aménagement du territoire, des affaires financières et des réformes administratives,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 794 PR du 16 décembre 1987 relatif aux attributions du ministre du plan et de l'aménagement du territoire, des affaires financières et des réformes administratives ;

Vu l'arrêté n° 789 PR du 11 décembre 1987 relatif à la composition du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 2 CM du 19 septembre 1984 autorisant les ministres à déléguer, par arrêté, leur signature et l'arrêté n° 38 CM du 3 octobre 1984 modifiant l'arrêté n° 2 CM du 19 septembre 1984 ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier ;

Vu l'arrêté n° 1134 CM du 23 septembre 1986 portant nomination de M. Yves Abguillem en qualité de chef du service des contributions directes ;

Vu l'arrêté n° 1704 PEL.2 du 12 juin 1984 nommant M. Georges Peni, inspecteur des postes et télécommunications, en qualité d'adjoint au chef du service des contributions directes à compter du 7 juillet 1984,

#### Arrête :

Article 1er.- 1°) Délégation de signature est donnée à M. Yves Abguillem, chef du service des contributions directes, à l'effet de signer les arrêtés rendant exécutoires les rôles d'impôts directs et de taxes assimilées, et de fixer les dates de mise en recouvrement des rôles.

2°) En matière de juridiction contentieuse, M. Yves Abguillem est habilité à signer :

- les décisions de rejet partiel ou total dans la limite de 200.000 francs par cote et par exercice.

- les décisions de décharge ou de réduction d'impôt direct sans limitation de sommes.

Art. 2.- M. Yves Abguillem est habilité à signer les attestations de toutes sortes et les correspondances définies aux paragraphes 1.1, 1.2, 1.3, 1.5 et 2.1 de la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984.

Art. 3.- M. Yves Abguillem est habilité à signer les actes suivants relevant de la gestion du personnel de statut territorial placé sous son autorité :

- avancement d'échelon ;
- congés de toute nature à passer dans le territoire ;
- sanctions disciplinaires (blâmes et avertissements) sauf pour les agents contractuels de première catégorie ;
- mutations à l'intérieur du service.

Art. 4.- M. Yves Abguillem, dans la limite de ses attributions est en outre autorisé à procéder aux opérations d'engagement et de liquidation des dépenses imputées sur les crédits du budget local qui lui ont été notifiés.

Art. 5.- En cas d'absence ou d'empêchement de M. Yves Abguillem, chef du service des contributions directes, les délégations consenties à ce dernier en application des articles ci-dessus sont exercées par M. Georges Peni, adjoint au chef du service des contributions directes.

Art. 6.- Le chef du service des contributions directes est chargé de l'exécution du présent arrêté qui abroge les arrêtés n°

474 MFI du 27 février 1987 et n° 2276 MFI du 10 juin 1987 et qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Papeete, le 30 décembre 1987.

*Le ministre du plan,  
et de l'aménagement du territoire,  
des affaires financières  
et des réformes administratives,  
Quito BRAUN-ORTEGA.*

#### ARRÊTÉ n° 5251 MPA du 30 décembre 1987 portant délégation de signature au chef du service des domaines et de l'enregistrement.

Le ministre du plan et de l'aménagement du territoire, des affaires financières et des réformes administratives,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté modifié n° 2 CM du 19 septembre 1984 autorisant les ministres à déléguer, par arrêté, leur signature ;

Vu l'arrêté n° 789 PR du 11 décembre 1987 relatif à la composition du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 794 PR du 16 décembre 1987 relatif aux attributions du ministre du plan et de l'aménagement du territoire, des affaires financières et des réformes administratives ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier ;

Vu l'arrêté du 15 novembre 1873 sur l'enregistrement et l'ensemble des textes constitutifs ;

Vu l'arrêté n° 646 PEL.2 du 14 février 1978 concernant M. Yvonné Allain, inspecteur des impôts, chef du service des domaines et de l'enregistrement, conservateur des hypothèques,

#### Arrête :

Article 1er.- Délégation de signature est donnée à M. Yvonné Allain, chef du service des domaines et de l'enregistrement à l'effet de signer au nom du ministre du plan et de l'aménagement du territoire, des affaires financières et des réformes administratives :

1°) Les actes courants et les correspondances définies aux paragraphes 1.1, 1.2, 1.3, 1.5 et 2.1 de la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984.

2°) Les arrêtés portant restitution de droits d'enregistrement et de tous droits et taxes indûment perçus n'excédant pas la somme de 500.000 FCP.

3°) Au titre du service des domaines, les actes et correspondances relatifs aux ventes aux enchères et aux cessions amiables.

Art. 2.- En cas d'absence ou d'empêchement de M. Yvonné Allain, les délégations mentionnées aux articles précédents sont



exercées par M. Théodore Cérans-Jérusalémy, inspecteur des impôts, ou par Mme Christine Hangen.

Art. 3.— Le chef du service des domaines et de l'enregistrement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 décembre 1987.  
Quito BRAUN-ORTEGA.

**ARRETE n° 5252 MPA du 30 décembre 1987 portant délégation de signature du ministre du plan et de l'aménagement du territoire, des affaires financières et des réformes administratives à M. Pierre Drevon, chef du service des douanes.**

Le ministre du plan et de l'aménagement du territoire, des affaires financières et des réformes administratives,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 83-99 du 16 juin 1983 ;

Vu la délibération n° 84-1013 AT du 11 octobre 1984 ;

Vu la convention du 10 janvier 1985 conclue entre l'Etat et le territoire de la Polynésie française et mettant le service des douanes à la disposition du territoire ;

Vu l'arrêté n° 319 CM du 15 avril 1985 portant application des dispositions de l'article 1er de la délibération n° 83-89 du 16 juin 1983 ;

Vu l'arrêté n° 2 CM du 19 septembre 1984 autorisant les ministres à déléguer, par arrêté, leur signature, modifié par l'arrêté n° 38 CM du 3 octobre 1984 ;

Vu l'arrêté n° 789 PR du 11 décembre 1987 relatif à la composition du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 794 PR du 16 décembre 1987 relatif aux attributions du ministre du plan et de l'aménagement du territoire, des affaires financières et des réformes administratives ;

Vu l'arrêté du 3 mai 1985 de la direction générale des douanes et droits indirects portant affectation de M. Pierre Drevon aux fonctions de chef du service des douanes de Polynésie française ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature du ministre du plan et de l'aménagement du territoire, des affaires financières et des réformes administratives, est donnée à M. Pierre Drevon, chef du service des douanes, à l'effet de :

— signer les attestations de tout sorte et les correspondances définies aux paragraphes 1.1, 1.2, 1.3, 1.5 et 2.1 de la circulaire susvisée n° 8 CM du 19 octobre 1984 ;

— autoriser le dépôt des déclarations en détail avant l'arrivée des marchandises au bureau des douanes ;

— fixer les restrictions d'entrée dans les entrepôts de stockage ;

— autoriser l'ouverture d'un entrepôt privé particulier ;

— octroyer l'admission temporaire normale aux marchandises d'une valeur CAF inférieure ou égale à 10 millions de francs CFP ;

— autoriser la régularisation des acquits d'admission temporaire par le paiement des droits de taxes ;

— établir les contraintes administratives ;

— consentir les procédures simplifiées d'exportation et d'importation ;

— approuver les transactions en matière douanière sur les contraventions et sur les délits, lorsque le montant du droit compromis ne dépasse pas 300.000 francs CFP ou s'il n'existe pas de droit compromis, lorsque la valeur des marchandises litigieuses n'excède pas 1.000.000 de francs CFP ;

— accorder, lorsque les conditions prévues sont remplies, les diverses franchises énoncées aux articles 2 à 21 de l'arrêté n° 319 CM du 15 avril 1985 et ce, conformément à l'article 25 de cet arrêté ;

— accorder, lorsque les conditions réglementaires sont remplies, l'exonération prévue à l'article 3 de l'arrêté n° 355 CM du 11 mars 1986.

Art. 2.— En cas d'absence ou d'empêchement de M. Pierre Drevon, la délégation visée à l'article 1er ci-dessus est exercée par M. Lucien-Claude Willemmin, adjoint au chef de service.

Art. 3.— Le chef du service des douanes est chargé de l'exécution du présent arrêté qui abroge l'arrêté n° 456 MFI du 26 février 1987 et qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 décembre 1987.

*Le ministre du plan  
et de l'aménagement du territoire,  
des affaires financières  
et des réformes administratives,  
Quito BRAUN-ORTEGA.*

**ARRETE n° 5253 MPA du 30 décembre 1987 portant délégation de signature du ministre du plan et de l'aménagement du territoire, des affaires financières et des réformes administratives, à M. Yves Guildo, chef du service de l'informatique.**

Le ministre du plan et de l'aménagement du territoire, des affaires financières et des réformes administratives,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2 CM du 19 septembre 1984 autorisant les ministres à déléguer, par arrêté, leur signature, modifié par l'arrêté n° 38 CM du 3 octobre 1984 ;

Vu l'arrêté n° 789 PR du 11 décembre 1987 relatif à la composition du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 794 PR du 16 décembre 1987 relatif aux attributions du ministre du plan et de l'aménagement du territoire, des affaires financières et des réformes administratives ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier ;

Vu la délibération n° 85-1059 AT du 27 juin 1985 portant création du service de l'informatique ;

Vu l'arrêté n° 662 CM du 5 juillet 1985 portant définition des attributions et organisation du service de l'informatique ;

Vu l'arrêté n° 663 CM du 5 juillet 1985 portant nomination du chef du service de l'informatique ;

Vu l'arrêté n° 932 FI du 19 août 1985 fixant la date de mise en fonctionnement effectif du service de l'informatique,

Arrête :

Article 1er. — Délégation de signature est donnée à M. Yves Guido, chef du service de l'informatique, à l'effet de signer, au nom du ministre du plan et de l'aménagement du territoire, des affaires financières et des réformes administratives :

1°) les actes courants et les correspondances définies aux paragraphes 1.1, 1.2., 1.3, 1.5 et 2.1. de la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984.

2°) les actes suivants relevant de la gestion du personnel de statut territorial placé sous son autorité :

- avancement d'échelon ;
- congés de toute nature à passer dans le territoire ;
- sanctions disciplinaires (blâmes et avertissements) sauf pour les agents contractuels de première catégorie ;
- mutations à l'intérieur du service.

Art. 2. — M. Yves Guido, dans la limite de ses attributions, est en outre autorisé à procéder aux opérations d'engagement et de liquidation des dépenses imputées sur les crédits du budget local qui lui ont été notifiés.

Art. 3. — Dans le domaine de la gestion financière des crédits alloués au service de l'informatique, M. Yves Guido reçoit délégation de signature pour les actes individuels suivants :

- remboursements des frais et états indemnitaires ;
- ordres de déplacement à l'intérieur du territoire n'excédant pas 6 jours.

Art. 4. — En cas d'absence ou d'empêchement de M. Yves Guido, les délégations mentionnées aux articles précédents sont exercées par M. Jean-Claude Lii.

Art. 5. — Le chef du service de l'informatique est chargé de l'exécution du présent arrêté qui abroge l'arrêté n° 475 MFI du

27 février 1987 et qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 décembre 1987.

*Le ministre du plan  
et de l'aménagement du territoire,  
des affaires financières  
et des réformes administratives,  
Quito BRAUN-ORTEGA.*

### MINISTRE DES AFFAIRES ECONOMIQUES, DE LA CONSOMMATION, DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE

ARRETE n° 1315 CM du 30 décembre 1987 fixant les prix de l'énergie électrique distribuée par la S.A. «Electricité de Tahiti» dans l'île de Tahiti.

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre des affaires économiques, de la consommation, du commerce et de l'industrie ;

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 789 PR du 11 décembre 1987 relatif à la composition du gouvernement du territoire ;

Vu la délibération n° 60-47 du 5 août 1960 portant approbation de la convention et du cahier des charges relatifs à la concession de distribution publique d'énergie électrique de Tahiti ;

Vu l'arrêté n° 644 CM du 22 mai 1987 habilitant le Président du gouvernement à signer au nom du territoire l'avenant n° 4 à la convention n° 60-10 du 27 septembre 1960 liant la S.A. «E.D.T.» et le territoire ;

Vu l'arrêté n° 602 CM du 15 mai 1987 fixant les tarifs de l'énergie électrique distribuée par la S.A. «Electricité de Tahiti» dans l'île de Tahiti ;

Vu l'arrêté n° 990 CM du 16 septembre 1987 fixant le tarif de l'énergie électrique distribuée par la S.A. «Electricité de Tahiti» dans l'île de Tahiti ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 29 décembre 1987,

Arrête :

Article 1er. — Les prix de l'énergie électrique distribuée par la S.A. «Electricité de Tahiti» dans le cadre de sa concession de Tahiti sont fixés comme suit à compter de la facturation de janvier 1988 :

| A - Basse tension            |  | en F.CFP par kWh |
|------------------------------|--|------------------|
| — Usage domestique :         |  |                  |
| 1ère tranche (0 à 100 kWh)   |  | 18,15            |
| 2e tranche (101 à 200 kWh)   |  | 30,29            |
| 3e tranche (plus de 200 kWh) |  | 32,57            |
| — Eclairage public           |  | 27,31            |
| — Autres usages              |  | 30,33            |
| B - Moyenne tension          |  |                  |
| — Tarif jour                 |  | 23,29            |
| — Tarif nuit                 |  | 14,03            |
| — Comptage uniforme          |  | 21,90            |

Art. 2. — Toute disposition contraire à celle du présent arrêté est suspendue.

Art. 3. — Le ministre des affaires économiques, de la consommation, du commerce et de l'industrie et le ministre de la mer,

de l'équipement, de l'énergie et des postes et télécommunications sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera applicable à compter du 1er janvier 1988 et qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 décembre 1987.

Alexandre LEONTIEFF.

Par le Président du gouvernement du territoire :

*Le ministre des affaires économiques,  
de la consommation, du commerce  
et de l'industrie,*

Patrick REVAULT.

*Le ministre de la mer, de l'équipement,  
de l'énergie et des postes et  
télécommunications,*

Boris LEONTIEFF.

**ARRETE n° 1316 CM du 30 décembre 1987 fixant la valeur CAF barème représentative de la valeur en douane de certains produits pétroliers dans le territoire.**

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre des affaires économiques, de la consommation, du commerce et de l'industrie ;

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 789 PR du 11 décembre 1987 relatif à la composition du gouvernement du territoire ;

Vu la délibération n° 80-36 du 13 mars 1980 relative à la détermination de la valeur en douane des produits pétroliers importés ;

Vu la décision n° 593 STEM/AE du 29 avril 1983 fixant le cadre général des prix de vente de certains hydrocarbures importés dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu la décision n° 595 STEM du 29 avril 1983 fixant les caractéristiques des produits pétroliers ;

Vu la décision n° 1767 STEM/AE du 16 décembre 1983 fixant le cadre général du prix de vente du fioul lourd dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu la décision n° 1719 STEM/AE du 31 août 1984 portant modification de la décision n° 593 STEM/AE du 29 avril 1983 fixant le cadre général des prix de vente de certains hydrocarbures ;

Vu l'arrêté n° 942 CM du 27 août 1987 fixant la valeur CAF barème représentative de la valeur en douane de certains produits pétroliers dans le territoire de la Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 29 décembre 1987,

Arrête :

Article 1er. — A compter du 1er janvier 1988, la valeur CAF barème représentative de la valeur en douane des produits pétroliers est fixée comme suit :

|                |                      |
|----------------|----------------------|
| — Essence auto | : 18,542 F.CFP/litre |
| — Pétrole      | : 18,206 F.CFP/litre |
| — Gazole       | : 17,315 F.CFP/litre |

|                       |                      |
|-----------------------|----------------------|
| — Diesel marine léger | : 18,482 F.CFP/litre |
| — Fuel                | : 15,269 F.CFP/litre |

Art. 2. — L'arrêté n° 942 CM du 27 août 1987 est abrogé.

Art. 3. — Le ministre des affaires économiques, de la consommation, du commerce et de l'industrie, le ministre de la mer, de l'équipement, de l'énergie et des postes et télécommunications et le ministre du plan et de l'aménagement du territoire, des affaires financières et des réformes administratives sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié selon la procédure d'urgence au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 décembre 1987.

Alexandre LEONTIEFF.

Par le Président du gouvernement du territoire :

*Le ministre des affaires économiques,  
de la consommation, du commerce  
et de l'industrie,*

Patrick REVAULT.

*Le ministre de la mer, de l'équipement,  
de l'énergie et des postes et  
télécommunications,*

Boris LEONTIEFF.

*Le ministre du plan et de l'aménagement  
du territoire, des affaires financières  
et des réformes administratives,*

Enrique BRAUN-ORTEGA.

**ARRETE n° 1317 CM du 30 décembre 1987 fixant le prix maximal de gros de certains hydrocarbures dans le territoire.**

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre des affaires économiques, de la consommation, du commerce et de l'industrie ;

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 789 PR du 11 décembre 1987 relatif à la composition du gouvernement du territoire ;

Vu la délibération n° 80-39 du 13 mars 1980 instituant des aides relatives à la péréquation des hydrocarbures ;

Vu la délibération n° 85-1015 du 7 février 1985 portant création d'un fonds de péréquation des prix des hydrocarbures ;

Vu la décision n° 593 STEM/AE du 29 avril 1983 fixant le cadre général des prix de vente de certains hydrocarbures importés dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu la décision n° 595 STEM du 29 avril 1983 fixant les caractéristiques des produits pétroliers ;

Vu la décision n° 1767 AE/STEM du 16 décembre 1983 fixant le cadre général du prix de vente du fioul lourd dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu la décision n° 1719 STEM/AE du 31 août 1984 portant modification de la décision n° 593 STEM/AE du 29 avril 1983 fixant le cadre général des prix de vente de certains hydrocarbures ;

Vu la décision n° 766 AE du 13 octobre 1978 relative au contrôle et à la répression des infractions en matière de réglementation des prix dans le territoire ;

Vu l'arrêté n° 302 CM du 14 décembre 1984 relatif au soutien des prix de certains hydrocarbures consommés dans les îles du territoire autres que Tahiti ;

Vu l'arrêté n° 943 CM du 27 août 1987 fixant les rémunérations des prestations locales des sociétés pétrolières applicables aux produits pétroliers ;

Vu l'arrêté n° 944 CM du 27 août 1987 fixant le prix maximal de gros de certains hydrocarbures dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1316 CM du 30 décembre 1987 fixant la valeur CAF barème représentative de la valeur en douane de certains produits pétroliers dans le territoire ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 29 décembre 1987,

Arrête :

Article 1er.— A compter du 1er janvier 1988, le prix maximal de facturation des entreprises importatrices distributrices (prix de gros à revendeurs) des hydrocarbures suivants est fixé comme suit :

|                       |                      |
|-----------------------|----------------------|
| — Essence auto        | : 83,840 F.CFP/litre |
| — Pétrole             | : 44,070 F.CFP/litre |
| — Gazole              | : 44,070 F.CFP/litre |
| — Diesel marine léger | : 56,691 F.CFP/litre |
| — Fuel                | : 30,826 F.CFP/litre |

Art. 2.— Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont poursuivies, réprimées et sanctionnées conformément aux dispositions de la décision n° 766 AE du 13 octobre 1978.

Art. 3.— L'arrêté n° 944 CM du 27 août 1987 est abrogé.

Art. 4.— Le ministre des affaires économiques, de la consommation, du commerce et de l'industrie et le ministre de la mer, de l'équipement, de l'énergie et des postes et télécommunications sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié selon la procédure d'urgence au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 décembre 1987.

Alexandre LEONTIEFF.

Par le Président du gouvernement du territoire :

*Le ministre des affaires économiques,  
de la consommation, du commerce  
et de l'industrie,*

Patrick REVAULT.

*Le ministre de la mer, de l'équipement,  
de l'énergie et des postes et  
télécommunications,*

Boris LEONTIEFF.

**ARRETE n° 1318 CM du 30 décembre 1987 fixant la marge maximale de détail applicable à certains hydrocarbures dans le territoire.**

Sur le rapport du ministre des affaires économiques, de la consommation, du commerce et de l'industrie ;

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 789 PR du 11 décembre 1987 relatif à la composition du gouvernement du territoire ;

Vu la décision n° 593 STEM/AE du 29 avril 1983 fixant le cadre général des prix de vente de certains hydrocarbures importés dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu la décision n° 595 STEM du 29 avril 1983 fixant les caractéristiques des produits pétroliers ;

Vu la décision n° 1719 STEM/AE du 31 août 1984 portant modification de la décision n° 593 STEM/AE du 29 avril 1983 fixant le cadre général des prix de vente de certains hydrocarbures ;

Vu la décision n° 766 AE du 13 octobre 1978 relative au contrôle et à la répression des infractions en matière de réglementation des prix dans le territoire ;

Vu l'arrêté n° 1027 CM du 27 août 1986 fixant les rémunérations des prestations locales des sociétés pétrolières et la marge de détail applicables aux produits pétroliers ;

Vu l'arrêté n° 1593 CM du 24 décembre 1986 modifiant certaines dispositions de l'arrêté n° 1027 CM du 27 août 1986 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 29 décembre 1987,

Arrête :

Article 1er.— Dans l'île de Tahiti, la marge de détail respectivement applicable à l'essence, au pétrole et au gazole ne peut être supérieure aux montants suivants :

|                |                    |
|----------------|--------------------|
| — Essence auto | : 6,16 F.CFP/litre |
| — Pétrole      | : 4,93 F.CFP/litre |
| — Gazole       | : 4,93 F.CFP/litre |

Art. 2.— Dans les îles du territoire autres que Tahiti, la marge de détail respectivement applicable à l'essence, au pétrole et au gazole ne peut être supérieure aux montants suivants :

|                |                    |
|----------------|--------------------|
| — Essence auto | : 8,26 F.CFP/litre |
| — Pétrole      | : 6,63 F.CFP/litre |
| — Gazole       | : 6,63 F.CFP/litre |

Art. 3.— Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont poursuivies, réprimées et sanctionnées conformément aux dispositions de la décision n° 766 AE du 13 octobre 1978.

Art. 4.— Sur l'ensemble du territoire, le prix maximum de vente au détail du litre de mélange pour moteur deux temps s'établit par application d'un montant de 15 F.CFP au prix de détail réglementé du litre d'essence.

Art. 5.— Les arrêtés n° 1027 CM du 27 août 1986 et n° 1593 CM du 24 décembre 1986 sont abrogés.

Art. 6.— Le ministre des affaires économiques, de la consommation, du commerce et de l'industrie et le ministre de la mer, de l'équipement, de l'énergie et des postes et télécommunications sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié selon

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

la procédure d'urgence et au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 décembre 1987.

Alexandre LEONTIEFF.

Par le Président du gouvernement du territoire :

*Le ministre des affaires économiques,  
de la consommation, du commerce  
et de l'industrie,*

Patrick REVAULT.

*Le ministre de la mer, de l'équipement,  
de l'énergie et des postes et  
télécommunications,*

Boris LEONTIEFF.

# **ARRETE n° 1319 CM du 30 décembre 1987 fixant le prix maximal de vente au détail de certains hydrocarbures dans le territoire.**

Le Président du gouvernement de la Polynésie française.

Sur le rapport du ministre des affaires économiques, de la consommation, du commerce et de l'industrie :

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 789 PR du 11 décembre 1987 relatif à la composition du gouvernement du territoire ;

Vu la délibération n° 80-39 du 13 mars 1980 instituant des aides relatives à la péréquation des hydrocarbures ;

Vu la délibération n° 85-1015 du 7 février 1985 portant création d'un fonds de péréquation des prix des hydrocarbures ;

Vu la décision n° 593 STEM/AE du 29 avril 1983 fixant le cadre général des prix de vente de certains hydrocarbures importés dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu la décision n° 595 STEM du 29 avril 1983 fixant les caractéristiques des produits pétroliers ;

Vu la décision n° 1719 STEM/AE du 31 août 1984 portant modification de la décision n° 593 STEM/AE du 29 avril 1983 fixant le cadre général des prix de vente de certains hydrocarbures ;

Vu l'arrêté n° 302 CM du 14 décembre 1984 relatif au soutien des prix de certains hydrocarbures consommés dans les îles du territoire autres que Tahiti ;

Vu la décision n° 766 AE du 13 octobre 1978 relative au contrôle et à la répression des infractions en matière de réglementation des prix dans le territoire ;

Vu l'arrêté n° 945 CM du 27 août 1987 fixant les prix maximaux de vente au détail de certains hydrocarbures dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1317 CM du 30 décembre 1987 fixant le prix maximal de gros de certains hydrocarbures dans le territoire ;

Vu l'arrêté n° 1318 CM du 30 décembre 1987 fixant les marges de détail applicables à certains hydrocarbures dans le territoire ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 29 décembre 1987,

Arrête :

Article 1er.— A compter du 1er janvier 1988, sur l'ensemble du territoire, les prix maximaux de vente au détail de l'essence, du pétrole et du gazole sont fixés comme suit :

|                |                   |
|----------------|-------------------|
| — Essence auto | : 90 F. CFP/litre |
| — Pétrole      | : 49 F. CFP/litre |
| — Gazole       | : 49 F. CFP/litre |

Art. 2.— Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont poursuivies, réprimées et sanctionnées conformément aux dispositions de la décision n° 766 AE du 13 octobre 1978.

Art. 3.— L'arrêté n° 945 CM du 27 août 1987 est abrogé.

Art. 4.— Le ministre des affaires économiques, de la consommation, du commerce et de l'industrie et le ministre de la mer, de l'équipement, de l'énergie et des postes et télécommunications sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié selon la procédure d'urgence au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 décembre 1987.

Alexandre LEONTIEFF.

Par le Président du gouvernement du territoire :

*Le ministre des affaires économiques,  
de la consommation, du commerce  
et de l'industrie,*

Patrick REVAULT.

*Le ministre de la mer, de l'équipement,  
de l'énergie et des postes et  
télécommunications,*

Boris LEONTIEFF.

# **ARRETE n° 1320 CM du 30 décembre 1987 portant modification de la taxe de consommation et fixant le montant de la taxe pour l'emploi applicables à certains produits pétroliers dans le territoire.**

Le Président du gouvernement de la Polynésie française.

Sur le rapport du ministre des affaires économiques, de la consommation, du commerce et de l'industrie :

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 789 PR du 11 décembre 1987 relatif à la composition du gouvernement du territoire ;

Vu la délibération n° 87-130 AT du 27 décembre 1987 portant modification de la fiscalité douanière applicable à certains produits pétroliers ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 29 décembre 1987,

Arrête :

Article 1er.— A compter du 1er janvier 1988, le montant de la taxe de consommation et le montant de la taxe pour l'emploi applicables à certains produits pétroliers sont fixés comme suit en F. CFP par litre :

|   |    |
|---|----|
| — Supercarburants et autres essences relevant des modifications douanières 27.10.30 et 27.10.35 |    |
| - Taxe de consommation  | 43 |
| - Taxe pour l'emploi  | 4  |

|  |     |
|--|-----|
| — Pétroles lampants relevant des codifications douanières 27.10.20 et 27.10.25 |     |
| - Taxe de consommation   | 9,6 |
| - Taxe pour l'emploi   | 0   |
| — Diesel marine léger relevant de la codification douanière 27.10.40           |     |
| - Taxe de consommation   | 21  |
| - Taxe pour l'emploi   | 0   |
| — Autres gazoles relevant de la codification douanière 27.10.42                |     |
| - Taxe de consommation   | 9,6 |
| - Taxe pour l'emploi   | 1   |
| — Fuel relevant de la codification douanière 27.10.45                          |     |
| - Taxe de consommation   | 2   |
| - Taxe pour l'emploi   | 0   |

Art. 2.— Le ministre des affaires économiques, de la consommation, du commerce et de l'industrie, le ministre de la mer, de l'équipement, de l'énergie et des postes et télécommunications et le ministre du plan et de l'aménagement du territoire, des affaires financières et des réformes administratives sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié selon la procédure d'urgence au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 30 décembre 1987.

Alexandre LEONTIEFF.

Par le Président du gouvernement du territoire :

*Le ministre des affaires économiques,  
de la consommation, du commerce  
et de l'industrie,*

Patrick REVAULT.

*Le ministre de la mer, de l'équipement,  
de l'énergie et des postes et  
télécommunications,*

Boris LEONTIEFF.

*Le ministre du plan et de l'aménagement  
du territoire, des affaires financières  
et des réformes administratives,*

Enrique BRAUN-ORTEGA.

Par arrêté n° 1322 CM du 30 décembre 1987.— Est constaté au niveau de 183,6 l'indice des prix de détail à la consommation familiale pour le mois de novembre 1987 (base 100 en décembre 1980).

Par arrêté n° 7 CM du 5 janvier 1988.— M. Nick Toomaru, économiste contractuel de 1ère catégorie, est nommé chef du service des affaires économiques, du commerce extérieur et du plan par intérim, à compter du mardi 22 septembre 1987 et durant toute l'absence du titulaire.

### MINISTÈRE DES AFFAIRES FONCIÈRES ET ADMINISTRATIVES

ARRETE n° 5255 MFA du 30 décembre 1987 portant délégation de signature aux administrateurs des circonscriptions territoriales, en matière de travaux immobiliers.

Le ministre des affaires foncières et administratives,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 789 PR du 11 décembre 1987 relatif à la composition du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 799 PR du 16 décembre 1987 relatif aux attributions du ministre des affaires foncières et administratives ;

Vu le code de l'aménagement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 3231 SG du 19 septembre 1980 modifié, transformant le service de l'urbanisme et de l'habitat en service de l'aménagement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 2 CM du 19 septembre 1984, modifié par l'arrêté n° 38 CM du 3 octobre 1984, autorisant les ministres à déléguer leur signature ;

Vu la délibération n° 85-1037 AT du 23 mai 1985 portant création du service de l'administration des archipels en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 380 PR du 30 avril 1986 portant nomination et affectation de M. Patrick Bordet en qualité d'administrateur de la circonscription territoriale des Tuamotu-Gambier ;

Vu l'arrêté n° 763 PR du 12 août 1985 nommant Monsieur Louis Tixier chef de la circonscription administrative des îles Marquises ;

Vu l'arrêté n° 740 CM du 6 juillet 1987 portant nomination de M. Judex Taputuarai, en qualité d'administrateur de la circonscription territoriale des îles Sous-le-Vent,

Arrête :

Article 1er.— Sont habilités à signer au nom du ministre des affaires foncières et administratives, tous actes dans le cadre de la réglementation des travaux immobiliers et notamment les accords préalables, permis de construire et certificats de conformité, à l'exclusion des actes liés aux établissements recevant du public et des décisions liées aux opérations de lotissements, dans la limite de leur circonscription territoriale respective :

— M. Patrick Bordet, administrateur de la circonscription territoriale des îles Tuamotu-Gambier ;

— M. Louis Tixier, administrateur de la circonscription territoriale des îles Marquises ;

— M. Judex Taputuarai, administrateur de la circonscription territoriale des îles Sous-le-Vent.

Art. 2.— En cas d'absence ou d'empêchement de l'administrateur la même délégation est donnée à :

— M. François Dupuy, ingénieur contractuel de 1ère catégorie, chef de service de l'aménagement du territoire, pour la circonscription territoriale des îles Tuamotu-Gambier.

Art. 3.— Les administrateurs des circonscriptions territoriales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui leur sera notifié et publié au *Journal*

officiel de la Polynésie française et qui abroge l'arrêté n° 617 MEA du 12 mars 1987.

Fait à Papeete, le 30 décembre 1987.

*Le ministre des affaires foncières  
et administratives,*

Raymond VAN BASTOLAER.

**ARRETE n° 6 MFA du 6 janvier 1988 portant délégation de signature du ministre des affaires foncières et administratives à M. Louis Laborde, conseiller technique.**

Le ministre des affaires foncières et administratives,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 789 PR du 11 décembre 1987 relatif à la composition du gouvernement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 789 PR du 16 février 1987 relatif aux attributions du ministre des affaires foncières et administratives ;

Vu l'arrêté n° 2 CM du 19 septembre 1984 autorisant les ministres à déléguer, par arrêté, leur signature, modifié par l'arrêté n° 38 CM du 3 octobre 1984 ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier ;

Vu l'arrêté n° 1287 CM du 21 décembre 1987 portant nomination au cabinet du ministre des affaires foncières et administratives,

Arrête :

Article 1er.— Délégation de signature est donnée à M. Louis Laborde, conseiller technique, à l'effet de signer au nom du ministre des affaires foncières et administratives, dans la limite de ses attributions :

— Les actes et correspondances relatifs à la gestion des services relevant du secteur des affaires foncières, définis aux paragraphes 1.1, 1.2, 1.3, 1.5 et 2.1 de la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984.

Art. 2.— Le conseiller technique du ministre des affaires foncières et administratives est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 6 janvier 1988.

*Le ministre des affaires foncières  
et administratives,*

Raymond VAN BASTOLAER.

**ARRETE n° 15 CM du 6 janvier 1988 portant nomination de M. Michel Stanislas Villar en qualité de directeur de cabinet au ministère des affaires foncières et administratives.**

Le Président du gouvernement de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre des affaires foncières et administratives ;

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 789 PR du 11 décembre 1987 relatif à la composition du gouvernement du territoire ;

Vu la délibération n° 85-100 AT du 10 janvier 1985 portant création des services dénommés "cabinets auprès du Président et des membres du gouvernement" ;

Vu l'arrêté n° 131 CM du 19 février 1985 relatif au régime général des personnels des services dénommés "cabinets ministériels" y compris le régime des rémunérations et le régime indemnitaire ;

Vu l'arrêté n° 272 CM du 13 mars 1987 relatif à la composition des cabinets ministériels ;

Vu l'arrêté n° 799 PR du 16 décembre 1987 relatif aux attributions du ministre des affaires foncières et administratives ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 29 décembre 1987,

Arrête :

Article 1er.— M. Michel Stanislas Villar est nommé au cabinet du ministre des affaires foncières et administratives en qualité de directeur de cabinet, à compter du 11 décembre 1987.

Art. 2.— Le ministre des affaires foncières et administratives est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 6 janvier 1988.

Alexandre LEONTIEFF.

Par le Président du gouvernement du territoire :

*Le ministre des affaires foncières  
et administratives,*

• Raymond VAN BASTOLAER.

## ACTES MUNICIPAUX

### COMMUNE DE PIRAE

**DELIBERATION MUNICIPALE n° 69-187 du 10 décembre 1987 portant modification de la redevance sur l'enlèvement des ordures ménagères.**

Le conseil municipal de la ville de Pirae (île de Tahiti),

Vu l'arrêté n° 173 AA du 30 janvier 1965 instituant la ville de Pirae ;

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française, promulguée par l'arrêté n° 31 AA du 6 janvier 1972 ;

Vu la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 modifiant le régime communal dans le territoire de la Polynésie française, promulguée par l'arrêté n° 368 AA du 25 janvier 1978 ;

Vu le décret n° 80-918 du 13 novembre 1980 portant notamment application de la loi n° 77-1460 susvisée ;

Vu la délibération n° 35-65 du 28 décembre 1965 créant la taxe d'enlèvement des ordures ménagères ;

Vu la délibération n° 64-79 du 4 décembre 1965 créant la taxe d'enlèvement des ordures ménagères ;

Vu la délibération n° 113-83 du 28 novembre 1983 portant modification de la redevance sur l'enlèvement des ordures ménagères ;

Dans sa séance du 10 décembre 1987,

Adopte :

Article 1er. — Pour compter du 1er janvier 1988, la redevance sur l'enlèvement des ordures ménagères est modifiée comme suit :

A - Pour les immeubles à usage d'habitation, le montant de la redevance ordinaire *sept cent cinquante francs* (750) par mois est porté à *mille cent vingt cinq francs* (1.125) par mois.

B - Pour les immeubles industriels et commerciaux, le montant de la redevance ordinaire de *quatre mille deux cent vingt cinq francs* (4.225) par mois est porté à *six mille trois cent trente cinq francs* (6.335) par mois.

C - Pour les restaurants, bars et cafés de tous genres, le montant de la redevance ordinaire de *huit mille quatre cent quarante francs* (8.440) par mois est porté à *douze mille six cent soixante francs* (12.660) par mois.

D - Pour les hôtels et gais, le montant de la redevance ordinaire applicable par trois (3) chambres ou fraction de trois (3) chambres, est porté de *mille cinquante francs* (1.050) par mois à *mille cinq cent soixante quinze francs* (1.575) par mois.

E - Pour les hôtels comprenant un restaurant la redevance mensuelle est celle prévue dans les sections C et D du présent article.

F - Pour les immeubles divisés en appartements ou chambres, le montant de la redevance ordinaire applicable par appartement et par trois (3) chambres ou fraction de trois (3) chambres est porté de *sept cent cinquante francs* (750) par mois à *mille cent vingt cinq francs* (1.125) par mois.

Art. 2. — La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Fait à Pirae, le 10 décembre 1987.

Pour le maire empêché,  
Le premier adjoint,  
J-M. FREBAULT.

Subdivision des îles du Vent.  
Rendu exécutoire le 28 décembre 1987.  
Le haut-commissaire, par délégation :  
Le chef de subdivision, p.o. l'adjoint,  
Renato FERRANI.

## AVIS OFFICIELS

### SERVICE DES DOUANES

#### COURS DES CHANGES

pour l'application des droits et taxes de douane  
(Arrêté n° 2224 D du 9 septembre 1961)

(Période du 14 janvier 1988 au 27 janvier 1988 inclus)

| PAYS                        | DEVICES           | Cours en francs Pacifique |
|-----------------------------|-------------------|---------------------------|
| Belgique. ....              | 1 franc belge     | 2,93                      |
| Suisse. ....                | 1 franc suisse    | 75,16                     |
| Italie. ....                | 100 liras         | 8,34                      |
| E.U.A. ....                 | 1 dollar U.S.A.   | 100,48                    |
| Australie. ....             | 1 dollar          | 71,55                     |
| Nouvelle-Zélande. ....      | 1 dollar          | 66,41                     |
| Canada. ....                | 1 dollar canadien | 77,98                     |
| Hong Kong. ....             | 1 dollar          | 12,96                     |
| Singapour. ....             | 1 dollar          | 49,62                     |
| Fidji. ....                 | 1 dollar          | 68,65                     |
| Allemagne Occidentale. .... | 1 deutsch mark    | 61,38                     |
| Pays-Bas. ....              | 1 florin          | 54,62                     |
| Suède. ....                 | 1 couronne suéd.  | 16,93                     |
| Norvège. ....               | 1 couronne norv.  | 15,92                     |
| Danemark. ....              | 1 couronne dan.   | 15,99                     |
| Autriche. ....              | 1 schilling       | 8,72                      |
| Espagne. ....               | 1 peseta          | 0,90                      |
| Portugal. ....              | 1 escudo          | 0,74                      |
| Japon. ....                 | 100 yens          | 78,32                     |
| Grande-Bretagne. ....       | 1 livre sterling  | 182,98                    |

### INSPECTION DU TRAVAIL ET DES LOIS SOCIALES

#### A V I S

En application des dispositions des articles 76 et 79 du code du travail d'outre-mer et de l'article 15 de la loi du 17 juillet 1986 relative aux principes généraux du droit du travail, il est envisagé de rendre obligatoires pour tous les employeurs et tous les travailleurs du secteur des banques et sociétés financières de la Polynésie française, les dispositions de la convention collective du travail et de l'annexe afférente signées le 20 octobre 1986 entre :



*d'une part :*

- l'Association française des banques — Comité de Polynésie française,
- le Syndicat professionnel des sociétés financières de Polynésie française,
- le Crédit calédonien et tahitien, Crédit foncier et immobilier de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie,

*et d'autre part :*

- la Fédération des syndicats de Polynésie française,
- le Syndicat des employés de la banque Indosuez,
- le Syndicat des employés de la banque de Polynésie,
- le Syndicat des employés de la banque de Tahiti,
- le Syndicat des gradés et cadres de la banque de Tahiti,

et déposées au secrétariat du tribunal du travail de Papeete, le 22 octobre 1986 sous le numéro 762-25.

Conformément aux prescriptions légales, la teneur des dispositions de cette convention et de son annexe dont l'extension est envisagée, est publiée dans les colonnes du présent numéro du *Journal officiel* de la Polynésie française.

Les organisations professionnelles et toutes les personnes intéressées sont priées de faire connaître leurs observations éventuelles sur l'opportunité de l'extension des dispositions en question dans le délai d'un mois à compter de la publication du présent avis au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Les communications devront être adressées à l'Inspection du travail et des lois sociales — B.P. n° 308 — Papeete.

# CONVENTION COLLECTIVE DU TRAVAIL DU PERSONNEL DES BANQUES ET DES SOCIÉTÉS FINANCIÈRES DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

**ENTRE :**

- l'Association française des banques — Comité de Polynésie française,
- le Syndicat professionnel des sociétés financières de Polynésie française,

*d'une part,*

**ET :**

- la Fédération des syndicats de Polynésie française (F.S.P.F.),
- le Syndicat des employés de la banque Indosuez,
- le Syndicat des employés de la banque de Polynésie,
- le Syndicat des employés de la banque de Tahiti,
- le Syndicat autonome des gradés et cadres de la banque de Polynésie,
- le Syndicat des gradés et cadres de la banque Indosuez,
- le Syndicat des gradés et cadres de la banque de Tahiti,

*d'autre part,*

**Preamble**

Afin d'établir pour le personnel des banques et des sociétés financières un statut garantissant l'indépendance et la dignité de chacun et en vue d'assurer l'harmonie nécessaire à la bonne marche des services, à la défense des intérêts communs de la profession et au rendement de son activité pour l'économie du territoire, la présente convention a été adoptée.

**TITRE PREMIER****DISPOSITIONS GÉNÉRALES****Article premier. — Objet et champ d'application**

La présente convention règle les rapports entre les entreprises adhérentes au Comité de Polynésie française de l'Association française des banques et des sociétés financières et leur personnel travaillant de façon permanente dans le territoire.

**Art. 2. — Durée**

Conclue pour une durée indéterminée, la présente convention prendra effet le premier jour du mois suivant son dépôt au secrétariat du tribunal du travail de Papeete.

**Art. 3. — Révision**

Au plus tôt un an après sa prise d'effet, la présente convention et ses annexes pourront être révisées ou modifiées à l'initiative de l'une ou de l'autre des parties contractantes moyennant un préavis de trois mois signifié, par lettre recommandée, par la partie qui en prend l'initiative, à toutes les autres.

La lettre de préavis, dont copie sera adressée à l'inspecteur du travail et des lois sociales, devra indiquer les dispositions mises en cause et être accompagnée de propositions afin que les pourparlers puissent commencer sans retard.

Les demandes de révision de salaires peuvent être faites à tout moment et échappent à la disposition relative à la non révision de la convention et de ses annexes avant un an.

**Art. 4. — Règlement des conflits collectifs**

Les procédures de règlement des conflits collectifs de travail sont organisées de la façon suivante :

**1. Conflit concernant une seule entreprise**

Dans un délai de trois jours francs suivant la notification du différend à l'inspecteur du travail, une commission de conciliation devra être réunie à son initiative.

A l'issue de cette réunion, un second délai de douze (12) jours ouvrables lui sera réservé. Pendant cette période, aucune grève, ni lock out ne pourra être amorcé, mais en cas de refus d'une des parties de participer à ces négociations, le droit de grève ou de lock out est ouvert à l'autre partie.

A l'expiration de cette seconde phase, et si aucune solution n'est adoptée, ni aucun calendrier de négociation n'est mis en œuvre, le droit de grève ou de lock out se trouve ouvert.

**2. Conflit concernant un secteur d'activité**

Dans un délai de trois (3) jours francs suivant la notification du différend à l'inspecteur du travail, une commission de conciliation devra être réunie à son initiative.

A l'issue de cette réunion de la commission, un délai de trois (3) semaines sera réservé à la conciliation.

Pendant cette période, aucune grève ni lock out ne pourra être amorcé, mais en cas de refus d'une des parties de participer à ces négociations, le droit de grève ou de lock out est ouvert à l'autre partie.

A l'expiration de cette seconde phase, et si aucune solution n'est adoptée, ni aucun calendrier de négociation n'est mis en œuvre, le droit de grève ou de lock out se trouve ouvert.

### 3. Formes

A l'issue des délais ci-dessus, le droit de grève se trouve ouvert.

Les salariés qui souhaitent exercer leur droit de grève peuvent l'exercer librement dans les conditions légales et réglementaires. Chaque salarié doit être en mesure d'exercer son choix individuellement sans subir de pression ni de la direction, ni des grévistes.

Les salariés grévistes sont ceux qui ne se présentent pas à leur travail. Ils sont alors considérés en absence excusée sans salaire. L'absence en cas de grève ne peut être l'occasion d'aucune sanction disciplinaire.

Par contre, des sanctions adaptées peuvent être prises en cas d'agissement tendant à entraver le libre choix des salariés et la liberté du travail, et à affecter l'outil de travail, la sécurité, l'ordre dans l'entreprise et généralement dans le cas de non respect des lois, règlements, convention collective, règlement intérieur (à l'exception des dispositions sur l'absentéisme).

#### Art. 5. — Dénonciation

Lorsque les pourparlers engagés pour une révision ou une modification en tout ou partie n'aboutissent pas à un accord après épuisement des procédures légales, les parties contractantes ont la faculté de dénoncer la présente convention sous réserve d'un préavis d'un mois, étant entendu que la convention dénoncée restera en vigueur jusqu'à la conclusion de la nouvelle convention.

Cette dénonciation doit être signifiée par lettre recommandée adressée à chacune des parties signataires, par la partie qui renonce à la convention. Copie de cette lettre sera adressée à l'inspecteur du travail et des lois sociales.

La lettre de préavis devra indiquer le motif précis de la dénonciation et être accompagnée d'un projet de nouvelle convention.

Les pourparlers devront s'ouvrir dans un délai d'un mois après réception de l'avis.

#### Art. 6. — Avantages acquis

La présente convention ne peut entraîner la réduction des avantages de toute nature, individuels ou collectifs, acquis antérieurement à son entrée en vigueur dans chacun des établissements.

Les dispositions de la présente convention ne font pas obstacle aux accords d'établissements non restrictifs existant ou pouvant être conclus postérieurement à sa signature.

## TITRE II

### DROIT SYNDICAL ET REPRÉSENTATION DU PERSONNEL

#### Art. 7. — Droit syndical et liberté d'opinion

Les parties contractantes reconnaissent la liberté d'opinion ainsi que le droit d'adhérer librement et d'appartenir à un syndicat professionnel constitué.

Les employeurs, pour arrêter leurs décisions en ce qui concerne l'embauchage, la conduite ou la répartition du travail, les mesures de discipline, de congédiement ou d'avancement, s'engagent :

- \* à ne pas prendre en considération le fait d'appartenir ou non à un syndicat, d'exercer ou non des fonctions syndicales.

- \* à ne faire aucune pression sur les travailleurs en faveur de tel ou tel syndicat.

- \* à ne pas tenir compte des opinions politiques ou philosophiques, des croyances religieuses ou de l'origine raciale des travailleurs.

Les travailleurs prennent les mêmes engagements vis-à-vis des autres travailleurs et des employeurs.

Les parties contractantes s'engagent à veiller à la stricte observance des engagements définis ci-dessus et à s'employer auprès de leurs adhérents à en assurer le respect intégral.

Les contestations qui naîtraient des dispositions ci-dessus seront soumises à l'inspecteur du travail et des lois sociales pour conciliation. Cette intervention ne fait pas obstacle au droit pour les parties d'obtenir judiciairement réparation du préjudice causé.

#### Art. 8. — Education ouvrière et formation syndicale

Les parties au présent accord s'engagent à mettre en œuvre l'exercice des dispositions concernant l'éducation ouvrière et la formation syndicale de façon à permettre aux salariés désireux de participer à des stages ou sessions exclusivement consacrés à l'éducation ouvrière ou à la formation syndicale, organisés soit par des centres rattachés à des organisations syndicales de salariés reconnues représentatives sur le plan territorial, soit par des instituts agréés de bénéficier, sur leur demande, d'un congé non rémunéré.

Les modalités d'application du présent article feront l'objet d'un accord d'établissement.

#### Art. 9. — Absences pour raisons syndicales

Les absences particulières payées seront accordées dans la stricte limite de la durée des travaux aux travailleurs appelés à participer aux travaux de commissions paritaires et d'organismes consultatifs paritaires réglementaires ou devant siéger comme assesseurs au tribunal du travail. Les travailleurs désignés devront communiquer à l'employeur et, dès sa réception, la convocation les désignant.

Les délégués du personnel pourront, en cas de circonstances exceptionnelles, dépasser le crédit d'heures de délégation qui leur est accordé mensuellement en cumulant ce crédit avec les heures de délégation non utilisées dans le mois précédent, sans que ce cumul ne puisse, en aucun cas, dépasser 20 (vingt) heures par mois.

Si l'exercice de leur mission les appelle à l'extérieur de l'établissement (par exemple à l'inspection du travail et des lois sociales), ils doivent en aviser l'employeur deux jours à l'avance. Sauf circonstances exceptionnelles supprimant l'obligation du préavis de deux jours, ils peuvent s'absenter après en avoir informé la direction de l'établissement ou son représentant. L'employeur se réserve le droit d'exercer un contrôle *a posteriori* sur ces déplacements à l'extérieur de l'établissement.

La participation aux congrès et assemblées statutaires sera réservée exclusivement aux dirigeants des organisations syndicales représentatives au niveau du territoire. Les durées et fréquences seraient fixées préalablement.

L'exercice d'un droit syndical électif sera réservé exclusivement aux délégués du personnel syndicaux.

#### Art. 10. — Délégués du personnel

Les élections des délégués du personnel ainsi que l'exercice de leurs fonctions seront conformes à la loi et aux règlements.

Les élections ont lieu dans tout établissement employant au minimum 11 travailleurs.

Le nombre des délégués du personnel est fixé comme suit :

- \* de 11 à 25 travailleurs, 1 délégué titulaire et 1 suppléant ;
- \* de 26 à 50 travailleurs, 2 délégués titulaires et 2 suppléants ;
- \* de 51 à 100 travailleurs, 3 délégués titulaires et 3 suppléants ;
- \* de 101 à 250 travailleurs, 5 délégués titulaires et 5 suppléants ;
- \* de 251 à 500 travailleurs, 7 délégués titulaires et 7 suppléants ;
- \* de 501 à 1.000 travailleurs, 9 délégués titulaires et 9 suppléants ;
- \* plus 1 délégué titulaire et 1 suppléant par tranche supplémentaire de 500 travailleurs.

Chaque délégué continue à travailler normalement dans son emploi, son horaire de travail ne peut être différent de l'horaire normal correspondant à son emploi, ses heures de délégation sont imputées sur cet horaire.

Les mesures de protection spécifiques prévues en cas de licenciement d'un délégué par les dispositions légales et réglementaires, sont étendues aux candidats pour la période comprise entre le dépôt des candidatures et la date des élections. Ces mesures de protection sont maintenues en faveur des délégués élus dont le mandat est venu à expiration, jusqu'au moment où il aura été procédé à de nouvelles élections.

Les délégués sortants ne pourront être licenciés, sauf accord de l'inspecteur du travail et des lois sociales, avant un délai de 12 mois.

L'exercice de la fonction de délégué ne peut être une entrave à son avancement régulier professionnel ou à l'amélioration de sa rémunération.

Les délégués du personnel pourront se faire assister d'un représentant de l'organisation syndicale de leur profession. Si leur mission les appelle à l'extérieur de l'établissement, ils doivent en demander l'autorisation à l'employeur.

Conformément aux dispositions du code du travail, le chef d'établissement est tenu de laisser aux délégués du personnel, dans les limites d'une durée qui ne peut excéder dix heures par mois, le temps nécessaire à l'exercice de leurs fonctions. Ce temps leur est payé comme temps de travail et rémunéré au tarif normal même s'il est pris en dehors de la durée légale du travail ou considéré comme équivalent à la durée légale. Il doit être utilisé exclusivement aux tâches afférentes à l'activité du délégué du personnel, telles qu'elles ont été définies par les dispositions légales et réglementaires.

Les délégués du personnel pourront se réunir, s'occuper des questions générales d'hygiène et de sécurité, donner suite aux réclamations individuelles et prendre contact avec la direction pendant les heures de travail. Ils recevront les réclamations individuelles en dehors de ces mesures.

Le chef d'établissement est tenu de mettre à la disposition des délégués du personnel le local nécessaire pour leur permettre de remplir leur mission et notamment de se réunir.

Les délégués sont reçus collectivement y compris les suppléants, s'ils le désirent, par le chef d'établissement ou son représentant, une fois par mois. Ils sont en outre reçus sur leur demande ou celle de l'employeur.

Des panneaux d'affichage sont mis à la disposition des délégués du personnel afin qu'ils puissent y afficher les communications syndicales ayant un objet exclusivement professionnel ou syndical et ne revêtant aucun caractère polémique.

L'affichage ainsi prévu doit être effectivement assuré dans les locaux non fréquentés par la clientèle, à des emplacements destinés aux communications syndicales accessibles en permanence à tout le personnel.

#### Art. 11. — Comité social d'entreprise

Il sera institué, dans les entreprises employant plus de cent (100) salariés, un comité social d'entreprise dont les attributions, la composition et le fonctionnement sont définis ci-dessous.

##### A — Attributions

1) Le comité social d'entreprise initie et contrôle la gestion des actions sociales et culturelles établies dans l'entreprise au bénéfice des salariés telles que :

- les œuvres tendant à l'amélioration du bien-être (cantine,...) ;
- les œuvres ayant pour objet l'utilisation des loisirs ;
- les institutions d'ordre éducatif, culturel ou professionnel ;
- les institutions d'ordre social.

2) Le comité social d'entreprise est consulté préalablement sur :

- les projets de compression de personnel ;
- les changements importants de technologie susceptibles d'avoir des conséquences fondamentales sur l'emploi, la qualification et les conditions de travail du personnel ;
- les aménagements importants du temps de travail ;
- les difficultés pouvant résulter de la reprise du travail des travailleurs handicapés ;
- les problèmes de formation et de perfectionnement professionnel et les programmes qui en découlent ;
- le contenu du bilan social.

3) Le comité social d'entreprise est informé en cas de fusion ou de cession de l'entreprise.

##### B — Composition

Le comité social d'entreprise comprend :

- le directeur général ou son représentant, membre de droit ;
- le directeur administratif ou le chef du personnel, membre de droit ;
- quatre (4) représentants des ouvriers ou employés, membres élus ;
- deux (2) représentants des gradés, membres élus ;
- un (1) représentant des cadres, membre élu.

Les membres élus du comité social d'entreprise sont des délégués du personnel désignés par l'ensemble des délégués du personnel de leur collège respectif.

Dans le cas où n'existerait pas l'un de ces collèges, la composition du comité serait réduite en conséquence.

Les membres de ce comité et leurs suppléants sont désignés pour une année, dans les dix (10) jours suivant l'élection des délégués du personnel.

Leur mandat est renouvelable.

Les membres titulaires peuvent être remplacés par leurs suppléants en cas d'impossibilité justifiée.

##### C — Fonctionnement du comité social d'entreprise

1) Les membres du comité social d'entreprise disposent d'un crédit d'heures de trois (3) heures par mois pour l'exercice de leur mission, en dehors des heures de commission. L'utilisation

effective de ces heures se fera en accord avec les chefs de service concernés.

2) Le comité social d'entreprise présidé par le directeur général ou son représentant, nomme son secrétaire.

3) Sur convocation de son président, le comité se réunit au minimum une (1) fois par an et au maximum une (1) fois par trimestre, sur un ordre du jour arrêté et diffusé aux membres par le président une semaine avant la séance.

Sera également portée à l'ordre du jour toute question entrant dans le domaine de compétence de la commission et présentée par au moins 50 % des membres élus.

Les avis sont émis à la majorité des membres présents.

4) La contribution versée par l'entreprise, chaque année, est négociée au niveau de chacune des entreprises concernées.

Les décisions se rapportant aux dépenses pour la gestion des œuvres sociales sont prises à la majorité des 2/3 des membres présents de la commission.

Les dépenses seront engagées et liquidées par la direction générale selon le programme d'action annuel défini par la commission. Le budget annuel des œuvres sociales devra être dépensé pendant l'exercice et au plus tard à la fin du semestre suivant.

Un rapport financier sur l'utilisation des crédits alloués sera présenté par le président lors de la première séance de la commission suivant la clôture de l'exercice.

5) Les membres du comité social d'entreprise sont tenus au secret pour toutes les informations et documents confidentiels dont ils ont pu avoir connaissance à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions.

#### Art. 12.— *Commission consultative d'hygiène et de sécurité*

Il sera institué dans les entreprises employant plus de cent (100) salariés, une commission d'hygiène et de sécurité.

##### A — *Composition*

La commission d'hygiène et de sécurité est composée de six (6) membres :

- Trois (3) cadres de la hiérarchie désignés par la direction ;
- Trois (3) délégués du personnel désignés par l'ensemble des délégués du personnel.

Les membres de cette commission sont désignés pour une année. Le renouvellement intervient dans les dix (10) jours après les élections des délégués du personnel.

Les membres de la commission pourront faire participer à titre consultatif pour tout ou partie d'une réunion, des personnes concernées par un problème précis (par exemple : chef de service, ouvrier, médecin conseil, médecin du travail, ...).

L'inspecteur du travail est invité permanent.

##### B — *Attributions*

La commission consultative d'hygiène et de sécurité a pour mission de participer par ses avis à la protection de la santé et de la sécurité des travailleurs.

A cette fin, elle tient une (1) à deux (2) réunions par an au cours desquelles est examiné l'ensemble des problèmes rencontrés en la matière, et sont émis toutes propositions et tous programmes tendant à l'amélioration des conditions de sécurité ainsi que les conditions d'application des dispositions légales

ou réglementaires en matière d'hygiène et de sécurité. L'inspecteur du travail fournira la documentation réglementaire relative à ces matières.

La direction transmet une fois par an à la commission d'hygiène et de sécurité un rapport sur la situation des accidents enregistrés sur les manquements constatés au respect des règles édictées dans l'entreprise concernant l'hygiène et la sécurité et sur les actions menées pour une prévention améliorée des risques.

Les avis de la commission font l'objet d'un compte rendu transmis à tous ses membres, aux délégués du personnel et à l'inspecteur du travail.

A titre individuel, directement et avec l'assistance des autres délégués du personnel, les membres de la commission ont, non seulement une mission d'information, mais aussi une mission de sensibilisation du personnel, au respect des règles en la matière et aux programmes et actions menées pour la prévention des risques et l'amélioration des conditions de sécurité.

#### C — *Fonctionnement*

Présidée par un représentant de la direction qui assure le secrétariat, la commission consultative d'hygiène et de sécurité émet ses avis à la majorité des membres présents.

Les délégués du personnel, membres de cette commission, disposent d'un crédit d'heures de 2 heures par mois pour l'exercice de leur mission et la visite des lieux de travail.

L'utilisation de ce crédit horaire se fera avec l'accord des chefs de service concernés.

Les heures passées en réunion de commission n'entrent pas dans ce crédit d'heures et sont payées comme temps de travail effectif.

### TITRE III

#### CONDITIONS D'EMPLOI

##### CHAPITRE PREMIER

#### CONCLUSION ET EXECUTION DU CONTRAT

##### Art. 13.— *Embauchage*

Les candidats à l'embauchage seront engagés conformément à la législation et à la réglementation en vigueur pour être affectés en tout lieu du territoire suivant les nécessités du service.

Ils devront présenter les pièces d'identité nécessaires ainsi qu'un extrait de casier judiciaire.

L'engagement sera signifié par lettre. Elle indiquera en particulier la durée de la période d'essai, la classification professionnelle ainsi que le salaire à l'embauche.

Lors de leur engagement, les candidats seront soumis à un examen médical destiné à vérifier leur aptitude physique au travail pour lequel ils sont engagés.

Lors de son entrée dans l'établissement, toute personne embauchée reçoit un exemplaire de la convention collective et communication du règlement intérieur de l'établissement.

##### Art. 14.— *Examen d'entrée*

Tout embauchage pourra être précédé d'une épreuve d'instruction générale ou professionnelle ou de test psychotechnique destinés à tester le candidat.

### Art. 15.— Période d'essai

La durée de la période d'essai pour tous les candidats à l'embauche est de trois mois de service effectif pour les employés et gradés embauchés en cette qualité.

Cette période d'essai est éventuellement renouvelable pour une période identique avec obligation dans ce cas pour l'employeur d'en aviser l'intéressé un mois avant l'expiration de la première période d'essai.

La durée de la période d'essai pour les cadres engagés en cette qualité est fixée à six mois.

Pendant la durée de la période d'essai l'une ou l'autre des parties pourra mettre fin au contrat sans préavis ni indemnités.

Durant toute la période d'essai, le salarié doit recevoir au moins le salaire minimum de la catégorie professionnelle dont relève l'emploi à pourvoir.

### Art. 16.— Titularisation

A la fin de la période d'essai, la direction de l'établissement fait connaître à l'intéressé s'il est titularisé dans son emploi.

Dans l'affirmative, il fait l'objet d'un classement dans l'une des catégories d'emplois existant et reçoit notification par écrit et signée de sa qualification professionnelle et du salaire y afférent.

Toute modification ultérieure doit être portée dans les mêmes conditions à la connaissance de l'intéressé.

La titularisation n'impose pas le changement de catégorie. Cette promotion n'intervenant en principe qu'à l'issue d'un délai minimum d'une année de présence dans l'établissement.

A l'issue de la période d'essai des gradés et cadres engagés en cette qualité, la direction de l'établissement fait connaître à l'intéressé s'il est titularisé selon les modalités précitées ou s'il est admis au bénéfice de la période de stage précédent la titularisation.

Dans ce dernier cas, il reçoit notification par écrit et signée de son statut de stagiaire.

La période de stage succédant à la période d'essai ne peut en aucun cas excéder six (6) mois et avoir pour effet de retarder la titularisation de l'intéressé, celle-ci devant avoir lieu dans le délai maximum d'une année de présence dans l'établissement.

Pendant la période de stage, l'une ou l'autre des parties pourra mettre fin au contrat moyennant le respect d'un préavis d'un mois.

Durant toute la période de stage, le salarié doit recevoir au moins le salaire minimum de la catégorie professionnelle dont relève l'emploi à pourvoir.

### Art. 17.— Formation professionnelle

Les entreprises faciliteront au personnel, dans la mesure de sa capacité, le développement de sa formation professionnelle.

Pour les débutants dans la profession, des cours professionnels pourront être organisés sous la forme orale, dans la mesure du possible (locaux, professeurs), pendant les heures de travail.

Les heures de cours auxquelles l'employé aura effectivement assisté en dehors du travail seront payées au tarif des heures normales.

Il sera établi dans toute la mesure compatible avec les nécessités des services un roulement pour les agents méritants et susceptibles de remplir les fonctions de gradés ou de cadres, leur permettant de passer par les différents services de l'entreprise.

La permanence de l'emploi sera maintenue à tout employé faisant un stage de formation professionnelle hors de l'établissement en accord avec l'employeur.

Tout employé titularisé pourra solliciter son inscription au centre de formation de la profession bancaire. Sa demande doit être remise au service du personnel de l'employeur qui conseillera et orientera l'intéressé, selon son niveau, vers une inscription en première, deuxième ou troisième année du premier degré (C.A.P.). L'octroi de ce diplôme permettra à l'employé d'accéder au cycle du second degré (trois années de préparation), lequel est sanctionné par le brevet professionnel.

Les frais d'inscription aux cours de formation professionnelle dispensés par le centre de formation de la profession bancaire incomberont à l'employeur.

Les frais relatifs au déplacement et séjour en métropole des élèves se présentant aux épreuves orales de l'Institut technique des banques (I.T.B.) seront pris en charge par l'employeur selon les modalités fixées à l'intérieur de chaque établissement dans la limite de deux examens par degré d'épreuves.

Toutefois, lorsque l'employé aura rencontré deux échecs au cours de chaque cycle de formation (premier degré : C.A.P. ; deuxième degré : B.P.), les frais de formation pour l'avenir lui incomberont. Il convient de considérer que le refus par un candidat de se présenter à l'examen sera assimilé à un échec, sauf cas de force majeure.

Par ailleurs, le manque d'assiduité notoire de l'employé pourra entraîner sa radiation aux cours de formation et le refus d'inscription aux mêmes cours aux frais de l'employeur. Le maintien de l'inscription ou la nouvelle inscription sera, toutefois, possible aux frais du candidat.

### Art. 18.— Mutations

Toute mutation en dehors du siège local de l'établissement n'est prononcée qu'après accord de l'agent intéressé sur proposition écrite de l'établissement si cette mesure rend obligatoire un changement de domicile ou la subordination à un horaire de nuit.

Dans ce cas, les frais de transport de l'agent et de sa famille sont à la charge de l'employeur pourvu qu'ils fassent l'objet de justification et qu'ils soient engagés avec l'accord de la direction.

Un congé de deux jours ouvrables est accordé à tout agent dont la mutation rend obligatoire un changement de domicile, dès que cette mutation est décidée afin qu'il puisse effectuer toutes les démarches utiles en vue de sa nouvelle installation.

### Art. 19.— Changement d'emploi — Modifications aux conditions de travail

L'employé, le gradé ou le cadre qui a été affecté à un emploi inférieur à celui de son grade ou de son précédent emploi conserve dans cette situation la classification et la rémunération qui lui avaient été attribuées dans son précédent emploi, de même que son droit à l'avancement. Au cas où le changement d'emploi proviendrait d'une suppression d'emploi due à l'initiative de l'employeur et où l'emploi serait ultérieurement rétabli, l'employé, le gradé ou le cadre qui en était titulaire aurait priorité sur les autres candidats à cet emploi.

Si le changement d'emploi est effectué, soit en raison de l'inaptitude constatée de l'intéressé à tenir l'emploi qui lui était

confié, soit sur sa demande, l'agent intéressé recevra le traitement afférent à son nouvel emploi.

Il ne pourra être procédé à un déclassement pour inaptitude physique sans que l'intéressé ait subi un examen médical concluant à la nécessité qu'il doit changer d'emploi.

Suivant les résultats de cet examen, l'employé peut être appelé provisoirement à un emploi moins pénible ou mis en congé pour raisons de santé.

L'affectation provisoire à un emploi moins pénible ne comporte pas de modification de salaire.

En cas de mise en congé pour raisons de santé, la situation de l'intéressé est celle qui résulte des dispositions du présent accord relatives aux congés de maladie.

#### Art. 20. — *Non concurrence — Secret professionnel*

L'agent ne pourra exercer, même en dehors de son temps de travail, aucune activité à caractère professionnel susceptible de concurrencer l'établissement auquel il est attaché ou de nuire à la bonne exécution des services convenus.

Toutefois, toute autre occupation rémunérée, de quelque nature que ce soit, devra être portée à la connaissance de l'employeur et ne pourra être exercée dans la mesure où elle fera l'objet d'un interdit de sa part.

Il lui est également interdit de divulguer et d'utiliser à des fins personnelles ou pour le compte de tiers des renseignements ou techniques acquis au service de l'employeur.

#### Art. 21. — *Travaux de mécanographe — Saisie et travail sur écran*

Sont exemptés de ces travaux :

- les agents reconnus inaptes par le service médical ;
- les femmes en état de grossesse avancée.

#### Art. 22. — *Travail en sous-sol et en salle des coffres*

Sont exemptés de travail en sous-sol et en salle des coffres, les agents qui en font la demande pour raisons de santé, sous réserve des justifications médicales d'usage.

Tout le personnel travaillant en sous-sol de manière permanente est autorisé à quitter son travail un quart d'heure avant l'horaire normal en vigueur.

Il a droit d'autre part à une indemnité qui sera fixée par les représentants des organisations et établissements signataires de la présente convention.

Il est établi pour le personnel féminin de cette catégorie un roulement de manière à ce qu'une employée ne travaille pas dans les sous-sols plus de dix années par période n'excédant pas deux années consécutives.

Pendant la durée de cette interruption, l'employée doit être affectée à un travail dont la rémunération ne peut être inférieure à celle du travail effectué précédemment en sous-sol, indemnité spéciale de sous-sol non comprise.

#### Art. 23. — *Requêtes et réclamations*

Les jours, heures, lieux et conditions dans lesquelles la direction ou le chef de service désigné à cet effet reçoit individuellement tout agent qui en fait la demande, devront être portés à la connaissance du personnel par note de service.

Cette disposition ne fait pas échec au droit, pour les employés, les gradés et les cadres, de se faire représenter par les délégués du personnel s'ils préfèrent cette procédure.

Les délégués du personnel sont reçus par la direction ou par le chef de service désigné à cet effet au moins une fois par mois aux heures fixées par la direction.

En dehors de ces réceptions périodiques, les délégués sont reçus, en cas d'urgence, sur leur demande.

Les représentants qualifiés des syndicats de la profession peuvent présenter à la direction des demandes, observations ou revendications collectives dans les établissements où il n'existe pas de délégués du personnel.

## CHAPITRE 2

### SUSPENSION DU CONTRAT

#### Art. 24. — *Suspension du contrat*

Le contrat est suspendu :

##### a) *Obligations militaires :*

Pendant la durée du service militaire du travailleur et pendant les périodes obligatoires d'instruction militaire auxquelles il est astreint.

Le travailleur ayant quitté son emploi pour effectuer son service militaire obligatoire est, à l'expiration du temps passé sous les drapeaux, repris de plein droit au salaire précédemment versé compte tenu de la valeur du point. Toutefois, il est tenu de se présenter à l'employeur dans le mois qui suit sa libération, sous peine de déchéance de ce droit.

##### b) *Grossesse et maternité :*

Les employées en congé de maternité ne peuvent être licenciées de l'établissement pendant toute la durée de leur congé fixé par la réglementation en vigueur dans le territoire.

##### c) *Maladies ou accidents non professionnels :*

Pendant la durée de l'absence du travailleur, sur justification par certificat médical : durée limitée à six mois, ce délai étant prorogé jusqu'au remplacement du travailleur.

##### d) *Accidents du travail ou maladies professionnelles :*

Pendant la durée de l'absence du travailleur jusqu'à constatation de la guérison ou de l'incapacité définitive excluant toute possibilité de réemploi dans l'établissement. Cette période est assimilée à un temps de travail effectif pour la détermination des droits liés à l'ancienneté et aux congés payés.

##### e) *Pendant les congés sans solde tels que définis par ailleurs.*

## CHAPITRE 3

### RUPTURE DU CONTRAT

#### Art. 25. — *Préavis*

Le contrat de travail à durée indéterminée peut toujours cesser par la volonté de l'une des parties. En cas de rupture de l'engagement, et sauf les cas de faute lourde ou de contrat individuel prévoyant un délai plus long, la durée du préavis réciproque est déterminée comme suit :

- pour les employés, le délai congé est fixé à 30 (*trente*) jours ;
- pour les gradés, le délai congé est fixé à 60 (*soixante*) jours ;
- pour les cadres et assimilés, le délai congé est fixé à 90 (*quatre-vingt dix*) jours.

Pendant la période de préavis, qu'il s'agisse d'un licenciement ou d'une démission, le travailleur est autorisé à s'absenter un jour par semaine pour rechercher un nouvel emploi par accord expresse entre l'employeur et l'employé ces journées pourront être cumulées en fin de préavis à condition que le travailleur fasse sa demande au début de son préavis, ce jour étant pris à son choix globalement ou heure par heure et payé à plein salaire. Le travailleur sera tenu d'informer au préalable son employeur de ses absences, suffisamment à temps pour ne pas gêner la marche du travail.

En cas de licenciement et lorsque la moitié du mois de préavis aura été exécutée, le travailleur licencié qui se trouvera dans l'obligation d'occuper un nouvel emploi, pourra, après en avoir avisé l'employeur, quitter l'établissement avant l'expiration du préavis sans avoir à payer l'indemnité pour inobservation de ce délai. Seuls les jours pendant lesquels le travailleur aura rempli ses obligations vis-à-vis de son employeur seront payés.

Si le travailleur, au moment de la dénonciation de son contrat, est responsable d'un service, d'une caisse, d'un stock, il ne peut quitter son emploi avant d'avoir rendu les comptes de sa gestion ou d'avoir terminé son travail en cours et reçu quitus de son employeur.

#### Art. 26. — Indemnités de préavis

Chacune des parties a le droit de se dégager de l'obligation de préavis en versant à l'autre partie une indemnité compensatrice égale à la rémunération et aux avantages de toute nature dont aurait bénéficié le travailleur durant le délai de préavis effectivement respecté.

#### Art. 27. — Licenciements collectifs

Les licenciements collectifs pour quelque raison que ce soit sont effectués selon le classement suivant :

- agents bénéficiant d'une pension ou allocation de retraite ;
- personnes ayant l'âge de la retraite légale ;
- personnes ayant moins d'un an de présence dans l'entreprise.

Pour le reste des agents, il sera tenu compte à la fois de l'ancienneté, de la valeur professionnelle et de la situation de famille.

Des changements de service pourront être effectués pour respecter cette chronologie des licenciements.

La liste des agents à licencier est soumise, pour avis, aux délégués du personnel.

#### Art. 28. — Indemnité de licenciement

Hors le cas de faute lourde, tout licenciement, pour quelque motif que ce soit, donne droit à une indemnité appelée indemnité de licenciement, distincte du préavis et calculée suivant les modalités ci-après :

- sur la base du dernier mois de traitement, 30 % de cette rémunération par semestre de services passés dans l'entreprise, sans que le total ainsi calculé ne puisse dépasser douze mois de cette rémunération.

On entend par dernier mois de traitement, la dernière rémunération mensuelle effectivement perçue à l'exclusion des primes ou indemnités dont la valeur n'est pas exprimée en points.

#### Art. 29. — Cessation de travail

Les cessations de travail sont de deux sortes :

- départ à la retraite à l'âge normal fixé par la réglementation ;
- départ à la retraite anticipée en accord entre la direction et l'intéressé (l'accord des parties devant être constaté par écrit) ou

pour des raisons de santé suivant constatation médicale dans les conditions prévues par la réglementation.

#### Art. 30. — Certificat de travail

Tout salarié peut exiger, au moment de son départ, un certificat de travail contenant exclusivement le nom et l'adresse de l'employeur, la date d'entrée du salarié, celle de sa sortie et la nature de l'emploi ou, s'il y a lieu des emplois, successivement occupés avec référence aux classifications prévues à la présente convention ainsi que les périodes pendant lesquelles les emplois ont été tenus.

#### Art. 31. — Discipline

L'insuffisance de travail résultant de la mauvaise volonté de l'intéressé, les manquements à la discipline et d'une manière générale, les fautes y compris les fautes professionnelles commises par un agent, sont passibles des sanctions disciplinaires énumérées à l'article 32.

#### Art. 32. — Sanctions disciplinaires

Les sanctions disciplinaires applicables au personnel sont selon la gravité de la faute les suivantes :

- avertissement oral ;
- avertissement écrit ;
- blâme ;
- mise à pied sans solde de 1 à 8 jours ;
- rétrogradation ;
- licenciement.

La répétition des sanctions ne peut motiver un licenciement que si elle a lieu dans un laps de temps n'excédant pas 12 mois. Passé ce délai, les sanctions ne peuvent plus être invoquées contre le travailleur.

Ces sanctions sont prononcées par la direction de l'établissement : l'intéressé assisté d'un délégué du personnel s'il le désire, peut, au préalable, s'expliquer verbalement ou par écrit.

Signification de la sanction lui est faite par écrit et ampliation de la décision est adressée à l'inspecteur du travail et des lois sociales.

Dans les cas graves et urgents, la direction de l'établissement peut, jusqu'à ce que la décision sur le fond intervienne, suspendre immédiatement de ses fonctions l'agent incriminé sans privation du traitement.

L'employeur peut révoquer les agents frappés d'une condamnation judiciaire en raison de faits passibles de peines afflictives ou infamantes seulement ou ayant commis des infractions réprimées par les textes relatifs à l'exercice de la profession du banquier.

Ces dispositions sont également applicables aux agents qui auraient fourni, lors de leur recrutement, des renseignements falsifiés ou sciemment erronés.

Toute absence non justifiée au-delà de 48 heures, sauf le cas de force majeure, donne le droit à l'employeur de constater la rupture de l'engagement du fait du travailleur qui est considéré comme licencié sans préavis, ni indemnité.

Toute absence non justifiée pendant les heures de travail entraîne un avertissement oral qui sera transformé en avertissement écrit à l'issue de deux absences.

## TITRE IV

## CLASSIFICATIONS - SALAIRES

Art. 33. — *Classifications professionnelles*

Les classifications professionnelles sont définies en annexe à la présente convention.

Elles ne sont pas limitatives et peuvent être complétées par accord entre les parties.

Art. 34. — *Salaires*

Les salaires minima par catégorie professionnelle sont annexés à la présente convention.

La valeur du point est fixée à 306,72 FCP à la date de signature du présent accord.

Art. 35. — *Travail des femmes et des enfants*

Il est interdit de procéder au licenciement des femmes en état de grossesse médicalement constatée sauf en cas de faute lourde ou de licenciement collectif.

Par ailleurs, dans les établissements où travaillent des femmes un siège sera mis à leur disposition quel que soit le poste qu'elles occupent.

Les jeunes de moins de 18 ans ne peuvent être astreints à effectuer des heures supplémentaires ou à travailler la nuit.

Art. 36. — *Détermination des salaires*

Les dispositions permettant la détermination des salaires sont définies en annexe de la présente convention.

Art. 37. — *Révision des salaires*

La valeur du point bancaire sera revue chaque année dans le courant du 4<sup>e</sup> trimestre.

A cet effet, les parties conviennent de se réunir en commission mixte paritaire une fois par an pour fixer sur la base de l'inflation constatée de l'année précédente un pourcentage annuel d'évolution de sa valeur et une répartition trimestrielle.

Cette répartition non révisable en cours d'année fera l'objet d'un réajustement annuel, à la hausse ou à la baisse en fonction de l'inflation ou de la déflation constatée entre les deux réunions de la commission mixte paritaire.

Art. 38. — *Bulletin de paie*

Chaque travailleur doit recevoir, au moment de la paie, une pièce justificative dite « bulletin de paie » reproduisant les indications prescrites par la législation et la réglementation en vigueur.

Art. 39. — *Paiement des salaires*

Les salaires seront payés au plus tard la veille du dernier jour ouvrable par mois.

Art. 40. — *Prime d'ancienneté*

Après 3 ans d'ancienneté, dans l'établissement, chaque travailleur percevra une prime d'ancienneté d'un montant égal à 3 % du salaire de base. Passé 3 ans, et pour chaque année, ce montant sera augmenté de 1 % du salaire de base par année jusqu'à un maximum de 25 %.

Ne sont pas interruptives de l'ancienneté les absences pour service militaire, maladie, congés payés, accident du travail

et maladies professionnelles ainsi que les stages professionnels. Le travailleur qui sera licencié pour compression de personnel et qui n'aura pas perçu d'indemnité de licenciement et réembauché dans la limite d'un an bénéficiera de l'ancienneté acquise au moment de son licenciement.

Art. 41. — *Primes et indemnités diverses*

Une prime ou indemnité dont le montant et les modalités de versement seront à fixer par accord d'entreprise sera attribuée aux salariés occupés de façon régulière aux travaux de mécanographie et de télex ainsi qu'aux conditions particulières suivantes :

- travail en sous-sol ;
- travail en salle des coffres.

Art. 42. — *Gratification de fin d'année*

Une gratification de fin d'année, dont le montant ne peut être inférieur à un mois d'appointement brut, est accordée au personnel. Elle est calculée sur la base du salaire de décembre.

L'agent arrivant ou quittant l'établissement en cours d'année a droit à la part de sa gratification au prorata du nombre de jours de travail effectués.

Cette gratification sera soumise dans la limite du plafonnement aux cotisations de la Caisse de prévoyance sociale.

Art. 43. — *Gratification annuelle fixe*

Il est alloué au personnel une gratification annuelle fixe égale à 3/4 mois de salaire. Le paiement de cette gratification calculée sur la base du salaire brut de juin se fera chaque année le 15 juin.

L'agent quittant ou arrivant dans l'établissement a droit à la part de cette gratification au prorata du nombre de jours de travail effectué du 1<sup>er</sup> juillet de l'année précédente au 30 juin de l'année en cours.

Art. 44. — *Gratification complémentaire annuelle variable*

Il est alloué en complément de ces gratifications, une prime annuelle variable déterminée en accord interne d'établissement dont les modalités d'attribution sont les suivantes :

- *bénéficiaire* : agent présent à la date de versement de la gratification et ayant un an de présence dans l'établissement ;
- *plafond maximum* : un demi-mois de salaire ;
- *dérogation* : les établissements ayant moins de 5 ans d'existence ne seront assujettis au versement de cette gratification complémentaire qu'à l'issue du 5<sup>e</sup> exercice social.

## TITRE V

HORAIRES - DUREE DU TRAVAIL -  
RECUPERATION - HEURES SUPPLEMENTAIRESArt. 45. — *Horaires de travail*

L'horaire hebdomadaire du travail est fixé dans chaque établissement conformément aux dispositions légales et réglementaires, compte tenu de l'intérêt de la clientèle et des nécessités du service.

Les jours chômés en raison des fêtes légales, des usages locaux et des usages de la profession ne donnent pas lieu à récupération. Telles qu'elles sont déterminées par l'usage de la profession dans le territoire, les demi-veilles des fêtes légales sont en outre chômées sans récupération.



**Art. 46. — Durée du travail**

La durée légale du travail est fixée par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Sous réserve du respect de ces dispositions, les heures et les journées ouvrables de travail sont fixées par la direction de l'établissement.

**Art. 47. — Récupération des heures perdues**

En cas d'interruption collective du travail résultant, soit de causes accidentelles, soit de cas de force majeure, une prolongation de la journée de travail pourra être pratiquée, à titre de récupération des heures perdues dans les conditions suivantes :

- interruption d'une journée : dans la semaine et la semaine suivante ;
- interruption de deux jours : dans la semaine et les deux semaines suivantes ;
- interruption de trois jours : dans la semaine et les trois semaines suivantes ;
- interruption de quatre jours : dans la semaine et les quatre semaines suivantes.

La récupération des interruptions collectives de travail doit s'effectuer sur les jours ouvrables, et n'avoir en aucun cas pour effet de prolonger la durée journalière normale de travail au-delà de 9 heures.

**Art. 48. — Repos hebdomadaire**

Le repos hebdomadaire est obligatoire. Il est au minimum de 24 heures par semaine. Il a lieu en principe le dimanche sauf cas particuliers.

**Art. 49. — Heures supplémentaires**

Toute heure de travail effectuée au-delà de la durée normale du travail constitue une heure supplémentaire qui donne lieu à une majoration de salaires fixée comme suit :

- de la 39<sup>e</sup> à la 47<sup>e</sup> heure comprise ..... 25%
- au-delà de la 47<sup>e</sup> heure ..... 50%

**Art. 50. — Travail de nuit, jour férié et dimanche**

Les heures de travail effectuées de nuit, les jours fériés et les dimanches donnent lieu à une majoration de salaires fixée comme suit :

- 1- jour férié ..... 100%)
- 2- dimanche ..... 75%) non cumulables.
- 3- heure de nuit ..... 65%)

Tout travail entre vingt deux heures et six heures est considéré comme travail de nuit.

Les majorations prévues au présent article ne peuvent se cumuler.

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux personnels de gardiennage et du service informatique.

**TITRE VI****VACANCES ET CONGES****Art. 51. — Congés payés**

Tout salarié qui justifie avoir été occupé chez le même employeur pendant un temps équivalent à un minimum d'un mois de travail effectif ou période assimilée a droit à un congé payé à la charge de l'employeur calculé sur la base de 25 jours ouvrés par an.

Les congés ont un caractère obligatoire. Aucune entreprise n'est admise à employer du personnel en congé.

L'ordre du départ en congé est établi par l'employeur en fonction des nécessités des services, en tenant compte dans la mesure du possible :

- de l'ancienneté de l'agent dans l'entreprise ;
- des congés scolaires pour les agents ayant des enfants en âge de scolarité jusqu'à 14 ans ;
- du fait que le mari et la femme qui travaillent dans le même établissement peuvent désirer prendre leurs congés ensemble.

A la demande de l'agent et en accord avec l'employeur, le congé peut être fractionné en deux fois. Dans ce cas, une fraction devra comporter au moins 10 jours ouvrés continus.

En cas de rupture et d'expiration du contrat avant que le travailleur ait acquis droit au congé, une indemnité calculée sur la base des droits acquis doit être accordée en place du congé. En dehors de ce cas, est nulle et de nul effet toute convention prévoyant l'octroi d'une indemnité compensatrice aux lieu et place du congé.

L'employeur doit verser à l'agent pour toute la durée du congé normal, une allocation qui sera au moins égale à la rémunération qu'il aurait perçue s'il avait continué à travailler.

Les primes autres que celles de rendement octroyées aux agents en sus de leur salaire seront payées intégralement pendant la durée des congés.

Les congés acquis après un an de travail pourront être pris dans l'année en cours ou dans l'année suivante.

Etant donné la situation géographique particulière du territoire, le droit au cumul des congés, pendant une période ne pouvant excéder 3 ans, sauf nécessité de service, est reconnu aux agents des banques, sur demande écrite adressée à la direction.

La période des congés est fixée du 1<sup>er</sup> février au 30 novembre. Toutefois, les agents ont la possibilité, s'ils le désirent, et si les besoins du service le permettent de prendre leur congé à toute autre période.

Les congés ont un caractère obligatoire. Aucun établissement n'est admis à employer du personnel en congé. Dans le cas où un surcroît de travail nécessiterait le rappel d'un agent en congé, deux jours de congé supplémentaires lui seraient accordés ultérieurement.

Le congé est interrompu dans le cas de maladie dûment constatée par le corps médical et sur présentation d'un certificat. La période de maladie est décomptée de la période au cours de laquelle l'agent bénéficie de son congé.

Six jours par an payés à plein traitement sont accordés pour soigner les enfants à charge aux dames, aux pères veufs, séparés, de corps ou divorcés et ayant la garde effective de l'enfant, sur production d'un certificat médical spécifiant que leur présence est nécessaire au chevet du malade et sous réserve des vérifications d'usage.

Les absences pour les périodes pré-militaires et militaires obligatoires ne peuvent en aucun cas être imputées sur les congés annuels.

Le cumul des droits à congé, hors congés exceptionnels visés à l'article 52 du présent accord ne peut excéder trente et un (31) jours ouvrés par an.

**Art. 52. — Congés exceptionnels**

Le personnel bénéficiera à l'occasion des événements familiaux énumérés ci-après de congés de courte durée.

- Mariage de l'employé : 5 jours
- Mariage des descendants : 1 jour
- Naissance d'un enfant : 2 jours (à prendre dans les quinze jours suivant la naissance)
- Adoption plénière d'un enfant : 2 jours
- Décès du conjoint, d'un descendant direct : 2 jours
- Décès d'un ascendant direct, d'un frère ou d'une sœur : 2 jours
- Veille d'examen professionnel : 1 jour
- Passage d'examen reconnu officiellement : durée de l'examen.

Toutes justifications utiles devront être fournies à l'employeur. Ces congés ne donnent lieu à aucune retenue sur les traitements, primes et indemnités, et ne peuvent être imputés sur les congés annuels.

Des congés exceptionnels de courte durée sont accordés sur justification aux titulaires d'un mandat syndical pour la participation aux réunions des organisations syndicales du personnel signataires de la présente convention ou pour la participation à des démarches auprès de pouvoirs publics. Ces congés ne donnent lieu à aucune retenue sur les traitements, primes et indemnités exceptionnelles et ne peuvent en aucun cas être imputés sur les congés annuels.

#### Art. 53.— Congés supplémentaires d'ancienneté

Les salaires bénéficient d'un congé supplémentaire en fonction de leur ancienneté de service dans l'établissement calculée suivant le barème ci-dessous :

- \* 2 jours supplémentaires après 15 ans de service ;
- \* 3 jours supplémentaires après 20 ans de service ;
- \* 4 jours supplémentaires après 25 ans de service ;
- \* 6 jours supplémentaires après 30 ans de service.

#### Art. 54.— Congés supplémentaires particuliers

Les mères de famille bénéficient d'un jour de congé supplémentaire par an pour chaque enfant de moins de 14 ans enregistré à l'état civil.

Par ailleurs, les femmes salariées ou les apprentis âgés de moins de 18 ans au 30 avril de l'année précédente bénéficient de deux jours de congé supplémentaire par an.

Pour bénéficier de ces congés supplémentaires, les personnes intéressées devront fournir les justifications d'état civil nécessaires à l'employeur.

#### Art. 55.— Congé sans solde

Un congé sans solde d'une durée maximum de un mois peut être accordé dans la mesure où les droits acquis sont épuisés aux dames pour soigner, en cas de maladie grave, leurs enfants ou leur conjoint. Il en est de même pour les veufs, séparés, divorcés et célibataires ayant des enfants à charge et en garde.

Un congé sans solde d'une durée maximum de un mois peut être exceptionnellement accordé dans la mesure où les droits acquis sont épuisés, en cas de maladie grave de leur conjoint, aux agents dont le médecin estime leur présence nécessaire au chevet du malade.

Tout agent désirant exercer une fonction élective peut bénéficier d'un congé sans solde pendant la période électorale.

Des congés sans solde, pour raisons familiales et de santé, d'une durée maximum de trois mois, pourront être accordés aux agents en faisant la demande sur justification.

Les droits des agents bénéficiant de congés sans solde continuent à courir en ce qui concerne l'avancement, l'ancienneté et la retraite.

#### Art. 56.— Jours fériés

Les jours fériés et chômés sont fixés par les dispositions réglementaires en vigueur ainsi que par les dispositions propres à chaque établissement bancaire.

### TITRE VII

#### MALADIE — MATERNITÉ

#### Art. 57.— Congés de maladie

Les accidents du travail et les maladies professionnelles relèvent des dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La maladie devra être constatée par un médecin agréé et notifiée à l'employeur dans les 48 heures, sauf cas de force majeure.

L'employeur peut, s'il le juge utile, soit convoquer le malade à une contre-visite, soit faire effectuer une contre-visite à son domicile si le malade ne peut se déplacer.

Pendant la période de suspension du contrat de travail pour cause de maladie ou d'accident, les employés, les gradés et les cadres bénéficient des avantages ci-après : indemnité égale au montant de la rémunération pendant la durée de l'absence, dans la limite normale du préavis.

#### Art. 58.— Congé de maternité

L'indemnité de congé maternité versée par la caisse de prévoyance sociale sera complétée par l'employeur, à hauteur du salaire effectivement perçu au moment de la suspension du contrat de travail.

### TITRE VIII

#### CLASSIFICATIONS

#### Art. 59.— Définition des catégories et classes

Les catégories et classes sont définies en annexe de la présente convention.

#### Art. 60.— Avancement — Augmentation — Changement de classification

Il est attribué chaque année à tout agent une note écrite se rapportant à l'appréciation générale sur sa valeur professionnelle et sa manière de servir. Cette note pourra être commentée à l'intéressé par son chef de service.

En fonction des performances de l'employé, l'établissement pourra donner à ce dernier une augmentation de salaire par l'attribution de points personnels, étant entendu que tout employé n'ayant pas bénéficié de cette attribution durant une période de trois ans consécutifs verrait obligatoirement son cas examiné, l'avis des délégués du personnel étant requis.

La direction étudiera soigneusement les capacités de l'employé et, en tenant compte des besoins à pourvoir, se prononcera sur son changement de classification.

La nouvelle situation de l'agent lui sera notifiée par écrit dont une copie restera à titre d'accusé de réception dans son dossier personnel.

## TITRE IX

## RETRAITE

Art. 61.— *Retraite*

Le régime de retraite est celui fixé par les dispositions en vigueur dans le territoire de la Polynésie française.

Art. 62.— *Indemnité de fin de carrière*

Les agents atteignant l'âge de 60 ans et partant à la retraite bénéficient d'une indemnité de fin de carrière calculée comme suit, en fonction de l'ancienneté acquise dans l'établissement :

|                                   |                     |
|-----------------------------------|---------------------|
| — à partir de 15 ans d'ancienneté | 1 mois de salaire ; |
| — à partir de 25 ans d'ancienneté | 2 mois de salaire ; |
| — à partir de 35 ans d'ancienneté | 3 mois de salaire . |

Cette indemnité est calculée sur la base du salaire moyen des 12 derniers mois à l'exclusion des gratifications prévues aux articles 41, 42, 43 et 44.

## TITRE X

## DIFFERENDS

Art. 63.— *Commission d'interprétation*

Il est constitué une commission paritaire d'interprétation et de conciliation pour rechercher une solution amiable aux différends pouvant résulter de l'interprétation et de l'application de la présente convention, de ses annexes et avenants.

Cette commission n'a pas à connaître les litiges individuels qui ne mettent pas en cause le sens et la portée de la présente convention.

La composition de la commission est la suivante, étant entendu que le caractère strictement paritaire de celle-ci doit être respecté :

*Travailleurs*

1 représentant de chaque syndicat représentatif de la profession.

*Employeurs*

1 représentant de chaque établissement désigné par la direction.

La présidence de la commission est assurée par l'inspecteur du travail et des lois sociales qui prend part aux débats et éclaire la commission de ses avis et de ses conseils.

Lorsque la commission donne un avis à l'unanimité de ses membres, le texte de cet avis, signé par chacun des membres et contresigné par l'inspecteur du travail et des lois sociales (ou son représentant), a les mêmes effets juridiques que les clauses de la présente convention. Cet avis fait l'objet d'un dépôt au secrétariat du tribunal du travail à la diligence de la représentation patronale. Il est exécutoire dès ce dépôt.

Lorsque l'unanimité n'est pas obtenue, il est fait application de la procédure définie à l'article 4 de la présente convention.

Fait à Papeete, le 20 octobre 1986.

|   |  |
|---|--|
| Pour l'Association française<br>des banques,<br>Comité de Polynésie française,<br>P. BRUNEAU DE LA SALLE. | Pour le Syndicat professionnel<br>des sociétés financières<br>de Polynésie française,<br>B. ALGAN. |
|---|--|

|   |   |
|---|---|
| Pour la Fédération des syndicats<br>de Polynésie française<br>(F.S.P.F.)<br>J. LALLA. | Pour le Syndicat des employés<br>de la banque Indosuez,<br>P. PESCHEUX. |
|---|---|

|  |   |
|--|---|
| Pour le Syndicat des employés<br>de la banque de Polynésie,<br>C. DEANE. | Pour le Syndicat des employés<br>de la banque de Tahiti,<br>J. TEURU. |
|--|---|

|   |   |
|---|---|
| Pour le Syndicat autonome<br>des gradés et cadres<br>de la banque de Polynésie,<br>A. GOLHEN. | Pour le Syndicat des gradés<br>et cadres de la banque<br>Indosuez,<br>F. MEUEL. |
|---|---|

Pour le Syndicat des gradés et cadres de la banque de Tahiti,  
N. TERIIEROOITERAI.

Pour le Crédit calédonien et tahitien,  
Crédit foncier et immobilier de la Nouvelle-Calédonie  
et de la Polynésie,  
P. PAOLETTI.

|   |   |
|---|---|
| Pour la banque Indosuez,<br>Helen JOURDAIN. | Pour la banque Paribas,<br>Ph. KOUN.<br>P. BRUNEAU DE LA SALLE. |
|---|---|

|                                       |  |
|---------------------------------------|--|
| Pour la banque de Tahiti,<br>GAUDRON. | Pour la banque de Polynésie,<br>M. X. CHASSIN DU GUERNY. |
|---------------------------------------|--|

*L'inspecteur du travail et des lois sociales,*  
J. ESCRIVE.

## A N N E X E

A LA CONVENTION COLLECTIVE DU TRAVAIL  
DU PERSONNEL DES BANQUES  
ET DES SOCIÉTÉS FINANCIÈRES  
DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

## REMUNERATION DU TRAVAIL

## GARANTIES DE SALAIRE MINIMUM

## CLASSIFICATIONS DES EMPLOIS

## AVANTAGES ACCESSOIRES

## CONCERNANT LES MAJORATIONS

## POUR DIPLOMES ET LANGUES ÉTRANGÈRES

Article 1er.— Les dispositions qui suivent ont pour objet de déterminer les salaires des employés, gradés et cadres locaux des banques et des sociétés financières de la Polynésie française, à l'exception du personnel du secteur technique appartenant à la première catégorie, lequel perçoit un salaire horaire.

Le personnel féminin est, à égalité de fonctions de travail et d'aptitude professionnelle, rétribué à égalité avec le personnel masculin.

Art. 2.— Dans les différents secteurs de la profession tels que définis dans les classifications, il est institué un salaire minimum pour le personnel rétribué mensuellement équivalent à un ensemble de points déterminés par la grille des salaires établie en annexe.

La valeur du point est fixée à 306,72 FCP à la date de signature du présent accord.

Cette base de rémunération s'entend pour une durée de travail de 39 heures par semaine (169 heures par mois).

Art. 3.— Les emplois sont classés d'après des coefficients hiérarchiques exprimés en points :

«L'agent titulaire qui change de catégorie aura droit à une augmentation de salaire calculée au minimum sur la différence entre les indices planchers des catégories visées».

Art. 4.— Des bonifications accordées sous forme de points personnels et destinées à tenir compte de la qualité professionnelle, peuvent être accordées sans limitation en sus du salaire minimum.

#### Art. 5.— MAJORATION POUR DIPLOMES

##### 1/ Enseignement général :

|   |           |
|---|-----------|
| — Brevet élémentaire . . . . .                          | 10 points |
| — Brevet d'études du premier cycle . . . . .            | 10 points |
| — Attestation d'admission en classe terminale . . . . . | 10 points |
| — Certificat de fin d'études secondaires . . . . .      | 15 points |
| — Baccalauréat . . . . .                                | 30 points |
| — Diplôme de l'enseignement supérieur . . . . .         | 40 points |

##### 2/ Enseignement technique :

###### a) Bancaire

|  |           |
|--|-----------|
| — C.A.P. de banque . . . . .                                 | 20 points |
| — Brevet professionnel d'employé de banque . . . . .         | 35 points |
| — Diplôme de l'institut technique de banque . . . . .        | 40 points |
| — Diplôme du Centre d'études supérieures de banque . . . . . | 45 points |

###### b) Autres diplômes

|   |           |
|---|-----------|
| — Certificat d'aptitude professionnelle . . . . . | 15 points |
| — Brevet d'études professionnelles . . . . .      | 20 points |
| — Baccalauréat de technicien . . . . .            | 30 points |
| — Brevet de technicien supérieur . . . . .        | 40 points |
| — Brevets professionnels . . . . .                | 40 points |

La liste des diplômes énumérés ci-dessus n'a pas un caractère limitatif ; pour les diplômes qui ne figurent pas dans cette énumération, il est procédé par voie d'assimilation.

Le cumul des majorations pour diplômes est obligatoire entre les diplômes d'enseignement technique et les diplômes d'enseignement général et exclu entre les diplômes de même catégorie.

En cas de cumul, l'ensemble des majorations pour diplômes ne peut dépasser 55 points.

Les cadres perdent le bénéfice de la majoration pour diplômes quand ils obtiennent le coefficient de base de la classe V, ou d'une classe plus élevée.

#### Art. 6.— MAJORATION POUR LANGUES ETRANGERES (anglais — allemand — espagnol)

Lorsqu'un emploi exige la connaissance d'une ou plusieurs langues suffisantes pour assurer habituellement soit la conversation courante, soit la traduction, soit la rédaction d'un texte, les employés normalement chargés de ce travail reçoivent en sus du salaire minimum afférent à leur classification, une allocation de :

|                                   |           |
|-----------------------------------|-----------|
| — conversation courante . . . . . | 10 points |
| — traduction . . . . .            | 15 points |
| — rédaction . . . . .             | 20 points |

par langue utilisée.

Pour une même langue, les suppléments prévus pour la conversation et la rédaction ne peuvent s'additionner, mais le cumul des majorations est possible lorsqu'il s'agit de conversation de rédactions ou de traductions en plusieurs langues.

Les gradés et cadres perdent le bénéfice de majoration pour les langues étrangères quand ils obtiennent le coefficient de base de la classe I ou d'une classe plus élevée.

## CLASSIFICATIONS GENERALES

### I — PERSONNEL DU SECTEUR BANCAIRE

#### A — EMPLOYES

##### 1<sup>o</sup>/ Première catégorie :

— Employés de banque à l'embauche ne possédant aucun diplôme professionnel ou qualification professionnelle.

##### 2<sup>o</sup>/ Deuxième catégorie :

— Employés après un an de service effectuant des travaux n'exigeant qu'une formation professionnelle simple :

— Employé de bureau chargé d'exécuter suivant des directives précises des travaux simples d'écritures, de calcul et de classement.

— Dactylographe capable d'effectuer un travail dans des conditions suffisantes de rapidité et de présentation.

— Employé du service correspondance capable d'effectuer le tri et l'expédition du courrier.

— Trieur ou compteur de billets ou de pièces de monnaie.

— Employé effectuant des reports d'écritures sur machine à clavier simple.

##### 3<sup>o</sup>/ Troisième catégorie :

— Employés possédant des connaissances plus approfondies que celles des employés de la deuxième catégorie, capables d'effectuer seuls sans surveillance divers travaux relevant de leur service y compris également la constitution et la tenue des dossiers :

— Employé de bureau sachant notamment ajuster tous livres auxiliaires et dresser les états mensuels à partir de ceux-ci, établir tous bordereaux d'encaissement, de remise, de virement, ou effectuer tous travaux similaires et rédiger les pièces comptables correspondantes.

— Employé ayant des notions comptables lui permettant d'effectuer tous travaux élémentaires de comptabilité ne nécessitant pas une connaissance générale du mécanisme comptable.

— Manipulateur de caisse après un an chargé des manipulations d'espèces de caisse sous la responsabilité d'un gradé.

— Secrétaire dactylographe confirmée capable d'effectuer un travail sans faute et d'une présentation parfaite. Doit être capable également d'assurer la constitution et la tenue des dossiers.

— Mécanographe possédant un diplôme d'une école professionnelle ou ayant au moins un an de pratique de son métier.

— Sténodactylographe possédant un diplôme d'une école professionnelle ou une expérience certaine acquise par la pratique.

4<sup>0</sup>/ *Quatrième catégorie :*

— Employés qualifiés ayant des connaissances professionnelles leur permettant d'exécuter leurs travaux dans des conditions suffisantes de rapidité et d'exactitude. Doivent être capables de prendre des initiatives :

- Employé de bureau qualifié possédant une bonne connaissance de son service, capable de mener à bien les travaux administratifs, précomptables ou statistiques dont il a la charge,
- Manipulateur de caisse confirmé assurant toutes les opérations de caisse sous la responsabilité d'un gradé,
- Employé ayant une formation comptable capable d'utiliser sur directives des états périodiques de la comptabilité,
- Secrétaire sténodactylographe — qui, en plus des qualités demandées aux sténodactylographes — assure la constitution et la tenue des dossiers et effectue des travaux comportant de la responsabilité et de l'initiative,
- Mécanographe diplômée d'une école professionnelle ou ayant au moins trois ans de pratique dans la profession lors de son embauchage. Doit posséder des connaissances lui permettant d'ajuster rapidement ses journées et ses balances et de déceler, lors de leur passation, les pièces manifestement irrégulières.

5<sup>0</sup>/ *Cinquième catégorie :*

— Employés très qualifiés remplissant les conditions exigées pour la quatrième catégorie, occupant un emploi nécessitant des connaissances bancaires ou professionnelles étendues. Ces employés doivent être capables de s'adapter rapidement à tous les services au niveau de leur catégorie. Sans avoir les responsabilités d'un gradé, ces employés peuvent coordonner le travail d'employés de catégorie inférieure :

- Employé ayant une très bonne connaissance de toutes les opérations sur marchandises, y compris les crédits documentaires,
- Employé capable d'assurer des pointages ou des rapprochements de tous comptes et états, de les ajuster et de redresser les erreurs,
- Employé ayant une bonne formation comptable et parfaitement capable notamment d'exécuter les travaux suivants :
  - établissement des balances et des échelles, arrêtés en intérêts de tous comptes, établissement de situations périodiques.
- Secrétaire de direction expérimentée capable de rédiger de la correspondance d'après des directives générales et ayant une formation du niveau du brevet professionnel de secrétariat,
- Manipulateur de caisse très expérimenté pouvant assurer la responsabilité d'une caisse importante.

## B — GRADES

*Classe I*

Gradés faisant preuve d'une compétence telle qu'ils soient investis en permanence, soit d'une part de responsabilités dans la conduite de leur travail, soit de fonctions de moniteurs chargés de la formation du personnel.

*Classe II*

Gradés ayant une compétence professionnelle leur permettant de suppléer sur le plan technique un gradé titulaire de la *classe III*.

Gradés d'encadrement chargés sous l'autorité de leurs chefs de la distribution des tâches et de la surveillance de leur exécution, capables de suppléer un gradé titulaire de la *classe III*.

*Classe III*

Gradés exerçant d'une façon permanente un commandement sur plusieurs employés spécialisés ou non et assurant le rendement de leur équipe, en général sous les ordres d'un gradé d'un échelon supérieur ; ou gradés ayant dans l'établissement une situation comportant des connaissances techniques ou des responsabilités spéciales et n'ayant pas, du fait du caractère de leur fonction, de personnel placé sous leurs ordres.

*Classe IV*

Gradés chargés dans un cadre plus large que celui de la *classe III*, d'une fonction de conduite du personnel ou d'exécution des travaux nécessitant des connaissances professionnelles éprouvées.

## C — CADRES

*Classe V*

Cadres ayant une large part d'initiative assurant à l'intérieur de l'entreprise une fonction d'autorité, de conseil ou de contrôle, par délégation directe d'un gradé d'une classe supérieure :

- Agents titulaires du diplôme du Centre d'études supérieures de banque.

*Classe VI*

Cadres administratifs, techniques ou commerciaux qui ont à diriger ou à coordonner les travaux des employés et gradés des classes précédentes placés sous leur autorité et qui ont des responsabilités équivalentes.

*Classe VII*

Cadres techniques ou administratifs supérieurs assurant la charge d'un secteur important de l'entreprise, ou qui assurent à l'intérieur des services centraux une fonction de commandement, de conseil ou de contrôle par délégation directe d'un directeur, ou de l'employeur.

*Classe VIII*

Cadres et assimilés occupant des fonctions hiérarchiques supérieures à celles rangées dans les classes précédentes, soit que leur situation hiérarchique leur donne commandement sur un ou plusieurs cadres de la *classe VII* définie ci-dessus, soit que leur situation exige une valeur technique élevée, ou soit justifiée par la nécessité de la coordination de plusieurs grands services dans un établissement important.

## II — PERSONNEL DU SECTEUR TECHNIQUE

## A — EMPLOYES

1<sup>0</sup>/ *Première catégorie :*

Travailleurs affectés à des travaux manuels ne nécessitant ni connaissances professionnelles, ni adaptation, notamment manutention et travaux courants de nettoyage ou de propreté à l'exception des nettoyages spéciaux.

**2°/ Deuxième catégorie :**

— Employés pouvant effectuer des travaux simples après mise au courant sommaire, notamment :

- gardien,
- jardinier,
- planton capable d'assurer la liaison entre les bureaux ou d'effectuer des courses à l'extérieur.

**3°/ Troisième catégorie :**

— Employés sans qualification ou compétence particulière destinés à tenir l'un des emplois ci-après ou un emploi analogue :

- standardiste débutante,
- planton qui, en plus de son travail, peut effectuer des travaux très simples d'écritures ou de classement,
- chauffeur manutentionnaire responsable d'un véhicule,
- ouvrier d'entretien immeubles débutant dans le métier,
- aide magasinier économe,
- aide archiviste,
- ouvrier entretien machines ou matériels débutant,
- aide mécanicien,
- aide soignant d'infirmerie.

**4°/ Quatrième catégorie :**

— Employés titulaires d'un diplôme professionnel ou ayant une compétence acquise par la pratique, pouvant tenir un des emplois ci-après :

- standardiste confirmée,
- magasinier économe qui doit être capable de réceptionner les marchandises, de préparer et de livrer les commandes, de vérifier les bons de livraison et les factures, de tenir à jour les fiches de stocks,
- Employé archiviste pouvant effectuer le triage et le classement des archives ainsi que la recherche d'archives simples,
- ouvrier entretien immeubles exécutant des travaux courants et variés nécessitant une pratique suffisante du métier,
- ouvrier entretien machines ou matériels capable d'effectuer des réparations courantes sur des machines ou matériels à mécanisme simple,
- infirmier ayant le certificat de connaissances pratiques ou possédant le certificat d'aptitude pour les fonctions d'infirmier,
- mécanicien ayant une pratique suffisante du métier lui permettant d'effectuer des réparations courantes.

**5°/ Cinquième catégorie :**

— Employés possédant des connaissances plus approfondies que celles des employés de la quatrième catégorie, capables d'effectuer seuls sans surveillance diverses fonctions relevant de leur service :

- magasinier économe qualifié par la pratique. A les connaissances pour assurer la gestion complète du magasin économe suivant les directives du responsable,
- employé archiviste qualifié par la pratique. Assure le classement et la conservation des archives selon les directives du responsable. Est capable d'effectuer seul des recherches d'archives,
- ouvrier entretien immeubles qualifié, à qui sont confiés des travaux difficiles dont l'exécution exige une habileté particulière et une connaissance approfondie du métier,
- ouvrier entretien machines ou matériels, qualifié par la pratique. Doit être capable d'effectuer des réparations

courantes sur des machines ou matériels à mécanisme complexe, dont l'exécution exige une pratique suffisante du métier,

- infirmier titulaire d'un brevet délivré par une école d'infirmier,
- mécanicien qualifié, doit être capable d'effectuer tous les travaux demandant une connaissance approfondie du métier.

**B — GRADES****Classe I**

Gradés chargés d'une fonction d'encadrement de petites équipes de travailleurs manuels, ou faisant preuve d'une compétence technique telle qu'ils soient investis en permanence d'une part de responsabilité dans la conduite de leur travail :

- Employé responsable des archives d'un établissement d'une certaine importance. Doit être capable d'assurer la conservation et le classement des archives selon les instructions précises qu'il sait appliquer aux cas particuliers. Peut avoir sous ses ordres des archivistes des catégories inférieures,
- Employé responsable de l'économe d'un établissement d'une certaine importance. Doit être capable de prévoir ses besoins, d'effectuer les commandes, d'établir les prix de revient, de préparer les appels d'offres, de tenir la comptabilité matière. Peut avoir sous ses ordres des employés économe des catégories inférieures,
- Employé responsable des travaux d'entretien des immeubles. Doit être capable de diriger une équipe d'ouvriers, de prévoir l'organisation d'un chantier. A la responsabilité de la bonne exécution des ouvrages. Peut effectuer devis et prix de revient,
- Employé responsable de l'entretien machines et matériels d'un établissement d'une certaine importance. Doit être capable d'organiser le travail de l'atelier, de planifier les visites d'entretien, d'effectuer toutes les réparations courantes sur des machines à mécanisme complexe, de prévoir ses besoins en pièces détachées, de tenir à jour les fiches d'entretien et de réparations. Peut avoir sous ses ordres des employés entretien des catégories inférieures,
- Infirmier d'Etat capable d'assurer la gestion d'une infirmerie d'établissement,
- Employé responsable du garage d'un établissement d'une certaine importance. Doit être capable d'effectuer toutes réparations sur le matériel qui lui est confié, et de planifier le travail de son atelier.

**III — PERSONNEL DU SECTEUR INFORMATIQUE****A — EMPLOYES****1°/ Première catégorie :**

— Employés débutant dans la spécialité n'ayant aucune expérience du secteur informatique :

- Perforatrice — Vérificatrice stagiaire,
- Aide-opérateur stagiaire.

**2°/ Deuxième catégorie :**

— Employés possédant des connaissances leur permettant d'effectuer sans surveillance tous travaux qui leur sont confiés :

- Aide-opérateur qui doit être capable d'utiliser tout le matériel informatique et d'effectuer toute manipulation du fichier cartes,
- Perforatrice — Vérificatrice qui doit être capable d'effectuer son travail dans les conditions suffisantes de rapidité et de compétence.

### 3<sup>o</sup>/ Troisième catégorie :

— Employés qualifiés ayant des connaissances professionnelles leur permettant d'effectuer les travaux dans des conditions suffisantes de rapidité et d'exactitude :

- Opérateur informatique qui doit être capable d'exécuter sans surveillance une chaîne de travail complète,
- Perforatrice — Vérificatrice très qualifiée qui doit être capable d'effectuer son travail avec attention et rapidité,

### 4<sup>o</sup>/ Quatrième catégorie :

— Employés très qualifiés, ayant des connaissances professionnelles étendues :

- Opérateur informatique très qualifié connaissant parfaitement l'ensemble de travaux traités, apte à réaliser très rapidement les travaux nouveaux,
- Perforatrice — Vérificatrice très qualifiée qui en plus de ses qualités professionnelles doit être capable d'assister la monitrice.

### 5<sup>o</sup>/ Cinquième catégorie :

- Opérateur informatique possédant les qualifications d'un opérateur de la quatrième catégorie et assurant l'intérim du chef d'atelier,
- Perforatrice — Vérificatrice possédant les qualités d'une perforatrice de quatrième catégorie et assurant l'intérim de la monitrice.

## B — GRADES

### Classe I

Monitrice ou chef d'atelier faisant preuve d'une compétence technique telle qu'ils soient investis en permanence, soit d'une part de responsabilité dans la conduite de leur travail, soit de fonction de moniteurs chargés de la formation du personnel.

- Programmeurs et personnel technique d'exécution :

Programmeurs ayant acquis une connaissance correcte d'un langage de programmation et capables de mettre au point des programmes simples. Agents capables de donner à l'ordinateur des ordres d'exécution des programmes, d'interpréter les messages simples de l'ordinateur et de prendre les décisions prévues en cas d'incident.

### Classe II

- Programmeurs et personnel technique d'exécution :

Programmeurs confirmés capables d'établir intégralement l'ordinateur d'un programme d'importance moyenne, d'écrire les instructions, de vérifier les résultats des essais et d'apporter aux programmes les corrections que nécessitent ces essais. Gradés confirmés capables de donner à un ensemble électronique complexe des ordres d'exécution simultanée des programmes, d'en interpréter tous les messages et de prendre les décisions nécessaires en cas d'incident.

### Classe III

- Programmeurs et personnel technique d'exécution :

Programmeurs assurant la mise au point définitive de programmes présentant des difficultés particulières, ou capables d'assurer cette mise au point avec un nombre réduit d'essais.

Gradés confirmés capables de procéder à l'enchaînement des travaux en établissant en temps utile les liaisons nécessaires avec les agents chargés du planning et de la conservation des supports d'information ainsi que de coordonner les travaux des opérateurs qui les assistent.

### Classe IV

- Programmeurs et personnel technique d'exécution :

Programmeurs capables d'assurer dans les délais prédéfinis la mise au point définitive de programmes complexes ou d'assumer la responsabilité des travaux d'un groupe de programmeurs,

Gradés de haute technicité, ayant fait la preuve de leur efficacité et possédant une connaissance approfondie de l'utilisation d'un système d'exploitation complexe.

## C — CADRES

### Classe V

- Programmeurs et personnel technique d'exécution :

Programmeurs faisant preuve d'une haute technicité en matière de programmation et responsables d'une équipe de programmeurs appartenant aux échelons inférieurs.

Programmeurs «système» ayant une parfaite connaissance des programmes de contrôle ou systèmes d'exploitation appliqués à des ensembles électroniques importants, capables de les mettre en œuvre et d'assister l'ensemble des programmeurs pour réaliser correctement les liaisons nécessaires entre les programmes utilisateurs et les programmes de contrôle.

### Classe VI

- Programmeurs et personnel technique d'exécution :

Programmeurs «système» de très haute technicité et capables d'adapter aux besoins de l'entreprise les programmes de contrôle des constructeurs par des modifications appropriées, ayant ou non des fonctions d'autorité sur des programmes «système» de la classe inférieure.

## SERVICE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

### ETAT RECAPITULATIF DES AUTORISATIONS DE TRAVAUX IMMOBILIERS DES ILES DU VENT ET DES TUAMOTU-GAMBIER (mois de décembre 1987)

Commune de Arue

Travaux autorisés le 2 décembre 1987 :

N° 87-1259-1 AU, M. Charles Vongue, sur la parcelle cadastrée 162, section A (terre Ahitūtera 3, parcelle), 1 maison d'habitation ;

*Travaux autorisés le 8 décembre 1987 :*

N° 87-1109-3 AU, Mme Teriarera Dubois, sur la parcelle cadastrée 83, section D (terre Teiriiri, parcelle), 1 bâtiment à usage d'habitation ;

*Travaux autorisés le 24 décembre 1987 :*

N° 87-1274-1 AU, Mlle Hinano Martinez, partie de la parcelle cadastrée 68, section L (parcelle de la terre Noha Iti) au P.K. 6,100 - côté montagne, 1 maison d'habitation ;

*Travaux autorisés le 30 décembre 1987 :*

N° 87-1384-1 AU, M. et Mme Raymond Villant, parcelle cadastrée 37, section V (parcelle de la terre Tipapa) en face de l'hôtel Taharaa, 1 maison d'habitation ;

N° 87-1389-1, M. Chin Youne Yne Tchong, parcelle cadastrée 89, section A (lot 6 du lotissement Marguerite) côté mer, 1 maison d'habitation ;

Commune de Faa'a

*Travaux autorisés le 2 décembre 1987 :*

N° 87-730-2 AU, M. Christian Sachet, sur la parcelle cadastrée 36, section S2 (terre Paarahue, lot 1), 1 piscine ;

N° 87-814-2, M. et Mme Bernard Crolas, sur la parcelle cadastrée 967, section S2 (lot 1 de la terre Paarahue), 1 immeuble d'habitation ;

N° 87-1151-2, Mme Chantal Tuuhia veuve Taurua, sur la parcelle cadastrée 28, section S2 (lot 1 des parcelles D et E de la terre Hopeune 2), 1 maison d'habitation ;

N° 87-1167-1, Mlle Nella Tapoki, sur la parcelle cadastrée 76, section P2 (terre Motio), 1 maison d'habitation ;

N° 87-1272-1, M. Marc Coupe, sur la parcelle cadastrée 158, section T2 (domaine de Pamatai, lots 4 et 5 - partie), 1 maison d'habitation ;

*Travaux autorisés le 4 décembre 1987 :*

N° 85-846-2 AU, M. Roland Tapoki, sur la parcelle cadastrée 76, section P2 (parcelle de la terre Motio), modification de terrassement ;

*Travaux autorisés le 8 décembre 1987 :*

N° 87-1225-3 MEAAU, sur les parcelles cadastrées 413, 414, section C (terre Ruoto), 1 local commercial ;

N° 87-1291-1 AU, Mlle Madeleine Moctava et M. Victor Apeang, sur la parcelle cadastrée 950, section S.2 (lot C, terre Hopeune 2), 1 maison d'habitation ;

N° 87-1298-1, M. Teliuhiani Pavaouau, sur la parcelle cadastrée 192, section M (parcelle C du lot 5 du 14e lot du domaine de Pamatai), 1 maison d'habitation ;

N° 87-1316-1, Mlle Nauriki Manua, sur une partie de la parcelle cadastrée 64, section D (partie de la parcelle C de la terre Teuruareva ou Teruareva), 1 maison d'habitation ;

N° 87-1318-1, M. et Mme Joseph Mondongue, sur la parcelle cadastrée 58, section L (lot 3 D de la terre Farefara Papuatea), 1 maison d'habitation ;

N° 87-1319-1, M. Jacques Cavanic, sur une partie de la parcelle cadastrée 134, section K (parcelle du lot 5 du plan de partage des terres Nanaatini I et Nanaatini 2), 1 maison d'habitation ;

*Travaux autorisés le 24 décembre 1987 :*

N° 87-1314-1 AU, Mlle Moca Kelly et M. Irwin Lagarde, parcelle cadastrée 822, section T.3 (lot B1 détaché du lot B provenant du lot 8 bis du domaine de Pamatai) - quartier Cowan - Pamatai, 1 maison d'habitation ;

*Travaux autorisés le 28 décembre 1987 :*

N° 87-1265-3 AU, M. et Mme Albert Chonsui, parcelle cadastrée 328, section C (partie du lot 2 de la terre Vaimoora) - près de l'échangeur Piafau, 1 hangar-entrepôt ;

N° 87-1306-1, Mlle Jeanne Teroro, au droit de la parcelle cadastrée 248, section L (partie de la terre Tapere 4) - Nuutania, 1 mur de soutènement ;

N° 87-1347-1, M. Vetea Sanford, parcelle cadastrée 200, section R.2 (lot 31 du lotissement Tehapatoa) - St-Hilaire, 1 maison d'habitation ;

N° 87-1370-1, M. Richard Tikare, partie de la parcelle cadastrée 18, section M (lot 4 de la terre Punarua) - derrière le magasin "Albert", 1 maison d'habitation ;

*Travaux autorisés le 30 décembre 1987 :*

N° 87-698-2 AU, M. et Mme Ronald Atuahiva, M. Joël Paia, Mlle Georgina Rochette, parcelles cadastrées 752 et 753, section T.5 (parcelles des lots 20 bis et 2 bis du domaine de Pamatai), terrassement, enrochement ;

N° 87-1354-1, Mlle Marguerite Tamarii, parcelle cadastrée 809, section T.2 (parcelle dépendant du domaine de Pamatai, lots 20 bis et 2 bis) Pamatai, 1 maison d'habitation ;

Commune de Hitiaa O Te Ra

*Travaux autorisés le 8 décembre 1987 :*

N° 87-1287-1 AU, Mme Thérèse Rere Tane, sur le lot n° 1 de la terre Roma sise à Papenoo, P.K. 18,900, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

*Travaux autorisés le 24 décembre 1987 :*

N° 87-1295-1 AU, M. Ernest Atger, parcelle A du lot 4 du partage du surplus du domaine Atger à Papenoo - P.K. 14,800 - côté montagne, 2 maisons d'habitation ;

N° 87-1327-1, Mme Mistinguette Tehahetua, lot 1 de la terre Vairomai à Tiarei - P.K. 24,200 - côté montagne, 1 maison d'habitation ;



## Commune de Mahina

*Travaux autorisés le 2 décembre 1987 :*

N° 87-1190-1 AU, société civile Moemoea, sur la parcelle cadastrée 441, section W.3 (lot 15 du lotissement Les Alizés), 1 maison d'habitation ;

*Travaux autorisés le 4 décembre 1987 :*

N° 87-1226-2 AU, M. le président du CAMICA, sur la parcelle cadastrée 54, section C (terres Tetahua et Amatahiapo), 1 maison de sœurs (de la Charité chrétienne du Sacré-Cœur) ;

*Travaux autorisés le 8 décembre 1987 :*

N° 87-1263-1 AU, M. et Mme Tefane Chagne, sur les lots 20 et 21 du lotissement Les Alizés, murs de soutènement ;

N° 87-1256-1, M. Horley Moua, au droit de la parcelle cadastrée 134, section N (lotissement Sotagri), 1 mur de parement et 1 clôture ;

N° 87-1312-1, M. Alfred Tacaetua, sur le lot 4 du lotissement Les Alizés (1ère tranche), 1 maison d'habitation ;

*Travaux autorisés le 24 décembre 1987 :*

N° 87-1337-1 AU, Mlle Edwina Arai et M. Patrick Zahn, partie de la parcelle cadastrée 15, section R (lot D du morcellement du lot 9 de la terre Teiriiri) - vallée de la Tuauru, extension d'1 maison, 1 garage, 1 clôture ;

N° 87-1361-1, M. et Mme Tefane Chagne, parcelle cadastrée 447, section W (lot 21 du lotissement Les Alizés) Mahinarama, 1 maison d'habitation ;

*Travaux autorisés le 30 décembre 1987 :*

N° 87-856-6 AU, M. Lewis Richmond, parcelle cadastrée 180, section T.2 (parcelle de la terre Aioropaa I) - vallée de Ahonu, aménagement du rez-de-chaussée d'un bâtiment en 3 logements ;

N° 87-1200-1, M. Wilkie Lai Ah Che, au droit de la parcelle cadastrée 5, section V.1 (lot 7 du partage des consorts Arai) au P.K. 10,600, côté montagne, 1 mur de clôture ;

N° 87-1299-1, M. Isidore Ah Chou, lot 47 du lotissement Te Anuhe - Mahinarama, 1 mur de soutènement, 1 annexe ;

N° 87-1359-1, M. et Mme Emile Mamatui, au droit du lot 2 du lotissement Camélia - côté montagne, 1 mur de soutènement ;

## Commune de Moorea-Maiao

*Travaux autorisés le 2 décembre 1987 :*

N° 87-1304-1 AU, Mme Mata a Teroota épouse Tchen Yong, sur la parcelle B1 du lot B de la terre Amato 1 et 2 sise à Pao-Pao, 1 maison d'habitation ;

*Travaux autorisés le 8 décembre 1987 :*

N° 87-1182-5 AU, ministère de l'agriculture et des industries agro-alimentaires (service de l'économie rurale), sur la par-

celle 78 dépendant de la terre "économie rurale propriété territoriale" sise à Afareaitu, 1 hangar ;

N° 87-1308-1, M. Jean-Marie Girardin, sur le lot 2 issu du plan de partage judiciaire de la terre Teniuoviri sise à Haapiti, 1 maison d'habitation ;

N° 87-1310-1, Mlle Nina Tehuritaua, sur le lot 7 issu du plan de partage de la terre Aiore-Vaitiare-Faarooti sise à Haapiti, 1 maison d'habitation ;

N° 87-1323-1, M. et Mme René Villa, sur le lot 4 des terres Mataiva et Paapeha sises à Paopao, près du magasin Bahia, 1 maison d'habitation ;

*Travaux autorisés le 30 décembre 1987 :*

N° 87-1343-1 AU, Mlle Fiorinda Amiot, parcelle de la terre Fareava (plan parcellaire n° 23) - Papetoai, 1 maison d'habitation ;

N° 87-1356-1, Mlle Ludovina Tane, parcelle B dépendant du lot B.9 de la parcelle B détachée de la terre Teviveo à Papetoai - Opunohu, 1 maison d'habitation ;

## Commune de Paca

*Travaux autorisés le 8 décembre 1987 :*

N° 87-1315-1 AU, M. Gérard Trafton, sur le lot n° 1 dépendant de la parcelle D de la terre Haehaea sise après le marac Arahurahu, 1 maison d'habitation ;

N° 87-1336-1, M. et Mme Jacques Chung Tan You Shion, sur le lot 3 de la propriété Chapman sise P.K. 23,600, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

*Travaux autorisés le 30 décembre 1987 :*

N° 87-1345-1 AU, M. Thierry Kubiak, parcelle A détachée de la parcelle E du partage du lot 2 de la terre Tuaraa 1 au P.K. 20,700 - côté montagne, 1 maison d'habitation ;

## Commune de Papara

*Travaux autorisés le 2 décembre 1987 :*

N° 87-1290-1 AU, M. Jacky Ioane, sur le lot 2B de la terre Thuret sise P.K. 38,100, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

*Travaux autorisés le 8 décembre 1987 :*

N° 87-1142-2 AU, Mmes Véra et Aloma Otcenasek, sur les parcelles 6, 7, 9, 11 issues du plan de partage de la propriété Otcenasek, terrassements ;

N° 87-1317-1, Mlle Haunui Hoarau, sur le lot C de la terre Haamautaiui sise P.K. 34,100, 1 maison d'habitation ;

*Travaux autorisés le 24 décembre 1987 :*

N° 86-1272-3 AU, Mlle Véronique Tehokanuhiva, lot 8 détaché de la parcelle D du lot 11 de la terre "domaine Taharuu" au P.K. 38 - côté montagne, 1 maison d'habitation (prorogation) ;

N° 86-1503-3, M. et Mme Benjamin Le Guennec, parcelle dépendant de la parcelle G du lot 7 de l'ancien domaine d'Atimaono au P.K. 39,100, 1 maison d'habitation (prorogation) ;

N° 87-1363-1, M. Claude Coulon, lot B.2 de la terre Farehua 1 au P.K. 35,500 - face église catholique, 1 maison d'habitation ;

*Travaux autorisés le 30 décembre 1987 :*

N° 87-1350-1 AU, Mme Evelyn Cornute de Saint Cyr, Milles Inies et Yamila Tupea, lot 3 de la terre Mahaitoa 2 au P.K. 36,350 - côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 87-1386-1, M. Tu Jean-Marie Yan, parcelle du lot 6 issu du partage du lot 13 du domaine d'Atimaono au P.K. 39 - côté montagne, 1 maison d'habitation ;

Commune de Papete

*Travaux autorisés le 8 décembre 1987 :*

N° 88-101 AUPPT, M. le directeur de l'O.T.H.S., dans la vallée Tepapa (mission catholique), 1 immeuble d'habitation (29 logements sociaux) ;

N° 87-204, ministère du développement des archipels, des transports et des postes et télécommunications, en face du magasin Tane sis avenue Prince Hinoi, 1 abri-trucks ;

N° 87-205, ministre du développement des archipels, des transports et des postes et télécommunications, devant le parking de l'hôpital Mamao sis avenue Georges Clémenceau, 1 abri-trucks ;

Commune de Pirae

*Travaux autorisés le 4 décembre 1987 :*

N° 86-1472-3 AU, Mlle Véra Sandford, sur la parcelle cadastrée 214, section E (lot 3 du plan de partage d'une parcelle de la propriété Lamoue), 1 maison d'habitation ;

*Travaux autorisés le 8 décembre 1987 :*

N° 87-1189-2 AU, SCI Tahiti Automobiles, sur la parcelle cadastrée 84, section A (terre Afarerii, lots 46, 47, 49, 50 "partie"), 1 parc de vente de véhicules d'occasion ;

N° 87-1277-1, M. Emile Barff, sur la parcelle cadastrée 235, section E (parcelle 5 du lot 2 de la terre Puihi 1), 1 maison d'habitation ;

N° 87-1300-1, M. et Mme François Fa Shing Chong, sur la parcelle cadastrée 52, section R (parcelle A dépendant du lot 7 dépendant du partage de la terre Niuaroa (lot 2) et de la terre Terava) - Hamuta, 1 maison d'habitation ;

N° 87-1309-1, M. et Mme Charles Wong Chou, parcelle cadastrée 128, section I (lot 11 du lotissement Zimmer), 1 maison d'habitation ;

N° 87-1275-1, M. Antonio Tuhei, sur la parcelle cadastrée 128, section L (parcelle A de la terre Taoe 2) sise à Hamuta, 1 maison d'habitation ;

*Travaux autorisés le 28 décembre 1987 :*

N° 87-1170-1 AU, M. le directeur de l'infrastructure et du matériel en Polynésie française, à l'hôtellerie du Taaone - rue du Général-de-Gaulle, 1 mur antibruit ;

*Travaux autorisés le 30 décembre 1987 :*

N° 87-1371-1 AU, M. et Mme Charles Frébault, parcelle cadastrée 221, section C (lot B2 du lot 10 de l'ancien domaine Marcillac) - en face de l'église mormone, 1 maison d'habitation ;

Commune de Punaauia

*Travaux autorisés le 2 décembre 1987 :*

N° 87-1281-1 AU, M. et Mme Thierry Calmajis, sur le lot B de la terre Papehuc sise P.K. 18,500, 1 maison d'habitation ;

N° 87-1285-1, Mme Mirella Vongue épouse Lai, sur le lot 61 du lotissement Taapuna, 1 maison d'habitation ;

N° 87-1288-1, Mlle Daria Teto, sur une parcelle du lot 1 de la terre Teanini, 1 mur de clôture ;

N° 87-1293-1, M. et Mme Georges Tanscau, sur la parcelle cadastrée 21, section N (lot 4 B du lotissement Charges Nordhoff), 1 maison d'habitation ;

*Travaux autorisés le 4 décembre 1987 :*

N° 87-1073-4 AU, Brasserie de Tahiti, sur les lots 87 à 114 de la zone industrielle de la Punaruu (lot E), 1 unité de fabrication ;

N° 87-1252-1, M. Daniel Siu, sur le lot 2 du lotissement Faugerat, 1 maison d'habitation ;

N° 87-1269-1, M. David-Marc Snogan, sur le lot E 113 du lotissement Les Lotus, 1 maison d'habitation ;

N° 87-1289-1, M. Jean-Pierre Hoata, sur le lot I du lotissement social de Taapuna, 1 maison d'habitation ;

*Travaux autorisés le 7 décembre 1987 :*

N° 87-1322-1 AU, M. André Léontieff, sur le lot 4 issu du partage de la terre Oropaa dite aussi Vainato sise P.K. 17,500, 1 maison d'habitation ;

*Travaux autorisés le 8 décembre 1987 :*

N° 87-846-2 AU, M. Ah Yen Cheung, sur la parcelle cadastrée 217, section K (parcelle dépendant de la terre Teiriiri 1, parcelle B), modification d'implantation et aménagement d'une salle de musique au niveau de la terrasse d'habitation ;

N° 87-1180-2, M. et Mme Firmin Shui, sur le lot 1A, lot B de la propriété Teissier, 1 mur de clôture avec grillage ;

N° 87-1244-3, Mlle Lowyna Otare, sur la parcelle B de la terre Tefautea 1 sise P.K. 11,200, 1 immeuble d'habitation ;

N° 87-1273-3, M. Jean-Jacques Lequerré, sur la parcelle cadastrée 15, section O sise près de la caserne des pompiers, 1 hangar ;

N° 87-1292-1, M. et Mme William Toae, sur le lot A des terres Outuroa et Atiio (partie) sises P.K. 8,300 sur le lot 162 du lotissement Taapuna, 1 maison d'habitation ;

N° 87-1294-1, M. et Mme Henri Rere, sur le lot 162 du lotissement Taapuna, 1 maison d'habitation ;

N° 87-1328-1, M. et Mme Etienne Tuhiri, sur une partie de la parcelle cadastrée 279, section M (parcelle de la terre Tahua Raumanu 1) sise P.K. 11,900, 1 maison d'habitation ;

*Travaux autorisés le 24 décembre 1987 :*

N° 87-1329-1 AU, Institut d'émission d'outre-mer, lot 151 du lotissement Les Lotus, 1 garage, 1 accès couvert ;

*Travaux autorisés le 28 décembre 1987 :*

N° 87-1169-1 AU, M. le directeur de l'infrastructure et du matériel en Polynésie française, au centre de détention de Iaorana Villa, 1 mur antibruit ;

N° 87-1326-1, S.C.I. Revanui, lot 194 du lotissement Taapuna, 1 maison d'habitation ;

N° 87-1385-1, M. et Mme Giovany Sin Ling, lot 125 du lotissement Taapuna, 1 maison d'habitation ;

*Travaux autorisés le 30 décembre 1987 :*

N° 87-1270-1 AU, M. Maurice Hayot, partie de la parcelle D du partage de la terre Taha au P.K. 12,500 - côté montagne, 1 maison d'habitation ;

*Commune de Taiarapu-Est*

*Travaux autorisés le 4 décembre 1987 :*

N° 87-1261-1 AU, Mlle Katie Laufatte, sur le lot 7 du lotissement Vaiana sis P.K. 5,700 à Afaahiti, 1 maison d'habitation ;

N° 87-1313-1, M. et Mme Allaine White, sur le lot 8, parcelle B de la terre Tutoia 1 sise à Afaahiti, 1 maison d'habitation ;

*Travaux autorisés le 17 décembre 1987 :*

N° 87-1216-2 AU, Principal du collège de Taravao, dans l'enceinte du collège de Taravao, 1 garage ;

*Travaux autorisés le 24 décembre 1987 :*

N° 87-1351-1 AU, Mlle Jacqueline Tevaearai, M. Calixte Van Bastolaer, parcelle du lot 2 de la terre Teucue à Afaahiti - P.K. 1 - côté montagne, 1 maison d'habitation ;

*Commune de Taiarapu-Ouest*

*Travaux autorisés le 4 décembre 1987 :*

N° 87-1233-1 AU, Mlle Vanina Clark, sur une partie de la terre Atimoarau 1 et 2, Arutai 1, Farauru sise à Vairao, P.K. 12,500, 1 maison d'habitation ;

N° 87-1286-1, M. Fareika Hoga Tapakia, sur le lot 28 du lotissement Nino sis à Vairao, 1 maison d'habitation ;

*Travaux autorisés le 24 décembre 1987 :*

N° 87-1340-1 AU, M. et Mme Julien Chung Sao, parcelle B du plan de partage du lot 2 dépendant de la parcelle B de la terre Atituarai à Teahupoo P.K. 16,500 - côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 87-1367-1, Mme Elisa Vehiatua épouse Faito, partie du lot 5 issu du partage de la terre Tematou-Teururea à Toahotu - P.K. 5,080 - côté montagne, 1 maison d'habitation ;

*Travaux autorisés le 30 décembre 1987 :*

N° 87-1373-1 AU, Mlle Maryvonne Magalie Mana et M. Jean Teuira, lot 9 du partage de la terre Pahuore (partie) à Teahupoo - P.K. 14,800 - côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 87-1335-1, M. et Mme Gustave Teuira, lot 2 dépendant du plan de partage de la terre Teauhaapito à Toahotu - P.K. 4,500 - côté montagne, 1 maison d'habitation ;

*Commune de Teva I Uta*

*Travaux autorisés le 2 décembre 1987 :*

N° 87-1268-1 AU, M. et Mme Gilles Lehartel, sur le lot 2 d'une partie de l'ancien domaine Atimaono sis P.K. 41,500, côté montagne à Mataica, 1 maison d'habitation ;

*Travaux autorisés le 8 décembre 1987 :*

N° 87-754-4 AU, M. le président du C.A.M.I.C.A., sur une partie de la propriété de la mission catholique sise P.K. 44,100 (PV de bornage 132) sise à Mataica, côté montagne, terrassement ;

*Travaux autorisés le 24 décembre 1987 :*

N° 87-1358-1 AU, M. Edmond Toahiti Tuaiva, parcelle du lot 13 dépendant du partage de la terre Ahototuana à Papeari - P.K. 52,500 - côté mer, 1 maison d'habitation ;

*Travaux autorisés le 30 décembre 1987 :*

N° 87-1338-1 AU, M. François Tuhiva Voirin, lots 80 et 81 du lotissement "Le hameau de Vaimarama" à Papeari, 1 maison d'habitation ;

N° 87-1348-1, M. et Mme Tuatara Tauihara, parcelle du lot 1 de la terre Fareava 2 (partie) à Mataica - P.K. 43,200 - côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 87-1352-1, Mlle Eliane Grignon, M. Thierry Reid, lot 3 de la terre Vaitiare à Mataica - P.K. 47,300 - côté montagne, 1 maison d'habitation ;

*Commune de Rangiroa*

*Travaux autorisés le 17 décembre 1987 :*

N° 87-1357-1 AU, Mme Marie Bellais, sur les parcelles cadastrées 55 et 56, section B.3 (terres Peretue - Farii - Taraivaiva), 1 unité d'hébergement (1 restaurant et 4 bungalows).

## ENQUETE PUBLIQUE

## PLAN GENERAL D'AMENAGEMENT DE LA COMMUNE DE MAHINA

AVIS N° 87-1168 MFA/AU

Conformément aux dispositions de la délibération de l'assemblée territoriale n° 61-44 du 8 avril 1961 modifiée, portant code de l'aménagement du territoire, une enquête publique relative au projet de : *Plan général d'aménagement de la commune de Mahina*, est ouverte à compter du lundi 18 janvier au vendredi 12 février 1988 inclus.

Les documents soumis à enquête (rapport d'enquête justificatif, projet de règlement et plan général d'aménagement) sont exposés dans la salle située au-dessus de la cuisine centrale près de la mairie de Mahina, où ils pourront être consultés de 9 à 19 heures.

M. Michel Peirsegaie, commissaire enquêteur, recevra à la mairie de Mahina tous les avis, observations ou oppositions qui pourront se manifester pendant la durée de l'enquête, et qui seront consignés dans un registre ouvert à cet effet. Le courrier pourra lui être adressé à la mairie de Mahina - boîte postale 11.055.-.

Le commissaire enquêteur recevra selon les horaires suivants :

- mercredi 10 février de 13 h à 19 h
- jeudi 11 février de 13 h à 19 h
- vendredi 12 février de 13h à 19 h.

Papeete, le 31 décembre 1987.  
*Le ministre des affaires foncières  
 et administratives,*  
 Raymond VAN BASTOLAER.

## ENQUETE

"de commodo et incommodo"

AVIS D'ENQUETE N° 87-44 ENV.

Conformément aux dispositions de la délibération de l'assemblée territoriale n° 61-44 du 8 avril 1961 portant code de l'aménagement du territoire, sur une demande formulée par M. Eric Lucas, en vue d'obtenir l'autorisation d'installer un élevage de volailles (coquelets), sur une parcelle de la terre "Ahuratupuorero" sise à Papenoo, P.K. 17,8 côté montagne, commune de Hitiiaa O Te Ra.

Une enquête de commodo et incommodo est ouverte, à compter du 25 janvier 1988 et jusqu'au 24 février 1988.

Cette installation comprendra les matériels suivants :

- deux grands bâtiments d'élevage ;
- un élevage en cages ;
- une poussinière pour 50 poussins ;
- une couveuse électrique pour 50 oeufs.

L'effectif total de cet élevage sera de 320 animaux.

M. Philippe Raust, docteur vétérinaire auprès du service de l'économie rurale est désigné pour remplir les fonctions de commissaire enquêteur. Le dossier pourra être consulté auprès de lui où il recueillera tous les avis, observations ou oppositions qui pourraient se manifester pendant la durée de l'enquête : service de l'économie rurale, section élevage à Pirae, téléphone 42.81.47.

Papeete, le 31 décembre 1987.

Pour le ministre, et par délégation,  
 Pour le délégué absent,  
*Le chargé d'études,*  
 Frédéric BERTHIAS.

## ENQUETE

"de commodo et incommodo"

AVIS D'ENQUETE N° 87-45 ENV.

Conformément aux dispositions de la délibération de l'assemblée territoriale n° 61-44 du 8 avril 1961 portant code de l'aménagement du territoire, sur une demande formulée par M. Jean Hugues Tricard, mandataire de la société Tahiti Pétroles, en vue d'obtenir l'autorisation de procéder au réaménagement de la station service Total du Taaoe située sur la terre "Faremaia" dans la commune de Pirae.

Une enquête de commodo et incommodo est ouverte, à compter du 25 janvier 1988 jusqu'au 24 février 1988.

Cette installation complémentaire comprendra les matériels suivants :

- une cuve supplémentaire de 10.000 litres de gazole enterrée ;
- un volucompteur pour le gazole ;
- un volucompteur pour le mélange.

M. Albert Conroy, agent des établissements classés est désigné pour remplir les fonctions de commissaire enquêteur. Le dossier pourra être consulté auprès de lui où il recueillera tous les avis, observations ou oppositions qui pourraient se manifester pendant la durée de l'enquête : délégation à l'environnement, immeuble administratif A1, 11 rue du Commandant-Destremau, téléphone 42.46.50.

Papeete, le 31 décembre 1987.

Pour le ministre, et par délégation,  
 Pour le délégué absent,  
*Le chargé d'études,*  
 Frédéric BERTHIAS.

## ENQUETE

"de commodo et incommodo"

AVIS D'ENQUETE N° 87-46 ENV.

Conformément aux dispositions de la délibération de l'assemblée territoriale n° 61-44 du 8 avril 1961 portant code de l'aménagement du territoire, sur une demande formulée par M. Jean Hugues Tricard, mandataire de la société Shell service, en vue d'obtenir l'autorisation d'installer une station service Shell située sur le lot 96, section C du plan cadastral de la commune de Arue.

Une enquête de commodo et incommodo est ouverte, à compter du 25 janvier 1988 jusqu'au 24 février 1988.

Cette installation complémentaire comprendra les matériels suivants :

- une cuve d'essence de 30.000 litres enterrée ;
- une cuve de gazole de 30.000 litres enterrée ;
- quatre volucompteurs mixtes ;
- un volucompteur pour le mélange.

M. Albert Conroy, agent des établissements classés est désigné pour remplir les fonctions de commissaire enquêteur. Le dossier pourra être consulté auprès de lui où il recueillera tous les avis, observations ou oppositions qui pourraient se manifester pendant la durée de l'enquête : délégation à l'environnement, immeuble administratif A1, 11 rue du Commandant-Destreumeau, téléphone 42.46.50.

Papeete, le 31 décembre 1987.

Pour le ministre et par délégation,

Pour le délégué absent,

*Le chargé d'études,*

Frédéric BERTHIAS.

## ENQUETE

"de commodo et incommodo"

### AVIS D'ENQUETE N° 87-47 ENV.

Conformément aux dispositions de la délibération de l'assemblée territoriale n° 61-44 du 8 avril 1961 portant code de l'aménagement du territoire, sur une demande formulée par M. Hatua Tematahotoa, en vue d'obtenir l'autorisation d'installer un élevage de poules pondeuses et de poultes sur la terre "Vaipururua", inscrite au procès verbal de bornage sous le n° 121 sise à Amaru, commune de Rimatara.

Une enquête de commodo et incommodo est ouverte, à compter du 25 janvier 1988 jusqu'au 24 février 1988.

Cette installation sera composée :

- d'un bâtiment d'élevage pour 200 poules pondeuses et 200 poultes.

M. Albert Conroy, agent des établissements classés est désigné pour remplir les fonctions de commissaire enquêteur. Le dossier pourra être consulté auprès de lui où il recueillera tous les avis, observations ou oppositions qui pourraient se manifester pendant la durée de l'enquête : délégation à l'environnement, immeuble administratif A1, 11 rue du Commandant-Destreumeau, téléphone 42.46.50.

De même, le dossier pourra être consulté auprès de la mairie concernée par ce projet qui recueillera les avis, observations ou oppositions.

Papeete, le 31 décembre 1987.

Pour le ministre et par délégation,

Pour le délégué absent,

*Le chargé d'études,*

Frédéric BERTHIAS.

## ENQUETE

"de commodo et incommodo"

### AVIS D'ENQUETE N° 87-48 ENV.

Conformément aux dispositions de la délibération de l'assemblée territoriale n° 61-44 du 8 avril 1961 portant code de l'aménagement du territoire, sur une demande formulée par M. Maurice Kilian, mandataire de Kilian frères S.A.R.L., en vue d'obtenir l'autorisation d'installer un atelier d'entreprise, garage et entreposage de matériaux de construction sur les terres "Tetacac" 2 et 3, lots n° 151 et 156, sises à Maharepa, commune de Moorca-Maiao.

Une enquête de commodo et incommodo est ouverte, à compter du 25 janvier 1988 et jusqu'au 24 février 1988.

Cette installation comprendra les matériels et équipements suivants :

- Un garage d'entretien des matériels de chantier avec poste de soudure électrique, poste oxy-acétylénique, un appareil de nettoyage Steamer, une cuve aérienne de 2.000 litres de gazole en installation aérienne, un stock de pièces de rechange ;

- 3 camions dont un semi-remorque porte-chars, un extracavator JCB ;

- Un dépôt d'environ 300m<sup>3</sup> de matériaux de construction (sable et cailloux).

M. Albert Conroy, agent des établissements classés est désigné pour remplir les fonctions de commissaire enquêteur. Le dossier pourra être consulté auprès de lui où il recueillera tous les avis, observations ou oppositions qui pourraient se manifester pendant la durée de l'enquête : délégation à l'environnement, immeuble administratif A1, 11 rue du Commandant-Destreumeau, téléphone 42.46.50.

Papeete, le 31 décembre 1987.

Pour le ministre et par délégation,

Pour le délégué absent,

*Le chargé d'études,*

Frédéric BERTHIAS.

## ENQUETE

"de commodo et incommodo"

### AVIS D'ENQUETE N° 7-87 AUISLV-CI

Conformément aux dispositions de la délibération de l'assemblée territoriale n° 61-44 du 8 avril 1961 portant code de l'aménagement du territoire, sur une demande formulée par M. Michel Strebel gérant de la société Polprodev, en vue d'obtenir l'autorisation d'installer un dépôt de matériaux de construction sur une parcelle des terres "Ofimooraa" et "Maraetooa" à environ 100m du Yacht-Club et à 400m du quai de Fare Piti, commune de Bora Bora.

Une enquête de commodo et incommodo est ouverte, à compter du 25 janvier 1988 et jusqu'au 24 février 1988.

Cette installation comprendra les matériels suivants :

**Bâtiment A :** petit outillage, matériel électrique, plomberie, quincaillerie, peinture et colorants (300 kg), ciment (200 sacs), colles et décapants (100 kg) ;

**Appenti B :** bois de construction (environ 50m<sup>3</sup>), contre-plaqué et panneaux divers (6 m<sup>3</sup>) et des tubes PVC.

M. Lucien Aritai, contrôleur d'urbanisme à la subdivision du service de l'aménagement du territoire aux îles Sous-le-Vent est désigné pour remplir les fonctions de commissaire enquêteur. Le dossier pourra être consulté auprès de lui où il recueillera tous les avis, observations ou oppositions qui pourraient se manifester pendant la durée de l'enquête : subdivision du service de l'aménagement du territoire aux I.S.L.V. B.P. 355 Uturoa, téléphone 66.35.59.

Papeete, le 31 décembre 1987.

Pour le ministre et par délégation,  
Pour le délégué absent,  
Le chargé d'études,  
Frédéric BERTHIAS.

## PARTIE NON OFFICIELLE

### ANNONCES JUDICIAIRES ET LEGALES

#### ANNONCE LEGALE

**OFFICE DIAMANTAIRE DU PACIFIQUE**  
Société anonyme au capital de 45.000.000 Frs CP  
Siège social : PAPEETE, Centre Vaima  
Bureau n° 16 - 3e étage  
R.C.S. PAPEETE N° 1182 B

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires en date du 3 décembre 1987 et des conseils d'administration subséquents, que le capital social a été augmenté de 130.000.000 Frs CP, par voie d'émission au pair de 65.000 actions de 10.000 Frs CP chacune, toutes souscrites et libérées intégralement par compensation ; que la valeur nominale des actions après avoir été portée à 10.000 Frs CP au moyen de l'échange de 5 actions anciennes de 2.000 Frs CP contre 1 action nouvelle de 10.000 Frs CP, a été ensuite réduite à 4.000 Frs CP lors de la réduction du capital de 175.000.000 Frs CP à 70.000.000 Frs CP.

Il résulte de ce qui précède les modifications ci-après aux mentions antérieurement publiées.

#### Art. 6. - Capital social

##### Ancienne mention :

Le capital social est fixé à 45.000.000 Frs CP, divisé en 22.500 actions de 2.000 Frs CP chacune entièrement libérées.

##### Nouvelle mention :

Le capital social est fixé à 70.000.000 Frs CP, divisé en 17.500 actions de 4.000 Frs CP chacune entièrement libérées.

Pour avis et mention,

Le conseil d'administration.

**SOCIÉTÉ CIVILE DE PARTICIPATION**  
**AU CAPITAL DE 100.000 F. CFP**  
Siège social : ARUE P.K. 5 - Lotissement ERIMA

#### ANNONCE LEGALE

#### AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 24 novembre 1987 enregistré à PAPEETE, le 29 décembre 1987, il a été constitué une société civile :

**Dénomination sociale :** S O P A R E X

**Forme :** Société civile de participation

**Capital :** 100.000 F. CFP

**Siège social :** ARUE P.K. 5 - lotissement ERIMA

**Objet :** Prise de participation

**Durée :** 99 années à compter de l'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés de PAPEETE.

**Apports en numéraire :** 100.000 F. CFP

**Gérant :** Monsieur Paul MALFOY est désigné statutairement en qualité de gérant pour une durée indéterminée.

**Cession de parts :** En application de l'article 10 des statuts, les parts sociales ne peuvent être cédées à des tiers étrangers à la société qu'avec le consentement des associés représentant plus des 3/4 du capital social.

**Immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés :** la société sera immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés tenu au greffe du Tribunal de Commerce de Papeete.

Pour avis et mention,

Le Gérant.

Etude de Maître Yves-Louis SAGE  
Avocat

Par requête déposée au Tribunal Civil de Première Instance de Papeete le 7 janvier 1988,

Monsieur Michel VANIN, peintre automobile, demeurant à Papeete, B.P. 3775 et Madame Evelyn COUDRAY, employée de bureau, demeurant à Papeete, B.P. 3775 ont demandé l'homologation de leur contrat de changement de régime matrimonial par lequel ils ont adopté le régime de la séparation de biens.

Pour extrait,

Me Yves-Louis SAGE.

Société Civile Immobilière Chinoise  
rue du maréchal Foch  
B.P. 182  
PAPEETE - TAHITI

Les actionnaires de la Sté Civile Immobilière Chinoise sont convoqués en Assemblée Générale ordinaire, le samedi 6 février 1988, à 14 h 30 au bureau de l'école « KOO MEN TONG », 59 rue du maréchal Foch, Papeete.

**Ordre du jour :** Renouvellement du Bureau du Comité de Direction, questions diverses.

Le Comité de Direction.

# ANNONCES DIVERSES

## «COOPERATIVE DES PECHEURS, AGRICULTEURS ET ELEVEURS «TAMARII RAIROA»

### Extraits de statuts

Il est fondé entre les adhérents aux présents statuts une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901, ayant pour titre :

## COOPERATIVE DES PECHEURS, AGRICULTEURS ET ELEVEURS «TAMARII RAIROA»

Cette association a pour but de promouvoir les activités agricoles sur l'île de RAIROA organisant au mieux l'utilisation des différents moyens de production mis à la disposition de l'ensemble des agriculteurs ; d'encourager les agriculteurs à régénérer leurs cocoteraies par des conseils d'ordre technique ou administratif ; de servir le cas échéant d'intermédiaire entre les membres de l'association et les services administratifs lors de leur intervention.

Le siège est fixé à Tiputa, RANGIROA B.P. 4000 PAPEETE.

### COMPOSITION DU BUREAU :

|                     |                                    |
|---------------------|------------------------------------|
| Président           | : DEXTER Amédée                    |
| Vice-Président      | : TEVAHINETAUTERATUA épouse PATERE |
| Secrétaire          | : DEXTER Ernest                    |
| Secrétaire adjoint  | : PATERE Arthur                    |
| Trésorière          | : WHITE Lydian épouse DEXTER       |
| Trésorière adjointe | : DEXTER Amédée dite Temaeva       |
| Assesseur           | : DEXTER John                      |

Récépissé n° 1019 MFA/AA du 6 janvier 1988.

## «COOPERATIVE SCOLAIRE DE L'ECOLE MATERNELLE DE FAANUI»

### Extraits de statuts

A partir de novembre 1987, il est formé entre les élèves et les maîtresses et amis de l'école maternelle de FAANUI, une coopérative scolaire dont le siège est à l'école.

La coopérative scolaire a pour buts, sous le contrôle permanent de la directrice, de prendre soin de l'école et de la rendre agréable de façon à la faire aimer, d'entretenir et améliorer le matériel de jeu et de classe, d'organiser des fêtes scolaires et sportives, des sorties et des excursions, de resserrer les liens de solidarité entre l'école et les familles par des œuvres de mutualité et de bienfaisance.

### COMPOSITION DU BUREAU :

|                     |                             |
|---------------------|-----------------------------|
| Président           | : MAI Teihotu               |
| Présidente          | : HAOATAI Julienne          |
| Vice-Présidente     | : TEIHOARII Perrine         |
| Secrétaire          | : TEHUIOTOA Gilberte        |
| Secrétaire adjointe | : ITARAERA Tipea            |
| Trésorière          | : TETUANUITFARERII Eléonore |
| Trésorière adjointe | : PUNUARII Rosine           |

Récépissé n° 4663 FI/AA du 7 décembre 1987.

## A. P.E.L. DE L'ECOLE PRIMAIRE DE PUURAI -PUURAI -FAAA.

### RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

|                     |                               |
|---------------------|-------------------------------|
| Président d'honneur | : AVAEMAI Tiapati             |
| Président           | : SANDFORD Wallace            |
| Vice-Président      | : TUAHU Eimeo                 |
| Secrétaire          | : CERAN-JERUSALEM Jean-Pierre |
| Secrétaire adjointe | : RIVETA Nuupure              |
| Trésorier           | : LEE Auguste                 |
| Trésorière adjointe | : NAEA Mairie                 |
| Membres             | : TARAHU Cécile               |
|                     | : TUPANA Emma                 |
|                     | : PATIRA Hélène               |
|                     | : CHARLES Marceline           |
|                     | : VAIHO Vanaa                 |
|                     | : TEKOPUNUI Matirita          |
|                     | : MAKE Bélanda                |
|                     | : FAARII Tara                 |
|                     | : MAI Patricia                |
|                     | : TORII Tepoe                 |
|                     | : AMARU Muriel                |
|                     | : TAGI Axel                   |
|                     | : MALARDE Francis             |
|                     | : TEKURIO Denis               |

## "SYNDICAT DES PERSONNELS NAVIGANTS ET TECHNIQUES DE POLYNÉSIE FRANÇAISE" (S.P.N.T./P.F.)

### COMPOSITION DU NOUVEAU BUREAU :

|                            |                       |
|----------------------------|-----------------------|
| Secrétaire                 | : BUDAN Pierre        |
| Secrétaire général adjoint | : SALMON Stelio       |
| Trésorier                  | : ARDEME Georges      |
| Assesseurs                 | : TAIJORE Albert      |
|                            | : TANEPAU Gérard      |
|                            | : VAN BASTOLAER Karel |

### Commission de contrôle :

|            |                          |
|------------|--------------------------|
| Président  | : PETITJEAN Denis Franck |
| Assesseurs | : WURFEL Patrick         |
|            | : BONNARD Alain          |
|            | : BERBEZY Alain          |
|            | : LEMOIGNE Jean-Louis    |
|            | : POMMIER Bruno.         |

## SOUS-DISTRICT DE BASKET-BALL DE BORA BORA NUNUE

### RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

|                          |                    |
|--------------------------|--------------------|
| Président                | : TEHIHIPO René    |
| Vice-Président           | : AREA Natana      |
| Secrétaire général       | : CHEUNG Joseph    |
| Secrétaire adjointe      | : HAHE Oona        |
| Trésorier général        | : TEHUIOTOA Samuel |
| Trésorier adjoint        | : TETOFOA Lionel   |
| Commissaires aux comptes | : MAHAI Paul       |
|                          | : AIHO Henri       |

**«ASSOCIATION DE DEFENSE DES TERRES,  
DE LA VALLEE «TIIRAHU» ET DE LA PROTECTION  
DE LA NATURE»**

Extraits de statuts

L'Association dite «ASSOCIATION DE DEFENSE DES TERRES, de la VALLEE «TIIRAHU» ET DE LA PROTECTION DE LA NATURE», constituée conformément aux dispositions de la loi du 1er juillet 1901 entre les soussignés et tous ceux qui adhéreront aux présents statuts.

Sa durée est illimitée.

Elle a son siège à TEAHUPOO chez Monsieur ROCHETTE Taurarii dit ZORO, P.K. 57 côté mer, tél. : 57.22.23.

Il peut être transféré en tout autre lieu par simple décision du conseil d'administration.

Elle a pour but de regrouper les propriétaires et conjoints des terres dans l'intérêt de la sauvegarde de l'environnement de la «TIIRAHU» ; d'agir en vue de préserver l'accès de cette vallée et d'organiser son utilisation ; d'intervenir auprès des autorités compétentes pour faire reconnaître les droits des propriétaires et conjoints ; de défendre les intérêts des propriétaires et conjoints des terres dans cette vallée ; de prendre en général toutes mesures utiles pour la sauvegarde des intérêts des adhérents aux présents statuts.

**COMPOSITION DU BUREAU DIRECTEUR :**

|                         |                                    |
|-------------------------|------------------------------------|
| 1er Président d'honneur | : TAUPUA Tinihau                   |
| 2e Président d'honneur  | : ROCHETTE Taurarii                |
| Président               | : ROCHETTE Yves                    |
| Vice-Président          | : ROCHETTE Jean-Pierre             |
| Secrétaire générale     | : ROCHETTE épouse ATUAHIVA<br>Iris |
| Secrétaire adjoint      | : PUAIKAU Victor                   |
| Trésorier général       | : TUAIVA Richard                   |
| Trésorier adjoint       | : TEUIRA Philippe                  |

Récépissé n° 4825 MFA/AA du 30 décembre 1987.

**RESULTATS DU TIRAGE DE LA TOMBOLA  
ASSOCIATION SPORTIVE CHONWA**

(Tirée le 10 janvier 1988).

|         |            |            |
|---------|------------|------------|
| 1er lot | n° 489.435 | 10.000.000 |
| 2e lot  | n° 432.688 | 2.000.000  |
| 3e lot  | n° 309.008 | 1.000.000  |
| 4e lot  | n° 379.208 | 1.000.000  |
| 5e lot  | n° 332.982 | 1.000.000  |
| 6e lot  | n° 442.553 | 1.000.000  |
| 7e lot  | n° 437.747 | 1.000.000  |
| 8e lot  | n° 142.303 | 1.000.000  |

**COOPERATIVE SCOLAIRE DE L'ECOLE DE MAIAO**

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**

|                    |                      |
|--------------------|----------------------|
| Président          | : LAI FAO Aimeo      |
| Vice-Président     | : BROTHERS Henri     |
| Secrétaire         | : MAPUNA Stéphane    |
| Secrétaire adjoint | : PAPU Pure          |
| Trésorière         | : HUNTER Josiane     |
| Trésorier adjoint  | : TAUNIUA Temaevarii |

**«ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES  
DE L'ECOLE MATERNELLE DE MUTUREA»**

Extraits de statuts

Il est créé dans la commune de TEVA I UTA une association des parents d'élèves de l'école maternelle de MUTUREA.

Elle a son siège à l'école même.

L'Association a pour but de veiller à la défense des intérêts matériels et moraux de l'école laïque ; de documenter les parents sur tout ce qui concerne la vie et l'orientation de l'enfant.

**COMPOSITION DU NOUVEAU BUREAU :**

|                     |                                  |
|---------------------|----------------------------------|
| Président d'honneur | : TERE Faeta                     |
| Président           | : AH-MIN Rodrigue                |
| Vice-Présidente     | : MAONI Juanita                  |
| Secrétaire          | : TAPATO Albertine               |
| Vice-Secrétaire     | : TOOMARU Eva                    |
| Trésorier           | : TAHUAITU Richmond              |
| Vice-Trésorière     | : TARIHAA Adeline                |
| Assesseurs          | : PEA Teore<br>TARIHAA Madeleine |

Récépissé n° 4527 FI/AA du 24 novembre 1987.

**RESULTATS DU TIRAGE DE LA TOMBOLA  
DE L'ASSOCIATION MOTO CLUB DE TAHITI**

| N°s des billets | Lots de tombola | Lots aux vendeurs |
|-----------------|-----------------|-------------------|
| 60.594          | 10.000.000      | 1.000.000         |
| 349.290         | 2.000.000       | 200.000           |
| 118.247         | 1.000.000       | 100.000           |
| 558.460         | 300.000         | 30.000            |
| 424.468         | 200.000         | 20.000            |
| 609.270         | 100.000         | 10.000            |
| 451.052         | 100.000         | 10.000            |
| 563.171         | 100.000         | 10.000            |
| 507.086         | 100.000         | 10.000            |
| 314.819         | 100.000         | 10.000            |